CONSEIL D'ADMINISTRATION

CHARLES CASTEL
Gouverneur

PHILIPPE W. LAHENS
Gouverneur-Adjoint

MARC HEBERT IGNACE
Directeur Général

RÉMY MONTAS
Membre

FRITZ DUROSEAU
Membre

ORGANIGRAMME

Conseil d'Administration

- Unité d'Audit Interne
- Unité Organisation et Méthode
- Unité Musée Numismatique
- Institut de Formation de la Banque Centrale
- Unité de Gestion des Bâtiments

- **Administration**
  - Ressources Humaines
  - Relations Publiques
  - Support
  - Archives
- **Monnaie et Analyse Économique**
  - Monnaie
  - Statistiques Économiques
  - Macroéconomie et Analyse de Conjoncture
  - Bibliothèque
  - Impression et Publication
- **Caisse et Réseau**
  - Guichets
  - Comptes Courants
  - Retrait
  - Compensation
  - Monnaie Fiduciaire
  - Succursale du Cap-Haïtien
- **Contrôle de Crédit**
  - Opérations de Crédit
  - Analyse et Recherche
  - Opérations Fiscales
- **Affaires Juridiques**
  - Contentieux
  - Affaires Juridiques
  - Règlementation Financière et Monétaire
- **Affaires Internationales**
  - Économie Internationale
  - Opérations Internationales
  - Dette Externe
  - Changes
- **Supervision**
  - Analyse et Statistiques
  - Inspections
  - Surveillance des Activités de Transfert et de Change
- **Information et Technologie**
  - Recherche et Développement
  - Opérations et Production
  - Administration et Sécurité
  - Réseaux et Télécommunications
  - Électrotechnique
- **Inspection Générale des Caisses Populaires**
  - Inspection sur Pièces
  - Inspection sur Place
- **Finance**
  - Portefeuille
  - Comptabilité
  - Contrôle de Gestion

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DU GOUVERNEUR 11

A. L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2011

I- LE SECTEUR RÉEL 15
I.I Valeur ajoutée par secteur d'activité 17
I.2 Le comportement des prix en 2011 19
I.3 Le salaire minimum et la situation de l'emploi en 2011 20

II- LA MONNAIE ET LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE 20
II.1 La politique monétaire en 2011 20
II.1.1 Les instruments de la politique monétaire en 2011 21
II.1.1.1 Les bons BRH 21
II.1.1.2 Les taux de réserves obligatoires 23
II.1.2.3 Les interventions de la BRH sur le marché des changes 24
II.1.2 Les résultats 24
II.1.2.1 Les résultats intermédiaires 25
II.1.2.2 Les résultats finals 25
II.2 Évolution des agrégats monétaires en 2011 27
II.2.1 Contreparties de M3 et financement de l'économie 27

III- LES FINANCES PUBLIQUES 28
III.1 Recettes 29
III.1.1 Recettes internes 29
III.1.2 Recettes douanières 29
III.1.3 Performance institutionnelle 30
III.1.4 Evolution de la structure des recettes 30
III.2 Dépenses 31
III.2.1 Dépenses courantes 31
III.2.2 Dépenses d'investissement 31
III.3 Financement de l'Administration Centrale en 2011 32
III.4 Évaluation du programme FEC pour l'exercice fiscal 2011 33

IV- LA BALANCE DES PAIEMENTS D'HAÏTI EN 2011 33
IV.1 Le solde des comptes courants en 2011 34
IV.1.1 Le solde des biens et services 34

IV.1.2 Les transferts courants 37
IV.1.3 Les revenus 37
IV.2 Le compte des opérations financieres 37
V- LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE EN 2011 38
V.1 Les créances bilatérales 39
V.2 Les créances multilatérales 39
V.3 Structure de l'encours de la dette publique externe par type de devises 39
V.4 Répartition de l'encours de la dette par secteur économique 39
V.5 Décaissements et service de la dette en 2011 40
V.6 Annulation d'une partie de la dette d'Haiti et ses impacts 42

B. LE SYSTEME BANCAIRE EN 2011: VUE D'ENSEMBLE

VI- ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2011 43
VI.1 Le système bancaire: Établissements et environnement Concurrentiel 45
VI.2 Structure du système bancaire 47
VI.3 Distribution du crédit bancaire 49
VI.4 Parts de marché individuelles dans le système bancaire haitien 52

VI.5- LES ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2011 (HORMIS BANQUE CENTRALE) 54
VI.5.1 Activités bancaires 54
VI.5.2 Structure financière et qualité de l'actif 61
VI.5.3 Résultats des activités bancaires 63

VI.6- LA SURVEILLANCE DES BANQUES 68
VI.6.1 Activités de surveillance 68
VI.6.2 Surveillance des es activités de transferts et de change 69
VI.6.3 Chronologie des faits marquants du système bancaire au cours de l'exercice 2011 70

VII- LES ACTIVITÉS GÉNERALES D'INSPECTION DES CAISSES POPULAIRES 70

C. LA BRH EN 2011

VIII- GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS DE LA BRH EN 2011 72
VIII.1 Composition des avoirs extérieurs de la BRH 73
VIII.2 Rendement du portefeuille 74

IX- QUELQUES FAITS SAILLANTS RELATIFS AU CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2011 74
IX.1 Évolution du taux de change 74
IX.2 Évolution des spreads bancaire et informel 75

X- LA MONNAIE FIDUCIAIRE ET LA MONNAIE SCRIPTURALE 76
X.1 Billets et monnaie divisionnaire 76
X.1.1 Émission, destruction et remplacement de monnaie 76
X.1.2 Circulation fiduciaire au sens strict 77
X.1.3 Circulation fiduciaire au sens large 77
X.1.4 Composition de l'encours des billets 77
X.1.5 Billets contrefaits retenus aux guichets de la BRH 78
X.2 Les chèques 79
X.2.1 Les opérations de la chambre de compensation 79
X.2.2 Évolution des activités du Service de la compensation au cours des cinq dernières années 82
X.2.3 Dépôts et tirages des banques commerciales 82
X.3 Système de paiement interbancaire haitien (SPIH) 86

XI.- SITUATION DU SYSTÈME D'INFORMATION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA BRH EN 2011. 88
XI.1 Projet « Système National de Paiements » Services de Paiement électronique – compensation

électronique des chèques – Réseau WIMAX. 88
XI.2 Activités de développement et d'entretien. 89
XI.2.1 Interface – Système de paiement Electronique (SPE) 89
XI.2.2 Logiciel libre de gestion du Parc Immobilier (GLPI) 89
XI.2.3 Mise à jour régulière des applications en production 89
XI.2.4 Interfaces – Nouvelle Application de Gestion des comptes courants. 89
XI.3 Site Internet de la BRH 90
XI.4. Renforcement des systèmes et mise à jour d'applications en production 90
XI.4.1 Check plus 3.4 90
XI.4.2 CODA – Clôture de l'exercice 2010 – 2011 90
XI.4.3 Swift 91
XI.4.4 Migration et réplication de la base de donnes SPIH 91
XI.5 Assurance Qualité Logiciel AQL 91
XI.5.1 Tests et mise en production du logiciel de gestion des caisses et des comptes courants. (GCC) 87
XI.5.2 Tests dans le cadre du Projet « Système de paiement Electronique » 88
XI.5.3 Tests des interfaces entre Postillon, GCC et SPIH 88
XI.5.4. Ajout de fonctionnalités a l'application Gestion des Ressources Humaines (GRH) 88
XI.5.5 Nouveau site de la BRH 88
XI.5.6 Mise en place d'un environnement de Tests basé sur VMWARE. 88
XI.5.7 Mise en place d'outils de gestion de projets et de code source. 89
XI.6 Réseau et Télécommunication 88
XI.6.1 Installation d'un système de cameras de surveillance IP 88
XI.6.2 Gestion des équipements électromécaniques. 88
XI.6.3 Aménagement du local des comptes courants et des Guichets. 89
XI.6.4 Alimentation électrique de conteneurs Aménagés . . . . . .
XI.7 Projets d'amélioration et de réparation. 88

XII- LES RESSOURCES HUMAINES DE LA BRH EN 2011 93

XIII- GESTION DU PARC IMMOBILIER DE LA BRH 95

D. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXE JURIDIQUE

ÉTATS FINANCIERS 98
LISTE DES CIRCULAIRES 170
ANNEXE JURIDIQUE 171

E. ANNEXE STATISTIQUE

I.1 Produit intérieur brut par branche d'activité économique 173
I.1a Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel 174
I.1b Taux de croissance du PIB réel 175
I.2 Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes courantes) 176
I.2a Structure du PIB nominal (en millions de gourdes courantes) 177
I.3 Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes 1986-1987) 178
I.3a Structure du PIB réel (en millions de gourdes 1986-1987) 179
I.3b Compte du produit intérieur brut (Variation en pourcentage) 180
I.3 c Structure de la coissance du PIB réel (Variation en pourcentage) 181
I.3d Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage) 182
I.4 Indice des prix à la consommation (IPC) - Ensemble du pays 183
I.4a Indice des prix à la consommation (IPC) - Ensemble du pays 184
I.5 Taux d'inflation (Variation de l'IPC en pourcentage) 185
I.5 suite Taux d'inflation (Variation de l'IPC en pourcentage) 186
I.5a Taux d'inflation (Variation de l'IPC en glissement annuel) 187
I.6 Taux de change à Port-au-Prince 188
I.7 Composantes et contreparties de l'agrégat M3 189

I.8 La base monétaire et ses sources 190
I.9 Bilan de la BRH 191
I.10 Bilan consolidé des banques commerciales 1/ 192
I.11 Bilan consolidé des banques commerciales 193
I.12 Résumé des opérations financières de l'Administration Centrale 1/ 194
I.13 Résumé des opérations financières de l'Administration Centrale 195
I.14 Résumé de la balance des paiements d'Haïti 196
I.15 Position extérieure globale d'Haïti 197
I.16 Valeur des principaux produits exportés 198
I.17 Exportations aux USA (FOB) (à base de matières premières locales) 199
I.18 Exportations des industries d'assemblage aux USA (FOB) (à base de matières premières importés) 200
I.19 Importations totales d'Haïti par catégorie de produits 201
I.20 Importations de produits pétroliers 202
II.1 Chiffres cléfs du bilan par banque 203
II.2 Chiffres cléfs des résultats par banque 204
II.3 Ratios financiers par banque 205
II.4 Ratios financiers par banque - Ratios de rentabilité 206

LISTE DES SIGLES 207

TABLEAUX

1 Salaire réel au 30 septembre 2011 20
2 Structure des recettes par institution 30
3 Évolution de la structure des recettes 30
4 Évolution du déficit du Gouvernement central financé par la BRH (en MG) 33
5 Résumé de la Balance des Paiements (en millions de dollars ÉU) 35
6 Allègement de la dette reçu au cours de l'exercice fiscal 2011 (en millions de dollars ÉU) 42
7 Indicateurs financiers clés au 30 septembre 2011 (MG) 44
8 Établissements bancaires fonctionnant en Haïti (au 30 septembre 2011) 45
9 Nombre de succursales et agences autorisées 45
10 Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire 46
10a Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire 46
11 Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre 2011 (en %) 47
12 Poids des différentes catégories d'établissements bancaires au 30 septembre (en %) 48
13 Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre 49
14 Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activités au 30 septembre (en MG et en %) 49
15 Répartition de l'encours des prêts par tranche (prêts de 75 000 gourdes ou plus au 30 septembre) 51
16 Répartition du nombre de prêts par emprunteur (au 30 septembre) 52
17 Parts de marché, rang dans l'actif total et portefeuille de prêts bruts (au 30 septembre) 53
18 Parts de marché et rang : dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU (au 30 septembre) 53
19 Bilan du système bancaire au 30 septembre (en MG) 54
20 Principaux postes du bilan du système bancaire au 30 septembre (variation en %) 54
21 Composition des postes du bilan du système bancaire au 30 septembre (en %) 55
22 Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %) 56
23 Liquidités du système bancaire (en pourcentage de l'actif total, au 30 septembre) 56
24 Variation en pourcentage des dépôts du système bancaire 57
25 Composition des dépôts du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %) 57
26 Évolution des dépôts en dollars ÉU convertis du système (en MG au 30 septembre) 58
27 Actifs productifs 58
28 Respect des normes de suffisance de fonds propres (au 30 septembre) 61
29 Prêts improductifs du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %) 62
30 Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système au 30 septembre 2011 62
31 Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses au 30 septembre (en MG et en %) 62
32 Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres au 30 septembre (en MG) 63
33 Importance des prêts accordés aux apparentés au 30 septembre 2011 63
34 Revenus nets d'intérêt pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG) 65

35 Produit net bancaire pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %) 66
36 Coefficient d'exploitation pour l'exercice terminé au 30 septembre 66
37 Rémunération moyenne des dépôts pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et %) 67
38 Rendement moyen des prêts pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %) 67
39 Productivité par employé (au 30 septembre, en milliers de gourdes et en %) 68
40 Cours moyen du dollar ÉU par rapport à la gourde (ÉU/HTG) 76
41 Variation du cours moyen du dollar ÉU par rapport à la gourde (en %) 76
42 Destruction, remplacement et émission de la monnaie (en milliers d'unités) 77
43 Faux billets retenus au Service des guichets (dollars ÉU) 78
44 Faux billets retenus au Service des guichets (gourde) 79
45 Nombre de chèques en gourdes présentés et reçus par les banques en 2011 79
46 Nombre de chèques en dollars ÉU présentés et reçus par les banques en 2011 (en milliers) 80
47 Résultat de la compensation par banque des chèques en gourdes en 2011 (en MG) 80
48 Résultat de la compensation mensuelle des chèques en gourdes en 2011 (en MG) 80
49 Résultat de la compensation par banque des chèques en devises en 2011 (en millions de dollars ÉU) 81
50 Résultat de la compensation mensuelle des chèques en devises en 2011 (en millions de dollars ÉU) 81
51 Dépenses du Trésor Public enregistrées à la chambre de compensation en 2011 (en MG) 81
52 Les activités de compensation en gourdes au cours des cinq dernières années 82
53 Les activités de compensation en dollars ÉU au cours des cinq dernières années 82
54 Dépôts des banques sur leurs comptes en gourdes à la BRH au cours de l'exercice 2011 (en MG) 82
55 Dépôts des banques sur leurs comptes en dollars ÉU à la BRH au cours de l'exercice 2011 (en millions de dollars ÉU) 83
56 Tirages des banques sur leurs comptes en gourdes à la BRH au cours de l'exercice 2011 (en MG) 83
57 Tirages des banques sur leurs comptes en dollars ÉU à la BRH au cours de l'exercice 2011 (en millions de dollars ÉU) 84
58 Quantité de chèques imprimés en 2011 84
59 Quantité de chèques en gourdes et en dollars ÉU traités pour le compte du Tresor Public ainsi que les montants correspondants en 2011 85
60 Chèques certifiés en 2011 85
61 Volume et valeur des chèques certifiés en 2011..... 86
62 Tableau des opérations de SPIH en 2011..... 86
63 Chèques payés aux guichets de la BRH pour le compte du Tresor Public 87
64 Effectif de la BRH en 2011 94
65 Mouvement du Personnel de la BRH en 2011 94
66 Répartition de l'effectif de la BRH par classe d'ancienneté au 30 septembre 2011..... 94

GRAPHIQUES

1 Évolution du produit intérieur brut en termes réels 16
2 Valeur ajoutée pour secteur d'activité (%) 18
3 Inflation globale et sous-jacente (%) 19
4 Inflation globale et inflation alimentaire 19
5 Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH en 2011 22
6 Composition de l'encours des bons BRH en 2011 22
7 Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes 23
8 Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère 23
9 Position moyenne de réserve en MG 24
10 Les composantes de la base monétaire (milliards de gourdes) 25
11 Taux d'intérêt moyen pratiqué par les banques commerciales (opérations en gourdes) 26
12 Taux d'intérêt moyen pratiqué par les banques commerciales (opérations en dollars) 26
13 Evolution des agrégats monétaires (en milliards de gourdes) 27
14 Les contreparties de M3 (en milliards de gourdes) 28
15 Financement du déficit budgétaire (% du PIB) 29
16 Structure en % des dépenses d'investissement par secteur d'activité en 2011 32
17 Évolution du solde des transactions courantes 34
18 Parts relatives des principaux produits importés 36
19 Parts relatives des principaux produits exportés 37
20 Réserves brut en mois d'importations 38

21 Encours de la dette publique externe au 30 septembre 2011 (en millions de dollars EU) 38
22 Structure de l'encours de la dette publique externe par type de devise (%) 39
23 Répartition de la dette par secteur économique 40
24 Parts relatives des principaux bailleurs dans le service de la dette 40
25 Évolution des décaissements et des arriérés de paiements 41
26 Évolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets (en millions de dollars EU) 41
27 Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75000 gourdes ou plus (au 30 septembre) 52
28 Liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG) 56
29 Croissance des dépôts du système bancaire (au 30 septembre et en MG) 57
30 Portefeuille de prêts bruts du système bancaire au 30 septembre (en MG) 59
31 Volume des achats et des ventes de dollars EU sur le marché des changes 60
32 Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres (au 30 septembre) 60
33 Evolution des fonds propres du système bancaire au 30 septembre (en MG) 61
34 Évolution du bénéfice net du système pour l'exercice terminé le 30 septembre (en MG) 63
35 Rendement de l'actif (ROA) pour l'exercice terminé le 30 septembre (en %) 64
36 Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) pour l'exercice terminé le 30 septembre (en %) 64
37 Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé le 30 septembre (en MG) 65
38 Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composants pour l'exercice terminé le 30 septembre (en MG) 66
39 Évolution du nombre d'employés du système bancaire au 30 septembre 68
40 Évolution des intérêts versés pour les bons BRH au 30 septembre (en MG) 69
41 Évolution des réserves brutes de change (en million de dollars EU) 73
42 Répartition du portefeuille d'actifs financiers de la BRH par secteur d'activité (au 30 septembre) 73
43 Évolution du taux de change (fin de période) 74
44 Remplacement de billets et composition de l'encours au 30 septembre 2011 78

AVANT PROPOS

Conformément au vœu de la loi, le Conseil d'Administration de la Banque de la République d'Haïti présente au public le rapport annuel de l'exercice fiscal 2011. Ce rapport fournit un cadre d'analyse de l'économie réelle, de la politique monétaire, de la balance des paiements et de la gestion des finances publiques. Il couvre aussi les différents aspects de l'évolution du système bancaire ainsi que les opérations de gestion interne de la BRH.

En 2011, la banque centrale a conduit la politique monétaire dans un environnement marqué sur le plan international par la hausse des prix des principaux produits importés et sur le plan local par des incertitudes politiques consécutives aux élections présidentielles et législatives du 28 novembre 2010.

En effet, dans un contexte de baisse des taux d'intérêt dans les pays développés, d'accroissement des risques sur les actifs européens et d'une demande croissante des pays émergents, les prix des produits pétroliers et des produits alimentaires ont fortement augmenté suite aux investissements orientés vers les marchés de denrées de base ainsi qu'aux chocs d'offre provoqués par les perturbations climatiques, les désastres naturels et l'instabilité politique dans certaines régions (Egypte, Lybie) proches des grands pays exportateurs de pétrole. Outre ces différents facteurs, la recherche de rendements immédiats sur certaines classes d'actifs et le besoin de compenser les pertes de revenus liés à la dépréciation du dollar ont été à l'origine de la hausse à court terme des prix libellés en dollars ÉU des produits de base.

Ainsi, le prix moyen du baril de pétrole Brent s'est envolé à la hausse, passant de 71,45 dollars ÉU en 2010 à 107,46 dollars ÉU en 2011, sur un marché caractérisé par une extrême volatilité découlant des déficits d'offre liés aux aléas ci-dessus indiqués. Les prix des denrées alimentaires ont suivi la même tendance, d'autant plus que l'offre des produits céréaliers a baissé en raison de leur utilisation alternative dans la production de biocarburants. Pour la période sous étude, on a observé une augmentation de 10 % de l'indice du prix du riz, portant son niveau à 251 en 2011. Il s'en est suivi une propagation rapide de la hausse des prix internationaux à l'économie intérieure et l'inflation s'est accélérée pour atteindre 10,4 % en 2011 contre 4,7 % un an auparavant.

L'environnement économique local a subi non seulement les impacts négatifs de la hausse des prix des produits importés, mais aussi les aléas de la conjoncture politique. L'activité économique a connu un certain ralentissement, avec les perturbations qui ont découlé des joutes électorales de novembre 2010. De plus, le vide institutionnel, caractérisé par l'absence de gouvernement environ six mois après l'investiture du Président, risquait d'assombrir les perspectives d'une consolidation de la reprise de l'investissement privé. Ajoutés à cela, l'épidémie du choléra apparue dans l'Artibonite dès octobre 2010 et

l'ouragan Thomas en novembre 2010 ont constitué d'autres chocs internes qui ont fragilisé l'économie au cours de l'exercice fiscal 2011.

En dépit de l'influence de ces facteurs défavorables, l'économie a renoué avec la croissance en affichant une augmentation du PIB de l'ordre de 5,6 % en termes réels après une contraction de 5,4 % en 2010. Les secteurs secondaire et tertiaire ont affiché des hausses respectives de 13,51 % et de 7,7 % contre des replis de leur valeur ajoutée de 4,75 % et 7,2 % un an auparavant. Le secteur primaire a affiché, contre toute attente, une augmentation de 1,15 % en 2011 après celle de 0,03 % enregistrée en 2010.

Analysée sous l'angle de la demande globale, l'évolution favorable de l'économie en 2011 reflète la bonne performance de la demande externe et de l'investissement global. En effet, en termes réels, les exportations de biens et services ont augmenté de 18 %, après une chute de 6,4 % l'année précédente. Pour sa part, l'investissement global est en hausse de 9 % en volume. Ces évolutions ont permis de neutraliser la contraction de 5,6 % de la consommation globale qui, au cours de l'année 2010, avait progressé de 15 %. Le recul de la consommation globale peut être attribué en grande partie à la baisse de la consommation non-marchande, en particulier celle représentée par les ONG, suite à la baisse de leurs activités comparativement à l'année 2010. La chute de 5 % des importations et le taux d'accroissement élevé des exportations ont permis une réduction du solde déficitaire de la balance commerciale d'Haïti.

Le ralentissement du rythme de progression des transferts publics ainsi que le recul des flux d'aide humanitaire ont potentiellement réduit la disponibilité de devises dans le pays. Cette diminution de l'offre de devises et les anticipations qui l'accompagnent ont entraîné une dépréciation de 2,3 % de la valeur de la gourde par rapport au dollar américain. En effet, en 2011, le dollar s'est échangé à 40,87 gourdes et 40,75 gourdes respectivement en fin de période et en moyenne mensuelle contre 39,94 gourdes et 39,90 gourdes un an auparavant. Tenant compte de cette situation, les achats de devises de la Banque Centrale ont été limités à 53,86 millions de dollars ÉU en 2011 contre 117,28 millions de dollars ÉU en 2010. Ces interventions ont favorisé l'accroissement des Réserves Internationales Nettes de 7,50 % pour les porter à 1,17 milliard de dollars ÉU.

Au niveau des finances publiques, les nouvelles procédures visant l'amélioration du recouvrement des recettes de l'État et une gestion plus rationnelle des dépenses ont permis au gouvernement de réaliser une bonne performance en 2011. En effet, la pression fiscale est passée à 13,08 % contre 11,91 % en 2010, suite au renforcement des mesures administratives dans les deux principales institutions fiscales : la Direction Générale des Impôts (DGI) et l'Administration Générale des Douanes (AGD). D'autre part, le taux d'exécution des dépenses a été inférieur aux prévisions. Ainsi, les opérations financières de l'État, incluant les dons en appui au budget, se sont soldées par un excédent de 442,6 MG, correspondant à une diminution de 359,1 MG des créances de la BRH sur le Gouvernement.

Sur le plan monétaire et financier, la Banque de la République d'Haïti a orienté les grandes lignes de sa politique vers le renforcement des mesures de soutien à la reconstruction du pays en adoptant un ensemble de dispositions susceptibles d'aider les banques commerciales à mieux jouer leur rôle dans le financement de l'économie. C'est ainsi qu'en décembre 2010, la Banque Centrale a été partie prenante dans la mise en place d'un fonds de garantie partielle du crédit s'inscrivant dans le cadre de la restructuration des prêts des entreprises victimes du séisme du 12 janvier 2010 et l'accès au crédit aux PME et aux micro-entrepreneurs. Dans ce contexte, les autorités monétaires ont révisé à la baisse les taux sur les bons BRH en janvier 2011 et les ont gardés inchangés jusqu'à la fin de l'exercice. Ainsi, les taux d'intérêts sur les bons à maturité de 7, 28 et 91 jours sont passés à 1 %, 2 % et 3 % respectivement contre 2 %, 3,5 % et 5 % un an auparavant.

Les mesures prises par les autorités monétaires ont été efficaces au vu des résultats obtenus. Le crédit octroyé au secteur privé s'est accru de 24,49 % après s'être contracté de 6 % en 2010. L'augmentation du crédit a favorisé la relance des investissements privés, entraînant ainsi une hausse proche de 9 % de l'investissement global. Conséquemment,

le crédit intérieur net a augmenté de 3,67 % en glissement annuel. L'accroissement de ce dernier, combiné à celui des avoirs extérieurs nets, a favorisé une progression de 10,02 % de la masse monétaire au sens large.
Suite aux mesures prises par la BRH au cours de l'exercice fiscal 2011, le secteur bancaire a mieux rempli sa fonction d'intermédiation financière en octroyant davantage de crédit à l'économie. Le portefeuille de prêts bruts a connu une hausse de 29,70 % en glissement annuel alors que, les prêts improductifs ont évolué à la baisse. De plus, l'activité bancaire est devenue plus rentable en 2011 qu'en 2010 comme en témoigne l'évolution de certains indicateurs clés de performance. Le rendement moyen de l'actif (ROA) a progressé de 19 points de base et le rendement sur l'avoir des actionnaires s'est accru de 3,7 points de pourcentage. Une amélioration de l'efficience du système bancaire a été également enregistrée puisque le coefficient brut d'exploitation est passé de 69,21 % en 2010 à 67,75% en 2011, soit un gain d'efficience de 1,46 point de pourcentage, correspondant à un revenu proche de 33 centimes pour chaque gourde dépensée. Au cours de l'exercice 2011, les inspecteurs de la BRH ont réalisé quatre missions d'inspection générale dans quatre banques et cinq missions d'inspection sur place portant sur les activités de transfert. Il est important de souligner que 10 des 36 succursales non opérationnelles, après le séisme de 2010, ont été soit réparées, soit reconstruites ou relocalisées en 2011. Conséquemment, le nombre d'employés du système bancaire a augmenté de 5,21 %, ce qui porte le total à 3 572 employés en 2011.

En outre, la BRH s'est attelée à moderniser l'infrastructure du système actuel de paiements en vue de fournir des services de qualité à tous les acteurs impliqués dans les transactions financières. En ce sens, l'institution a travaillé sur le projet à grande envergure dénommé « Système National de Paiement ». Ce dernier a pour objectif d'établir une plateforme pour la mise en place en Haïti d'un réseau interbancaire national et international pour les banques, les autres établissements financiers et commerciaux, de façon à réduire à deux (2) jours l'encaissement des chèques au lieu de cinq (5) à dix (10) jours, à développer efficacement des moyens de paiement, à automatiser la compensation des chèques par leur numérisation, à favoriser la vulgarisation des cartes de débit et des cartes prépayées à travers le pays et à promouvoir l'utilisation des téléphones portables comme outils de paiement.

Fidèle à sa mission, la BRH s'est laissée constamment guider par le souci de préserver un environnement macroéconomique stable, en vue de promouvoir la croissance de l'économie. Elle prend l'engagement formel d'exercer au mieux ses missions d'ordre monétaire, financier et d'intérêt général. En tant qu'organe de supervision des institutions financières , elle reste convaincue que les grandes décisions prises au cours de l'exercice fiscal 2011 contribueront à renforcer la confiance des agents économiques dans le système bancaire ainsi que son rôle dans l'amélioration du climat des affaires et des perspectives économiques du pays.

Charles Castel
Gouverneur

A – L'ACTIVITE ECONOMIQUE EN 2011

Après une contraction de 5,4 % l'année précédente, l'économie a affiché en 2011, une croissance de 5,6 %, en dessous de l'objectif révisé du gouvernement haïtien (8,50 %) et articulé dans le programme signé avec le FMI. Ce taux de croissance s'est toutefois réalisé dans un contexte caractérisé par une situation sociopolitique instable suite aux joutes électorales, mais également par la flambée des prix du pétrole sur le marché mondial.

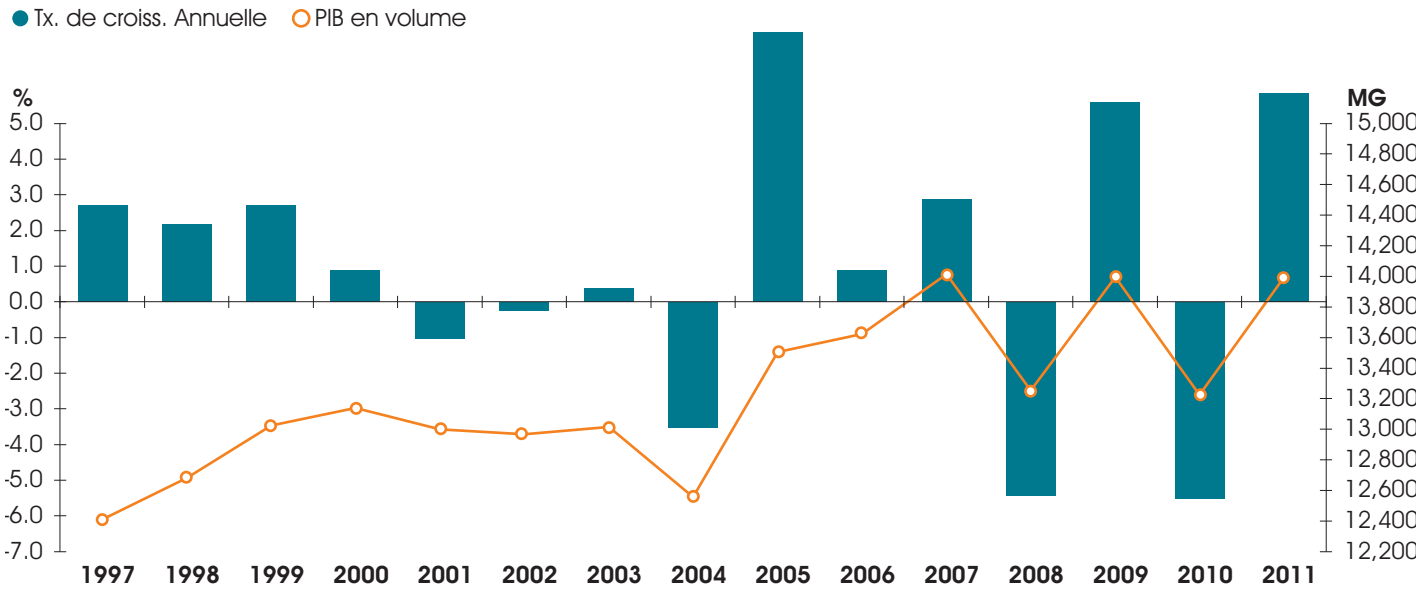
Sur le plan interne, l'augmentation du crédit au secteur privé (24,49 %) a favorisé la reprise des investissements privés, compensant ainsi la contraction des investissements publics (29,1 %). En dépit de l'expansion du volume des investissements privés (9 % de croissance en termes réels) et de celui des exportations (18 %), la demande globale a accusé une baisse de 1 % en 2011, en raison de la chute de 5,6 % de la consommation globale. Comparativement au niveau élevé d'importations en 2010, résultant de la situation exceptionnelle post-séisme, le volume des importations en 2011 s'est replié de 5 %.

Sur le plan externe, l'économie haïtienne a affiché un certain dynamisme. En effet, en dépit du ralentissement de la croissance du commerce mondial (+7,4 % contre +10,4 % en 2010) et de la décélération de la croissance du PIB des États-Unis (+1,7 % contre +3 % en 2010), la demande pour les produits haïtiens est restée ferme et a permis de générer une augmentation de 27,8 % de la valeur des exportations (gourdes) dans les comptes nationaux. Cette performance est attribuable notamment à la fois à la reprise des exportations des produits de sous-traitance et l'accroissement de la valeur des exportations du café (429 %), de la langouste (63 %), de la mangue (128 %) et des huiles essentielles (581 %). L'excédent enregistré au niveau de la balance globale a permis une augmentation des réserves nettes de change, lesquelles sont équivalentes à la facture d'environ dix mois d'importations.

I- LE SECTEUR RÉEL EN 2011

L'activité économique a été caractérisée au cours de l'exercice fiscal 2010-2011 par une évolution positive du Produit Intérieur Brut (PIB) en termes réels. Cette évolution est observée après la chute enregistrée en 2010, conséquence des impacts négatifs du séisme du 12 janvier. En effet, le PIB réel a progressé de 5,6 %, comparativement à une contraction de 5,4 % en 2010. Cette récupération de l'activité économique est imputable au dynamisme de plusieurs branches d'activités comme le commerce, l'industrie manufacturière, la production d'électricité, etc. Cependant, il convient de mettre en évidence que cette performance demeure relativement modérée par rapport aux objectifs fixés. En début d'exercice fiscal, les autorités économiques et financières tablaient sur une croissance de 8,5 % du PIB réel, ce qui devrait favoriser une récupération par rapport à la chute de 5,4 % de 2010 et permettre à l'économie de revenir sur le sentier de croissance amorcé en 2009.

Graphique 1.- Évolution du produit intérieur brut en termes réels



D'une manière générale, l'activité économique a été influencée par la conjoncture sociopolitique défavorable qui a sévi à l'intérieur du pays et par l'instabilité économique et financière de la conjoncture internationale. En effet, sur le plan interne, le fonctionnement normal de l'économie a été affecté par la tenue des élections présidentielles et législatives ponctuée d'épisodes de tensions sociopolitiques. ajoutée à cela, l'épidémie de choléra a éclaté et s'est propagé rapidement, causant d'importantes pertes en vies humaines. Aussi, le passage du cyclone Thomas et le long retard pris pour la mise en place d'un gouvernement après la prestation de serment du nouveau président en mai 2011, représentent d'autres facteurs néfastes.

A l'échelle mondiale, la conjoncture a été impactée par la crise de la dette souveraine et du secteur bancaire qui sévit en Europe, la volatilité des cours des produits de base, les perturbations résultant du tremblement de terre et du tsunami au Japon, l'atonie de l'économie américaine associée aux problèmes de financement budgétaire et induisant une persistante rigidité à la baisse du taux de chômage aux États-Unis, qui a évolué autour de 8,6 %.

L'analyse des composantes du PIB suivant l'optique des dépenses fait ressortir que les investissements et les exportations comme les principales sources de la croissance en 2011. L'investissement global en volume a augmenté de 9 %, imputable principalement aux travaux réalisés au niveau du secteur de la construction résidentielle et de la reconstruction de quelques ouvrages d'infrastructures endommagés au cours du séisme.

L'augmentation de 20,7 % des investissements directs étrangers et la reprise du crédit bancaire au secteur privé sont également révélatrices de la tendance haussière de l'investissement global en 2011. Les exportations globales exprimées à prix constant ont crû de 18 % contre une baisse de 7,28 % en 2010. A l'origine de cette performance se retrouve surtout l'augmentation de plus de 35% des exportations des industries d'assemblage et celles des huiles essentielles (64,3 %) ainsi que des produits primaires (6,3 %). La bonne performance des exportations du pays s'explique en grande partie par le dynamisme de l'industrie manufacturière qui a bénéficié de la loi Help (version améliorée de la Loi Hope), laquelle a renforcé l'accès des produits d'origine haïtienne de cette industrie aux marchés américains.

Quant à la consommation, elle a régressé de 5,6 % par rapport à l'année dernière où elle avait bondi de 15,35 % grâce à l'aide humanitaire massive dont avaient bénéficié les victimes du séisme. Le ralentissement des dépenses de consommation

est imputable à l'érosion du pouvoir d'achat des ménages induite d'une part par l'intensification des pressions inflationnistes en 2011. D'autre part, il y a eu un manque de revenus dû à l'arrêt des travaux à haute intensité de main d'œuvre financés par les ONG et le Trésor Public après le séisme ainsi qu'un ralentissement du rythme de progression des transferts sans contrepartie, soit 5,2 % en 2011 contre 8,5 % en 2010. Consécutivement au ralentissement de la consommation des ménages, les importations ont diminué de 5 % contre une expansion de 19,71 % l'année précedente. Le fléchissement des importations conjugué à la hausse des exportations ont conduit à l'atténuation du déficit commercial et par voie de conséquence, au renforcement de la contribution du secteur externe à la croissance en 2011.

I.1- VALEUR AJOUTÉE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 2011

La relance économique observée au cours de l'exercice 2010-2011 est attribuable, comparativement à l'exercice précédent, à l'évolution positive des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. La hausse constatée au niveau du secteur primaire résulte essentiellement de l'augmentation de la production de la branche « Agriculture, Élevage, Pêche » qui représente à elle seule plus de 50 % de ce secteur. Le secteur secondaire a connu un regain de croissance grâce au dynamisme de l'industrie manufacturière et de la branche des « Bâtiments & Travaux Publics ». Le secteur tertiaire a pu progresser cette année contrairement à l'année 2010 où une contraction de la valeur ajoutée y a été enregistrée. La reprise de ce secteur est imputable aux branches « Commerce Restaurant & Hôtel » et «Transport & Communication».

SECTEUR PRIMAIRE

Le secteur primaire a affiché une croissance de 1,2 % par rapport à l'exercice 2009-2010. Cette faible performance est due aux mauvaises conditions climatiques et météorologiques qui ont affecté la campagne agricole de printemps représentant près de 60 % de la production agricole annuelle du pays. Le poids relatif du secteur dans le PIB a diminué d'un point de base, à 23,9 % et sa contribution à la valeur ajoutée s'est établie à 5,1 % en 2011.

AGRICULTURE, SYLVICULTURE, ÉLEVAGE ET PÊCHE

La valeur ajoutée de la branche « Agriculture, Sylviculture, Élevage et Pèche » représente environ 27 % de la valeur ajoutée globale, ce qui lui confère un poids significatif dans l'évolution de la croissance économique. Cependant, la performance de cette branche est dépendante de la situation pluviométrique. Pour la campagne de printemps de 2011, les pluies ont démarré entre avril et mai, selon les zones, avec un retard de 1 à 2 mois par rapport à la normale. En dépit de ce retard, la production vivrière a connu une relative amélioration, ce qui n'a pas été le cas pour la production céréalière. Aussi, la valeur ajoutée de cette branche a-t-elle accusé une faible croissance de 1,1 % par rapport à l'exercice 2009-2010.

INDUSTRIES EXTRACTIVES

La production des industries extractives a légèrement progressé en 2011, directement impactée par l'évolution des secteurs de la « construction de bâtiments » et des « travaux publics ». En effet, la part des industries extractives dans le PIB réel a été de 0,13 % en 2011 et son taux de croissance de 1,76 %. Comme la production minière en Haïti est quasiment limitée à l'exploitation des carrières et sablières pour la fourniture de matériaux de construction, la demande de ces intrants émane surtout du secteur privé, où la construction résidentielle a été longtemps le principal pilier de la performance de l'industrie de construction.

SECTEUR SECONDAIRE

Le secteur secondaire a affiché une très bonne performance en 2011 en enregistrant un taux de croissance de 13,51 %, après un recul de 4,8 % l'an dernier. Avec une part de 17,40 % dans le PIB, ce secteur a contribué à hauteur de 39,14 % à la valeur ajoutée globale en 2011. La performance observée au niveau du secteur secondaire reflète celle de tous les sous-secteurs.

Le sous-secteur « Électricité, Gaz & Eau » a progressé de 27,54 % en 2011 contre 1,47 % en 2010. Sa croissance est la résultante d'une certaine reprise de la production et conséquemment, de la consommation d'énergie électrique. Ce dernier a maintenu une tendance à la hausse durant tout l'exercice grâce aux efforts du gouvernement et des bailleurs de fonds internationaux. En effet, ils ont accordé une importance considérable au renforcement des infrastructures de production et de distribution du courant électrique à travers tout le pays.

Le sous-secteur des « Bâtiments et Travaux Publics » a maintenu son dynamisme en affichant un taux de croissance de 9 % en 2011 contre 4,11 % l'année précédente. Toutefois, cette évolution du secteur qui, aurait dû être le principal moteur de la croissance pour cet exercice, reste modeste en raison du retard observé dans la mise en œuvre des activités de reconstruction du pays, la fin des travaux de réparation et le ralentissement des travaux de déblaiement.

Les industries manufacturières se sont bien comportées en 2011, enregistrant une croissance de 18 % comparativement à une contraction de 15 % en 2010. L'évolution haussière de cette branche d'activité s'explique par la bonne performance de la branche textile qui s'est considérablement accrue à la faveur de la loi Help votée par le Congrès des États-Unis après le séisme du 12 janvier 2010, laquelle loi a permis aux produits textiles fabriqués en Haïti de pénétrer le marché américain sans droits de douane.

SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur tertiaire, le plus important de l'économie haïtienne, constituant près de 53 % du PIB, a contribué à hauteur de 57,1 % à la valeur ajoutée globale. Ce secteur a enregistré un accroissement de 7,7 % en 2011 contre un recul de 7,2 % en 2010. Cette reprise a été observée dans toutes les composantes du secteur qui ont affiché des taux de croissance nettement supérieurs à ceux de l'exercice précédent.

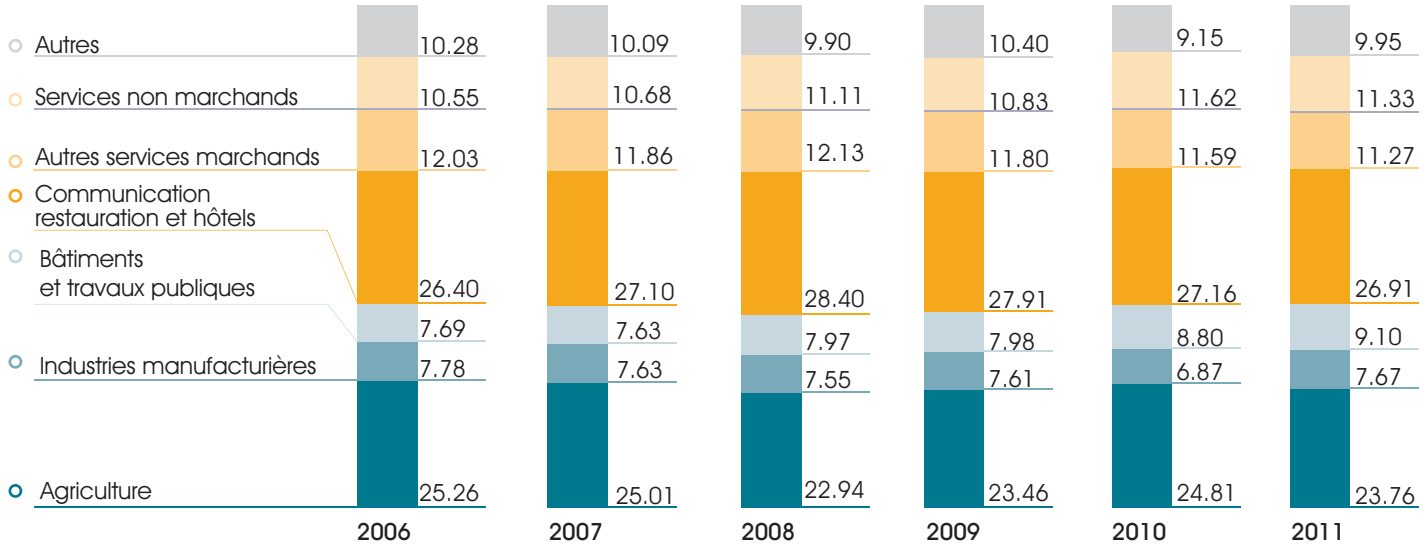
Le sous-secteur «Commerce, Restaurants et Hôtels», principale composante du secteur tertiaire, a généré une croissance de 4,6 % en 2011 contre un fléchissement de 7,9 % un an plus tôt.

Le tourisme, considéré comme l'une des branches d'activité-clé pour le développement économique du pays, s'est relativement bien comporté en 2011. En effet, en dépit de la situation de tensions sociopolitiques suscitée par la tenue des élections législatives et présidentielles et l'éclatement de l'épidémie du choléra au premier trimestre, le nombre de passagers transitant à l'Aéroport International de Port-au-Prince a augmenté de plus de 14 % pour s'établir à 633 784 en 2011. Cette hausse est imputable d'une part à la réouverture de l'aéroport suite au séisme, d'autre part à la reprise bien que timide de l'économie mondiale, mais aussi à la volonté exprimée par un grand nombre d'investisseurs en quête d'opportunités d'affaires de visiter le pays après le séisme.

Le sous-secteur «Transport et Communication» a repris son dynamisme habituel en enregistrant un taux de croissance de 7,4 % en 2011 après sa chute de 5,3 % en 2010. Le transport terrestre, grand créateur d'emplois, demeure très robuste grâce à la forte demande de ces services par rapport à l'offre. Le transport aérien a, de son coté, enregistré une augmentation en glissement annuel de plus de 15 % de son activité.

La bonne orientation de la branche des Télécommunications est toujours tirée par le dynamisme soutenu de l'activité des opérateurs de la téléphonie mobile. En effet, pour la cinquième année consécutive, les deux plus grandes compagnies de téléphonie mobile sont classées parmi les quatre plus grandes entreprises qui ont payé plus de taxes à l'État haïtien. La DIGICEL qui demeure en tête de liste des grands contribuables de l'État haïtien, a payé cette année 2,5 milliards de gourdes au trésor public sur les 41 milliards de gourdes de recettes fiscales collectées au cours de cet exercice.

Graphique 2.- Valeur ajoutée par secteur d'activité (en %)



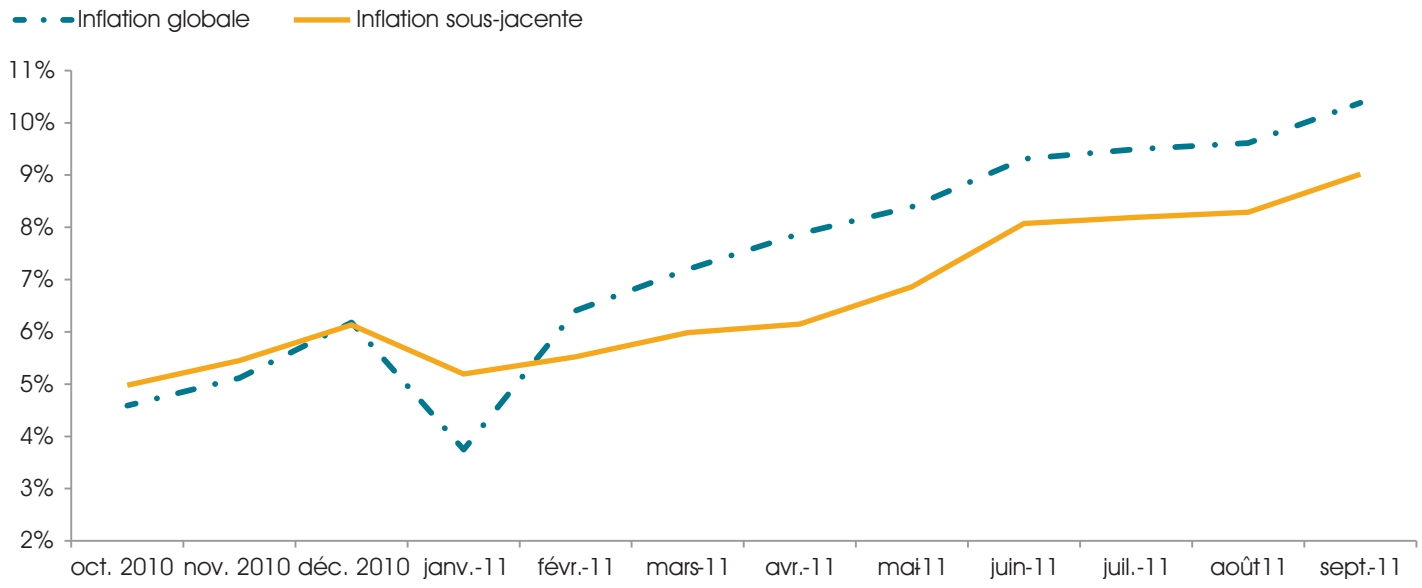
I.2- COMPORTEMENT DES PRIX EN 2011

Les pressions inflationnistes se sont intensifiées dans l'économie haïtienne au cours de l'exercice 2010-2011 en raison du renchérissement des produits alimentaires et pétroliers sur le marché international, la diminution de la production alimentaire locale suite aux mauvaises conditions climatiques et la hausse des prix chez nos principaux partenaires commerciaux. De plus, la contribution de l'évolution positive des prix des produits pétroliers à l'inflation s'est renforcée à la suite de la réduction au mois de mars 2011 de la subvention accordée par le gouvernement à la consommation de ces produits.

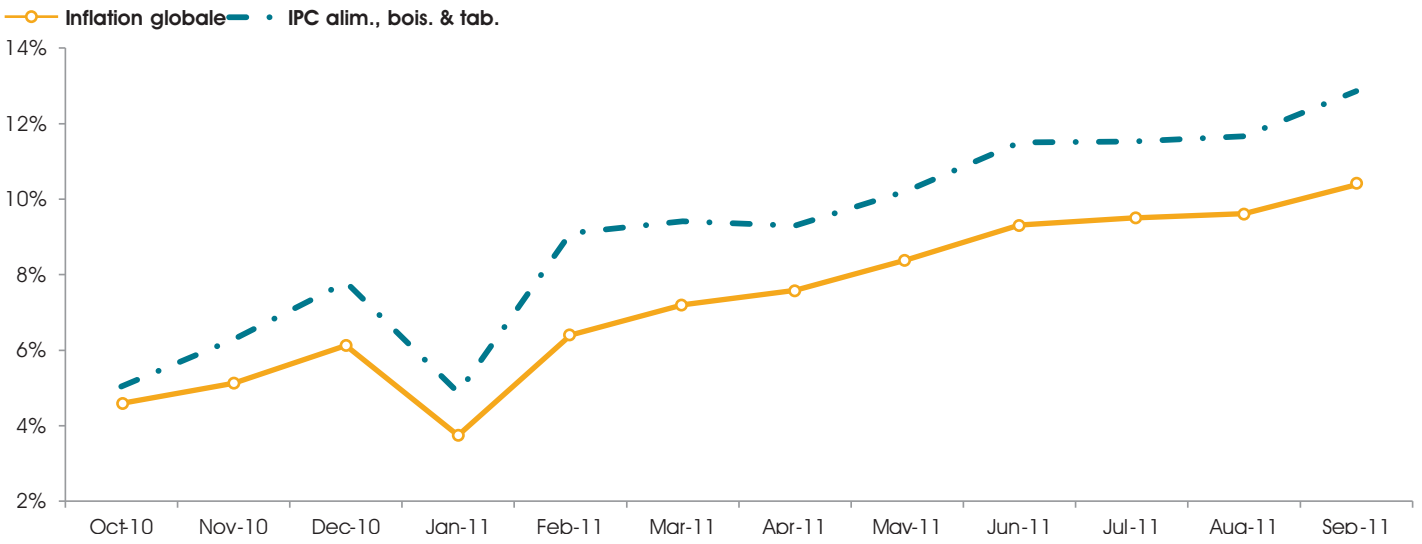
ÉVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION EN 2011

Au cours de l'exercice 2011, le taux d'inflation moyen annuel a été estimé à 7,4 % contre 4,1 % en 2010. L'inflation sous-jacente ou fondamentale permettant de déterminer la tendance de long terme de l'inflation courante a également progressé, mais elle a évolué en deçà de l'inflation globale depuis janvier 2011. Elle a atteint 9,2 % en septembre 2011 contre 4,96 % en septembre 2010. L'évolution de l'inflation sous-jacente par rapport à l'inflation globale montre que les pressions inflationnistes observées en Haïti au cours de cet exercice ne sont pas d'origine monétaire, mais sont attribuables à l'augmentation des prix des composantes volatiles du panier de consommation des ménages en Haïti. En effet, l'indice des prix du poste « Alimentation, boissons et tabac » ayant un poids de plus de 50 % dans l'IPC, a progressé de 12 % en 2011 contre seulement 5 % en 2010. Cependant, le niveau tout aussi élevé de l'inflation fondamentale suggère la manifestation des effets de second tour de la flambée des prix des produits pétroliers.

Graphique 3.- Inflation globale et sous-jacente (en %)



Graphique 4.- Inflation Globale et Inflation Alimentaire.



I.3- LE SALAIRE MINIMUM ET LA SITUATION DE L'EMPLOI EN 2011

Selon les données du tableau 1, le salaire minimum réel a diminué en 2011 de 9,40 %, contrairement à 2010 où il a enregistré une forte augmentation (+173 %) sous l'effet conjugué d'une inflation faible (4,67 %) et de la mise en vigueur de la nouvelle loi ayant consacré la révision à la hausse du salaire minimum nominal. Ce dernier est passé de 70 gourdes à 200 gourdes. Cette détérioration du pouvoir d'achat des ménages est due à la progression des tensions inflationnistes dans l'économie haïtienne en 2011. En effet, alors que le salaire nominal a été maintenu au même niveau qu'en 2010, l'inflation s'est accélérée pour atteindre 10,4 % en septembre 2011 contre 4,67 % un an plus tôt. Cette baisse du pouvoir d'achat des ménages combinée à d'autres facteurs, notamment les conditions sur le marché du travail, expliquent la diminution de 5,6 % des dépenses de consommation des ménages en termes réels au cours de cet exercice.

Tableau 1- Salaire Réel (au 30 septembre 2011)

	Indice des prix à la consommation	Taux d'inflation (en %)	Salaire nominal	Salaire réel (Gdes d'août 2004)	Taux de croissance Salaire réel (en %)
2001	55	1.5	36	65.45	
2002	60.8	10.6	36	59.21	-9.54
2003	84.15	38.4	70	83.18	40.49
2004	102.4	21.7	70	68.36	-17.82
2005	117.6	14.8	70	59.52	-12.93
2006	132.2	12.4	70	52.95	-11.04
2007	142.6	7.9	70	49.09	-7.29
2008	170.9	19.9	70	40.96	-16.56
2009	162.9	-4.7	70	42.97	4.91
2010	170.5	4.7	200	117.3	172.98
2011	188.2	10.4	200	106.27	-9.4

*N.B: Le salaire réel est calculé par le ratio (Salaire nominal sur IPC)*100 Base 100 Août 2004*
Source: IHSI, BRH-MAE/SMAC

II- LA MONNAIE ET LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

Après un exercice fiscal 2010 marqué par le choc du séisme du 12 janvier, ayant causé la contraction de 5,4 % du Produit Intérieur Brut (PIB) en termes réels, la Banque Centrale a mis en place une politique consistant à relâcher les conditions monétaires en tenant compte de la position budgétaire de l'État. En effet, la faiblesse des dépenses publiques liée à l'absence d'un gouvernement durant une bonne partie de l'exercice, combinée à l'augmentation des recettes fiscales, a permis de dégager un surplus budgétaire de 1 141,4 MG en 2011 contre un déficit de 4 880,6 MG un an auparavant. Conséquemment, les créances de la BRH sur le gouvernement central ont diminué sur l'ensemble de l'exercice. Dans un tel contexte, les Autorités monétaires ont été confortées dans leur politique visant la mise en place des conditions favorables à la reprise économique.

Toutefois, la montée abrupte des prix du pétrole en février 2011 (107,61 dollars en septembre 2011 contre 74,63 dollars le baril du Brent en septembre 2010) a occasionné une remontée de l'inflation à hauteur de 10,4 % en septembre 2011, soit 5,7 points de pourcentage de plus par rapport à l'exercice précédent. Le taux de change, qui demeure l'objectif intermediaire de la Banque Centrale, a affiché une relative stabilité, évoluant en moyenne à 40,32 gourdes pour un dollar en 2011 contre 39,94 gourdes en septembre 2010, malgré la hausse des prix des produits importés.

II.1- LA POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2011

La politique monétaire menée par la BRH en 2011 s'est inscrite dans le cadre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) dont les critères ont été définis en termes de cibles à atteindre à la fin de l'exercice fiscal 2011. À côté des repères structurels, les cibles quantitatives visées par le programme économique et financier ont porté sur un déficit budgétaire de 7,4 % du PIB, un taux de croissance économique de 8,6 %, un taux d'inflation de 9 % et une croissance de 20,3 % de la masse monétaire.

Par ailleurs, d'importantes dépenses d'investissement, devant être financées par les fonds libérés de l'annulation de la dette haïtienne envers le FMI, ont été prévues dans le cadre de la FEC. Aussi, le programme tablait sur une baisse des Réserves Internationales Nettes de 323,4 millions de dollars ÉU pour les ramener à un plancher de 772 millions de dollars ÉU en septembre 2011.

La réalisation de ces objectifs impliquait une gestion assainie du cadre macroéconomique, notamment sur le plan des finances publiques. Un accent particulier devait être mis sur le contrôle de la croissance de la masse monétaire par l'intermédiaire de celle de la base monétaire. Des décisions de politique monétaire prises par les Autorités ont permis de maintenir l'évolution de ces agrégats dans les limites fixées par le programme économique. En effet, la gestion de la liquidité du système financier a été assurée, d'une part, en recourant aux bons BRH qui représentent l'instrument privilégié pour la conduite de la politique monétaire et d'autre part, en limitant le recours du Trésor public au financement monétaire du déficit budgétaire.

La politique monétaire accommodante, dictée par la nécessité de relancer le crédit, a donné les résultats escomptés, au regard des réalisations par rapport aux cibles fixées dans le cadre du programme FEC. Le crédit au secteur privé a augmenté de 24,49 % après un repli de 5,62 % en 2010. La masse monétaire s'est accrue à un rythme modéré, soit environ de 10 % en septembre 2011 contre 22,73 % un an auparavant. En termes réels, le taux de croissance de la masse monétaire a été quasiment nul en 2011 contre 18 % environ en 2010.

Les autorités monétaires ont procédé à une baisse des taux nominaux sur les bons BRH en les ramenant à 1 %; 2 % et 3 % respectivement pour les maturités de 7; 28 et 91 jours, contre 2 %; 3,5 % et 5 %, un an plus tôt. Quant aux taux moyens pondérés (TMP) sur les bons, la BRH les a baissés graduellement tout au long de l'exercice avant de procéder à une légère hausse de leurs niveaux au cours du dernier trimestre. La baisse de la rémunération des bons, conjuguée à la diminution des émissions de titres de la Banque Centrale s'est ainsi traduite par une baisse de 31,29 % de l'encours des bons sur l'exercice. La détente des taux d'intérêt et le rejet partiel des demandes de bons, particulièrement sur les trois premiers trimestres de l'exercice, ont été favorisés par la réduction du déficit budgétaire de 1 141,5 MG, aboutissant à une baisse de 24,64 % des créances nettes de la BRH sur gouvernement central.

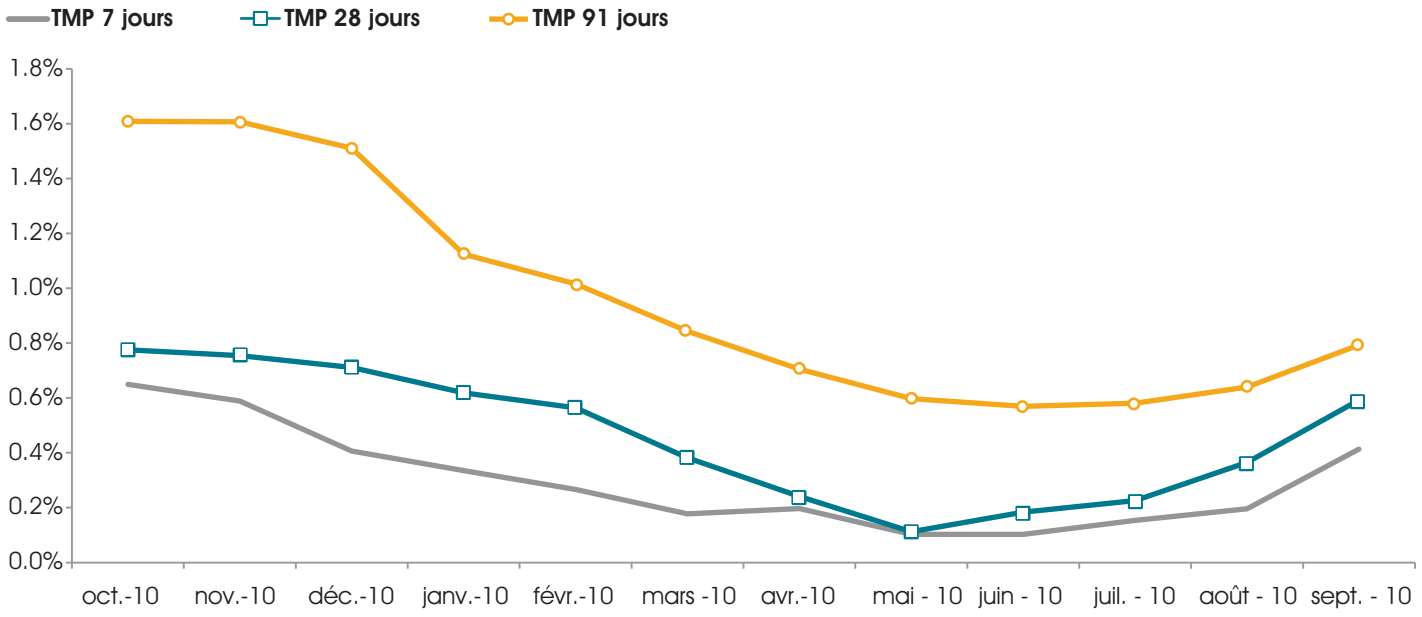
II.1.1- LES INSTRUMENTS DE POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2011

Introduits en novembre 1996 et représentant l'instrument privilégié d'orientation de la politique monétaire, les bons BRH constituent, avec les réserves obligatoires et les interventions sur le marché des changes, le principal outil de reprise de la liquidité dans le contexte d'un système bancaire en situation de surliquidité structurelle. En 2011, la politique monétaire a été globalement expansionniste par les taux. Les relèvements consécutifs des taux d'intérêts moyens pondérés au dernier trimestre de l'exercice ont été peu significatifs par rapport à l'inflation observée en 2011. Par ailleurs, la BRH s'est montrée active sur le marché des changes par des interventions de routine, dictées notamment par le besoin d'accroître ses réserves à des fins d'opérations courantes en devises. Quant aux coefficients de réserves obligatoires, ils ont été maintenus à leur niveau antérieur durant la période sous étude.

II.1.1.1- LES BONS BRH

Au cours de l'exercice fiscal 2011, les taux moyens pondérés (TMP) servis sur les bons BRH de différentes maturités ont connu deux grands mouvements. Jusqu'en juin 2011, les autorités monétaires ont poursuivi le mouvement de baisse graduelle de ces taux, amorcé depuis le début de l'exercice, avant de les revoir légèrement à la hausse au cours du dernier trimestre 2011. En effet, le TMP des bons BRH à maturité de 7 jours a baissé graduellement entre octobre 2010 et juin 2011 où il s'est inscrit à 0,13 %. Sur la même période, celui des bons à échéance de 28 jours est passé de 0,84 % à 0,18 %. Les taux servis sur les titres de 91 jours sont passés de 1,73 % en septembre 2010 à 0,63 % en juin 2011. Au dernier trimestre, les Autorités monétaires ont procédé à un relèvement progressif des taux d'intérêts sur les bons BRH des différentes maturités en les portant respectivement à 0,25 %; 0,39 % et 0,67 % pour les bons de 7 jours, de 28 jours et de 91 jours.

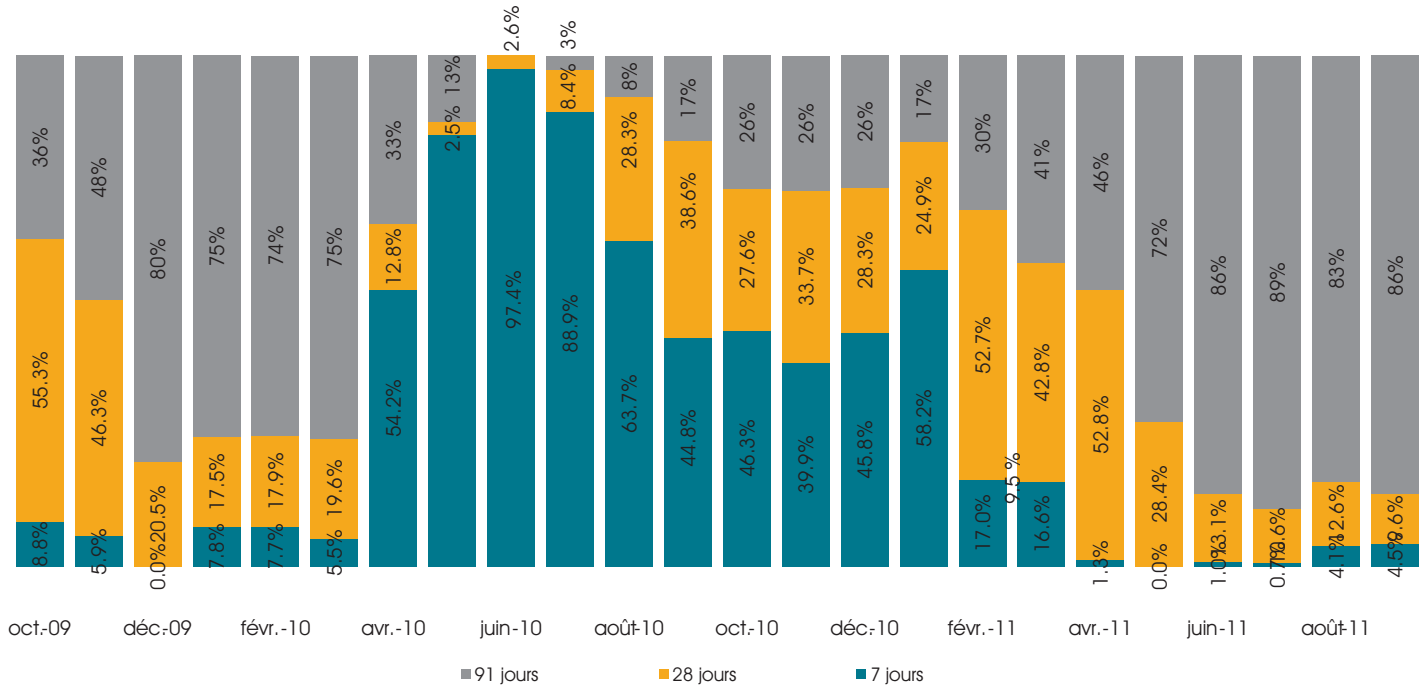
Graphique 5.- Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH des différentes maturités.



En dépit de la baisse systématique du rendement de ces instruments, les institutions de dépôt y ont gardé une part importante de leurs excédents de trésorerie au cours des neuf premiers mois de l'exercice fiscal 2011. Ce comportement s'explique par la faible rentabilité des actifs financiers sur le marché international liée à la baisse des taux directeurs de la Réserve Fédérale américaine. Les bons BRH sont devenus certes, moins rentables mais ils continuaient d'offrir un meilleur coût d'opportunité pour les banques commerciales, en plus d'être des titres sans risque.

L'encours des bons, évalué à 9 210 MG en septembre 2010, est passé à 9 099 MG en décembre 2010 puis à 9 120 MG en mars 2011. Toutefois, en juin 2011, il a enregistré une baisse de 566 MG, à 8 644 MG. En dépit d'une légère hausse des taux d'intérêt au cours du dernier trimestre, la diminution de l'encours des bons s'est maintenue, jusqu'à la fin du dernier trimestre, soit de 31,29 % au 30 septembre 2011 par rapport au même mois de l'exercice passé.

Graphique 6.- Composition de l'encours des bons BRH en 2011

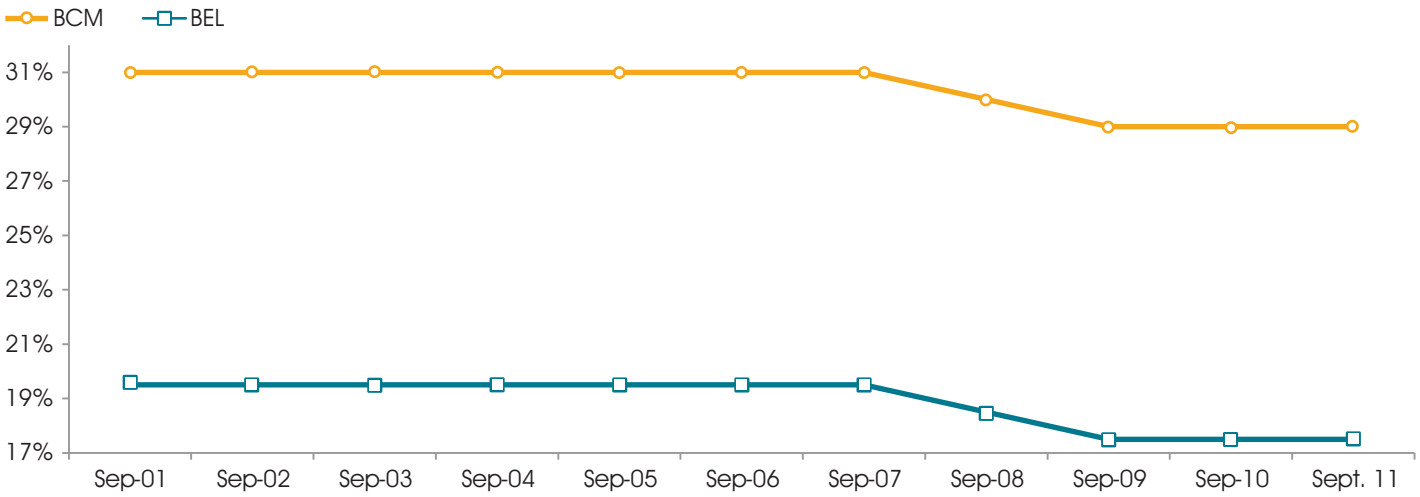


Parallèlement, la structure des bons BRH s'est renforcée en faveur de ceux de 91 jours par rapport aux deux autres maturités. Ainsi, au cours de la période susmentionnée, le poids des bons de 91 jours qui, préalablement, s'établissait en moyenne à 42,38 % du total de l'encours des bons, a augmenté à 89,63 % au dernier trimestre fiscal 2011. Quant à ceux de 7 et 28 jours, leurs poids ont diminué à 3,25 % et 7,12 % respectivement au quatrième trimestre contre 25,80 % et 31,82 % au cours de la période octobre 2010-juin 2011.

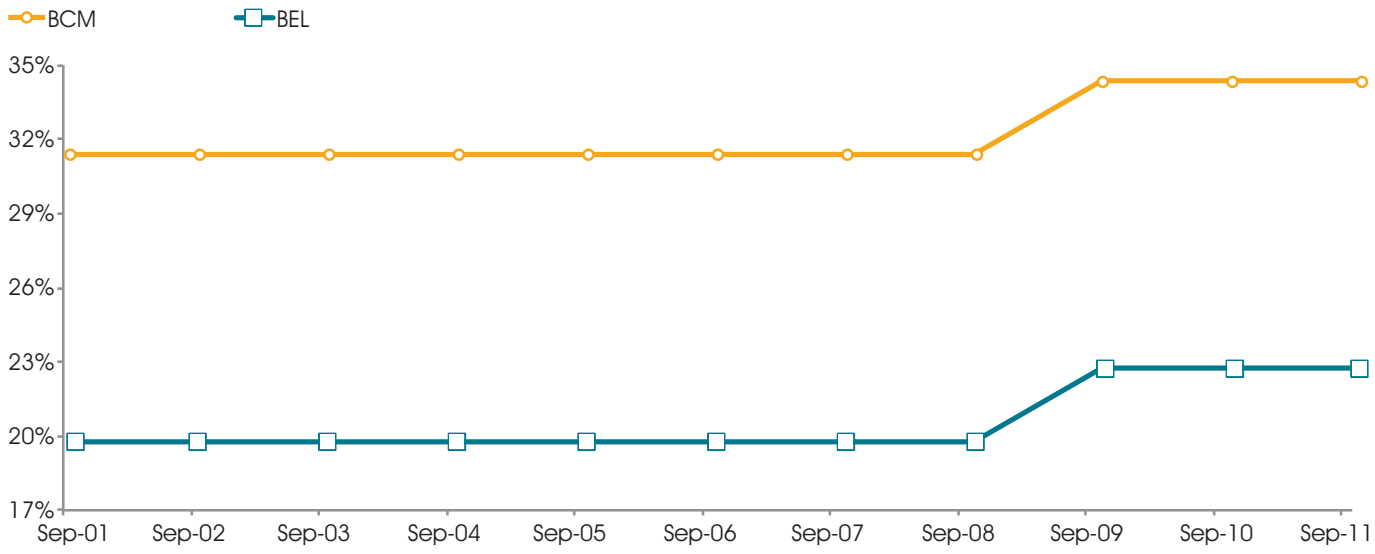
II.1.1.2- LES TAUX DE RÉSERVES OBLIGATOIRES

Au cours de l'exercice fiscal 2011, les coefficients de réserves obligatoires n'ont fait l'objet d'aucune modification. Le calcul des pénalités destinées à sanctionner les positions de réserves déficitaires s'effectue sur une base contemporaine bimensuelle, au taux de 1,5 % par quinzaine telle que stipulée par la Circulaire # 78-1 en date du 27 mars 2000. Fixés par la Circulaire # 87 du 9 mars 2009, les taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes sont restés inchangés au cours de l'exercice fiscal 2011, à la suite d'une baisse uniforme de 30 % à 29 % pour les banques créatrices de monnaie (BCM) et les Filiales Non Bancaires (FNB) et 17,50 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL). En ce qui concerne les passifs libellés en dollars ÉU, passés de 31 % à 34 % pour les banques créatrices de monnaie (BCM) et les Filiales non bancaires (FNB) et de 19,5 % à 22,5 % pour les BEL, leurs coefficients ont été également gardés inchangés depuis la publication de la Circulaire # 87 du 9 mars 2009. La structure de couverture de ces passifs est aussi restée stable, soit à 30 % en monnaie locale et à 70 % en monnaie étrangère.

Graphique 7.- Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes

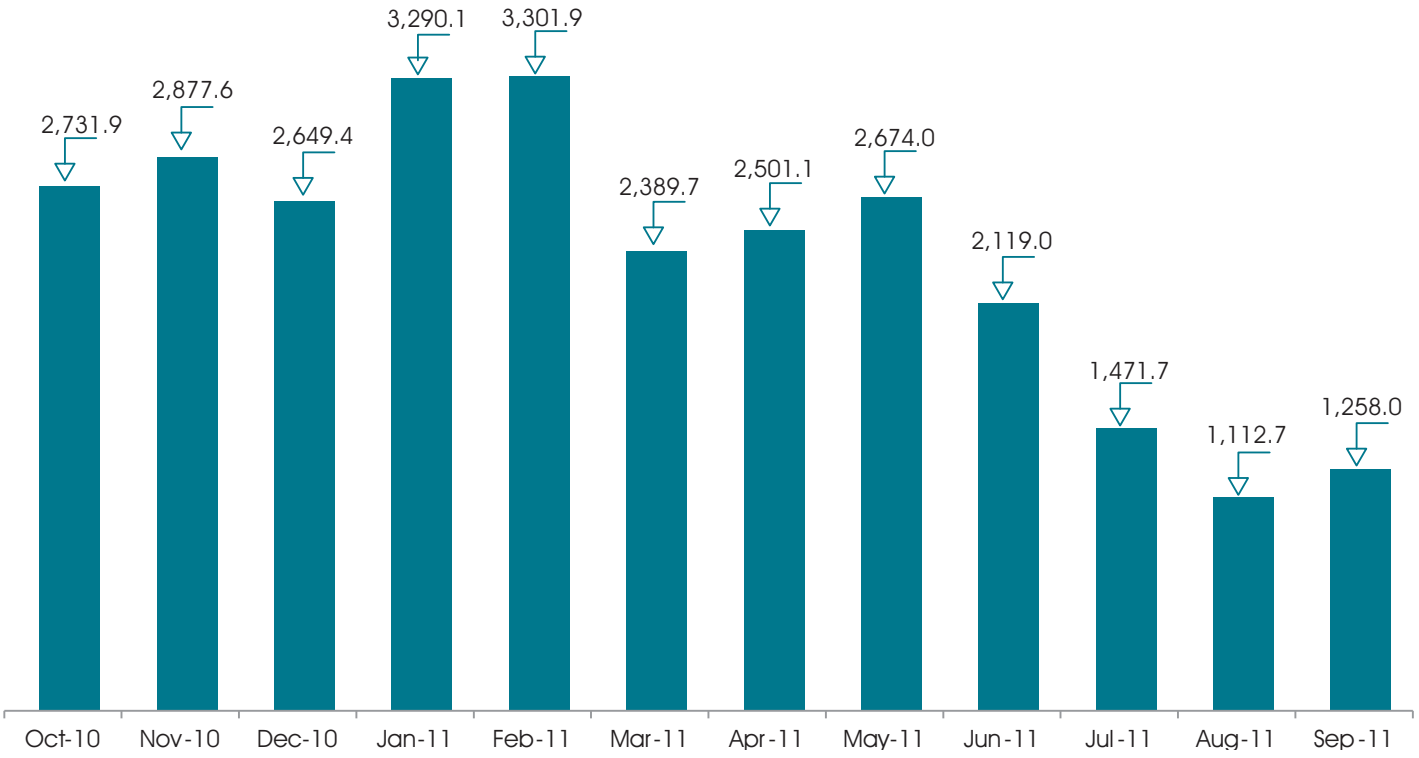


Graphique 8.- Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère



La position moyenne de réserves des banques est restée excédentaire tout au long de l'exercice 2011, dégageant deux tendances distinctes. Au cours des neuf premiers mois de l'exercice fiscal, elle est demeurée quasi stable, évoluant en moyenne autour de 2 726,06 MG. Son plus haut niveau, soit 3 301,93 MG a été enregistré en février 2011. À partir de cette date, elle a évolué en moyenne à 1 280,8 MG pour se porter à 1 258,03 MG en septembre 2011, se contractant ainsi de 35 % par rapport à septembre 2010. Cette position excédentaire enregistrée sur tout l'exercice est obtenue dans le contexte d'une réduction de l'encours des bons BRH, combinée à des interventions de la BRH à l'achat sur le marché des changes.

Graphique 9.- Position moyenne de réserves en MG



II.1.1.3- LES INTERVENTIONS DE LA BRH SUR LE MARCHÉ DES CHANGES

Au cours de l'exercice, les interventions de la Banque Centrale sur le marché de change se sont limitées à des achats nets de l'ordre de 53,86 millions de dollars ÉU. Pendant les périodes de fête de fin d'année et de Pâques, la BRH a procédé à des achats respectifs de 35,90 et 19,93 millions de dollars ÉU, portant ainsi le cumul à 77,36 millions de dollars ÉU. Ces derniers sont toutefois en baisse de 67,18 millions de dollars ÉU par rapport à 2010.

S'agissant des ventes de devises, elles ont permis aux autorités monétaires de stériliser 957,62 MG, soit l'équivalent de 23,50 millions de dollars ÉU au cours de l'exercice 2011 contre 24,48 millions de dollars ÉU un an auparavant.

II.1.2- LES RÉSULTATS

La politique monétaire conduite en 2011 a eu, de toute évidence, un impact sur les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs pratiqués par les banques commerciales ainsi que sur le marché interbancaire. Les taux d'intérêt sur les dépôts et sur les prêts ont diminué respectivement de 65 points de base et de 53 points de base respectivement sur l'ensemble de l'exercice. Il en a résulté une baisse de la rémunération moyenne des dépôts et du rendement moyen des prêts. Avec 0,52 % du volume total des dépôts, les dépenses d'intérêt en 2011 ont été les plus bas sur les cinq dernières années. Le taux de rémunération moyen des prêts est passé de 10,1 % en 2010 à 9,2 % en 2011. L'abaissement du coût du crédit n'a pas nui à la rentabilité des banques commerciales dans la mesure où le ROA a connu une hausse de 19 points de base et le ROE a crû de 3,72 points de pourcentage par rapport à 2010.

Quant au crédit octroyé par les banques au secteur privé, il s'est accru de 24,49 % en 2011 contre une chute de 5,62 % un an plus tôt. Au niveau du marché interbancaire, les taux d'intérêt moyens sont passés d'une moyenne de 7,90 % en 2010 à 1,28 % en 2011. L'encours moyen des prêts interbancaires a atteint 103,33 milliards de gourdes, soit une augmentation de plus de 35 000 MG.

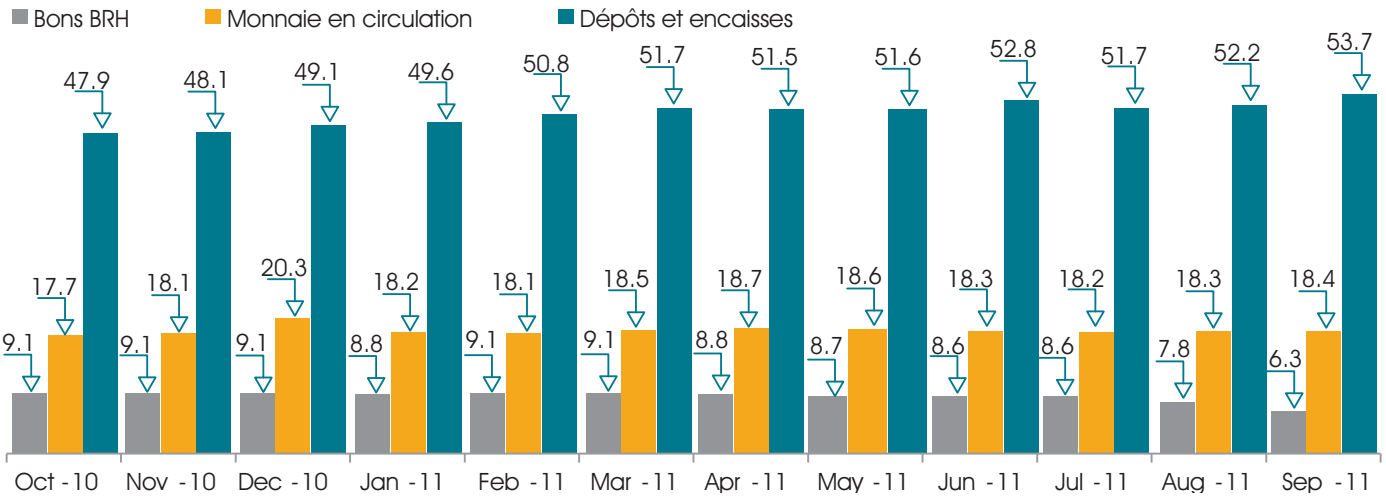
Le mouvement d'accélération de l'inflation (10,40 % en septembre 2011), légèrement au-dessus de la cible (9 %), a augmenté les niveaux négatifs des taux d'intérêt réels pratiqués sur les dépôts d'épargne et à terme libellés en gourdes.

II.1.2.1- LES RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

La contraction du crédit au secteur public a eu pour effet de ralentir le rythme de progression de la base monétaire en 2011. En effet, après une croissance de 43,85 % en 2010, la base monétaire au sens large n'a augmenté que de 8,35 % en 2011, pour se porter à 88 199,48 MG. Cette augmentation de la base monétaire reflète au passif la hausse de 6,47 % de la monnaie en circulation en 2011 contre 28,52 % un an auparavant. Cette évolution est en dessous des prévisions du programme économique et financier du gouvernement qui tablaient sur une progression de 13,82 %.

Aussi, ce comportement de la base monétaire a-t-il été supporté à plus de 60 % (53 693 MG) par les dépôts et encaisses des banques et à seulement 7 % (6 328 MG) par les bons BRH, lesquels ont enregistré une chute plus prononcée (-31,29 %) par rapport à la cible de -7,7 % dans le cadre du programme, portant du même coup l'ensemble des obligations de la BRH envers les banques à 60 025,36 MG contre 57 404,67 MG un an auparavant. Sur la période, la baisse des taux directeurs a entraîné une baisse du volume des intérêts versés par la BRH aux banques à 458 MG contre 1 654 MG un an auparavant.

Graphique 10.- Les composantes de la base monétaire (milliards de gourdes)



II.1.2.2 LES RÉSULTATS FINALS

L'expansion de la base monétaire a été contenue grâce au recours limité du Trésor au financement de la Banque Centrale et à une progression modérée des réserves internationales nettes de la BRH. Ces dernières, estimées à 416 millions de dollars en 2009, ont atteint 1 095 et 1 177 millions de dollars, respectivement en 2010 et 2011. La performance enregistrée au niveau des finances publiques a provoqué un recul de 24,64 % des avances au gouvernement central, portant ainsi les avances totales au secteur public à 8 827 MG contre 11 301 MG un an plus tôt. Conséquemment, l'inflation observée sur l'ensemble de l'exercice n'est pas liée exclusivement au financement monétaire du déficit public mais à la répercussion de la hausse des prix des produits importés sur l'économie haïtienne.

L'expansion moins prononcée de la base monétaire pour l'exercice s'est accompagnée d'une hausse d'environ 2 % du multiplicateur monétaire en septembre 2011 par rapport à l'année dernière. Cela signifie que le multiplicateur monétaire a évolué de manière relativement stable en dépit d'un accroissement de 24,49 % du crédit bancaire au secteur privé.

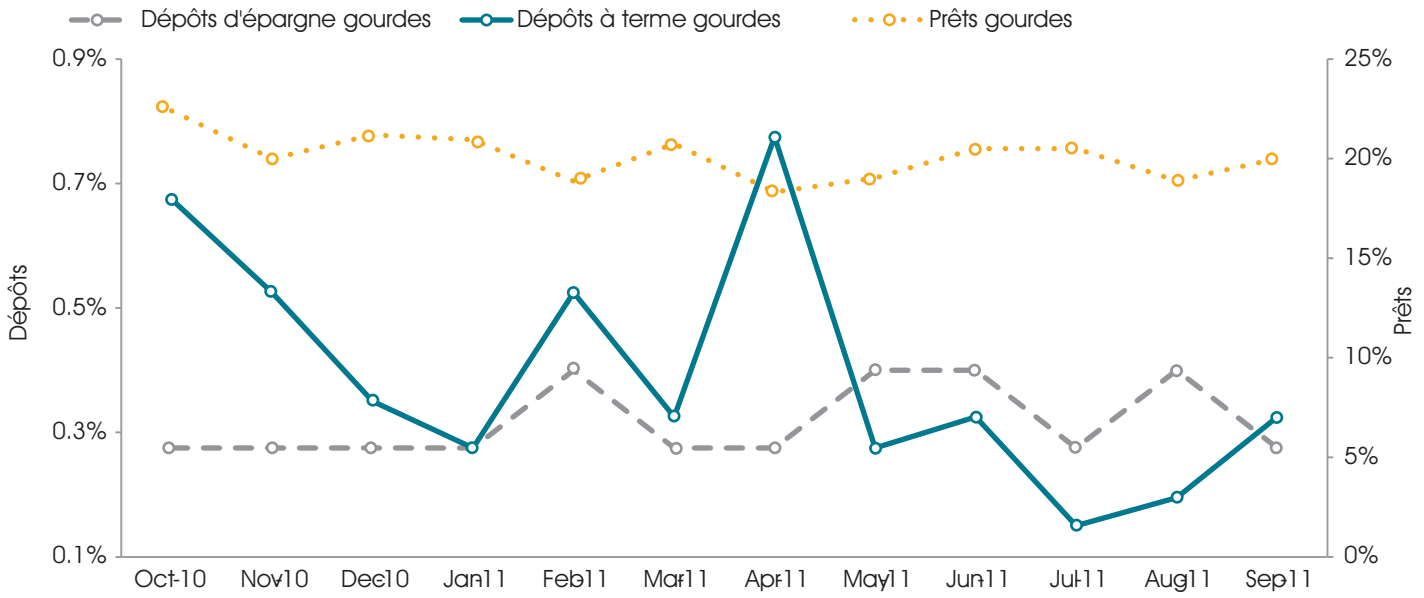
LES OPÉRATIONS EN GOURDES

L'évolution des taux d'intérêt s'est alignée sur la tendance imprimée aux taux offerts sur les bons BRH. De même, le maintien de ces derniers à des niveaux relativement bas durant l'exercice fiscal 2011 a eu pour effet de rendre les dépôts en gourdes, notamment ceux à terme, moins rémunérateurs. Les taux d'intérêt moyens sur cette catégorie de dépôts libellés en gourdes, fixés à 1,12 % au cours de l'exercice fiscal 2010 sont passés à 0,54 % d'octobre 2010 à juin 2011, puis à 0,30 % au dernier trimestre en dépit d'une légère hausse des taux d'intérêt sur les bons BRH. Il en a été de même pour les taux moyens sur les dépôts d'épargne. De 0,39 % en moyenne entre octobre 2009 et septembre 2010, ils ont atteint 0,43 % entre octobre 2010 et juin 2011 pour être ensuite ramenés à 0,37 % entre juillet et septembre 2011.

Parallèlement, les taux d'intérêt sur les prêts en gourdes ont maintenu une certaine rigidité à la baisse. En effet, après avoir atteint en moyenne 20,70 % au cours de l'exercice fiscal 2010, ils sont passés à 20,64 % entre octobre 2010 et juin 2011.

Au dernier trimestre 2011, ils n'ont affiché qu'une baisse de 99 points de base, à 19,81 %. Cette situation affecte l'efficacité du marché bancaire dans la mesure où les écarts (spread) de taux d'intérêt, notamment sur les opérations en gourdes, restent plutôt élevés.

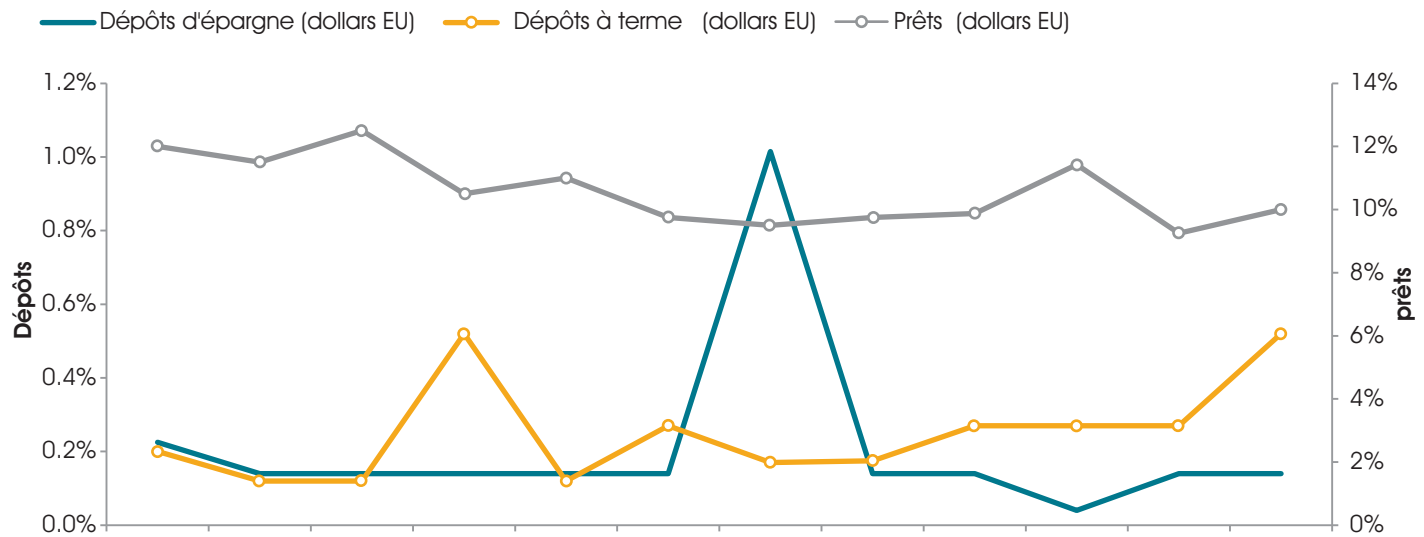
Graphique 11.- Taux d'intérêt moyen pratiqué par les banques commerciales (opérations en gourdes)



LES OPÉRATIONS EN DEVISES

L'obligation faite aux banques de constituer les réserves obligatoires en monnaies étrangères à raison de 70 % en dollars ÉU et 30 % en monnaie nationale, a entraîné une légère amélioration des taux de rémunération de ces derniers par les banques commerciales. De 0,24 % en moyenne entre octobre 2010 et juin 2011, les taux sur les dépôts à terme ont augmenté de 41 points de base pour s'établir à 0,65 % au cours du dernier trimestre de l'exercice 2011. Toutefois, sur l'ensemble de l'exercice, ils ont été réduits de 53 points de base par rapport à leur moyenne au cours de l'année dernière, en s'inscrivant à 0,36 %. Quant aux taux moyens appliqués sur les dépôts d'épargne, de 0,21 % entre octobre 2009 et juin 2010, ils ont atteint 0,23 % au troisième trimestre pour ensuite se fixer à 0,17 % au dernier trimestre de l'exercice fiscal 2011. En ce qui concerne les taux débiteurs, de 11,92 % pour l'exercice fiscal 2010, ils ont été réduits à 11,24 % entre octobre 2010 et juin 2011, puis ont subi une baisse de 1 point de pourcentage, à 10,24 % au dernier trimestre 2011.

Graphique 12.- Taux d'intérêt pratiqué par les banques commerciales (opérations en dollars Eu)

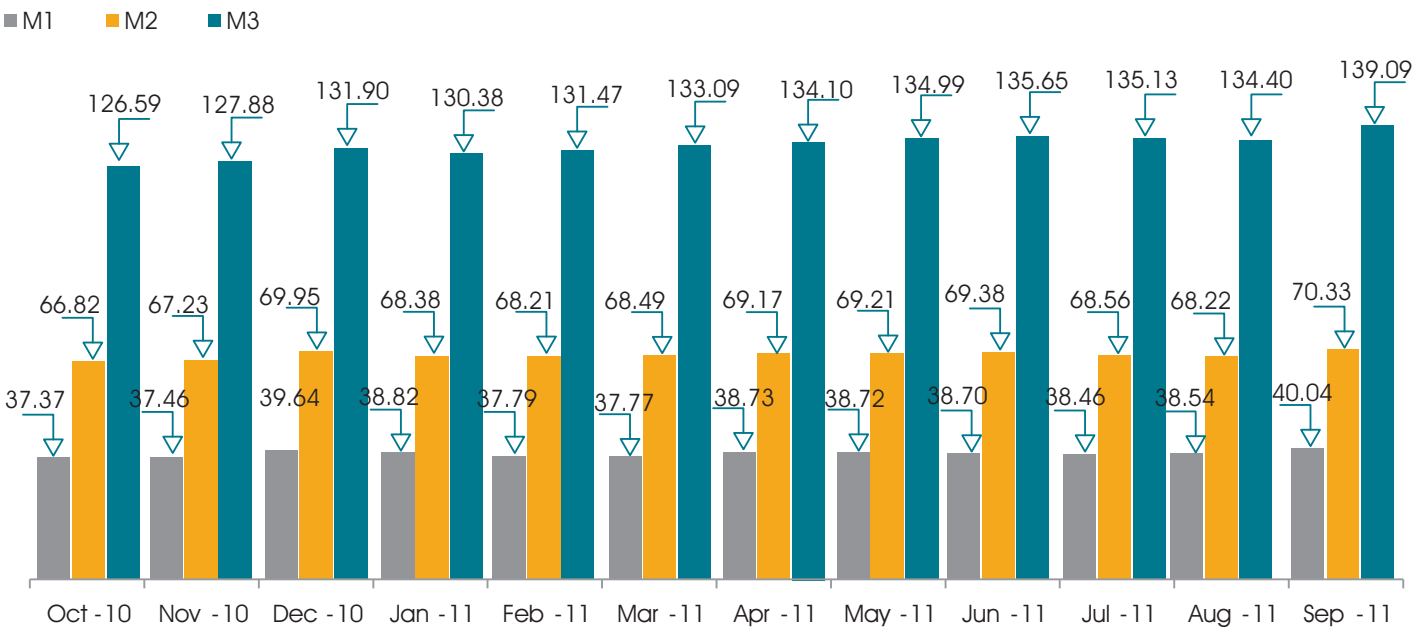


II.2 - ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES EN 2011

La masse monétaire au sens large, M3, a connu en glissement annuel une croissance de 38 points de base de moins que le taux d'inflation annuel (10,4 %). En effet, après une croissance de 22,7 % en 2010, cet agrégat a progressé à un rythme décéléré pour atteindre 139 086,35 MG, marquant ainsi un accroissement de 10,02 % en 2011.

Le comportement de M3 tient à l'incidence de la décélération du rythme d'accroissement de l'agrégat M2 (+6,45 % en 2011 contre 20,46 % un an auparavant) et des dépôts en dollars convertis en gourdes (13,92 % en 2011 contre 25,31 % un an plus tôt), en dépit de la dépréciation de 2,28 % de la valeur de la gourde par rapport au dollar ÉU, en comparaison à l'appréciation de 4,59 % enregistrée en 2010. L'évolution de l'agrégat M2 reflète, d'une part, la croissance de 8,45 % de M1 en 2011 contre 28,42 % en 2010 et d'autre part, celle des disponibilités en quasi-monnaie (11,69 % en 2010 à 3,89 % un an après) dont les composantes, les dépôts d'épargne et à terme en gourdes ont varié respectivement de 7,92 % et -7,11 % en 2011 contre 19,92 % et -5,96 % l'année précédente. La décélération du rythme de progression de M1 (+8,46 %) après une hausse de 28,42 % en 2010 découle de celle de l'accroissement de la monnaie en circulation (6,47 % contre 28,52 % en 2010) et des dépôts à vue en gourdes (10,22 % contre 28,34 % un an auparavant).

Graphique 13.- Évolution des agrégats monétaires (en milliards de gourdes)



Les dépôts en devises se sont élevés à 682,22 millions de dollars ÉU en 2011, indiquant ainsi une nette progression (11,3 %) par rapport à 2010. Les dépôts à vue et d'épargne libellés en dollars ont crû respectivement de 10,96 % et 16,71 % contre 60,92 % et 27,40 % en 2010, affichant ainsi un ralentissement par rapport à leur progression de l'an dernier. S'agissant des dépôts à terme, ils se sont inscrits en hausse de 2,41 % en 2011 après s'être contractés de 7,68 % en 2010, influencés surtout par les flux d'aide humanitaire.

L'utilisation croissante des dollars comme moyen de paiement dans les transactions a fait passer la part des comptes courants (dépôt à vue) de 38 % en 2009 à 47,4 % en 2010, puis à 47,2 % en 2011. Par contre, celle des dépôts d'épargne a glissé de 34,9 % en 2009 à 34 % en 2010 pour ensuite atteindre 35,6 % en 2011. Quant au poids des dépôts à terme, il est passé à 17,2 % en 2011 contre 18,6 % en 2010.

La dollarisation, mesurée par le ratio des dépôts en dollars ÉU sur l'ensemble des dépôts du système bancaire, s'est accentuée, en passant de 55,30 % en 2010 à 56,98 % en 2011. Cette augmentation confirme l'importance des transactions en dollars effectuées par les ONG depuis le tremblement de terre du 12 janvier 2010.

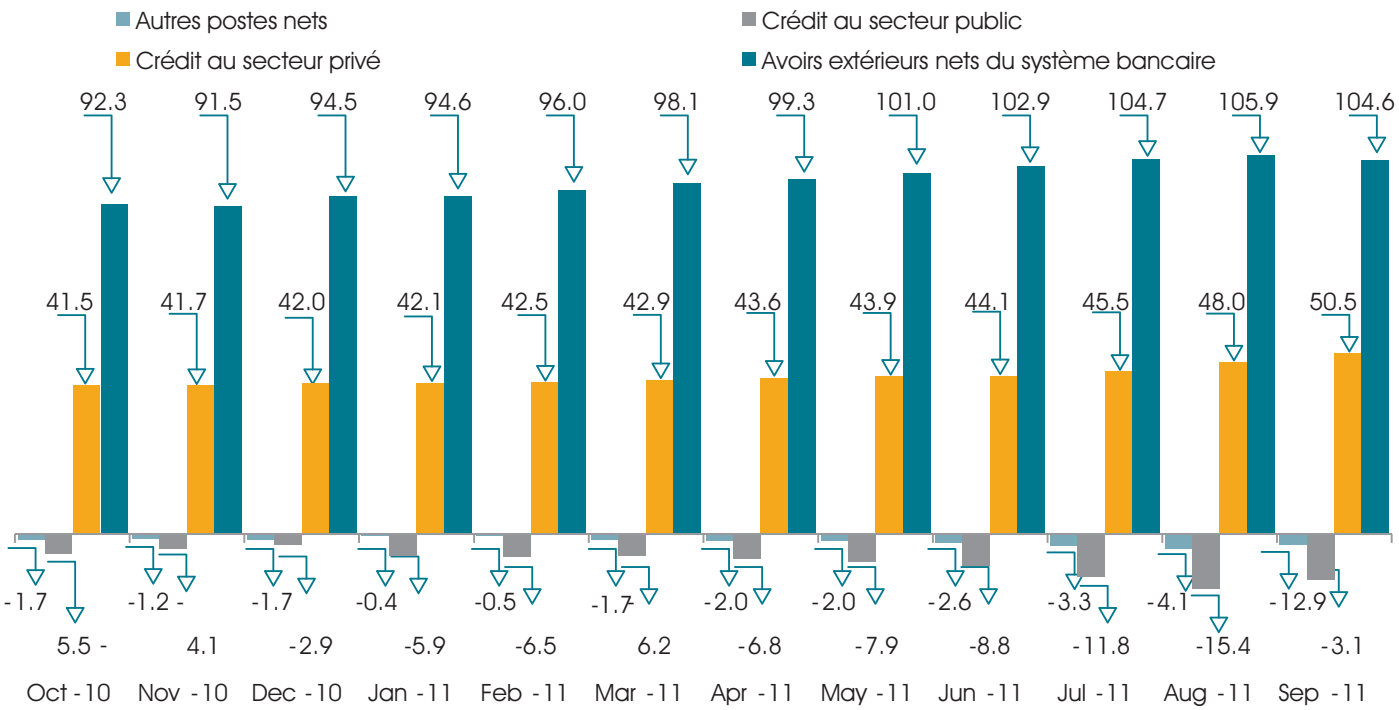
II.2.1- CONTREPARTIES DE M3 ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Au niveau de l'actif du bilan du système bancaire, la croissance de la masse monétaire a été financée par la hausse conjuguée des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur net. La progression de la masse monétaire M3 résulte principalement de la reprise du crédit intérieur net. En effet, au 30 septembre 2011, soutenu par le crédit au secteur privé, le crédit intérieur net s'est accru de 3,67 % après s'être contracté de 38,31 % en 2010. L'ensemble du crédit alloué au secteur privé a augmenté de 24,49 % en 2011 après une chute de 5,62 % en 2010.

Ce résultat a été obtenu suite à la transmission de la baisse des taux directeurs sur les taux d'intérêts débiteurs tant en dollars qu'en gourdes. La croissance du crédit en gourdes a atteint 29,40 % en 2011 (22 439 MG) contre 13,03 % en 2010. Le crédit en dollars exprimé en gourdes a augmenté de 18,87 % en 2011 après une contraction de 20,67 % en 2010. Cette remontée a été observée également au niveau du volume du crédit en devises qui s'est accru de 16,2 % en 2011 après la chute de 17 % un an auparavant. Outre les mesures structurelles de politique monétaire, la reprise du crédit à l'économie est liée à d'autres décisions d'ordre conjoncturel telles que:

- La restructuration des petits prêts viables et l'allongement de leur maturité ;
- La réduction de 50% du plafonnement sectoriel relatif à la concentration du crédit au logement .

Graphique 14.- Les contreparties de M3 (en milliards de gourdes)



III- LES FINANCES PUBLIQUES EN 2011

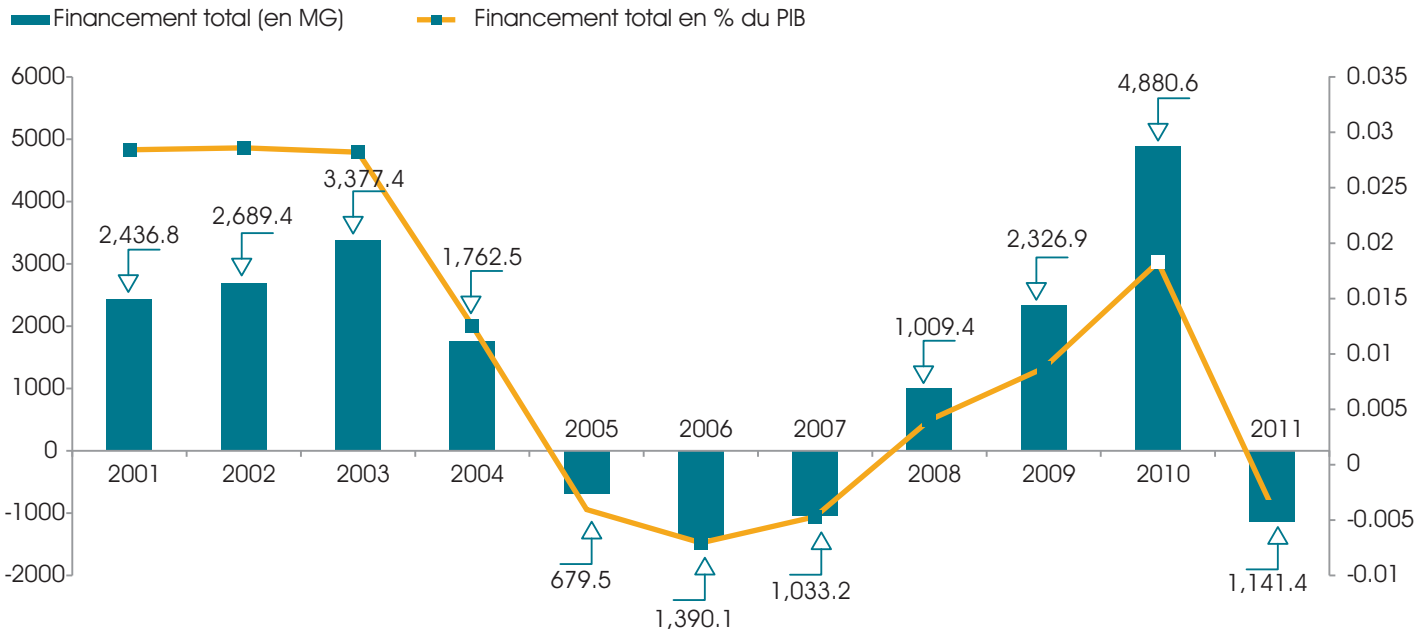
Durant l'exercice fiscal 2010-2011, la gestion des finances publiques a été réalisée dans un contexte socio-économique marqué par les élections présidentielles et législatives ainsi que par le vote, en décembre 2010, du budget rectificatif en conformité avec le programme économique et financier du gouvernement.

Les autorités budgétaires ont été soumises à une double contrainte : poursuivre les dépenses liées à la reconstruction des régions dévastées et engager de nouvelles dépenses pour la mise en branle du processus électoral. Ces contraintes ont été prises en compte à travers l'introduction de nouvelles mesures fiscales et la rationalisation des dépenses publiques. En effet, les mesures suivantes ont été appliquées dans le domaine de la fiscalité :

1- Réduction de moitié des frais d'enregistrement et d'inscription sur les prêts hypothécaires;
2- Exemption temporaire des droits de douane pour certains secteurs, notamment les ONG;
3- Déduction du revenu brut imposable d'un montant jusqu'à concurrence de 40 % des dons faits aux fondations et organismes de secours reconnus et immatriculés à la DGI;
4- Renforcement des mesures de vérification ponctuelles au niveau des postes frontaliers;
5- Renforcement des postes de contrôle douanier et de la lutte contre la contrebande.

Ces mesures ont donné des résultats positifs dans la mesure où les opérations financières de l'État se sont soldées par une amélioration de 2,9 milliards de gourdes de ses avoirs à la BRH contre un financement prévu de 171 MG.

Graphique 15.- Financement du déficit budgétaire (en % du PIB)



III.1- RECETTES

Les recettes fiscales de l'exercice ont augmenté de 24 % en glissement annuel, entraînant un dépassement de 7,8 % par rapport aux prévisions du programme économique et financier. Les différentes catégories de recettes ont contribué à cette progression.

III.1.1 RECETTES INTERNES

Au terme de l'exercice 2011, les recettes internes qui constituent 63,2 % du total des recettes se sont établies à 24 613,1 MG, soit une augmentation de 26,3 % par rapport à l'exercice 2010. Cet accroissement s'explique principalement par la hausse des recettes perçues au titre de la TCA et de l'impôt sur le revenu. Passant de 5 991,4 MG en 2010 à 6 867,2 MG en 2011, l'Impôt sur le Revenu (ISR) a augmenté de 14,6 % en glissement annuel grâce à l'effet positif des mesures administratives et fiscales visant à élargir la base imposable. Les recettes perçues au titre de la TCA (42 % des recettes internes) se sont élevées à 10 329,2 MG en 2011 contre 8 477 MG en 2010, soit une hausse de 21,9 %. Quant aux droits d'accises, ils représentent le champ d'impôt le moins productif. Les recettes collectées au titre de cette rubrique ont atteint 952,8 MG au 30 septembre 2011 contre 1 454,5 MG un an plus tôt, soit une diminution de 34,5 % en glissement annuel. Cette évolution à la baisse des recettes sur les droits d'accise s'explique par les subventions accordées notamment sur les produits pétroliers durant l'exercice.

Cependant, au cours du mois de mars de l'exercice sous étude, les prix des produits pétroliers à la pompe ont connu une modification à la hausse. En effet, les prix des différentes catégories de produits pétroliers ont tous augmenté, soit de 13,6 % pour la gazoline 95; de 13,4 % pour la gazoline 91; de 36,1 % pour le gasoil et de 43,8 % pour le kérosène pour se fixer respectivement à 200; 195; 162 et 161 gourdes. Ces prix ont été maintenus inchangés jusqu'à la fin de l'exercice.

III.1.2 RECETTES DOUANIÈRES

A la faveur d'une progression notable des importations et du renforcement des mesures administratives au niveau de l'Administration Générale des Douanes (AGD), les recettes douanières sont passées de 11 493,8 MG à 13 765 MG affichant une croissance de 19,8 % en glissement annuel. Ces mesures ont porté principalement sur la mise en place d'un programme de lutte contre la contrebande, de gestion des arriérés et sur l'informatisation des opérations de la douane. Jointes à la progression des importations, ces mesures ont favorisé l'augmentation des principales composantes des recettes douanières notamment les droits de douane (7,7 %) et les frais de vérification (34,2 %) ont atteints des valeurs respectives de 7 635,1 MG et 4 339,8 MG.

III.1.3 PERFORMANCE INSTITUTIONNELLE

La Direction Générale des Impôts (DGI), à travers son bureau central et ses principales unités déconcentrées, a collecté des recettes évaluées à 15 995,35 MG au cours de l'exercice 2010-2011 contre 12 135,66 MG un an plus tôt, soit une progression de 31,8 %. La participation de cette institution au total des recettes internes a augmenté de 2,8 points de pourcentage, passant de 62,2 % au 30 septembre 2010 à 65 % au 30 septembre 2011. Cet accroissement des recettes résulte de l'augmentation simultanée des recettes perçues au niveau de ses différentes directions régionales telles: le bureau central (98,2 %), l'UGCF (17,8 %) et les autres points de perception (42,7 %).

Quant à l'Administration Générale des Douanes, sa contribution pour l'exercice 2010-2011 a augmenté de 17,2 % en glissement annuel. L'apport de ladite institution dans les recettes totales est de 8 617,7 MG, correspondant à 35 % du total. La structure de la performance institutionnelle n'a pas subi de modifications dans la mesure où l'UGCF, grâce à sa performance, demeure le meilleur point de perception des recettes internes.

Tableau 2- Structure des Recettes par Institution

	Encours 2009-2010	En pourcentage des recettes totales	Encours 2010-2011	En pourcentage des recettes totales	Variation
DGI	12 135.66	62.27%	15 995.35	64.99%	31.80%
Bureau Central	1 591.14	13.11%	3 153.23	19.71%	98.17%
UGCF	8 853.39	72.95%	10 429.16	65.20%	17.80%
Autres Recettes Internes	1 691.13	13.94%	2 412.96	15.09%	42.68%
Douane	7 353.94	37.73%	8 617.75	35.01%	17.19%
Total	19 489.6	100.00%	24 613.1	100.00%	26.29%

Source : BRH/Direction Contrôle de crédit

III.1.4- ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES RECETTES

Durant l'exercice 2010-2011, la structure des recettes a évolué à la baisse pour les composantes suivantes: « Impôts directs sur le revenu & bénéfices » et « Impôts indirects à la consommation » tandis que les «autres recettes » ont vu leur poids augmenter de manière significative à 18,64 %, soit une accélération de 4,41 points de pourcentage.

Tableau 3- Évolution de la structure des recettes (en %)

	Exercice 09	Exercice 10	Exercice 11
Recettes totales	100.00%	100.00%	100.00%
Impôts directs sur le revenu et les bénéfices	15.95%	17.63%	17.02%
Sociétés et autres personnes morales	5.57%	10.68%	8.94%
Personnes physiques	10.38%	6.95%	8.08%
Impôts indirects à la consommation	64.21%	68.14%	64.33%
TCA	29.09%	26.96%	26.53%
Accises	6.32%	4.63%	2.45%
Recettes douanières	28.79%	36.55%	35.36%
Autres	19.85%	14.23%	18.64%

Source : BRH/Direction Contrôle de crédit

En dépit de la hausse de 1,13 point de pourcentage de la part des impôts sur le revenu des particuliers, la contribution des impôts directs sur le revenu et les bénéfices a affiché un recul par rapport à l'exercice précédent en raison de la baisse de 1,74 point de pourcentage enregistrée au niveau du poids de la rubrique « Sociétés et autres personnes morales ». La part des impôts indirects à la consommation a perdu 3,81 points de pourcentage, passant de 68,14 % en 2009-2010 à 64,33 % en 2010-2011. Ce fléchissement résulte de la diminution de la part de ses différentes composantes telles la taxe sur le chiffre d'affaires, les droits d'accises et les recettes douanières qui ont perdu respectivement 0,43; 2,18 et 1,19 points de pourcentage. Toutefois, les impôts indirects à la consommation demeurent la source principale de revenus pour le Trésor Public.

III.2- DÉPENSES

Les dépenses effectuées durant l'exercice 2010-2011 se sont établies à 42 709 MG contre 37 967 MG de l'exercice précédent. Ces dépenses représentent 14 % du PIB et ont été inférieures de 21,11 % aux prévisions du programme économique. Cet écart constaté entre les dépenses ciblées et celle réalisées peut être attribué au retard dans la mise en place d'un nouveau gouvernement car tout gouvernement démissionnaire se garde d'engager des dépenses importantes. Par ailleurs, pour l'exercice 2011, la structure des dépenses n'a pas eu de modification par rapport à l'exercice 2010. La majeure partie des dépenses ont été allouées aux opérations courantes. Celles-ci ont été réparties comme suit: 83,9 % des fonds destinés aux opérations courantes et 16,1 % aux projets d'investissement contre respectivement 74,4 % et 25,6 % en 2010.

III.2.1- DÉPENSES COURANTES

Au cours de l'exercice 2010-2011, les dépenses courantes ont totalisé 35 825,7 MG contre 28 258,9 MG au cours de l'exercice précédent, soit une progression de 26,8 % en glissement annuel attribuable surtout à l'évolution des dépenses sur biens et services. De ce total, les dépenses sur biens et services représentent 89,9 %, les paiements d'intérêts 2,4 % et les subventions et transferts courants 7,8 %.

Totalisant 32 190,6 MG, les dépenses sur biens et services ont connu une hausse de 30,77 % par rapport à 2010. Cette hausse résulte d'un accroissement de 49,52 % des dépenses de fonctionnement et de 15,16 % de celles liées aux traitements et salaires. Ces dernières sont passées de 13 437,3 MG à 15 474,1 MG. Cette augmentation de la masse salariale s'explique toutefois par les débours effectués dans le cadre du recrutement au sein de la fonction publique et aux ajustements appliqués au bénéfice des employés. En effet, de 58 780 employés en 2009-2010, l'effectif a augmenté de 13,1 % pour se situer à 66 466 employés en 2010-2011.

De 2 233,7 MG en 2010, les subventions et transferts ont crû de 24,8 % pour s'établir à 2 787,3 MG au cours de l'exercice. De ces dépenses, la majeure partie a été transférée à la compagnie SOGENER pour le paiement des services fournis à l'EDH et la différence, allouée à des ministères dans le cadre de leurs activités sous forme d'œuvres humanitaires, entre autres, pour les frais des étudiants boursiers et comme dotations pour les fêtes patronales.

Quant aux dépenses d'intérêts sur la dette publique, elles ont connu une régression de 39,8 % pour l'année fiscale contre une progression de 5,4 % un an auparavant. Cette diminution résulte de la baisse simultanée des composantes interne et externe respectivement de 25,01 % et de 92,6 %; principalement due à l'annulation de la dette, suite à l'atteinte du point d'achèvement dans le cadre de l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE) et à l'allègement de la dette multilatérale (IADM).

III.2.2- DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Au 30 septembre 2011, les dépenses de capital financées par les fonds locaux et exécutées dans le cadre du programme d'investissement public ont affiché un recul de 29,1 % par rapport à l'exercice précédent, pour se chiffrer à 6 883 MG. Ces dépenses ont été effectuées dans des projets de réaménagement du territoire notamment la réhabilitation des infrastructures routières, dans la préparation de la saison cyclonique, dans la subvention des frais scolaires et dans la lutte contre l'épidémie de choléra. Il convient de mentionner que ce recul résulte du fait que certains projets devant être financés sous la supervision de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) ont été en attente à cause du retard enregistré dans la mise en place du nouveau gouvernement.

Au Ministère de l'Économie et des Finances qui a reçu 2,3 % du total des dépenses d'investissement, la priorité a été accordée à l'amélioration de la perception des recettes publiques, au renforcement du Ministère en matière de contrôle fiscal, à l'efficacité de la gestion des finances publiques et au développement d'axes stratégiques devant faciliter la relance économique.

Sous l'égide du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, le programme d'investissement public a été ainsi réparti :

- 52,8 % du total a été accordé au Ministère de la Planification pour la promotion des activités de développement local et régional, l'encadrement des collectivités territoriales, la régulation et l'efficacité du processus de budgéti sation annuelle du Programme d'Investissements Publics (PIP);

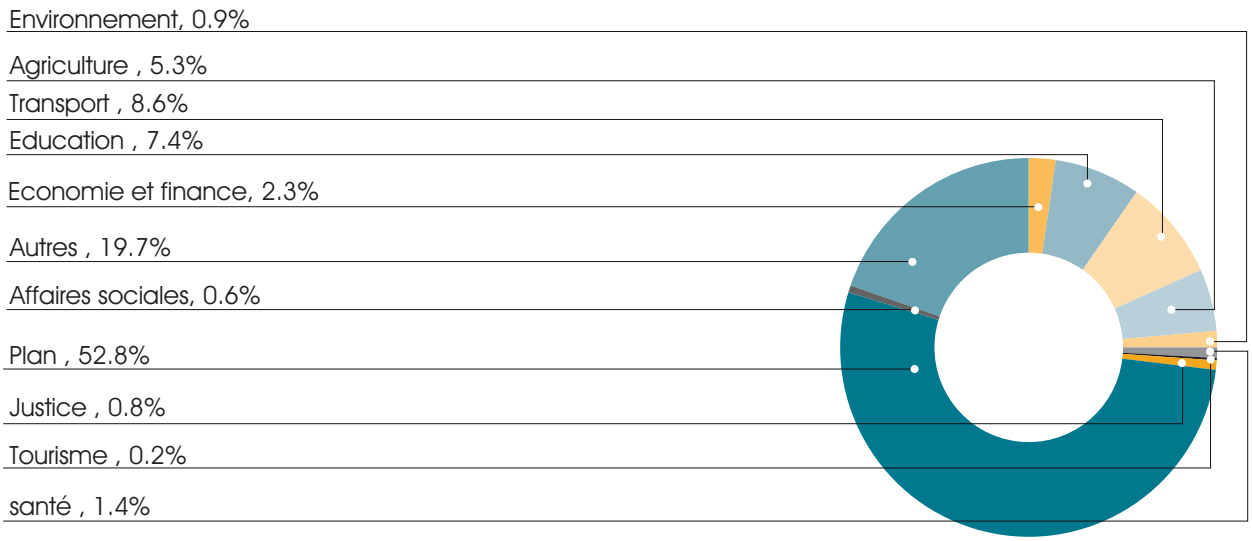
- Le Ministère des Travaux Publics a reçu 8,6 % pour le programme de réhabilitation des infrastructures routières, la modernisation du secteur des communications, le renforcement du secteur de l'énergie, le réaménagement des ports et aéroports, la réalisation des études de micro zonage sismique et l'entretien des infrastructures existantes;

- 0,8% a été octroyé au Ministère de la Justice pour la réforme de la justice et de la police nationale, la lutte contre la détention préventive prolongée, la rénovation et la modernisation du système d'enregistrement de transcription d'acte civil, l'amélioration des conditions carcérales et les mécanismes de gestion pénitentiaire.

Et, finalement les parts suivantes ont été ainsi allouées :

- 5,3 % au Ministère de l'Agriculture afin d'augmenter principalement la production et la productivité de ce secteur en vue de contribuer à la sécurité alimentaire de la population,
- 7,4 % au Ministère de l'Éducation Nationale pour accroître l'offre d'éducation et améliorer sa qualité à tous les niveaux,
- 1,4 % au Ministère de la Santé pour étendre la couverture sanitaire tout en renforçant la prise en charge des maladies prioritairement ciblées (tuberculose, malaria, VIH/sida, filariose, choléra etc.) et contrôler l'hygiène de l'environnement,
- 0,2 % au Ministère du Tourisme en vue de valoriser les ressources touristiques du pays et promouvoir l'investissement dans ce secteur,
- 0,6 % au Ministère des Affaires Sociales afin de renforcer les structures d'accueil et des centres d'hébergement pour la réinsertion sociale,
- 0,9 % au Ministère de l'Environnement pour rénover le Système National de Gestion de l'environnement et lutter contre la dégradation des terres,
- 19,8% aux autres administrations pour procéder, entre autres, à une redynamisation de leurs structures.

Graphique 16.- Structure en % des dépenses d'investissement par secteur d'activité en 2011



III.3- FINANCEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE EN 2011

Au 30 septembre 2011, les opérations financières du Gouvernement Central se sont soldées par un surplus de 1 141,4 MG représentant 0,4 % du PIB, contre un déficit global de 1,8 % du PIB l'exercice précédent. Ce surplus accumulé à partir du troisième trimestre, résulte principalement des ressources dégagées de l'annulation de la dette suite à l'atteinte du point d'achèvement dans le cadre de l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE) et à l'allègement de la dette multilatérale (IADM).

Durant l'exercice, le financement externe s'est établi à 3 414,3 MG contre 9 765,4 MG enregistré un an plus tôt. Ce fléchissement de plus de la moitié s'explique, notamment, par le retard dans les versements de dons promis par les différents bailleurs internationaux.

Quant au financement interne, il a affiché un solde négatif de 4 555,8 MG dû à une augmentation des avoirs du gouvernement au niveau du système bancaire avec 1 645,6 MG dans les banques commerciales et 2 910,1 MG à la Banque Centrale ainsi répartis :

- Un déficit budgétaire d'un montant de 1 000,5 MG;
- une hausse des dépôts de l'État auprès de la BRH de 4 002,3 MG;
- une baisse des comptes spéciaux du gouvernement central de 23,7 MG;
- et des arriérés d'intérêts sur la dette interne de 91,6 MG.

Tableau 4- Évolution du déficit du gouvernement central financé par la BRH (en MG)

Rubriques / Exercices	2008/2009	2009/2010	2010/2011
1. Position nette du Trésor	-24 387.7	4 992.3	867.3
2. Dépôts de l'État	1 657.1	17 742.8	4 076.3
3. Arriérés d'intérêts	-11.4	0	91.6
4. Autres créances	28 520.0	1 975.5	0
5. Comptes spéciaux	3.6	-19.5	23.7
6. Financement monétaire	2 467.4	-54.2	-3 093.6

Source : BRH/Direction Contrôle de crédit

III.4- ÉVALUATION DU PROGRAMME FEC POUR L'EXERCICE FISCAL 2011

Dans l'ensemble, malgré la conjoncture économique et sociale difficile, les résultats de la « Facilité Élargie de Crédit » négociée avec le Fonds Monétaire International ont été satisfaisants. Au terme de l'exercice, les recettes totales ont atteint un dépassement des prévisions de 7,84 % et représentent 12,8 % du PIB nominal annuel. Quant aux dépenses totales, elles se sont établies à 78,89 % des prévisions. Contrairement aux 171 MG ciblées pour le financement monétaire dans le cadre du programme financier, une augmentation des avoirs de l'Administration Centrale de 2 910,1 MG a été observée.

IV- LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2011

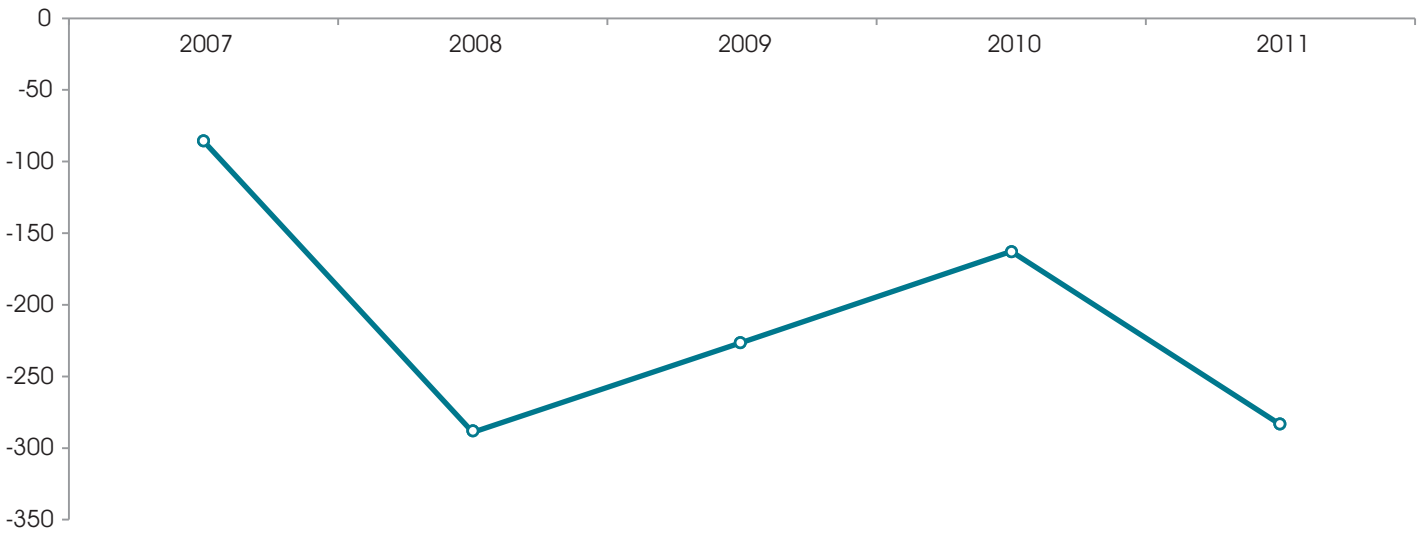
En 2011, la balance des paiements s'est soldée par un excédent de 2,6 % du PIB après 10,2 % en 2010. Elle a évolué dans un environnement international instable, marqué d'une part, par la poursuite de la croissance en début d'année qui semblait annoncer la fin de la crise hypothécaire de 2008 dans certains pays de l'OCDE et, d'autre part, par l'éclosion de la crise budgétaire des pays d'Europe et des États-Unis d'Amérique vers la fin de l'année.

Sur le plan interne, l'économie haïtienne a vécu une situation post-séisme caractérisée par une certaine reprise des activités au regard du dynamisme affiché par les secteurs Industrie et BTP qui ont crû respectivement de 18 % et de 9 %, contribuant ainsi à une croissance de 5,6 % du PIB réel. A cela, il convient d'ajouter une croissance importante des exportations, une relative stabilité du taux de change et une détérioration du compte courant.

En dépit d'une amélioration du déficit de la balance des biens et services de près de 4,42 % au cours de l'année 2011, le déficit du compte des transactions courantes s'est creusé de 172,98 millions de dollars ÉU, ce qui indique un élargissement de 108,21 % de ce dernier. Aussi, l'effet de la stagnation du solde des biens (-0,03 %), conjugué à la réduction du déficit des services (-13,93 %) s'est révélé insuffisant pour atténuer le déficit courant que la balance positive des transferts courants n'a pu compenser.

Au niveau des opérations financières, il faut noter une augmentation des investissements directs de 20,67 %. Les décaissements ont augmenté de 17,16 % et les amortissements ont totalisé 562,87 millions de dollars ÉU. Après déduction du montant des annulations, le service de la dette s'est établi à 6,49 millions de dollars ÉU.

Graphique 17 : Évolution du solde des transactions courantes



Au cours de l'exercice 2010-2011, le solde des transactions courantes a affiché un déficit de 338,79 millions de dollars ÉU, ce qui représente un creusement considérable par rapport à 2010 où le déficit avait atteint les 162,72 millions de dollars ÉU. Cette situation reflète la diminution de 10,97 % des transferts courants et la reprise des importations de biens et services qui ont crû de 7,26 %. La baisse des transferts courants est principalement attribuable à la contraction des dons officiels et des appuis divers reçus de la communauté internationale qui avaient beaucoup augmenté en support au pays suite à la catastrophe du 12 janvier 2010.

IV.1.- LE SOLDE DES COMPTES COURANTS EN 2011

IV.1.1 LE SOLDE DES BIENS ET SERVICES

En diminution de 4,42 %, le solde des biens et services a accusé un déficit de 3 136,91 millions de dollars, résultant de la compression de 0,03 % du solde du commerce extérieur et du recul de 13,93 % du solde des services. Le taux d'ouverture de l'économie, mesuré par le total des échanges (Biens+Services) rapporté au PIB est passé de 74,60 % en 2010 à 69,99 % en 2011, ce qui représente une diminution de près de 5 points de pourcentage environ. Par contre, le taux de couverture des importations par les exportations a évolué positivement, passant de 20,05 % en 2010 à 25,48 % en 2011.

Tableau 5- Résumé de la Balance des Paiements (en millions de dollars ÉU)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	-85.05	-85.78	-289.05	-226.28	-162.73	-307.61
Biens et services	-1,452.48	-1,605.25	-2,020.81	-1,874.30	-3,281.83	-3,105.74
Crédit	689.10	779.19	832.97	929.89	802.39	1,017.23
Débit	-2,141.58	-2,384.44	-2,853.78	-2,804.19	-4,084.22	-4,122.97
Biens	-1,053.05	-1,182.12	-1,617.55	-1,481.11	-2,246.68	-2,216.92
Crédit	495.17	522.08	490.20	551.00	563.38	768.08
Débit	-1,548.22	-1,704.20	-2,107.76	-2,032.11	-2,810.06	-2,985.00
Services	-399.43	-423.13	-403.27	-393.20	-1,035.15	-888.81
Crédit	193.93	257.11	342.77	378.88	239.01	249.16
Débit	-593.36	-680.24	-746.04	-772.08	-1,274.16	-1,137.97
Revenus	6.63	2.19	5.55	12.80	22.28	41.00
Crédit	18.69	21.78	28.03	31.13	32.70	44.24
Débit	-12.06	-19.59	-22.48	-18.33	-10.42	-3.24
Transferts courants	1,360.80	1,517.28	1,726.21	1,635.22	3,096.82	2,757.13
Crédit:	1,436.32	1,613.69	1,843.29	1,770.05	3,263.80	2,997.37
Dons officiels	373.45	391.60	473.54	394.50	1,790.00	1,446.00
Transferts privés	1,062.87	1,222.09	1,369.75	1,375.55	1,473.80	1,551.37
Débit	-75.52	-96.41	-117.08	-134.82	-166.98	-240.24
B. COMPTE DE CAPITAL	-	-	-	893.39	1,470.98	726.38
Crédit	-	-	-	893.39	1,470.98	726.38
Débit	-	-	-	-	-	-
C. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES	139.50	138.30	308.23	-470.54	-770.46	-139.13
Investissements directs	160.60	74.50	29.80	37.95	150.00	181.00
Autres Investissements	-21.10	63.80	278.43	-508.49	-920.46	-320.13
Administrations publiques	39.57	51.51	284.11	-760.86	-529.73	-221.44
Décaissements	-	-	333.87	224.81	291.41	341.43
Amortissements	-	-	49.76	931.67	821.14	562.87
dont annulation de la Dette	-	-	-	893.39	812.98	556.38
Secteur bancaire (net)	-83.46	14.43	141.67	56.54	-307.21	-82.98
Secteur non bancaire (net)	19.80	-2.00	86.00	19.00	-40.00	-57.00
Autres avoirs et engagements(nets)	2.99	-0.14	49.99	122.82	-43.52	41.29
D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	39.50	145.54	71.20	-46.09	205.04	-93.49
BALANCE GLOBALE (A+B+C+D)	93.95	198.05	90.38	150.47	742.83	186.15
E. FINANCEMENT	-93.95	-198.05	-97.60	-150.47	-742.83	-186.15
Avoirs de réserve 1/	-108.87	-208.27	-163.28	-239.89	-844.89	-209.30
Utilisation des crédits et prêts du FMI	12.43	23.21	49.20	64.84	96.86	12.45
Autres Engagements 2/	0.80	0.47	0.71	3.09	-0.08	3.20
Variation des arriérés de paiement 3/	1.69	-38.04	-	-	-	-
Remise de dette	-	21.01	18.66	17.87	3.07	4.49
Rééchelonnement obtenu	0	3.58	4.33	3.63	2.21	3.01
Pour mémoire						
Assistance externe	425.45	466.32	806.85	-247.52	1357.13	1237.01
Dons officiels 4/	373.45	391.60	473.54	394.50	1790.00	1,446.00
Prêts nets	52.00	74.72	333.31	-642.02	-432.87	-208.99
Compte de transanctions courantes (incluant dons officiels)	-1.51	-0.01	-4.61	-3.45	-3.45	
Compte de transactions courantes (hors dons officiels)	-9.23	-5.93	-10.41	-9.47	-9.47	
Exportations de biens et services	14.37	11.78	11.37	14.17	14.17	
Importations de biens et services	-44.16	-34.71	-38.95	-42.75	-42.75	
Balance globale	1.94	2.41	1.38	2.29	2.29	

Sources : Banque de la République d'Haïti (BRH)
Banque des Règlements Internationaux (BRI)
(P) : Données provisoires
1/ Variation des avoirs de réserve bruts
Le signe (-) singifie une augmentation
2/ Engagements à court terme envers les Organisations financières internationales
3/ Sans signe = accumulation; (-) = remboursement
4/ Transferts publics (appellation des anciennes éditions du Manuel de BDP)
Enregistrés maintenant dans la rubrique Transferts courants.

Source : BRH/DAI-Economie internationale
P : données provisoires ; 1/Variation des Avoirs de réserves bruts ; Le signe moins(-) signifie une augmentation ; 2/Engagements à court terme envers les organisations financières internationales ; 3/sans signe= accumulation ; (-)= remboursement.

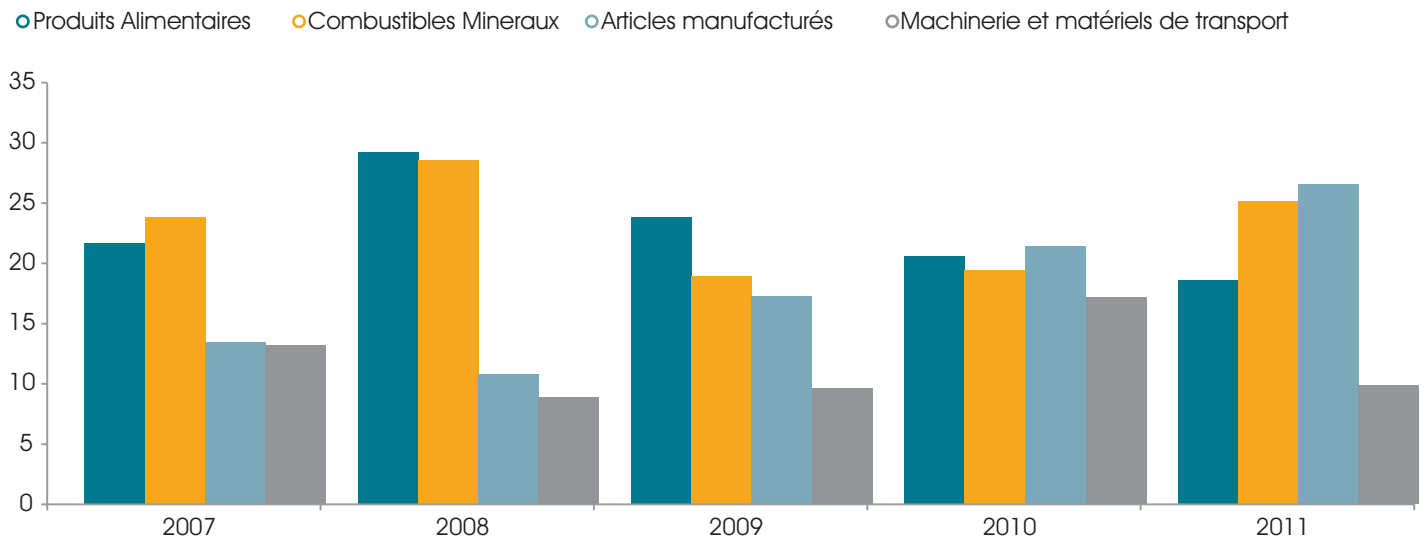
LA BALANCE COMMERCIALE/SOLDE DES BIENS

Le déficit commercial a très légèrement reculé, passant de 2 246,68 millions à 2 245,92 millions de dollars ÉU, soit un repli de 0,03 %. Après avoir accusé en 2010 une augmentation de 51,69 %, suite aux événements de janvier qui avaient frappé le pays, le déficit extérieur s'est assoupli. Cette inflexion du solde déficitaire découle d'une faible croissance des importations (7,26 %) associée à la hausse des exportations (36,33 %).

IMPORTATIONS

Avec un montant de 3 014 millions de dollars ÉU en 2011, les importations totales ont progressé de 7,26 % par rapport à 2010. Cette augmentation des importations traduit essentiellement les hausses respectives de 48,18 % et de 40,09 % des « combustibles minéraux » et des « articles manufacturés ». Les importations de «produits alimentaires » et les importations de biens d'équipement ont baissé respectivement de 4,73 % et de 39,41 %.

Graphique 18.- Parts relatives des principaux produits importés

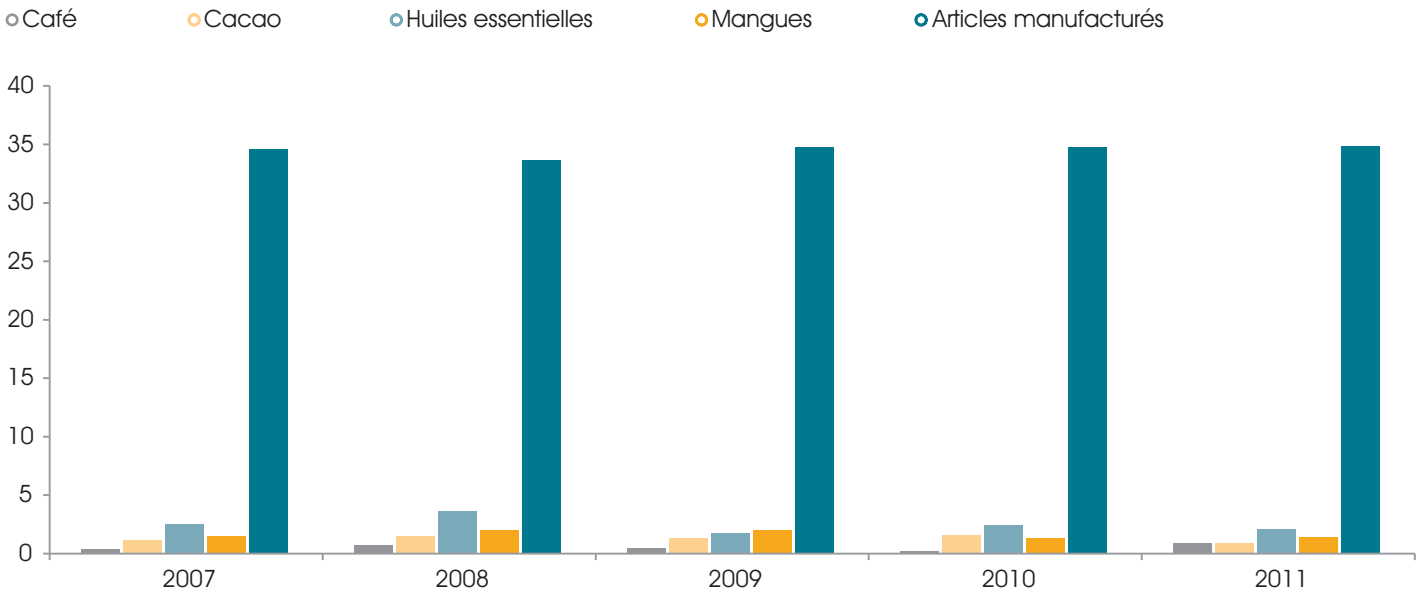


EXPORTATIONS

Les exportations se sont chiffrées à 768,09 millions de dollars ÉU, soit un bond de 36,33 % par rapport à 2010. Il faut remonter à l'année 2005 pour enregistrer une croissance de plus de 22 % au niveau des exportations du pays. Les exportations du secteur d'assemblage ont représenté plus de 90 % des exportations totales. Profitant des accords bilatéraux passés avec les États-Unis d'Amérique (lois HOPE et HELP), elles ont progressé de 36,67 % par rapport au précédent exercice.

Les exportations de café ont plus que triplé sur la période pour atteindre 7 millions de dollars ÉU dû en partie à la hausse de 52,59 % du cours mondial du café durant la période sous étude.

Graphique 19.- Parts relatives des principaux produits exportés



Les exportations de cacao ont, pour leur part, diminué de 24,14 % par rapport à 2010, reflétant partiellement l'évolution des cours mondiaux qui ont fléchi de 4,45 %. Les exportations d'huiles essentielles ont significativement progressé de 17,46 % pour atteindre 16,4 millions de dollars ÉU. Il faut remonter à 2008 pour observer un montant de 18 millions de dollars au titre des recettes d'exportations pour ce produit. Les exportations de mangue ont crû de 38,73 % portant les recettes d'exportation de ce produit à 10,56 millions de dollars ÉU.

SERVICES

Le solde des services a accusé un déficit de 891 millions de dollars ÉU, en réduction de 13,93 % par rapport à 2010. Ce résultat est lié au ralentissement des dépenses (-10,52 %) et à une légère augmentation enregistrée du côté des recettes (4,24 %).

Les recettes des services sont restées en dessous du seuil des 300 millions de dollars. Les dépenses de services ont diminué de 10,52 % en glissement annuel.

IV.1.2.TRANSFERTS COURANTS

Le niveau exceptionnel atteint par les transferts courants en 2010 n'a pas été maintenu au cours de l'année 2011. En régression de 10,97 % par rapport à l'année précédente, la situation des transferts courants exprime le ralentissement au niveau des dons officiels qui ont connu une diminution de 19,22 %, alors que les transferts privés sans contrepartie ont affiché un accroissement de 5,26 %.

IV.1.3.- LES REVENUS

Le solde des revenus a montré une nette amélioration en 2011 passant de 22,29 à 41 millions de dollars ÉU en raison de la baisse substantielle des paiements d'intérêts. Cette baisse fait suite à l'annulation d'une grande partie de la dette publique externe obtenue dans le cadre de l'initiative PPTE dont le point d'achèvement a été atteint le 30 juin 2009 et par la hausse des revenus gagnés sur les placements à l'étranger.

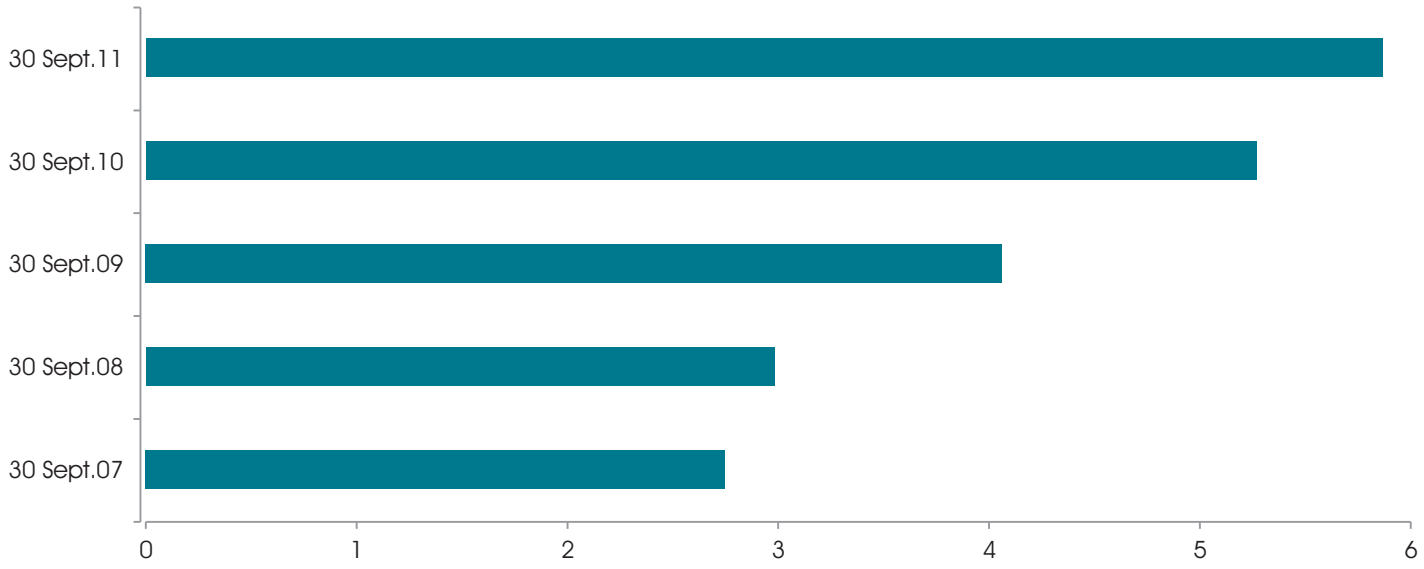
IV.2.- LE COMPTE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Les opérations financières ont accusé une sortie nette de capitaux à hauteur de 137,13 millions de dollars provenant essentiellement du flux négatif des autres investissements. Au cours de l'exercice 2010-2011, le pays a eu à tirer profit d'une annulation de dette équivalent à 556,38 millions de dollars.

Les flux d'investissement directs étrangers ont été évalués à 181 millions de dollars ÉU en 2011 contre 150 millions de dollars pour l'exercice précédent. Les capitaux étrangers ont été engagés principalement dans les domaines des télécommunications et de la sous-traitance dont 78 millions de dollars au niveau du parc industriel de Caracol. Les opérations financières des

administrations publiques avec le reste du monde ont été marquées par des décaissements sur les prêts de l'ordre de 341,43 millions de dollars ÉU et des amortissements de 6,49 millions de dollars ÉU au titre de service de la dette. Avec une accumulation des réserves brutes totalisant plus de 209,30 millions de dollars ÉU, les autorités monétaires disposent de plus de 3 mois d'importations au 30 septembre 2011.

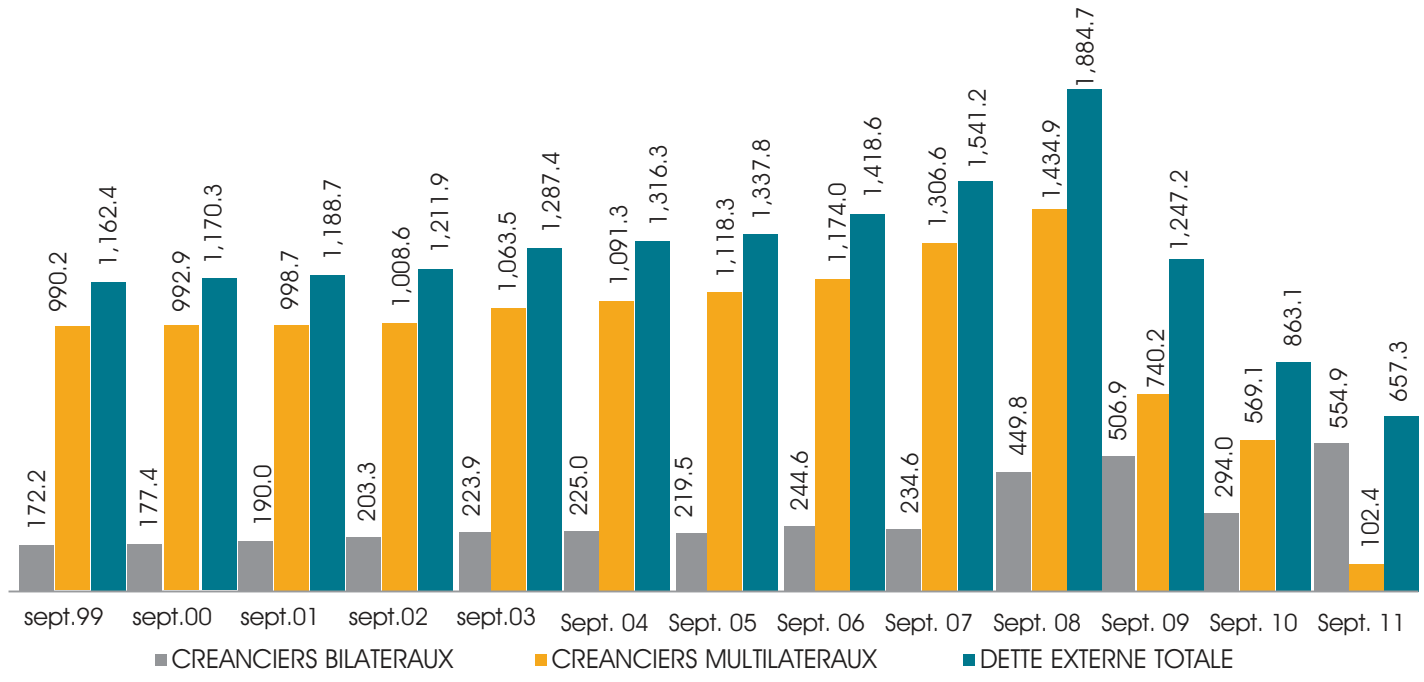
Graphique 20.- Réserves brutes en mois d'importations



V- LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE EN 2011

L'encours de la dette publique externe a enregistré une baisse de 23,84 % en septembre 2011 comparé à celui de 2010. Cette chute est due à la réduction substantielle des créances multilatérales estimées à 82 % au cours de la période considérée. La participation de la BID à cette diminution représente environ 60 % du stock de la dette, soit l'annulation de la totalité de ses créances sur Haïti. Si les créances multilatérales ont diminué, par contre une augmentation de la dette au niveau bilatéral a été observée au cours de la période. Toutefois, cette augmentation n'a pas été significative au point d'entraîner une hausse de l'encours total.

Graphique 21.- Encours de la dette publique externe au 30 septembre 2011 (millions de dollars ÉU)



V.1.- LES CRÉANCES BILATÉRALES

Les créances bilatérales représentent 84,42 % de l'encours total de la dette publique externe. Elles ont augmenté de 88,75 % par rapport à l'année précédente. L'augmentation constatée à ce niveau est imputable à une forte croissance de la dette envers le Venezuela. En effet, l'encours total des prêts Petróleos de Venezuela S.A (PDVSA) est passé de 133,91 millions de dollars ÉU en 2010 à 461,9 millions de dollars ÉU en 2011.

V.2.- LES CRÉANCES MULTILATÉRALES

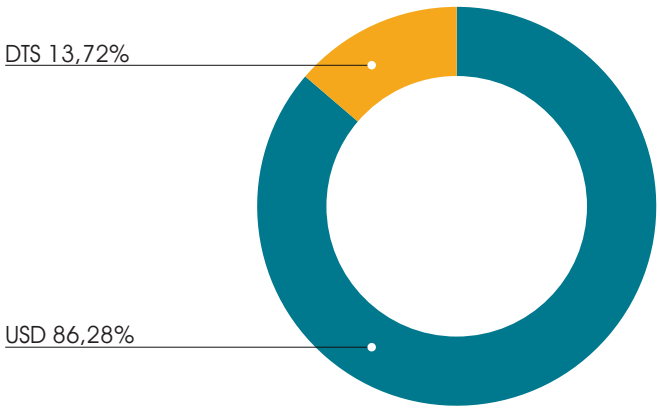
La dette multilatérale a enregistré une baisse importante au cours de l'exercice finissant le 30 septembre 2011. En effet de 569,12 millions de dollars ÉU à la fin de l'exercice précédent, elle est tombée à 102,43 millions ÉU. Cette baisse considérable de 82 % de la dette multilatérale s'explique par l'annulation totale des créances de la BID. Dans cette nouvelle composition du stock de la dette multilatérale, FIDA occupe la place prépondérante avec 65 % du portefeuille, suivie du FMI avec 25 % et de l'OPEC avec 10 %.

V.3.- STRUCTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE PAR TYPE DE DEVISES

Au 30 septembre 2011, la plus grande partie du portefeuille de la dette publique externe est en dollars ÉU, avec une proportion atteignant jusqu'à 86,28 %. Le DTS, seconde composante de l'encours, suit de très loin le dollar avec une participation de 13,72 % du stock total.

Néanmoins, le DTS, instrument de réserve international, utilisé comme unité de compte par certains organismes internationaux, est constitué de quatre principales monnaies telles: le dollar à 45 %, l'Euro 29 %, la livre sterling 11 % et le yen japonais 15 %. Ainsi, toute variation de ces devises par rapport au dollar ÉU pèse de manière significative dans l'évolution de l'encours de la dette publique externe d'Haïti.

Graphique 22.- Structure de l'encours de la Dette Publique Externe par type de devise (en %)

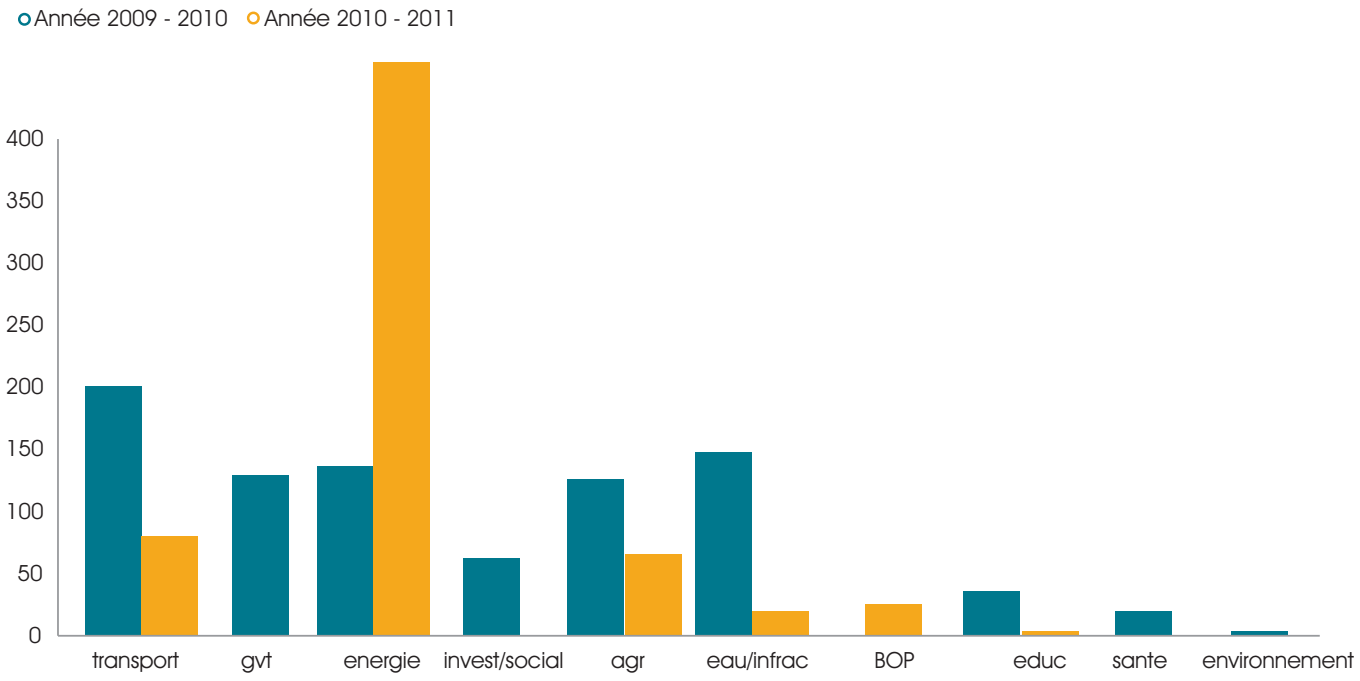


V.4.- RÉPARTITION DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

L'exercice fiscal 2010-2011 a été surtout marqué par une forte baisse de l'encours de la dette au niveau de presque tous les secteurs d'activités par rapport à l'année précédente. Par contre, la part de l'encours affecté au secteur Énergie s'est considérablement accrue au cours de la période passant de 136,57 à 461,9 millions de dollars ÉU. Les activités de ce secteur sont financées en grande partie par les prêts de PDVSA, la compagnie pétrolière de l'État vénézuélien.

Il importe de souligner que des secteurs clés de l'économie tels: le transport, l'agriculture, l'éducation etc. dont le financement était assuré autrefois au moyen de prêts à long terme, bénéficient actuellement de dons octroyés à Haïti par la BID, la Banque Mondiale et l'Union Européenne.

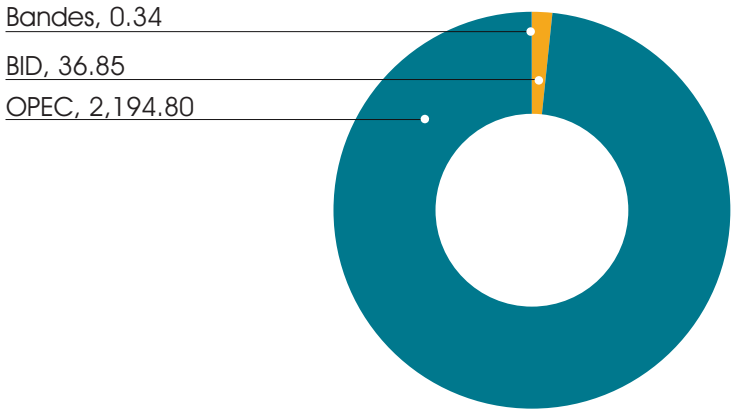
Graphique 23.- Répartition de la dette par secteur économique



V.5. DÉCAISSEMENT, SERVICE DE LA DETTE ET ARRIÉRÉS DE PAIEMENTS

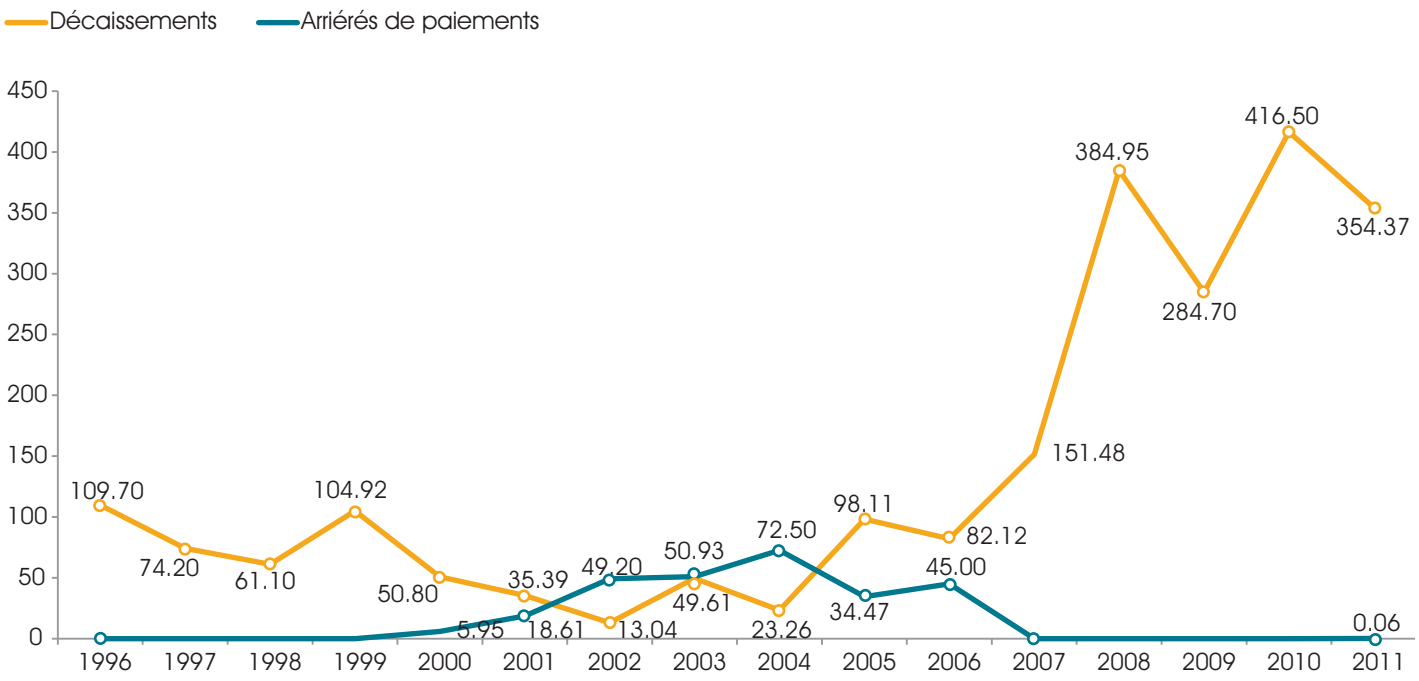
Les débours pour l'exercice 2010-2011 ont atteint 354,36 millions de dollars ÉU provenant majoritairement de concours bilatéraux dont le Venezuela avec une contribution de 94 %. Comparativement à l'année précédente les décaissements des organismes multilatéraux sont passés de 216,4 millions de dollars ÉU à 22,41 millions de dollars ÉU. Cette diminution de près de 90 % est due principalement, au fait que les soldes non décaissés sur les prêts de la BID ont été convertis en dons dans le cadre de financement des plans et programmes de développement en Haïti. Ainsi, l'énergie est sortie avec la part la plus importante, soit 92 %, suivie des autres secteurs tels : les infrastructures, l'agriculture, le transport, et autres dont leur participation est d'environ 8 %.

Graphique 24.- Parts relatives des principaux bailleurs dans le service de la dette

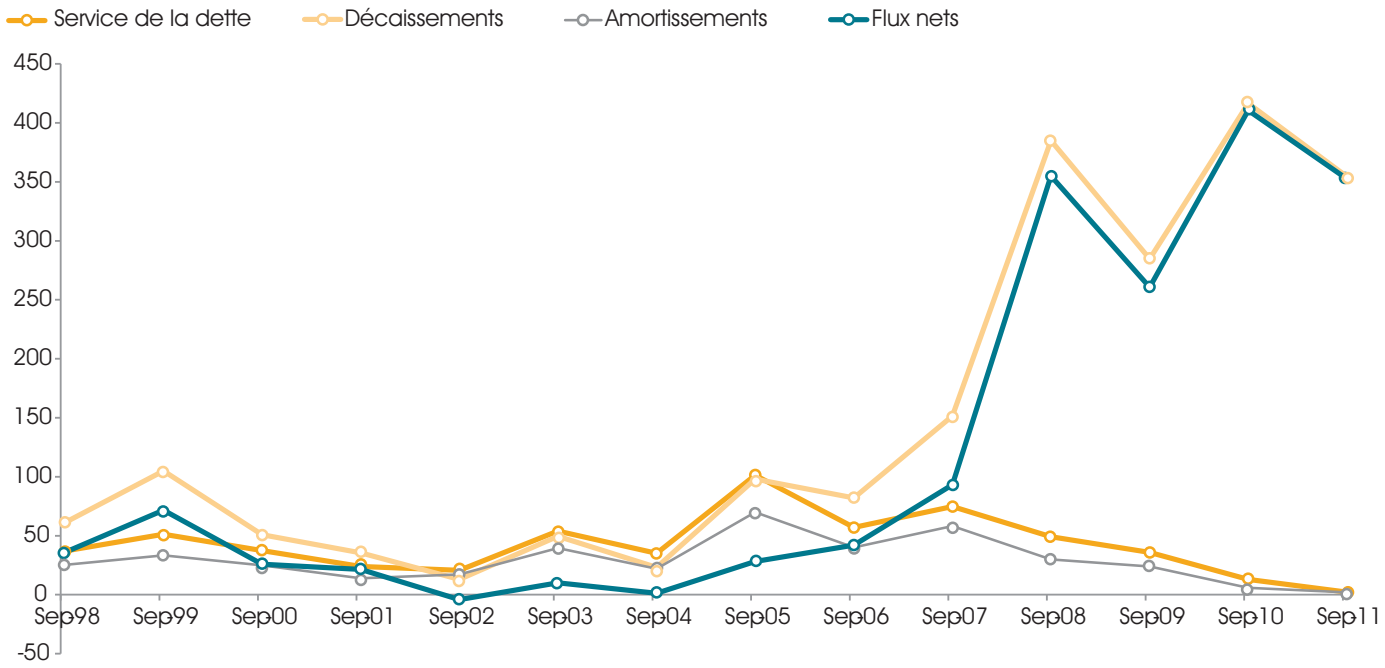


Parallèlement, les débours consentis par le Trésor Public en vue d'honorer les échéances au titre du service de la dette, ont considérablement baissé au cours de la période, passant de 13,1 millions de dollars ÉU en 2010 à 2,23 millions de dollars ÉU en 2011. Il faut noter que l'effet de certaines annulations a entraîné une nouvelle classification des créanciers; ainsi, l'OPEC vient en tête avec la quasi-totalité du montant versé soit, 2,19 millions de dollars ÉU, le reste est partagé entre BANDES et la BID .

Graphique 25.- Évolution des décaissements et des arriérés de paiement (en millions de dollars ÉU)



Graphique 26.- Évolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets (en millions de dollars ÉU)



Le service de la dette au cours de l'exercice 2010-2011, évalué en termes d'exportations représente 0,22 % contre 1,64 % pour l'exercice précédent. Cette diminution peut s'expliquer par la baisse du service de la dette due aux allégements post-séisme et à l'augmentation des exportations. De plus, la diminution des décaissements a provoqué une baisse de 14 % des flux nets, affichant 352,45 millions de dollars ÉU en 2011 contre 410,67 millions de dollars ÉU en 2010.

V.6. ALLÉGEMENT POST-SÉISME

Durant l'exercice fiscal 2010-2011, Haïti a bénéficié d'un allègement additionnel de 563,88 millions de dollars ÉU. La contribution des créanciers multilatéraux et bilatéraux a été respectivement de 86,56 % et de 13,44 %. Ce niveau de participation des créanciers multilatéraux à l'allègement consiste essentiellement en une annulation de 485,98 millions de dollars ÉU du stock de la dette envers la BID. Contrairement à la BID, les autres créanciers multilatéraux ont consenti des allégements sur le service de la dette, évalués à 2,11 millions de dollars ÉU. Quant aux créanciers bilatéraux, leur participation dans l'allégement au cours de l'exercice se chiffre à 75,79 millions de dollars ÉU. De ce montant, 3,01 millions de dollars ÉU ont été rééchelonnés, 70,4 millions de dollars ÉU ont été consacrés à la réduction du stock de la dette et 2,38 millions de dollars ÉU à la réduction du service de la dette.

Tableau 6.- Allègement de la dette reçu au cours de l'exercice fiscal 2011 (en millions de dollars ÉU)

	Bilatéraux	Multilatéraux	Total
Réduction/Service de la dette	2.38	2.11	4.49
Réduction/Stock	70.4	485.98	556.38
Total (I)	72.78	488.09	560.87
Rééchelonnement/Service de la dette	3.01	0	3.01
Total (II)	3.01	0	3.01
Total (I &II)	75.79	488.09	563.88

Source : BRH/Direction des Affaires Internationales

B. LE SYSTÈME BANCAIRE EN 2011: VUE D'ENSEMBLE

Au cours de l'année fiscale 2010-2011, l'environnement global dans lequel a évolué le système bancaire haïtien a été particulièrement marqué par diverses mesures visant la relance de l'économie suite au passage du tremblement de terre du 12 janvier 2010. En conséquence, des améliorations notables ont été constatées en glissement annuel au niveau de certains indicateurs clés de rentabilité et de croissance du système. Par rapport à l'exercice dernier, le bénéfice net cumulé par l'ensemble des banques a augmenté de 37,3 % (+545,2 MG) pour atteindre 2 007,95 milliards de gourdes.

La hausse des profits combinée à la croissance moins soutenue en glissement annuel (+11,6 %) de l'actif bancaire a favorisé le relèvement du rendement moyen de l'actif (ROA) qui est passé de 1,19 % au 30 septembre 2010 à 1,38 % au 30 septembre 2011. Quant au rendement moyen de l'avoir des actionnaires (ROE), il a enregistré une hausse de 3,72 points de pourcentage pour passer à 22,16 %. La croissance du ROA conjuguée à celle du levier financier (passant de 15,5 au 30 septembre 2010 à 16,11 au 30 septembre 2011) est à la base de l'augmentation du ROE.

La bonne performance du système au cours de l'exercice lui a permis de préserver son coussin financier tout en renforçant ses fonds propres comptables qui ont crû de 10,3 % et atteint 9 500 MG au 30 septembre 2011. Le ratio Avoir des Actionnaires/Actif est demeuré quasiment stable passant de 6,25 % à 6,17 % au terme de l'exercice.

La croissance de 29,7 % (+9 170 MG) du portefeuille de prêts bancaires (40 070 MG) en glissement annuel témoigne de la poursuite de la reprise du financement des activités de l'économie formelle. Le volume de dépôts capté se chiffre à 135 550 MG suite à une croissance annuelle de 13,7 %. Il a contribué au financement de l'actif bancaire à hauteur de 88 % contre 86,5 % en septembre 2010.

Dix (10) des trente-six (36) succursales de banques non opérationnelles suite au séisme du 12 janvier 2010 ont été soit réparées, soit reconstruites ou relocalisées au cours de l'exercice 2010-2011. Cela porte à 143 le nombre de succursales ou agences opérationnelles, soit 85,11 % du réseau bancaire. Il faut souligner que le processus de réparation ou de relocalisation de succursales devra se poursuivre tout au long du prochain exercice.

Comparativement à la fin de l'exercice antérieur, la concentration du système bancaire s'est légèrement renforcée. Les trois premières banques possèdent les 82,63 % de l'actif bancaire au 30 septembre 2011 contre 82,37 % au 30 septembre 2010.

VI. ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2011

A la fin de l'exercice fiscal 2010-2011, le volume d'actifs détenus par les banques du système a atteint 154 000 MG. En hausse de 11,6 % par rapport à septembre 2010, l'actif du secteur bancaire, dollarisé à hauteur de 57,49 %, est constitué en majeure partie de Disponibilités (45,4 %), du Portefeuille net (25,1 %) et des Autres Placements (19,3 %). Les actifs en devises converties ont progressé de 13 % en raison d'un effet de change. Considérés en dollars ÉU, ils n'ont augmenté que de 10,42 % sur la période.

Le secteur bancaire a mieux rempli son rôle d'intermédiation en 2011 en octroyant davantage de crédit quoique le volume de dépôts collecté ait crû à un rythme moins soutenu par rapport à l'exercice antérieur. En effet, le portefeuille de crédit brut du système a enregistré une croissance de 29,7 % (+9 170 MG) tandis que le volume de dépôts a affiché une hausse de 13,7 % (+16 300 MG) en glissement annuel contre une croissance de 29 % (+26 790 MG) observée à la fin de l'exercice dernier.

L'essor du crédit a été obtenu au détriment des placements. Vu la faiblesse des taux d'intérêts sur les bons BRH (taux plafonds de 1 %; 2 % et 3 % respectivement sur les bons à échéance de 7, 28 et 91 jours en septembre 2011 contre 2 %; 3,5 % et 5 % sur ces mêmes bons en septembre 2010) et la stabilité du cadre macroéconomique, le volume de placements des banques dans ces instruments a baissé de 31,6 % (-2 920 MG). Parallèlement, l'encours des autres placements dans le bilan des banques a faiblement augmenté par rapport au 30 septembre 2010 (+4,1 %; +1 790 MG) en raison notamment de la baisse des taux aux États-Unis.

La qualité du portefeuille de crédit s'est améliorée en 2011. Le stock de prêts improductifs s'est replié de 15,3 % (-268,18 MG) par rapport à septembre 2010, ce qui a entraîné un recul de 1,96 point de pourcentage du taux d'improductifs, s'établissant à 1,07 % au 30 septembre 2011. Parallèlement, les banques ont réduit leur niveau de provisionnement (-6,2 % ; -91,71 MG) mais leur taux de couverture (93,1 %) demeure en hausse par rapport à septembre 2010 (+9,03 points de pourcentage). Ainsi, les fonds propres des banques du système, en nette croissance (+10,3 %; +887,32 MG), deviennent moins exposés à court terme au risque de crédit, le taux d'exposition étant ramené à 1,07 % après un recul de 2,16 points de pourcentage.

L'activité bancaire s'est révélée plus rentable en 2011 qu'en 2010. En effet, le bénéfice net cumulé a atteint 2 007,95 MG pour l'exercice 2010-2011 contre 1 460 MG en 2009-2010. Cette hausse de 37,3 % des résultats est attribuable à la progression de 6,6 % (+465,58 MG) du Produit Net Bancaire (PNB) consécutive à la croissance des Autres Revenus (+12,4 %; +446,92 MG) et au recul des charges de dotation par rapport à 2010 (-64,8 %; -417,76 MG), en dépit de l'augmentation de 4,3 % (+212,45 MG) des dépenses d'exploitation sur la période. En outre, les indicateurs de performance ROA et ROE ont suivi la tendance à la hausse des résultats du secteur en progressant respectivement de 19 points de base et de 3,72 points de pourcentage pour s'établir à 1,38 % et 22,16 % respectivement en 2011.

Tableau 7.- Indicateurs financiers clés au 30 septembre 2009 (MG)

(En Millions de gourdes)	2011	2010	2009	2008	200
BILAN (en millions de gourdes)					
Actif	153,995.30	137,937.38	107,913.09	100,301.55	79,764.2
Bons BRH	6,327.92	9,249.06	9,551.92	9,396.74	9,008.3
Prêts nets	38,697.31	29,430.72	33,315.18	29,180.78	22,564.5
Dépôts	135,549.00	119,252.74	92,460.41	84,724.66	66,030.6
Avoir des actionnaires	9,504.43	8,617.12	7,244.80	6,511.23	5,588.5
RÉSULTATS					
Revenus nets d'intérêt	3,493.00	3,474.34	3,983.83	3,667.84	3,643.2
Autres revenus	4,055.31	3,608.39	2,850.99	2,749.27	2,173.5
Dotation à la Provision pour Créances douteuses	226.7	644.47	299.46	116.02	38.4
Frais d'exploitation	5,114.08	4,901.63	4,975.16	4,704.24	4,246.9
Bénéfice net (perte nette)	2,007.95	1,462.75	1,256.60	1,309.98	1,279.1
STRUCTURE FINANCIÈRE (en pourcentage)					
Avoir des actionnaires en % de l'actif	6.17	6.25	6.71	6.49	7.0
Dépôts en % de l'actif	88.02	86.45	85.68	84.47	82.7
QUALITÉ DE L'ACTIF					
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts	3.69	5.66	8.48	9.69	9.9
Provisions pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts	93.1	84.07	69.64	66.38	85.5
Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires	1.07	3.23	12.58	15.6	6.3
RENTABILITÉ					
Rendement de l'actif (ROA)	1.38	1.19	1.21	1.45	1.8
Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE)	22.16	18.44	18.27	21.65	27.1
Revenus nets d'intérêts en % des revenus d'intérêt	91.36	87.41	84.8	77.44	69.2
Rendement moyen des prêts	9.15	10.09	11.02	12.64	14.2
Rémunération moyenne des dépôts[a]	0.26	0.47	0.81	1.42	2.5
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire	67.75	69.21	72.79	73.31	73.0
Produit net bancaire par employé (en milliers de gourdes)	2,166.87	1,936.76	1,742.47	1,609.91	1,489.2
Nombre d' employés	3,572.00	3,395.00	3,919.00	3,909.00	4,063.0

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

a) Dépôts moyens de la période, y compris les dépôts à vue.

VI.1- LE SYSTEME BANCAIRE: ÉTABLISSEMENTS ET ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

Au terme de l'année fiscale 2011, le nombre d'établissements bancaires en exploitation dans le pays est resté à neuf (9). Selon l'origine de leurs capitaux et leurs activités principales, ces neuf (9) établissements sont répartis comme suit: deux (2) banques commerciales d'État, deux (2) succursales de banques étrangères, cinq (5) banques commerciales à capitaux privés haïtiens dont une (1) banque d'Épargne et de Logement.

Tableau 8.- Établissements bancaires fonctionnant en Haïti (au 30 septembre 2009)

Banques commerciales d'État	Banque Nationale de Crédit (BNC)
	Banque Populaire Haïtienne (BPH)
Succursales de banques commerciales étrangères	Bank of Nova Scotia (SCOTIABANK)
	Citibank N.A. (CBNA)
Banques commerciales à capitaux privés haïtiens	Banque Industrielle et Commerciale d'Haïti (BICH)
	Banque de l'Union Haïtienne (BUH)
	Capital Bank
	Société Générale Haïtienne de Banque (Sogebank)
	UNIBANK
Banques d'épargne et de logement à capitaux privés haïtiens	Société Générale Haïtienne de Banque d'Épargne et de Logement (SOGEBEL)

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

La situation socioéconomique difficile que connait le pays depuis le séisme du 12 janvier 2010 n'a pas été favorable à l'expansion du réseau bancaire. Le réseau physique de la majorité des banques ayant été touché, ces dernières ont priorisé la réparation ou la relocalisation des succursales affectées. Ainsi, au cours de l'exercice 2010-2011, la BRH n'a pas eu à traiter de demande d'ouverture de nouvelle succursale contrairement aux exercices passés. Le nombre de points de services bancaires s'est donc stabilisé à 168 succursales et agences dont 60 fonctionnent en dehors de la capitale.

Tableau 9.- Nombre de succursales et agences autorisées

	2011	2010	2009	2008	2007
Succursales et agences autorisées	0	3	3	2	8

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Au cours de l'exercice 2010-2011, aucune tentative officielle de rapprochement bancaire n'a été enregistrée. Par ailleurs, aucune demande d'agrément pour l'octroi de licence de banque n'a été produite.

Tableau 10.- Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire

Etablissements	2011 Nombre de succursales et agences autorisées [1]		2010 Nombre de succursales et agences autorisées		Variation	
	P-AU-P & environs [a]	Villes de province	P-AU-P & environs	Villes de province	P-AU-P & environs	Villes de province
BNC	20	19	20	19	0	0
BPH	5	0	5	0	0	0
BUH	5	7	5	7	0	0
Capital Bank	13	4	13	4	0	0
Citibank	1	0	1	0	0	0
Scotiabank	4	0	4	0	0	0
Sogebank	27	14	27	14	0	0
Sogebel	3	0	3	0	0	0
Unibank	30	16	30	16	0	0
Total	108	60	108	60	0	0

[1] Par agence, on entend une unité qui offre des services bancaires limités et qui ne jouit pas d'une autonomie de fonctionnement.
[a] Englobe la ville de Port-au-Prince et les régions périphériques : Pétion-ville, Laboule, Delmas, Carrefour, la Plaine du Cul-de-sac et Croix-des-bouquets.

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières
a) Englobe la ville de Port-au-Prince et les régions périphériques : Pétion-ville, Laboule, Delmas, Carrefour, la Plaine du Cul-de-sac et Croix-des-bouquets.

Le processus de reconstruction des succursales a permis de porter le nombre de succursales opérationnelles à 143, soit un rétablissement de 85,11 % du réseau bancaire.

Tableau 10.a- Évolution du nombre de succursales autorisées par établissement bancaire

Etablissements	Nombre de succursales et agences opérationnelles		Nombre de succursales et agences détruites ou en réparation		Total	
	P-AU-P & environs	Villes de province	P-AU-P & environs	Villes de province	P-AU-P & environs	Villes de province
BNC	14	19	6	0	20	19
BPH	4	0	1	0	5	0
BUH	4	7	1	0	5	7
CAPITAL BANK	12	4	1	0	13	4
CITIBANK	1	0	1	0	1	0
SCOTIABANK	4	0	0	0	4	0
SOGEBANK	18	14	9	0	27	14
SOGEBEL	2	0	1	0	3	0
UNIBANK	24	16	6	0	30	16
Total	**83**	**60**	**26**	**0**	**108**	**60**

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des autres institutions financières

VI.2- STRUCTURE DU SYSTEME BANCAIRE

Le secteur bancaire haïtien demeure très concentré: les trois plus grandes banques du système détiennent des parts avoisinant 80 % sur tous les segments de marché.L'évolution de l'indice Herfindhal-Hirschman traduit cette forte concentration observée dans le secteur depuis plusieurs exercices.

POIDS DES TROIS PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Au 30 septembre 2011, les trois plus grands établissements bancaires détenaient à eux seuls 82,63 % des actifs du système et avaient réussi à capter 83,3 % des dépôts collectés. Comparativement à la fin de l'exercice antérieur, leurs parts sont en hausse sur tous les segments de marché, avec une progression plus importante sur le marché du crédit. En effet, après une avancée de 1,72 point de pourcentage, la part de prêts bruts octroyés par les trois leaders du système a atteint 73,03 % en 2011.

Tableau 11.- Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre (en %)

	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars ÉU
2011 (9 établissements)				
Les trois premiers établissements	82.63	73.03	83.3	83.87
2010 (9 établissements)				
Les trois premiers établissements	82.49	71.31	83.01	82.98
Variation 2011/2010				
Les trois premiers établissements	0.14	1.72	0.29	0.89

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

POIDS DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

En se référant au tableau 12 qui présente l'évolution des parts de marché des différentes catégories d'établissement bancaire durant les cinq dernières années, on peut observer globalement que les parts de marché des différentes catégories ont diminué par rapport à l'exercice précédent. En effet, sur les marchés de l'actif, des dépôts totaux et des dépôts en dollars ÉU, les parts des quatre (4) banques commerciales privées haïtiennes, celles des banques étrangères et celles de la banque d'épargne et de logement ont toutes évolué à la baisse à l'exception de celles des banques d'État qui ont progressé par rapport à 2010. Sur le marché du crédit, la même tendance à la baisse a été observée pour les parts des différentes catégories d'établissement bancaire à l'exception de celles des quatre (4) banques commerciales qui ont crû par rapport à l'exercice antérieur.

De manière détaillée, il convient de signaler que :

- Le poids des quatre (4) banques commerciales privées haïtiennes au niveau de l'actif total, des dépôts totaux et des dépôts en dollars ÉU a régressé respectivement de 1,19; 1,05 et 1,38 point de pourcentage. Cependant, au niveau du crédit, ces banques ont gagné 5,54 points de pourcentage pour détenir 74,05 % de ce marché au 30 septembre 2011.

- La seule banque d'épargne et de logement du système a enregistré des pertes de parts sur tous les segments de marché variant de 15 à 34 points de base par rapport à septembre 2010.
- Les parts de marché des banques d'État ont augmenté à tous les niveaux sauf sur le marché du crédit où ces banques ont enregistré une perte de 4,28 points de pourcentage par rapport à 2010 au profit des banques commerciales privées.
- Les succursales de banques étrangères, à l'instar de la banque d'épargne et de logement, ont perdu des parts sur tous les segments de marché avec une perte plus importante de 1,08 point de pourcentage sur le marché des prêts bruts.

Tableau 12.- Poids des différentes catégories d'établissements bancaires au 30 septembre (en %)

Catégories de banques	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts totaux	Dépôts en dollars ÉU
2011				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	66.57	74.05	67.4	66.84
2 Succursales de banques étrangères	6.31	9.41	5.83	5.15
2 Banques d'État	24.51	12.06	24.51	25.13
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.61	4.48	2.26	2.88
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100
2010				
5 Banques commerciales privées haïtiennes	67.76	68.51	68.45	68.22
2 Succursales de banques étrangères	6.33	10.49	6.14	5.93
2 Banques d'État	23.15	16.33	23	22.63
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtiennes	2.76	4.67	2.41	3.22
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100
2009				
5 Banques commerciales privées haïtiennes	69.63	67.06	71.69	73.71
2 Succursales de banques étrangères	6.83	10.04	6.19	5.91
2 Banques d'État	20.11	18.34	19.11	16.1
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3.43	4.56	3.01	4.28
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100
2008				
5 Banques commerciales privées haïtiennes	67.82	64.23	68.92	69.37
2 Succursales de banques étrangères	6.63	12.07	5.99	5.67
2 Banques d'État	22.22	18.97	22.09	20.8
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3.33	4.73	3	4.16
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100
2007				
6 Banques commerciales privées haïtiennes	70.82	64.67	74.34	78.98
2 Succursales de banques étrangères	7.84	14.36	6.29	6.47
2 Banques d'État	17.92	16.35	16.38	10.33
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3.42	4.62	2.99	4.22
Le système bancaire hormis BRH	100	100	100	100

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des autres institutions financières

INDICATEUR DE CONCENTRATION HERFINDHAL-HIRSCHMAN

Par rapport à l'exercice 2009-2010, l'indice de concentration Herfindhal-Hirschman a évolué à la hausse sur le marché du crédit et celui des dépôts en dollars ÉU pour atteindre respectivement 2 223,22 et 2 438,32. Au niveau de l'actif et des dépôts totaux, la valeur de l'indice a légèrement reculé, se fixant respectivement à 2 365,85 et 2 401,55. Toutefois, comme c'est le cas depuis plusieurs exercices, l'indice dépasse largement à tous les niveaux le seuil de 1 800, indiquant ainsi une forte concentration du secteur bancaire haïtien sur tous les segments de marché.

Tableau.13.- Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre

	Actif total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars ÉU
2011	2,365.85	2,223.22	2,401.55	2,438.32
2010	2,371.45	2,007.52	2,402.33	2,410.52
2009	2,338.43	2,045.96	2,416.93	2,478.21
2008	2,307.99	1,923.86	2,356.98	2,392.81
2007	2,283.94	1,897.70	2,428.34	2,638.81

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VI.3- DISTRIBUTION DU CRÉDIT BANCAIRE

Les parts de crédit allouées aux secteurs d'activités «Services et autres (-5,12 points de pourcentage)» et «Commerce de Gros et de détail (+2,76 points)» ont connu les plus fortes variations par rapport au 30 septembre 2010. Par ailleurs, le crédit a présenté une distribution asymétrique caractérisée par une forte concentration au niveau des prêts à grands encours attribués à moins de 10 % des emprunteurs alors qu'une faible fraction du portefeuille global a été octroyée à la plus forte proportion des emprunteurs. S'agissant de la structure de maturité du portefeuille du système, les prêts à long terme (Prêts dont la maturité est supérieure ou égale à 5 ans) y sont devenus majoritaires à 39 %.

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Au 30 septembre 2011, avec des parts en hausse de 2,76 points de pourcentage, le secteur «Commerce de gros et de détail» a bénéficié de la meilleure allocation du crédit bancaire (27,4 %). La seconde part a été octoyée au secteur « Industries manufacturières » (15,74 %) qui, contrairement à l'exercice précédent, a disposé d'une part du crédit plus importante que le secteur «Services et autres». En effet, la part allouée à ce dernier secteur a reculé de 5,12 points de pourcentage pour se porter à 14,47 %, ce qui le place, en termes d'importance derrière le secteur «Immobilier résidentiel et commercial» (14,66 %) pourtant devancé l'année précédente. Le poids combiné de ces quatre secteurs dans l'allocation du crédit a atteint 72,27 % au 30 septembre 2011 contre 73,97 % au 30 septembre 2010.

En dépit d'une baisse de 1,18 point de pourcentage de sa part de crédit, le secteur «Prêts aux particuliers» a pu bénéficier de 11,03 % du portefeuille de prêts bruts du système. Comparativement à la fin de l'exercice antérieur, le poids des crédits alloués aux secteurs «Transport, Entrepôt et Communications » et «Bâtiments et travaux publics» ont progressé respectivement de 1,64 et 1,07 point de pourcentage pour atteindre 6,18 % et 4,29 % au 30 septembre 2011.

Tableau 14.- Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité au 30 septembre (en MG et en%)

	2011		2010		Variation
Secteurs d'activité	Montant [1]	%	Montant	%	Point
Commerce de Gros et Détail	11,733.84	27.40%	8,665.85	24.65%	2.76%
Services et autres	6,196.19	14.47%	6,899.48	19.59%	-5.12%
Industries manufacturières	6,738.67	15.74%	5,704.23	16.22%	-0.48%
Prêts aux particuliers	4,722.33	11.03%	4,291.95	12.21%	-1.18%
Immobilier résidentiel et commercial	6,275.18	14.66%	4,749.07	13.51%	1.15%
Transport, Entrepôt et Communication	2,644.79	6.18%	1,594.56	4.53%	1.64%
Bâtiments et travaux publics	1,835.53	4.29%	1,132.70	3.22%	1.07%
Électricité, Gaz et Eau	2,663.97	6.22%	2,128.15	6.05%	0.17%
Agriculture, Sylviculture et Pêche	6.9	0.02%	6.17	0.02%	0.00%
Total	42,817.40	100	35,172.16	100	

[1] Comprend aussi des engagements hors-bilan

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR TRANCHE

La répartition de l'encours des prêts par tranche a conservé la même tendance observée au cours des cinq (5) dernières années. En effet, au terme de l'exercice 2010-2011, 85,31 % (30 448,45 MG) du crédit bancaire (se retrouvant dans la tranche de 5 MG et plus) ont été alloués à 7,83 % des emprunteurs du système. Cette concentration accrue s'illustre par le poids des emprunteurs de cette tranche qui a progressé de 0,98 point de pourcentage par rapport à l'exercice antérieur, de même que le poids de l'encours de crédit leur ayant été attribué (+3,43 points de pourcentage). Par contre, seulement 2,45 % du crédit du système (représentant un encours de 874,54 MG) a été octroyé à 60,54 % des emprunteurs et ces prêts font partie de la plus faible tranche, celle contenant les prêts en dessous de 250 000 gourdes.

La Banque Centrale a mis en œuvre un train de mécanismes visant l'augmentation de l'accès au crédit, notamment aux petites et moyennes entreprises et aux micro-entrepreneurs, et ce, dans le but d'un élargissement de la classe moyenne.

En outre, le nombre d'emprunteurs le moins élevé (479 contre 451 en 2010) se localisent dans la tranche de crédit comprise entre 2,5 MG et moins de 5 MG ; un montant de 1 704,02 MG a été alloué à cette catégorie d'emprunteurs, soit 4,77 % du portefeuille global du système (contre 5,81 % en 2010). Par ailleurs, le poids de l'encours des prêts situés dans la tranche de 500 000 à 999 999 gourdes a baissé de 0,46 point de pourcentage, à 1,94 % (692,78 MG) et celui des prêts dans la tranche de 1 MG à moins de 2,5 MG s'est contracté de 0,62 point de pourcentage pour atteindre 1 534,97 MG en septembre 2011 (contre 1 337,99 MG en septembre 2010).

Tableau 15. - Répartition de l'encours des prêts par tranche (prêts de 75 000 gourdes ou plus, au 30 septembre)

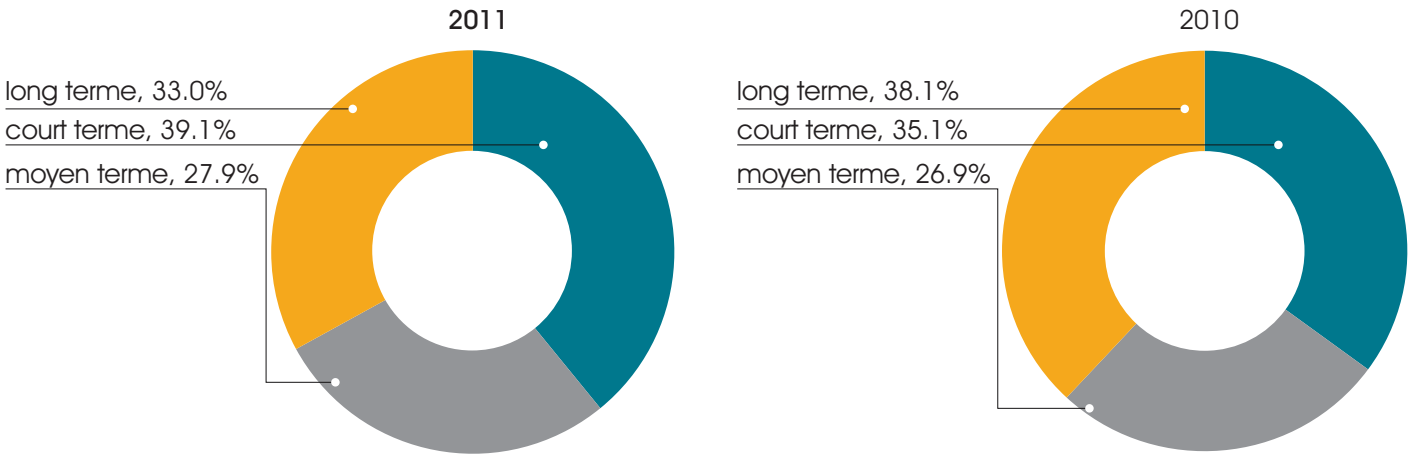
	Nombre d'emprunteurs	Part (en % du nombre total)	Encours prets en millions de gourdes	Encours des prets en %
2011				
75 000 à 249 999	7 013	60.54	874,54	2.45
250 000 à 499 999	1 262	10.89	437,3	1.23
500 000 à 999 999	954	8.23	6927,78	1.94
1 000 000 à 2 499 999	970	8.37	1 534,97	4.3
2 500 000 à 4 999 999	479	4.13	1 704,02	4.77
5 000 000 ou plus	907	7.83	30 448,45	85.31
Total	11 585	100	35 692,06	100
2010				
75 000 à 249 999	7 246	62.48	886,94	3.27
250 000 à 499 999	1 352	11.66	468,27	1.72
500 000 à 999 999	924	7.97	652,68	2.4
1 000 000 à 2 499 999	829	7.15	1 337,99	4.92
2 500 000 à 4 999 999	451	3.89	1 578,1	5.81
5 000 000 ou plus	795	6.85	22 246,46	81.88
Total	11 597	100	27 170,43	100
2009				
75 000 à 249 999	6 235	57.2	778,6	2.49
250 000 à 499 999	1 325	12.15	468,73	1.5
500 000 à 999 999	1 033	9.5	739,97	2.37
1 000 000 à 2 499 999	894	8.2	1 429,01	4.57
2 500 000 à 4 999 999	507	4.65	1 800,48	5.77
5 000 000 ou plus	905	8.3	26 023,86	83.3
Total	10 899	100	31 240,65	100
2008				
75 000 à 249 999	9 030	66.48	1 058,23	3.74
250 000 à 499 999	1 355	9.97	479,47	1.69
500 000 à 999 999	1 021	7.52	720,47	2.54
1 000 000 à 2 499 999	873	6.43	1 406,62	4.97
2 500 000 à 4 999 999	454	3.34	1 608,21	5.68
5 000 000 ou plus	850	6.26	23 040,60	81.38
Total	13 583	100	28 313,60	100
2007				
75 000 à 249 999	3 191	42.93	429,8	1.86
250 000 à 499 999	1 277	17.17	446,6	1.94
500 000 à 999 999	983	13.22	693,58	3.01
1 000 000 à 2 499 999	815	10.96	1 285,66	5.57
2 500 000 à 4 999 999	438	5.89	1 550,71	6.72
5 000 000 ou plus	731	9.83	18 669,42	80.9
Total	7 435	100	23 075,77	100

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR ÉCHÉANCE

En termes de maturité, les prêts à moyen terme, représentant 38 % du portefeuille du système au 30 septembre 2010, ont vu leur poids régresser de 5 points de pourcentage au profit de celui des prêts à long terme en hausse de 4 points de pourcentage, à 39 % au 30 septembre 2011. L'importance des prêts à court terme (28 % en 2011) a connu une légère hausse (+1 point de pourcentage) entre les deux exercices.

Graphique 27- Répartition en pourcentage et selon l'échéance de l'encours des prêts de 75 000 gourdes ou plus (au 30 septembre)



RÉPARTITION DU NOMBRE DE PRÊTS PAR EMPRUNTEUR

Par rapport au 30 septembre 2010, le nombre de comptes de prêts du système a crû de 10,22 % (+7 128 unités) alors que le nombre d'emprunteurs s'est replié de 0,45 % (-53 unités). Il en est résulté une progression d'une unité du ratio «nombre de prêts/emprunteurs» qui est passé de six (6) prêts par emprunteur au 30 septembre 2010 à environ sept (7) au 30 septembre 2011.

Tableau 16.- Répartition du nombre de prêts par emprunteur (au 30 septembre)

	2011	2010	2009	2008	2007
Nombre de prêts	76 900	69 772	75 648	63 597	38 804
Nombre d'emprunteurs	11 681	11 734	11 069	13 680	7 574
Nombre de prêts/nombre d'emprunteurs	7	6	7	5	5

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VI.4- PARTS DE MARCHÉ INDIVIDUELLES DANS LE SYSTÈME BANCAIRE HAITIEN

Au 30 septembre 2011, la UNIBANK a pris le leadership du secteur bancaire, détentrice de 31,20 % de l'actif total du système. Avec des pertes de 2,56 points de pourcentage de parts d'actifs, la SOGEBANK est reléguée à la seconde place du système en termes d'actifs détenus (27,93 %). Le statu quo est maintenu pour toutes les autres places quoique la BUH (8ème place; 2,2 %), la SOGEBEL (7ème place; 2,61 %), la BPH (9ème place; 1,01 %) et la SCOTIABANK (6ème place; 2,98 %) aient perdu respectivement 22, 15, 7 et 4 points de base de parts de marché au niveau de l'actif.

La compétition a été plus exacerbée sur le marché du crédit. Si la BNC (3ème place; 10,34 %), la Capital Bank (4ème place; 8,34 %), la SCOTIABANK (5ème place; 4,92 %) et la BUH (8ème place; 3,02 %) ont su conserver leur position, la SOGEBANK (2ème place; 29,76 %) a concédé la première place à la UNIBANK (32,93 %) et la SOGEBEL (7ème place; 4,48 %) a dû laisser le 6ème rang à la CITIBANK (4,49 %). Pour arriver à conquérir le leadership du marché du crédit, la UNIBANK a gagné 6,61 points de pourcentage de parts de marché. Ces parts lui ont été concédées en grande partie par la BNC (-3,63 points de pourcentage) et la SOGEBANK (-1,26 point de pourcentage).

Tableau 17.- Parts de marché, rang dans l'Actif total et portefeuille de prêts bruts (au 30 septembre)

	Actif Total						Prêts Bruts					
Parts de marché (%)	2011		2010		2009		2011		2010		2009	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Sogebank	27.93	2	30.49	1	31.51	1	29.76	2	31.02	1	30.29	1
Unibank	31.2	1	29.93	2	30.4	2	32.93	1	26.32	2	27.13	2
BNC	23.5	3	22.07	3	18.76	3	10.34	3	13.97	3	16.34	3
Capital Bank	5.24	4	4.92	4	4.99	4	8.34	4	7.98	4	6.19	4
Citibank	3.33	5	3.31	5	3.7	5	4.49	6	4.48	7	4.89	6
BUH	2.2	8	2.42	8	2.73	8	3.02	8	3.19	8	3.45	8
Sogebel	2.61	7	2.76	7	3.43	6	4.48	7	4.67	6	4.56	7
Scotiabank	2.98	6	3.02	6	3.13	7	4.92	5	6.01	5	5.15	5
BPH	1.01	9	1.08	9	1.36	9	1.72	9	2.35	9	2	9
Total	**100**		**100**		**100**		**100**		**100**		**100**	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Sur le marché des dépôts, à l'exception de la UNIBANK (31,55 %) qui s'est adjugée la première place au détriment de la SOGEBANK (28,31 %), aucun changement n'a été observé au niveau du classement. La BNC (3ème place; 23,45 %) et la Capital Bank (4ème place; 5,11 %) ont conforté leur position en gagnant respectivement 1,57 point de pourcentage et 35 points de base. Par ailleurs, toutes les autres banques ont connu un recul de leur position par rapport au 30 septembre 2010.

Sur le segment des dépôts en dollars américains, la UNIBANK (32,8 %) occupe également la première place avec des parts de marché en hausse de 3,19 points de pourcentage. La SOGEBANK (26,84 %) est reléguée à la seconde place après avoir perdu 4,4 points de pourcentage de parts de marché. La SCOTIABANK (1,89 %) a ravi la 7ème place à la BUH (1,87 %) quoique ses parts de marché aient stagné par rapport au 30 septembre 2010. La BNC (3ème place; 24,23 %) et la Capital Bank (4ème place; 5,34 %) ont consolidé leur position alors que la Citibank (3,25 %) et la SOGEBEL (2,88 %) ont perdu respectivement 79 et 34 points de base de parts de marché. Ces deux dernières banques ont réussi toutefois à conserver la 5ème et la 6ème place sur le marché des dépôts en dollars américains.

Tableau 18.- Parts de marché et rang Dépôts totaux et Dépôts en dollars ÉU (au 30 septembre)

	Dépôts totaux						Dépôts en dollars ÉU					
	2011		2010		2009		2011		2010		2009	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
SOGEBANK	28.31	2	30.58	1	33,57	1	26.84	2	31.68	1	34,01	1
UNIBANK	31.55	1	30.55	2	30,20	2	32.8	1	29.61	2	32,05	2
BNC	23.45	3	21.88	3	17,74	3	24.23	3	21.69	3	14,82	3
CAPITAL BANK	5.11	4	4.76	4	4,88	4	5.34	4	4.97	4	5,28	4
BUH	2.43	7	2.55	7	3,04	6	1.87	8	1.96	7	2,37	7
CITIBANK	3.05	5	3.27	5	3,31	5	3.25	5	4.04	5	4,33	5
SCOTIABANK	2.78	6	2.87	6	2,88	8	1.89	7	1.89	8	1,58	8
SOGEBEL	2.25	8	2.41	8	3,01	7	2.88	6	3.22	6	4,28	6
BPH	1.07	9	1.12	9	1,37	9	0.9	9	0.94	9	1,28	9
TOTAL	**100,00**		**100,00**		**100,00**		**100,00**		**100,00**		**100,00**	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VI.5- LES ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2011 (HORMIS BANQUE CENTRALE).

VI.5.1- ACTIVITÉS BANCAIRES

ÉVOLUTION DU BILAN

Entre 2010 et 2011, l'actif du système bancaire a crû de 11,6 %, passant de 137,94 à 153,99 milliards de gourdes (MMG). La croissance de l'actif est surtout financée par la progression de 13,7 % des dépôts totaux. Les disponibilités, les prêts nets et les autres placements sont les postes qui ont surtout contribué à la croissance de l'actif. En effet, ils ont progressé de 14,4 %; 31,5 % et 4,1 % respectivement pour s'établir à 69 961,86 MG, 38 697,30 MG et 29 666,55 MG au 30 septembre 2011. En revanche, les autres postes du bilan, les bons BRH, les immobilisations et autres actifs ont baissé de 31,6 %, de 1,6 % et de 3,8 % respectivement. Il faut remarquer que les prêts nets ont non seulement récupéré les pertes de 3 884,46 MG (-11,7 %) de l'année 2010, mais ont aussi de loin dépassé le niveau de 33 315,45 MG atteint au 30 septembre 2009 avant le séisme du 12 janvier 2010.

Tableau 19.- Bilan du système bancaire au 30 septembre (en MG)

	2011	2010	2009	2008	2007
Disponibilités	69,961.86	61,161.64	41,074.73	35,518.60	28,066.54
Bons BRH	6,327.92	9,249.06	9,551.92	9,396.74	9,008.38
Autres placements	29,666.56	28,488.08	16,319.45	17,570.61	12,128.58
Prêts nets	38,697.30	29,430.72	33,315.18	29,180.78	22,564.57
Immobilisations	4,365.83	4,435.86	4,107.00	4,266.68	4,425.36
Autres actifs	4,975.82	5,172.02	3,544.80	4,368.14	3,570.81
Actif total	**153,995.30**	**137,937.39**	**107,913.08**	**100,301.55**	**79,764.24**
Dépôts	135,549.00	119,252.74	92,460.41	84,724.66	66,030.66
Obligations à vue	4,318.10	4,026.26	2,827.20	3,542.63	4,242.33
Obligations à terme	2,342.25	3,380.85	3,573.99	2,534.54	1,692.29
Autres passifs	2,281.52	2,660.41	1,806.67	2,988.48	2,210.46
Passif total	144,490.87	129,320.27	100,668.27	93,790.31	74,175.74
Avoir des actionnaires	9,504.43	8,617.12	7,244.80	6,511.23	5,588.50
Passif et avoir des actionnaires	153,995.30	137,937.39	107,913.07	100,301.54	79,764.24

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Quant aux passifs, ils ont augmenté de 11,7 % pour afficher 144,49 MMG au 30 septembre 2011. Cette progression résulte essentiellement de la variation de 13,7 % (+16 296 MG) des dépôts totaux (135 549 MG) et de la hausse de 7,2 % des obligations à vue (4 318,10 MG) en dépit des reculs respectifs de 30,7 % et 14,2 % des obligations à terme (2 342,25 MG) et des autres actifs. Le niveau des passifs a financé l'actif à hauteur de 93,8 %, soit exactement le même pourcentage que l'année 2010.

Tableau 20.- Principaux postes du bilan du système bancaire au 30 septembre (variation en %)

	2011	2010	2009	2008	2007
Disponibilités	14.4	48.9	15.6	26.6	11.6
Bons BRH	-31.2	-3.2	1.7	4.3	17.2
Autres placements	4.1	74.6	-7.1	44.9	-4.4
Prêts nets	31.5	-11.7	14.2	29.3	10.1
Immobilisations nettes	-1.6	8	-3.7	-3.6	2.8
Autres actifs	3.8	45.9	-18.8	22.3	61
Actif total	**11.6**	**27.8**	**7.6**	**25.7**	**10**
Dépôts	13.7	29	9.1	28.3	7.7
Obligations à vue	7.2	42.4	-20.2	-16.5	51.6
Obligations à terme	-30.7	-5.4	41	49.8	29.1
Autres passifs	-14.2	47.3	-39.5	35.2	-32.1
Passif total	11.7	28.5	7.3	26.4	8
Avoir des actionnaires	10.3	18.9	11.3	16.5	45.5
Passif et avoir des actionnaires	11.6	27.8	7.6	25.7	10

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Les fonds propres comptables du système ont maintenu la tendance à la hausse observée au cours de l'année précédente. En effet, ils ont augmenté de 10,3 % (+ 887,34 MG), passant de 8 617,12 MG en septembre 2010 à 9 504,43 MG en septembre de 2011. Ce renforcement du coussin financier provient essentiellement de l'accroissement (+32 %; +976,05 MG) du capital libéré (4 023,41 MG) et de celui (7,90 %; +259,12 MG) des bénéfices non repartis (3 552,37 MG). Les réserves (1 709,13 MG) ont diminué de 16,9 % (- 347,94 MG) et les surplus d'apport sont restés stables à 219,51 MG.

L'accroissement plus soutenu de l'actif total (+11,6 %) par rapport à celui des fonds propres comptables (+10,3 %) a entrainé un léger fléchissement de 8 points de base du ratio "Avoir des Actionnaires/Actif" qui s'est fixé à 6,17 % au 30 septembre 2011 contre 6,25 % au 30 septembre 2010. Conséquemment, le levier financier du système a dépassé de 21 points de base celui de 2010 pour atteindre 16,21 % en 2011.

Tableau 21.- Composition des postes du bilan du système bancaire au 30 septembre (en %)

	2011	2010	2009	2008	2007
Disponibilités	45.4	44.3	38.1	35.4	35.2
Bons BRH	4.1	6.7	8.9	9.4	11.3
Autres placements	19.3	20.7	15.1	17.5	15.2
Prêts nets	25.1	21.3	30.9	29.1	28.3
Immobilisations nettes	2.8	3.2	3.8	4.3	5.5
Autres actifs	3.2	3.7	3.3	4.4	4.5
Actif total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Dépôts	88	86.5	85.7	84.5	82.8
Obligations à vue	2.8	2.9	2.6	3.5	5.3
Obligations à terme	1.5	2.5	3.3	2.5	2.1
Autres passifs	1.5	1.9	1.7	3	2.8
Passif total	93.8	93.8	93.3	93.5	93
Avoir des actionnaires	6.2	6.2	6.7	6.5	7
Passif et avoir des actionnaires	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

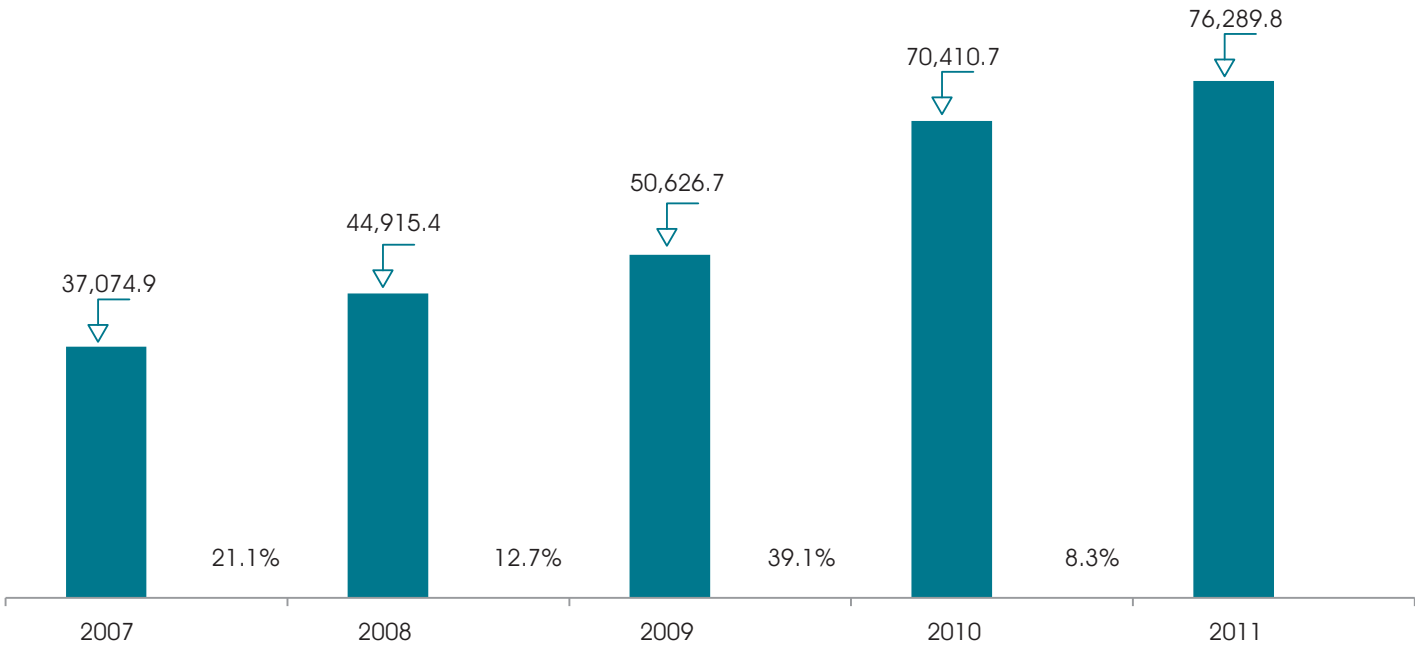
La composition de l'actif bancaire a encore subi quelques changements importants par rapport à l'exercice précédent. Le poids des Disponibilités dans l'actif représente 45,4 % contre 44,3 % confirmant ainsi sa tendance haussière sur les cinq (5) dernières années. Quant aux placements en Bons BRH, ils ont perdu en importance pour s'établir à 4,1 % de l'actif total (contre 6,7 % en septembre 2010). Pendant les cinq dernières années, on constate que les banques du système ont moins bénéficié des placements en bons BRH en raison des baisses récurrentes des taux d'intérêts affichées par ces derniers sur le marché et de la posture de la BRH visant à stimuler la reprise du crédit dans un contexte de cadre macroéconomique stable. En conséquence, la part d'actif attribuée au portefeuille de prêts nets a fait un bond considérable, passant de 21,3 % à 25,1 %; ce qui traduit une reprise des activités économiques après le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Le poids des Autres placements a atteint 19,3 % (contre 20,7 % pour l'exercice précédent).

En ce qui a trait aux poids des immobilisations nettes (2,8 %) et des Autres actifs (3,2 %), ils ont relativement baissé par rapport à l'année dernière, perdant respectivement 40 et 50 points de base.

LIQUIDITÉS

Les liquidités du système bancaire constituées des Disponibilités et des Bons BRH, ont enregistré une croissance modérée de 8,35 % (+5 879,08 MG) par rapport à l'exercice précédent au cours duquel elles avaient crû de 39,08 %. Cette croissance des liquidités vient exclusivement de la hausse de 14,4 % (+8 800,22 MG) des Disponibilités au détriment des Bons BRH qui ont décru de 31,6 % (- 2 921,14 MG). En ce qui concerne les composantes des Disponibilités, les encaisses ont crû de 23,3 % (819,9 MG), passant de 3 521,56 MG en 2010 à 4 341,46 MG en 2011, l'avoir à la BRH a progressé de 12,4 % (+5 617,31 MG) pour s'établir à 50 750,27 MG et les Avoirs à l'étranger ainsi que les Autres liquidités ont respectivement enregistré des hausses accélérées de 24,6 % (2 282,03 MG) et 24,1 % (298,33 MG). En revanche, le poste «Avoirs dans les banques locales» a accusé un recul de 10,9 % (-217,35 MG) pour atteindre 1 535,11 MG.

Graphique 28- Liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG)



Dans la structure des liquidités, les Avoirs à la BRH se sont encore renforcés de 2,10 points de pourcentage en 2011. Ils demeurent la principale composante avec 66,52 % (50 750,28 MG) contre 64,10 % (45 132,96 MG) en 2010. Ils sont suivis des postes ''Avoirs à l'étranger'' dont la part représente 15,15 % (11 555,47 MG) contre 13,17 % (9 273,45 MG) l'année précédente, soit une avance de 1,98 point de pourcentage. Ensuite, les Encaisses ont gagné 69 points de base pour afficher 5,69 % (4 341,46 MG). En ce qui a trait aux deux autres composantes des disponibilités «Avoir dans les banques locales» et «Autres liquidités», leur part dans les liquidités a perdu respectivement 51 et 25 points de base comparativement au 30 septembre 2010. Ils représentent au 30 septembre 2011 respectivement 2,33 % (1 779,54 MG) et 2,01 % (1 535,11 MG). Globalement, les disponibilités représentent 91,71 % (contre 86,86 % en 2010) et les Bons BRH 8,29 % (contre 13,14 % en 2010).

Tableau 22.- Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %)

	2011		2010		2009	
	MG	%	MG	%	MG	%
Encaisse	4,341.5	5.7	3,521.6	5.0	6,036.4	11.9
Avoirs à la BRH	50,750.3	66.5	45,133.0	64.1	26,657.6	52.6
Avoirs à l'étranger	11,555.5	15.2	9,273.5	13.2	5,420.5	10.7
Avoirs dans les banques locales	1,779.5	2.3	1,996.9	2.8	1,752.3	3.4
Autres	1,535.1	2.0	1,236.8	1.8	1,207.9	2.3
Disponibilités	69,961.9	91.7	61,161.6	86.9	41,074.7	81.1
Bons BRH	6,327.9	8.3	9,249.1	13.1	9,551.9	18.8
Liquidités	76,289.8	100	70,410.7	100	50,626.7	100

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Le ratio Liquidités/Actif s'est établi à 49,6 % au 30 septembre 2011, en baisse de 1,4 point de pourcentage par rapport à 2010. Ce recul s'explique par la croissance moins rapide (+8,35 %) des liquidités que celle de 11,6 % de l'actif total, en raison d'une reprise de l'activité économique en 2011. Toutefois, ce ratio est toujours supérieur au niveau enregistré avant le tremblement terre (46,9 %).

Tableau 23.- Liquidités du système bancaire (en pourcentage de l'actif total, au 30 septembre)

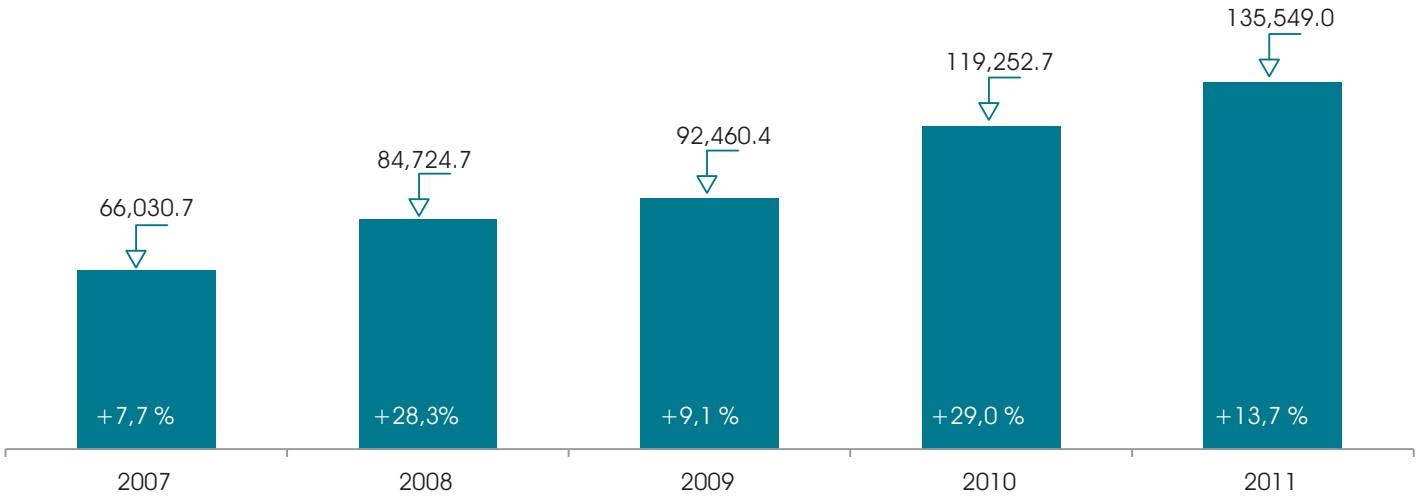
	2011	2010	2009	2008
Disponibilités	45.5	44.3	38.1	35.4
Bons BRH	4.1	6.7	8.9	9.4

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE
DÉPÔTS

Entre 2010 et 2011, le portefeuille des dépôts totaux du système bancaire a connu une variation à la hausse de 13,7 % (+16 295,97 MG), passant de 119,25 milliards de gourdes à 135,55 milliards. Cette croissance est le résultat de la hausse de 17,3 % (+10 101,24 MG) des dépôts à vue (68 461,39 MG), de 13,4 % (+5 663,07 MG) des dépôts d'épargne (47 996,85 MG) et 2,9 % (531,66 MG) des dépôts à terme (19 090,75 MG). Il faut noter que, de 2009 à 2010, les dépôts totaux ont fait un bond extraordinaire de 46,60 % (43 088,29 MG), notamment en raison de dépôts collectés à la faveur de la venue en Haïti de nombreuses organisations internationales après le tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Graphique 29.- Croissance des dépôts du système bancaire (au 30 septembre et en MG)



La tendance de la distribution des différentes composantes des dépôts totaux a été maintenue: Les dépôts à vue, la source de fonds la moins coûteuse pour les banques du système, constituent le poste le plus important des dépôts totaux. Ils représentent 50,51 % des dépôts totaux; viennent ensuite les dépôts d'épargne qui y comptent pour 35,41 % et les dépôts à terme, 14,08 %.

Tableau 24- Variation en pourcentage des dépôts du système

Catégorie	2011	2010	2009	2008	2007
Dépôts à vue	17.3%	57.9%	13.4%	63.2%	10.6%
Dépôts d'épargne	13.4%	20.9%	12.0%	23.3%	4.9%
Dépôts à terme	2.9%	-9.3%	-1.8%	0.8%	8.5%
Total	13.7%	29.0%	9.1%	28.3%	7.7%

Source: BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Les dépôts à vue ont vu leur part augmenter de 1,57 point de pourcentage au détriment des dépôts d'épargne et des dépôts à terme qui ont perdu respectivement 9 et 146 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Tableau 25- Composition des dépôts du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %)

Catégorie	2011		2010		2009		2008	
Dépôts à vue	68,461.4	50.5%	58,360.1	48.9%	36,969.0	40.0%	32,601.4	38.5%
Dépôts d'épargne	47,996.9	35.4%	42,333.5	35.5%	35,028.2	37.9%	31,279.8	36.9%
Dépôts à terme	19,090.8	14.1%	18,559.1	15.6%	20,463.3	22.1%	20,843.4	24.6%
Total	135,549.00	100%	119,252.70	100%	92,460.40	100%	84,724.70	100%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Le taux de change de la gourde par rapport au dollar ÉU s'est déprécié de 2,28 %. De 39,9405 gourdes pour un dollar ÉU au 30 septembre 2010, il a atteint 40,8742 gourdes pour un dollar au 30 septembre 2011. Parallèlement, les dépôts en devises convertis (84 469,19 MG) ont enregistré une croissance de 17,39 % (+12 513,59 MG) pour représenter 62,32 % des dépôts totaux du système, alors que le volume de dépôts en dollars non convertis (2 066,57 millions de dollars ÉU) n'ont progressé que de 14,30 % (258,59 millions de dollars ÉU). Cette différence dans la variation de dépôts en devises convertis et ceux libellés en dollars ÉU est surtout due à l'effet taux de change. Par ailleurs, le renforcement de la tendance à la dollarisation de l'enveloppe de dépôts s'est encore confirmé en 2011. En effet, les dépôts en devises convertis représentent actuellement 62,32 % des dépôts totaux contre 60,34 % au 30 septembre 2010, soit une hausse de 1,98 point de pourcentage.

Il convient de signaler que, de septembre 2009 à septembre 2011, le volume de dépôts en dollars du système bancaire a affiché une croissance considérable, passant de 1 259,88 millions de dollars ÉU (M.ÉU) en 2009 à 2 066,57 millions de dollars en 2011, soit 64,03 % (+806,69 M.ÉU). Ceci est le résultat de la solidarité internationale manifestée par l'augmentation des opérations en Haïti des diverses Organisations Non Gouvernementales et Internationales suite à la catastrophe du 12 janvier 2010.

Tableau 26.- Évolution des dépôts en dollars ÉU du système (MG, au 30 septembre)

	2011			2010				
Catégorie	Dépôts Dollars en ÉU	Dépôts en dollars ÉU convertis [a]	Dépôts Totaux	Dépôts Dollars Convertis/ Dépôts totaux	Dépôts Dollars en ÉU	Dépôts en dollars ÉU convertis	Dépôts Totaux	Dépôts Dollars Convertis/ Dépôts totaux
Dépôts à vue	1,162.2	47,503.4	68,461.4	69.4%	988.7	39,488.1	58,360.2	67.7%
Dépôts d'épargne	607.3	24,822.6	47,996.9	51.7%	522.2	20,855.4	42,333.5	49.3%
Dépôts à terme	297.1	12,143.2	19,090.8	63.6%	290.7	11,612.1	18,559.1	62.6%
Total	2,066.6	84,469.2	135,549.0	62.3%	1,808.0	71,955.6	119,252.7	60.3%

a) Taux de conversion : 40.87405674 et 39,940597 gourdes pour un dollar ÉU au 30 septembre 2011 et 2010 respectivement.
Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

EMPLOIS DU SYSTÈME

La part de l'actif productif dans l'actif total a connu une augmentation de 29 points de base comparativement à 2010, pour s'établir à 57,16 % au 30 septembre 2011. Ce niveau reste toutefois inférieur de 4,43 points de pourcentage de celui atteint au 30 septembre 2009 (61,43 %). Cette baisse peut s'expliquer par les retombées négatives du séisme du 12 janvier 2010 sur les activités économiques.

Cependant, comparativement à la fin de l'exercice précédent, l'importance des prêts nets du système bancaire par rapport à l'actif total a progressé de 3,80 points de pourcentage pour atteindre 25,10 % au 30 septembre 2011, alors qu'ils affichaient 21,30 % en septembre 2010. Ce ratio se trouve toutefois en dessous du niveau (30,90 %) enregistré en 2009. La reprise constatée au niveau des prêts au cours de l'année 2011 n'a pas pu compenser les chocs négatifs de l'année précédente. En outre, dans la structure des actifs productifs, les prêts nets représentent actuellement 43,96 % contre 37,52 % en 2010 et 50,20 % en 2009.

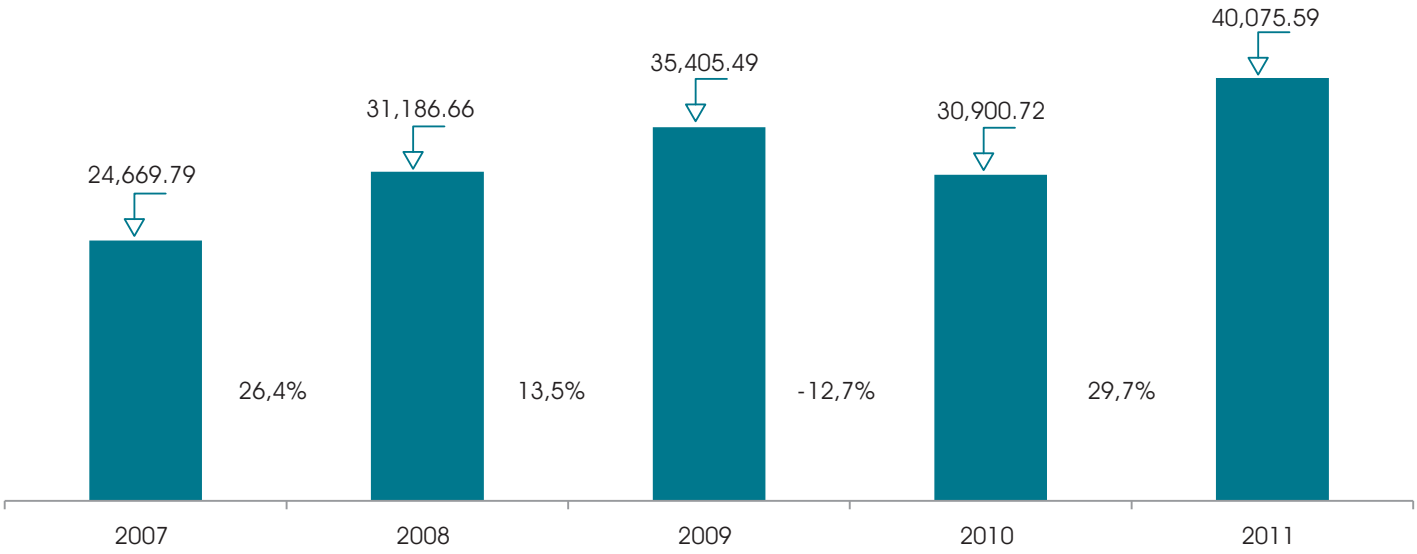
Tableau 27.- Actifs productifs

	2011	2010	2009	2008	2007
Actif productif/Actif total	57.2%	56.9%	61.5%	62.3%	61.1%
Prêt net en % d'actif total	25.1%	21.3%	30.9%	29.1%	28.3%
Prêt net en % d'actif productif	44.0%	37.5%	50.2%	46.7%	46.3%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

En glissement annuel, la hausse de 29,7 % des prêts bruts (40 075 MG) conjuguée à la baisse de 6,2 % des provisions pour créances douteuses (1 469,99 MG) a entrainé un accroissement de 31,5 % au niveau des prêts nets. Ils sont passés de 29 430,72 MG en 2010 à 38 697,30 MG en 2011. Cependant, le taux de dollarisation du portefeuille de crédit net a enregistré, une nouvelle fois, un recul en 2011 sous l'impulsion de mesures prises par la BRH, notamment celles liées à la modification de la constitution des réserves obligatoires sur les passifs en devises des autres institutions de dépôts. En effet, les prêts nets en devises convertis ont représenté 55,70 % de l'ensemble des prêts nets du système bancaire contre 60,14 % en septembre 2010 et 68,94 % en septembre 2009. Apparemment, la croissance plus rapide des prêts nets en gourdes (46,11 %) par rapport à celle des prêts en devises (19 %) malgré la dépréciation de la gourde (2,28 %), semble être à la base du recul du taux de dollarisation du portefeuille de crédit net.

Graphique 30.- Portefeuille de prêts bruts du système bancaire au 30 septembre (en MG)



OPÉRATIONS SUR TITRES

Les opérations sur titres désignent les transactions du système bancaire relatives aux bons BRH et aux placements.

BONS BRH

Le volume de liquidité placé en Bons BRH au terme de l'exercice fiscal 2010-2011 s'est replié de 31,60 % (-2 921,14 MG) pour afficher 6 327,92 MG contre 9 249,06 MG en septembre 2010. En termes d'importance, les placements en Bons BRH représentent 4,1 % de l'actif total du système à la fin de la même période, contre 6,7 % en 2010, résultat de la baisse des taux d'intérêt appliqués par la BRH au cours de l'année sur les Bons de 7, 28 et 91 jours.

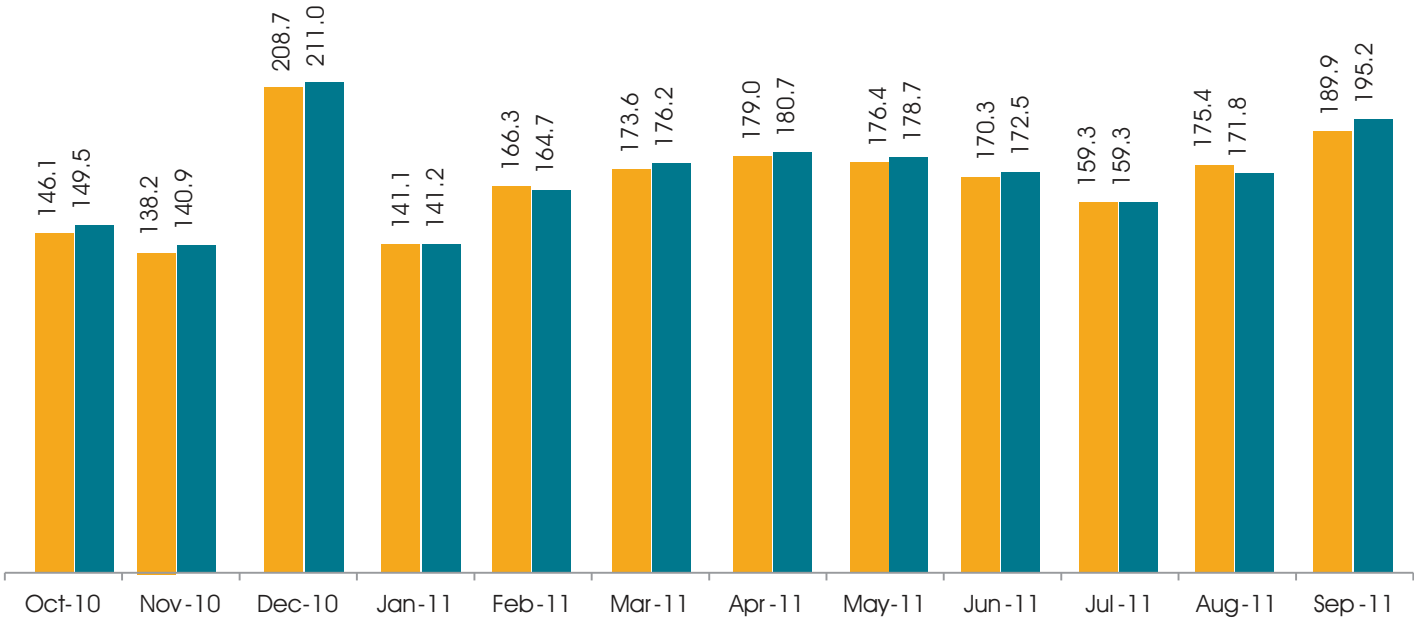
AUTRES PLACEMENTS

De 28 488,08 MG en septembre 2010, les Autres placements ont crû de 4,1 % à 29 666,56 MG en septembre 2011. Ils représentent 19,3 % de l'actif total contre 20,7 % en 2010, soit une perte de 1,4 point de pourcentage. Quant aux Autres Placements en devises converties, investis essentiellement à l'étranger, ils représentent 73,67 % (21 855,47 MG) dans la structure de ce poste; ils ont évolué à la baisse en perdant 2,82 points de pourcentage par rapport à l'année précédente (76,49 %) au profit des Autres placements en gourdes.

OPÉRATIONS DE CHANGE

Comparativement à la fin de l'exercice 2009-2010, les volumes mensuels moyens d'achat et de vente de devises se sont accrus de 29,32 % et de 28,75 % pour atteindre respectivement 168,70 millions de dollars ÉU et 170,13 millions de dollars ÉU. Ces opérations ont été plus intenses au mois de décembre 2010 où les achats ont atteint 208,69 millions de dollars ÉU et les ventes 210,95 millions de dollars ÉU. Sur une base cumulée, les achats se sont chiffrés à 2 024,35 millions de dollars ÉU et les ventes à 2 041,54 millions de dollars ÉU au 30 septembre 2010.

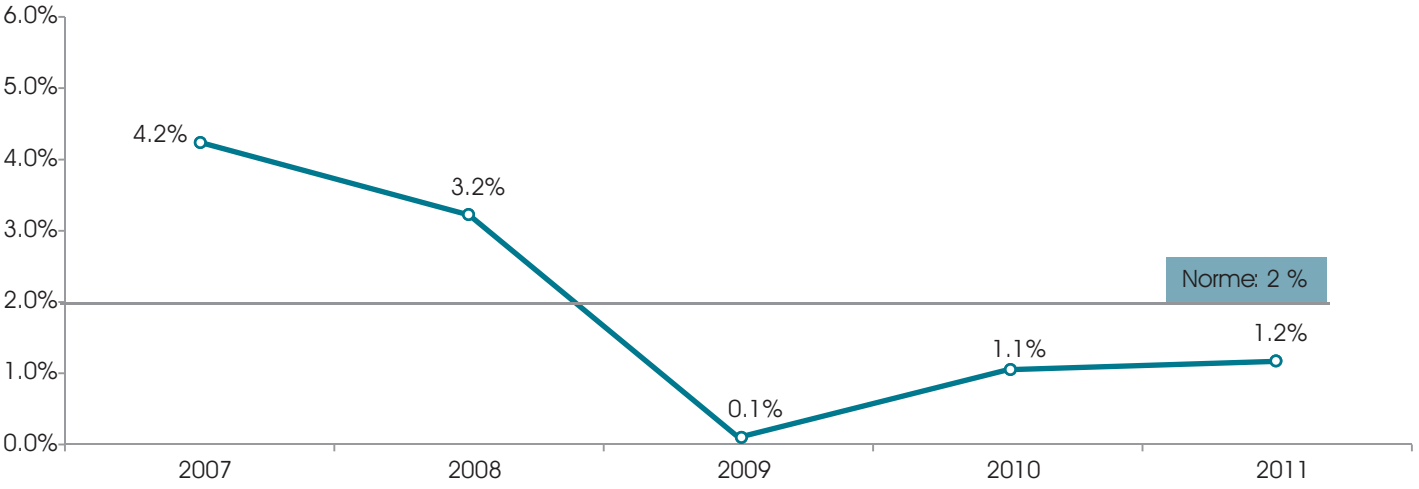
Graphique 31.- Volume des achats et des ventes de dollars ÉU sur le marché des changes (en millions de dollars ÉU)



TRANSACTIONS DES BANQUES POUR LEUR PROPRE COMPTE

Le système bancaire a terminé l'exercice avec une position nette de change représentant 1,17 % de ses fonds propres. Cette position a été, tout à fait, conforme à l'exigence réglementaire de 2 %.

Graphique 32.- Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres (au 30 septembre).

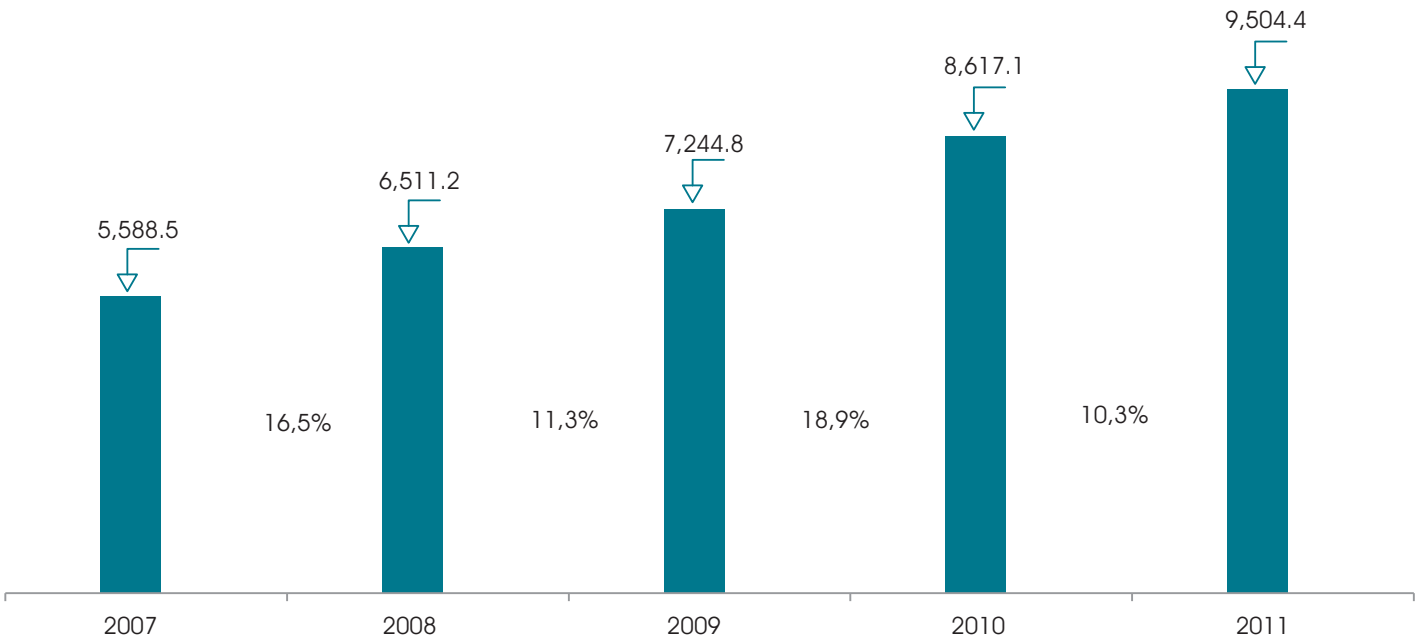


VI.5.2. STRUCTURE FINANCIERE ET QUALITÉ DE L'ACTIF

ASSISE FINANCIÈRE ET FONDS PROPRES

La tendance à la hausse des fonds propres comptables du système bancaire affichée durant les cinq dernières années a continué son cours pour l'exercice fiscal 2010-2011, mais à un rythme plus faible que l'année précédente. Ayant crû de 10,3 % (+887,32 MG) contre 18,9 % (+1 372,31 MG) au cours de l'exercice 2009-2010), les fonds propres se sont établis à 9 504,43 MG au 30 septembre 2011. L'augmentation du capital versé (+32 %, +976,02 MG) au cours du dernier trimestre de l'exercice et la croissance annuelle des bénéfices non répartis (7,9 %, +259,12 MG) ont essentiellement alimenté la hausse des fonds propres comptables. Ainsi, à la fin de l'exercice, le ratio Actif/fonds propres (6,17 %) est resté presqu'au même niveau que celui atteint au terme de l'exercice antérieur (6,25 %).

Graphique 33.- Évolution des fonds propres du système bancaire, au 30 septembre (en MG)



D'une manière générale, le niveau des fonds propres réglementaires du système bancaire est conforme aux limites réglementaires fixées par la Circulaire # 88 sur la suffisance des fonds propres réglementaires; le ratio fonds propres réglementaires sur actifs à risque s'établissant à 16,52 % (contre 15,99 % en 2010) s'est positionné au-dessus du minimum de 12 % requis.

Tableau 28.- Respect des normes de suffisance de fonds propres (au 30 septembre)

Catégories d'établissement	Fonds propres / actif à risque[1]	
	Limite réglementaire	
Système bancaire	2011	2010
	Minimum : 12 %	
	16.52	15.99

[1]/ Constitue un instrument de mesure de la suffisance des fonds propres compte tenu de l'importance de l'actif et de la croissance de celui-ci.

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

QUALITÉ DE L'ACTIF

Le stock de crédits non performants du système a évolué à la baisse (-15,30 %, -268,17 MG) par rapport à l'année antérieure pour se chiffrer à 1 480,36 MG au 30 septembre 2011. Parallèlement, le portefeuille de prêts a connu une hausse de 29,70 % en glissement annuel et s'est soldé à 40 075,59 MG au terme de l'exercice. Cette évolution haussière, la plus importante sur les cinq dernières années, face à la baisse des prêts non performants a valu au système un taux de prêts improductifs de 3,69 % à la fin de l'exercice 2010-2011 et témoigne ainsi d'une meilleure qualité du portefeuille de prêts par rapport à la fin de l'exercice précédent où le taux d'improductif était de 5,66 %.

Rappelons que, dans l'optique d'accompagner les banques après le passage du tremblement de terre du 12 janvier 2010, la BRH a pris, le 12 avril 2010 une mesure visant la restructuration de tout prêt courant, performant avant le 12 janvier, mais qui risquait de devenir improductif à cause des effets du séisme sur la situation des débiteurs ciblés. Cette mesure a habilité, depuis lors, les banques à ne pas classer les prêts concernés comme Prêts douteux (donc improductifs) et à les provisionner à 2 % au lieu de 50 %.

Tableau 29.- Prêts improductifs du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %)

	2011	Variation	2010	Variation	2009	Variation	2008	Variation
Prêts improductifs bruts	1,480.4	-15.3%	1,748.5	-41.7%	3,001.5	-0.7%	3,021.7	22.8%
Prêts bruts totaux	40,075.6	29.7%	30,900.7	-12.7%	35,405.5	13.5%	31,186.7	26.4%
Taux d'improductifs	3.7%		5.7%		8.5%		9.7%	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Parmi les trois grandes catégories de prêts du système (Prêts à la consommation, Prêts au logement, Prêts commerciaux), le portefeuille alloué aux prêts au logement présente le taux d'improductif le plus élevé, soit 11,85 %, en hausse de 36 points de base par rapport à celui de l'exercice précédent (11,49 %). Viennent ensuite avec un grand écart les prêts commerciaux avec un taux d'improductif de 5,88 % contre 9,97 % l'année antérieure. En dernier lieu, le portefeuille de prêts à la consommation a enregistré un taux d'improductif de 5,08 %, en nette régression comparativement à son niveau de 10,08 % au 30 septembre 2010.

Cependant, l'exposition du système au risque de crédit est la plus élevée au niveau de la catégorie des prêts commerciaux. Le volume d'improductif de ces derniers, quoi qu'en baisse de 2,97 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent, représente 4,78 % du volume de crédit du système. Les improductifs des prêts à la consommation et au logement comptent respectivement pour 0,58 % (1,31 % l'année antérieure) et 0,87 % (1,07 % au 30 septembre 2010) des prêts totaux du système.

Tableau 30.- Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système au 30 septembre 2011

	Consommation	Logement	Commerciaux
Taux d'improductifs (en % du total des prêts de la catégorie)	5,08 %	11,85 %	5,88 %
Taux d'improductifs (en % des prêts totaux du système)	0,58 %	0,87 %	4,78 %

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Parallèlement à la baisse du taux d'improductif du portefeuille du crédit bancaire, le taux de provisionnement des prêts non performants a crû de 9,03 points de pourcentage pour s'établir à 93,10 % au 30 septembre 2011. Cette hausse du taux de couverture des prêts improductifs est due au fait que la baisse (-15,34 %) du stock de crédit improductif a été plus prononcée que celle de 6,24 % des provisions pour créances douteuses (1 378,29 MG).

Tableau 31.- Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses au 30 septembre (en MG et en %).

Catégorie	2011	Var	2010	Var	2009	Var	2008	Var
Provisions pour créances douteuses	1,378.3	-6.2%	1,470.0	-29.7%	2,090.3	-4.2%	2,005.9	-4.7%
Prêts improductifs bruts	1,480.4	-15.3%	1,748.5	-41.8%	3,001.5	-0.7%	3,021.7	22.8%
Taux de couverture	**93.1%**		**84.1%**		**69.6%**		**66.4%**	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

La conjugaison de l'effort de provisionnement des prêts par les banques face au repli du volume des improductifs et l'augmentation de 10,3 % de l'Avoir des Actionnaires a conduit à la réduction de l'exposition des fonds propres comptables au risque de crédit à 1,07 % au 30 septembre 2011. Sur les cinq dernières années, c'est le meilleur taux d'exposition des fonds propres qu'a connu le système.

Tableau 32.- Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres au 30 septembre (en MG)

Catégorie	2011	2010	2009	2008	2007
Prêts improductifs bruts	1,480.4	1,748.5	3,001.5	3,021.7	2,461.1
moins : provisions pour créances douteuses	1,378.3	1,470.0	2,090.3	2,005.9	2,105.2
Prêts improductifs nets	102.1	278.5	911.2	1,015.8	355.9
Fonds Propres Comptables	9,504.4	8,617.1	7,244.8	6,511.2	5,588.5
Proportion des prêts improductifs nets par rapport aux fonds propres	1.1%	3.2%	12.6%	15.6%	6.4%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Par ailleurs, le risque de crédit aux apparentés, mesuré par le ratio exposition nette de crédit aux apparentés sur les fonds propres réglementaires, est situé autour de 30 % à la fin de l'exercice. Le niveau de ce ratio indique que le système a pu se conformer aux prescrits de la norme traitant de la gestion des grands risques. Rappelons qu'au niveau du système, l'exigence réglementaire en matière de concentration des risques de crédit aux apparentés impose une limite cumulative maximale de 200 % au ratio exposition nette de crédit aux apparentés sur fonds propres réglementaires.

Au 30 septembre 2011, les banques commerciales privées haïtiennes ont eu 33,5 % de leurs fonds propres réglementaires exposés aux risques liés aux apparentés. Les succursales des banques étrangères suivent avec un taux d'exposition de 29,10 %; la banque d'épargne et de logement a enregistré un taux de 25,6 % et les banques commerciales d'Etat ont été les moins exposées avec un taux de 9,08 %.

Tableau 33.- Importance des prêts accordés aux apparentés au 30 septembre 2011

	Banques commerciales d'État	Banques commerciales privées	Banques d'épargne et de logement	Succursales de banques étrangères	Système
Risques apparentés (MG)	59.7	2 079.58	85.2	162.3	2 386.74
Fonds propres réglementaires (MG)	657.3	6 216.41	333.3	557.6	7 764.6
Risques apparentés en % Fonds propres réglementaires	9.1%	33.5%	25.6%	29.1%	30.7%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VI.5.3- LES RÉSULTATS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

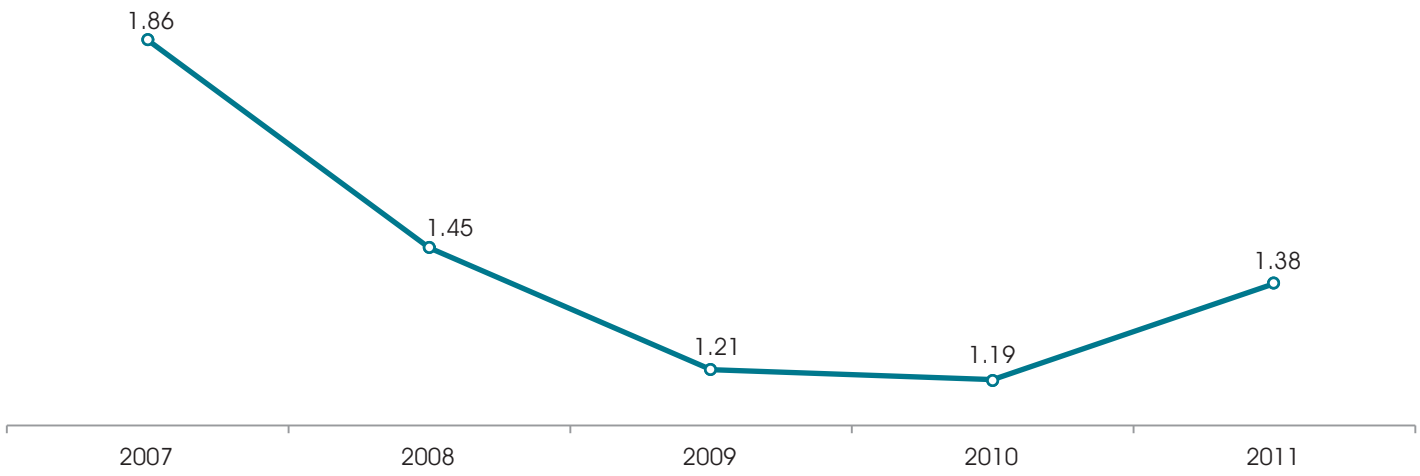
Le système bancaire a engrangé au cours de l'exercice un bénéfice net de 2 007,95 MG, en augmentation de 37,3 % (+545,2 MG) par rapport au bénéfice enregistré pour l'exercice précédent (1 462,75 MG). C'est le taux de croissance le plus élevé enregistré au cours des cinq dernières années.

Graphique 34- Évolution du bénéfice net du système pour l'exercice terminé le 30 septembre (en MG)

Cette amélioration de la situation bénéficiaire du système peut être essentiellement imputée à la hausse des Autres Revenus bancaires qui sont passés de 3 608,39 MG à la fin de l'exercice précédent à 4 055,31 MG au terme de l'exercice 2010-2011, soit une croissance de 12,4 % (+446,92 MG). Les revenus nets d'intérêts n'ont augmenté que de 0,5 % (+18,66 MG) au cours de la période. Du point de vue opérationnel, le bénéfice avant impôt sur le revenu a connu une croissance confortable de 43,7 % (+670,89 MG) par rapport à l'année antérieure.

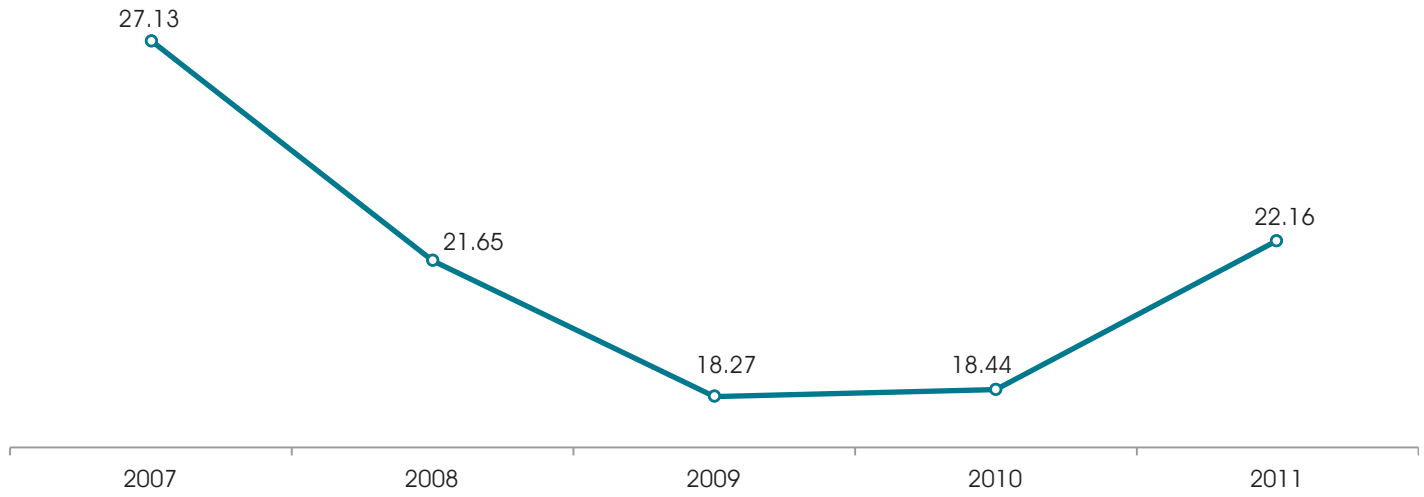
Par ailleurs, on a assisté au renversement de la tendance baissière du taux de rentabilité de l'actif moyen bancaire amorcée depuis 2007. En effet, le ROA a subi une hausse de 19 points de base par rapport à l'année précédente pour atteindre 1,38 % au 30 septembre 2011. La hausse de 6,2 points de pourcentage de la marge de profit (25,5 %) comparativement à l'année antérieure est la source de l'amélioration qu'a connue la rentabilité bancaire cette année, vu que la productivité de l'actif moyen (5,4 %) a reculé de 80 points de base au cours de la période.

Graphique 35.- Rendement de l'actif (ROA) pour l'exercice terminé le 30 septembre (en %)



Le rendement moyen obtenu par les actionnaires du système a gagné 3,72 points de pourcentage par rapport à son niveau au 30 septembre 2010 pour se chiffrer à 22,16 % au 30 septembre 2011. La hausse du ROA conjuguée à celle du levier financier (passant de 15,5 % au 30 septembre 2010 à 16,11 % au 30 septembre 2011) est à la base de l'augmentation du ROE au cours de l'exercice.

Graphique 36.- Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) pour l'exercice terminé le 30 Septembre (en %)



REVENUS NETS D'INTÉRÊT

Les revenus nets d'intérêts (3 493 MG) ont progressé de 0,5 % (+18,66 MG) en glissement annuel. Cette évolution à la hausse s'explique par la baisse plus accélérée de 33,9 % (-169,78 MG) des dépenses d'intérêts (330,54 MG) par rapport au recul de 3,8 % (-151,12 MG) des revenus d'intérêts (3 823,54 MG) au cours de l'exercice. Dans la structure des revenus d'intérêts, à l'exception des autres revenus d'intérêts qui ont augmenté de 23,1 % (+96,96 MG), les revenus d'intérêts sur les prêts et ceux sur les bons BRH ont reculé respectivement de 2,9 % (-97,40 MG) et de 71,9 % (-150,68 MG) par rapport à l'exercice fiscal précédent. Il est à remarquer que le ratio revenus nets d'intérêt/revenus d'intérêt a continué son cours haussier pour s'établir à 91,36 % au 30 septembre 2011 (contre 87,41 % en septembre 2010) du fait de la baisse considérable de 33,9 % des dépenses d'intérêts.

Tableau 34.- Revenus nets d'intérêt pour l'exercice terminé au 30 septembre (MG)

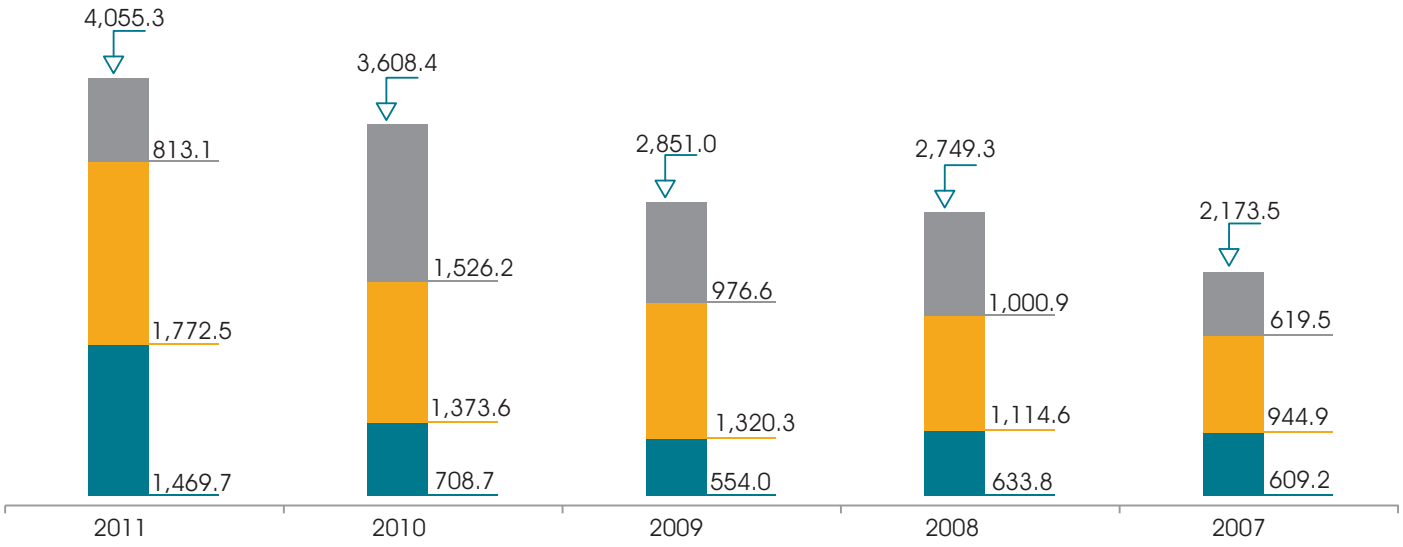
	2011	2010	2009	2008	2007
Revenus d'intérêt					
Prêts	3 248.8	3 346.2	3 670,0	3 529.4	3 373.4
Intérêts sur bons BRH	58.8	209.5	556.8	585.4	1 175,9
Autres	515.9	419.0	471.0	621.5	713.7
	3 823.5	3 974.7	4 698,0	4 736.4	5 263.0
Dépenses d'intérêt	330.5	500.3	714.1	1 068.5	1 619.7
Revenus nets d'intérêt	3 493	3 474.34	3 983,8	3 667.8	3 643,3
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt	91.4%	87.4%	84.8%	77.4%	69.2%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

AUTRES REVENUS

Contribuant à plus de 50 % dans la formation du produit net bancaire au cours de l'exercice, les Autres revenus ont connu une hausse de 12,4 % (+446,92 MG) en glissement annuel pour atteindre un montant de 4 055,31 MG. A l'exception du poste Autres (1 469 715 MG) qui a reculé de 3,7 % (-56,46 MG), les autres postes entrant dans la formation des Autres revenus ont augmenté: les Commissions ont crû de 29 % (+398,90 MG) et les Gains sur change de 14,7 % (+104,47 MG).

Graphique 37.- Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)



PRODUIT NET BANCAIRE ET PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES

Au cours de cet exercice, le Produit net bancaire cumulé, qui s'est soldé à 7 548,31 MG, a affiché une croissance plus accélérée (+6,6 %, +465,58 MG) comparativement à celle de l'année antérieure (+3,6%, +247,91 MG). En effet, l'augmentation non négligeable des Autres Revenus et la forte baisse des dépenses d'intérêts, qui est à la base de la hausse des revenus nets d'intérêt, expliquent cette évolution.

Conjuguée à la hausse du PNB, l'évolution à la baisse de 64,8 % (-417,46 MG) de la dotation à la provision pour créances douteuses a entraîné une augmentation en glissement annuel de 13,7 % (+883,34 MG) au niveau des bénéfices avant les dépenses d'exploitation et les impôts sur le revenu (7 321,60 MG) par rapport à l'année dernière.

Tableau 35.- Produit net bancaire pour l'exercice terminé au 30 septembre (en millions de gourdes et en pourcentage)

	2011		2010		2009	
	MG	%	MG	%	MG	%
Revenus nets d'intérêt	3 493,0	46.3	3 474,3	49.1	3 983,8	58.3
Autres revenus	4 055,3	53.7	3 608,4	51.0	2 850,9	41.7
Produit net bancaire	7 548,3	100.0	7 082,7	100.0	6 834,8	100.0
Dotation à la Provision pour créances douteuses	226,7		644,5		299,5	
Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts	7 321,6		6 438,3		6 535,4	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Au cours de l'exercice fiscal 2010-2011, le système bancaire a cumulé des dépenses d'exploitation de l'ordre de 5 114,08 MG, en hausse de 4,3 % (+212,45 MG) par rapport à l'exercice passé. Les Autres dépenses d'exploitation (2 265,46 MG), qui ont progressé de 1,7 % (+37,96 MG) et les Salaires et avantages sociaux ayant crû de 6,1 % (+121,35 MG), représentent respectivement 44 % et 41 % de ces dépenses d'exploitation. Les frais de locaux (341,99 MG) ont augmenté de 18,5 % (+53,32 MG) et les Amortissements (408,98 MG) ont baissé de 0,046 % (-0,19 MG).

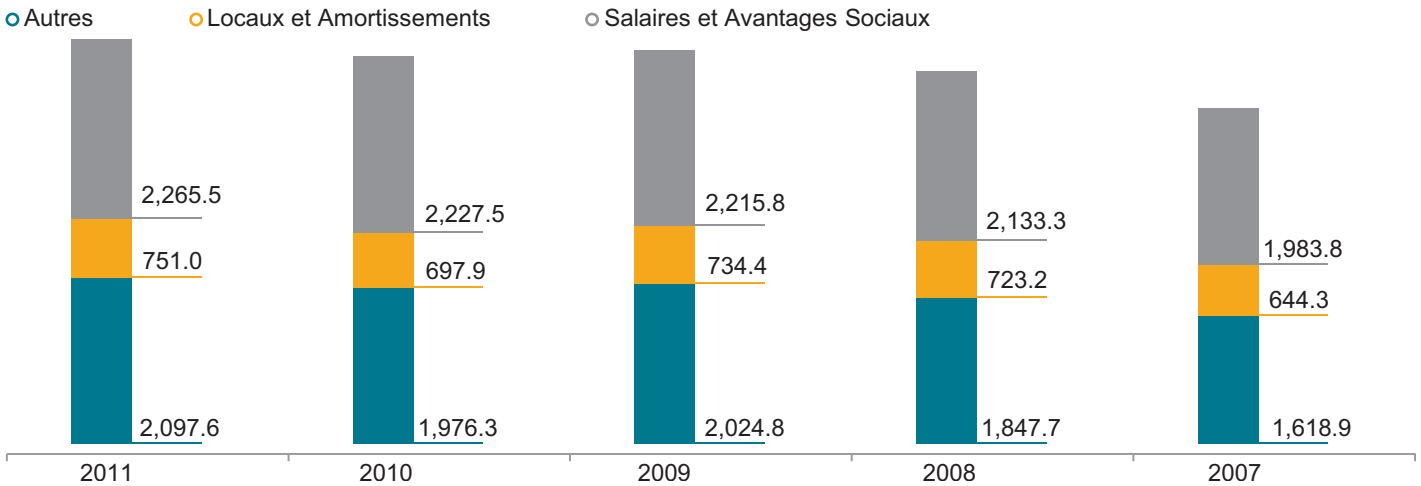
Tableau 36.- Coefficient d'exploitation pour l'exercice terminé au 30 septembre

	2011	2010	2009	2008	2007
Coefficient brut d'exploitation (Dépenses d'exploitation/produit net bancaire)	67.8%	69.2%	72.8%	73.3%	73.0%
Revenus d'intérêts	74.8%	81.1%	80.0%	78.0%	85.8%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

La tendance à l'amélioration de l'efficience en termes de maîtrise des coûts d'exploitation au sein du système bancaire haïtien s'est renforcée au cours de l'exercice. En effet, le coefficient brut d'exploitation est passé de 69,21 % au 30 septembre 2010 à 67,75 % au 30 septembre 2011, soit un gain d'efficience de 1,46 point de pourcentage. L'amélioration de cet indicateur qui est à sa meilleure position depuis la fin de l'exercice fiscal 2006-2007, résulte de l'évolution haussière plus soutenue de 6,6 % du PNB par rapport à celle de 4,3 % des dépenses d'exploitation. En outre, les Autres revenus générés par le système ont permis de couvrir les dépenses d'exploitation à hauteur de 79,3 % (ratio en hausse de 5,68 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent).

Graphique 38.- Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)



TAUX DE RÉMUNÉRATION MOYENNE DES DÉPÔTS ET DE RENDEMENT MOYEN DES PRÊTS

Au cours de cet exercice, les dépenses d'intérêt du système représentent 0,52 % du volume moyen des dépôts captés. C'est le niveau de rémunération des dépôts le plus faible atteint sur les cinq dernières années. La tendance baissière du taux de rémunération moyenne des dépôts observée durant ces dernières années s'explique par la baisse des taux sur les bons BRH considérés comme taux de référence pour le système. Dès le début du deuxième trimestre de l'exercice 2010-2011, les taux sur les bons BRH de 7 jours (1 %), de 28 jours (2 %) et de 91 jours (3 %) ont perdu respectivement 1 point de pourcentage, 1,50 et 2 points de pourcentage.

Tableau 37.- Rémunération moyenne des dépôts pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %)

	Dépôts Moyens[1]	Dépenses d'intérêt	Rémunération moyenne des dépôts	Variation (point de pourcentage)
2005	37,564.1	987.3	1.9%	4.00
2006	41,656.9	1,305.9	2.3%	0.90
2007	44,646.3	1,619.7	2.5%	0.10
2008	49,087.9	1 068,5	1.4%	-1.40
2009	53,807.3	714.2	0.8%	-1.39
2010	58,192.0	500.3	0.9%	0.05
2011	63,990.1	330.5	0.5%	-0.34

[1]/ Les dépôts moyens représentent la moyenne arithmétique des dépôts de fin et de début période. Les dépôts à vue ne sont pas considérés.

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

La tendance à la baisse du rendement moyen des prêts bruts observée depuis quelques années, a continué son cours au même rythme que l'année dernière. Ce taux de rendement est passé de 10,1 % au 30 septembre 2010 à 9,2 % au 30 septembre 2011, soit une baisse de 90 points de base. L'augmentation rapide du portefeuille de prêts bruts face à la baisse des revenus d'intérêt explique cette tendance. Par ailleurs, les diverses mesures mises en œuvre par la BRH, en vue de la reprise des activités économiques après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, ont influencé à la baisse les taux débiteurs pratiqués au cours de la période. En conséquence, malgré la croissance appréciable du portefeuille de crédit et la maîtrise des improductifs y relatifs, le taux de rendement moyen des prêts a reculé par rapport à l'exercice précédent.

Tableau 38.- Rendement moyen des prêts pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG et en %)

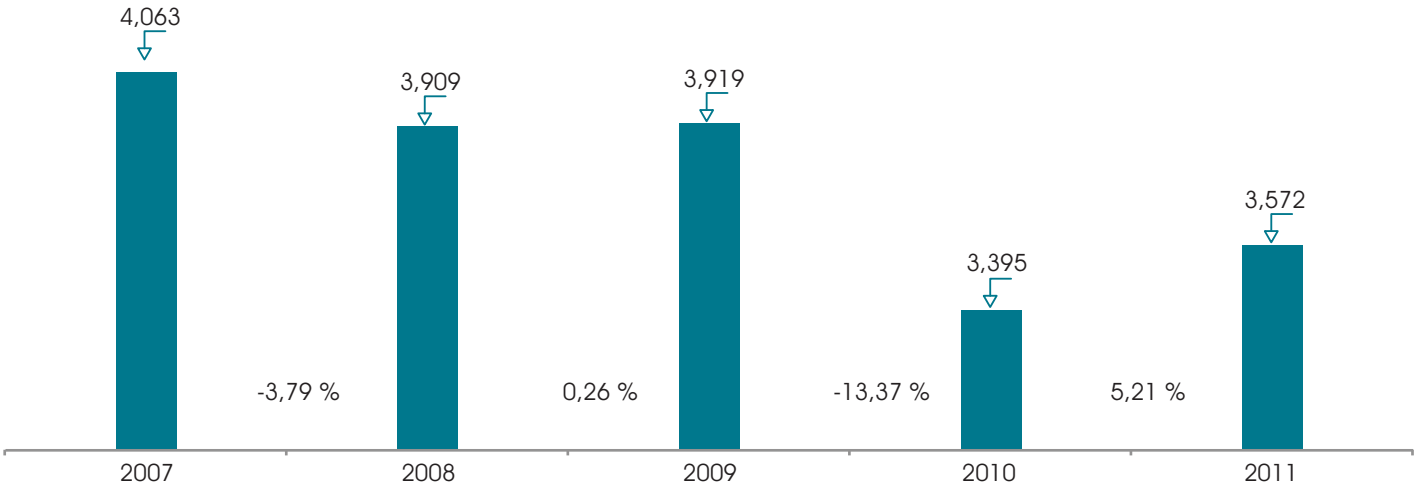
	Prêts bruts Moyens	Revenus d'intérêt sur prêts	Rendement moyen des prêts	Variation (point de pourcentage)
2004	17 662,5	3 486,2	19.7%	-1,1
2005	20 121,8	2 773,3	13.8%	-5,9
2006	22 260,0	3 138,7	14.0%	0,2
2007	23 709,8	3 373,4	14.2%	0,2
2008	27 928,2	3 529,4	12.6%	-1,6
2009	33 296,1	3 670,0	11.0%	-1,6
2010	33 153,1	3 346,2	10.1%	-0,9
2011	35 488,2	3 248,8	9.2%	-0,9

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

EFFECTIF DES BANQUES ET PRODUCTIVITÉ

Comparativement à la fin de l'exercice précédent, l'effectif des employés du secteur bancaire a connu une augmentation de 5,21 % à 3 572 employés au 30 septembre 2011.

Graphique 39.- Évolution du nombre d'employés du système bancaire (au 30 septembre)



Pour cet exercice, tous les ratios de productivité généralement utilisés au niveau des statistiques du système ont évolué à la hausse. En raison de la reprise non négligeable de 29,7 % du portefeuille de prêts bruts par rapport à l'année fiscale précédente et de la hausse modérée de l'effectif du personnel bancaire, le ratio prêts bruts/employé (11,22 MG) a connu une hausse de 23,26 % en glissement annuel. Il en est de même pour le ratio Bénéfice net/employé (576,42 MG) qui a crû de 44,11 %, vu que le bénéfice net a augmenté de 37,3 % par rapport à l'année dernière. Quant aux ratios dépôts/employé (37,95 MG), PNB/employé (2,11 MG) et Actif/employé (43,11 MG), ils ont enregistré des croissances respectives de 8,03 %, 9,11 % et 6,11 % en glissement annuel.

Tableau 39.- Productivité par employé (au 30 septembre, en milliers de gourdes et en %)

	2011	Variation	2010	Variation	2009	Variation	2008	Variation
Actif/employé[1]	43 111.79	6.1%	40 629.57	47.6%	27 535.87	7.3%	25 659.13	30.7%
Prêts bruts/employé	11 219.37	23.3%	9 101.83	0.8%	9 034.31	13.2%	7 978.17	31.4%
Dépôts/employé	37 947.65	8.0%	35 125.99	48.9%	23 592.85	8.9%	21 674.25	33.4%
PNB/employé	2 113.19	9.1%	1 936.76	11.2%	1 742.47	6.3%	1 609.91	14.7%
Bénéfice net/employé[1]	576.4	44.1%	400.0	24.8%	320.6	-4.3%	335.1	6.4%

[1]/Nombre d'employés au 30 septembre uniquement

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VI.6.- LA SURVEILLANCE DES BANQUES

VI.6.1- ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE

La BRH a poursuivi ses activités de surveillance, au cours de l'exercice 2010-2011, conformément aux deux modes de contrôle en vigueur : inspection sur place et surveillance sur pièces.

INSPECTIONS SUR PLACE

Au cours de l'exercice 2010-2011, le Service Inspection a réalisé quatre (4) missions d'inspection générale au niveau de la Sogebank, Scotiabank, Unibank et Capital Bank. Cependant, les deux dernières ont été interrompues en plusieurs occasions par des inspections ponctuelles sur la problématique du blanchiment menées au niveau de presque toutes les banques du système (Scotiabank, Banque de l'Union Haïtienne, Capital Bank, Banque Populaire Haïtienne, Banque Nationale de Crédit, Sogebank et Unibank).

CONTRÔLE SUR PIÈCES

Le contrôle sur pièces, étant un processus permettant de suivre de façon permanente l'évolution du système bancaire, à travers des rapports soumis par les banques, consiste à:

- Analyser l'évolution des ratios prudentiels;
- Déceler des facteurs de vulnérabilité;

- Formuler des interrogations qui conduiront à réaliser des entretiens avec les responsables d'un établissement et/ou diligenter un contrôle sur place communément appelé: «inspection ponctuelle».

Pour ce faire, la BRH utilise des rapports, formulaires et états financiers provenant des différents établissements bancaires dans la production de différents rapports tels:

- Les rapports externes dont les « Rapports statistiques et indicateurs financiers » produits sur une base trimestrielle et distribués à l'ensemble des décideurs du système financier ;

- D'autres rapports internes à la BRH et constituant des études analytiques des tendances observées tant pour le système bancaire en général et pour chaque entité le composant en particulier.

VI.6.2.- SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE TRANSFERT ET DE CHANGE

Depuis tantôt cinq ans, la Direction de la Supervision compte un service qui contrôle les activités de transferts et activités de change. Au cours de l'exercice 2010-2011, ce service a réalisé 5 missions d'inspection sur place sur les activités de transfert (CWT Rapid Transfer, Unitransfer, BUH Moneygram, Capital Transfert et Carribean Center S.A.) et une mission à la Unitransfer sur la problématique du blanchiment. De plus, il a produit sur une base régulière des rapports tels que les rapports sur les frais prélevés par les maisons de transferts.

DEMANDES D'AGRÉMENT

L'exercice 2010-2011 n'a donné lieu à aucune demande d'agrément relative à l'ouverture de banque ni de succursale. Il en est de même pour les maisons de transfert et la profession d'agent de change.

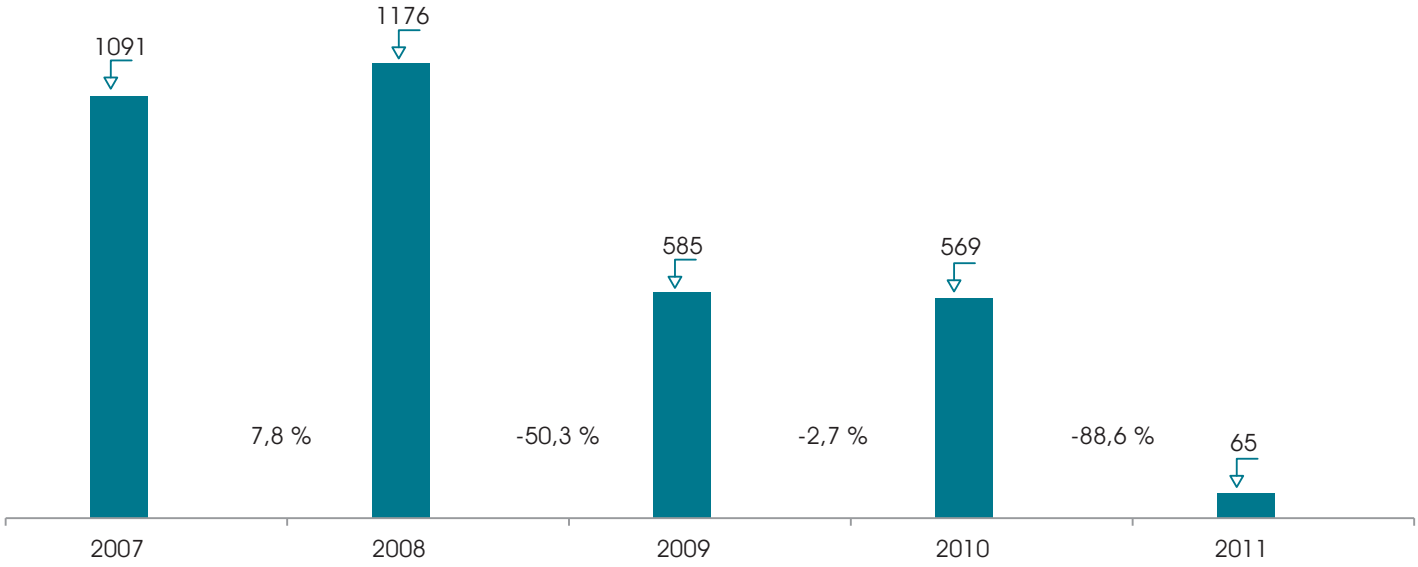
PÉNALISATION

Au cours de l'exercice 2010-2011, les pénalités encourues par les banques commerciales du système bancaire s'élèvent à 2,03 millions de gourdes. Ces pénalisations proviennent de trois sources: celles liées au retard dans la soumission des rapports (592 000 gourdes) à la BRH; celles encourues pour les risques de change (1,3 million de gourdes) et celles liées à l'insuffisance de réserves (121 500 gourdes).

INTÉRÊTS PAYÉS

Les intérêts payés sur les bons BRH sont passés de 569 MG au cours de l'exercice 2009-2010 à 64,7 millions en 2010-2011, soit une diminution de 88,6 % qui s'explique par la diminution des taux d'intérêts offerts sur les bons de 7, 28 et 91 jours.

Graphique 40.- Évolution des intérêts versés sur Bons BRH au 30 septembre (En MG)



V.6.3. CHRONOLOGIE DES FAITS MARQUANTS DU SYSTÈME BANCAIRE AU COURS DE L'EXERCICE 2011

• Au cours du mois de janvier 2010, la Direction de la Supervision a réalisé une estimation des pertes du système bancaire suite au séisme du 12 janvier 2010. Ce travail a fait ressortir l'intérêt pour la mise en place d'un fonds de garantie partielle du crédit. Ce projet vise essentiellement à permettre au système financier de répondre aux conséquences du tremblement de terre du 12 janvier 2010 d'une part et de relancer le financement bancaire de l'économie haïtienne d'autre part. Il a effectivement démarré en mars 2011 avec le premier décaissement des bailleurs de fonds (Banque Mondiale et BID) et l'émission par le FDI des premières lettres de garantie afin de mettre sur pied le Fonds de Garantie Partielle de Crédit (FGPC) qui est structuré en deux piliers :

Pilier 1 : Il permet de financer la reprise des activités après le tremblement de terre et comprend deux sous-piliers :

Le pilier 1.a) qui vise les prêts susceptibles de devenir improductifs après le séisme et dont le montant maximum est fixé à un (1) million de dollars américains.

Le pilier 1.b) qui vise les prêts ayant aussi subi l'effet négatif du séisme mais dont le montant dépasse un (1) million de dollars américains (au cas par cas) ;

Pilier 2 : Il porte sur les nouveaux prêts qui seront octroyés après le séisme.

Vu les prêts ciblés par le pilier 1.a, ce dernier a été priorisé pour l'exécution du fonds de garantie.

• Dans le cadre des efforts de la BRH pour maintenir aussi bien l'efficience, l'intégrité, la fiabilité des informations et la sécurité du système de paiements pour promouvoir l'inclusion financière, elle a fait sortir la Circulaire # 98 visant, entre autres, à:

1. Élargir la gamme des instruments et services de paiement;
2. Accélérer la dématérialisation de la monnaie et l'inclusion financière;
3. Promouvoir la décentralisation et la vulgarisation des points de paiement;
4. Améliorer les coûts d'exploitation et d'utilisation des liquidités ainsi que l'accès à ces moyens de paiement;
5. Renforcer l'interopérabilité des infrastructures bancaires et de paiement ;
6. Mettre en œuvre un régime de surveillance et de règlementation plus approprié et accroître l'efficience et la stabilité des services de paiement.

Faisant suite à la Circulaire # 98, la BRH a fait paraître la lettre-circulaire # 07 portant sur l'utilisation et les frais d'utilisation (1,50 dollar ÉU devant être prélevés à la source sur les transferts expédiés à l'étranger ou sur les transferts reçus en espèces ou en nature de l'étranger) de la plate-forme de paiement de la BRH.

Elle a aussi, à travers la lettre-circulaire # 08, avisé les banques d'épargne et de logement et les maisons de transferts, qu'à compter du 15 juin 2011, elles peuvent payer, en gourdes au taux du marché, les transferts reçus de l'étranger, toutes les fois que ce taux soit accepté par le bénéficiaire. Cette mesure vise essentiellement à réduire toute demande de dollars non induite par des besoins de transactions de l'économie.

VII – LES ACTIVITÉS D'INSPECTION GÉNÉRALE DES CAISSES POPULAIRES

Au cours de l'exercice 2010-2011, la Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaires (DIGCP) a poursuivi sa mission de supervision, de contrôle et de diagnostic des Coopératives d'Épargne et de Crédit (CEC). Durant cette période, des questions d'ordre réglementaire concernant le secteur de la micro-finance non mutualiste et non coopérative ont été également adressées.

Sur vingt deux (22) missions prévues pour l'année, le service d'inspection sur place en a réalisé 12. Par ailleurs, 12 missions de suivi ont été conduites. Il convient de noter que certaines missions ont été perturbées pour des raisons diverses :
- cyclones;
- propagation de l'épidémie de choléra;
- événements sociopolitiques;
- problèmes de logistique.

À date, l'actif global des CEC avoisine les 4,25 milliards de gourdes pour un portefeuille de crédit de 2,2 milliards de gourdes. Ils ont également des dépôts totalisant plus 2,7 milliards de gourdes. Le sociétariat de ces Caisses est d'environ 510 000 membres, tandis que les fonds externes et les fonds propres se chiffrent respectivement à 50 et 700 millions de gourdes.

Des quatre dossiers de caisses sollicitant un avis favorable de la BRH, trois d'entre eux ont été rejetés en raison de leur non-conformité aux dispositions légales. Après l'analyse des documents soumis, un avis favorable a été accordé á une d'entre elles. La BRH a aussi autorisé l'ouverture de quatre nouvelles succursales.

La DIGCP a lancé une opération de diagnostic d'envergure nationale dans le but de constituer une base de données fiable devant faciliter la prise de décision. Le travail en question n'est pas encore arrivé à terme, toutefois les données préliminaires indiquent que 46 caisses fédérées «Le Levier» et utilisatrices du service de Développement International Desjardins (DID) ont été recensées. Grâce à cette activité, le service d'inspection sur pièces a pu obtenir des données partielles sur 28 autres caisses appartenant au secteur de la micro-finance mutualiste et coopérative.

Par ailleurs, la micro-finance non mutualiste a occupé une place de choix au cours de cet exercice. Ainsi, trois consultants ont alterné leurs services à la DIGCP et leur mandat s'est échelonné jusqu'en décembre 2012. L'essentiel de leur travail a consisté en la formation des inspecteurs afin que ceux-ci puissent s'assurer du fonctionnement des caisses en conformité avec la loi régissant le secteur.

Une équipe de la direction a effectué des visites répétées aux institutions de micro-finance (IMF) non coopératives en vue de collecter des informations, de répertorier des IMF évoluant dans le pays et de constituer une base de données y relative.

Dans le cadre de la formation continue, un cadre de la DIGCP a suivi un séminaire de haut niveau à Turin (Italie) sur la micro-finance. En outre, la gestion de la croissance d'une IMF a été le thème central d'un séminaire animé en République Dominicaine auquel a pris part un employé de la direction. Deux séminaires, sur le plan local, ont été organisés en l'occurrence, l'un sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et l'autre sur l'inspection des IMF.

La DIGCP avec l'aide des consultants, travaille à la finalisation de l'avant-projet de loi et des circulaires destinés à réglementer le secteur de la micro-finance non mutualiste et non coopérative.

C – LA BRH EN 2011

Au cours de l'année 2011, la BRH a adapté ses capacités matérielles et technologiques à l'évolution globale du système bancaire et financier ainsi qu'aux exigences liées à la surveillance des banques et au bon fonctionnement du système de paiements. En effet, l'émission monétaire a connu une forte expansion, passant de 10,3 millions de billets à 24,7 millions. Par ailleurs, la banque a opté pour la mise en circulation de billets à dénomination élevée par rapport aux petites coupures. Ainsi, une grande partie des billets intermédiaires détruits n'a pas été remplacée. Le nombre de coupures de 10 et de 25 gourdes détruites s'est inscrit respectivement à 18,4 et 17,1 millions de billets, lesquels n'ont été remplacés qu'à hauteur de 12 millions de billets. Les billets de 1 000 gourdes mis en circulation ont pour leur part augmenté: 2,8 millions détruits pour 3 millions remplacés, ce qui a permis de combler la baisse enregistrée au niveau des petites coupures. En valeur, l'émission monétaire a connu une hausse de 149 % pour atteindre 5 milliards de gourdes. La Banque Centrale a compensé des chèques de l'ordre de 8,36 milliards de gourdes et de 56,1 millions de dollars ÉU, soit des baisses respectives de 50,2 % et de 83,1 % en glissement annuel. En 2011, 394 078 chèques ont été imprimés, soit 38 484 de moins qu'en 2010, et 5 894 ont été certifiés (gourdes et dollars compris) contre 5 900 en 2010.

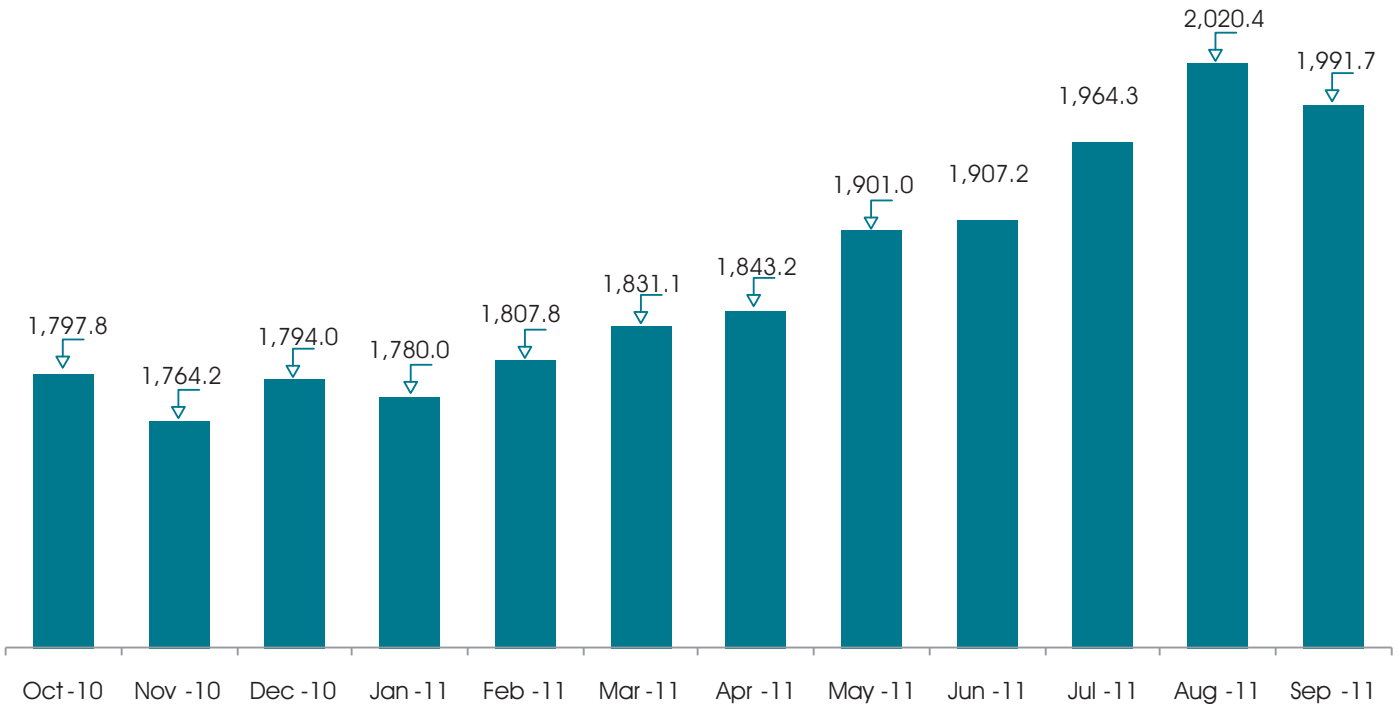
Les avoirs extérieurs de la BRH ont crû de 11,2 % au cours de l'exercice fiscal 2011. Par ailleurs, la part de ces avoirs investis dans les titres d'agences fédérales a connu une baisse considérable, passant de 87,96 % en 2010 à 24,3 % en 2011. Les obligations détenues auprès des sociétés privées représentent désormais plus de 58 % du portefeuille extérieur de la banque. Cette allocation découle en grande partie de l'environnement des taux très bas prévalant sur le marché monétaire américain.

En ce qui a trait à la gestion interne, les activités de développement et d'entretien ont tourné autour de deux grands axes: le renforcement du système de paiement, l'aménagement et la réhabilitation des espaces endommagés par le séisme du 12 janvier 2010. En vue de faciliter les échanges d'informations entre le système de paiement Interbancaire Haïtien (SPIH) et le Processeur National de Paiement (PRONAP), certains tests ont été effectués et les résultats se sont révélés concluants. Des services de maintenance ont été effectués au niveau de certains modules d'application. Des corrections ont été également apportées au niveau de l'application GOD. En février 2011, la Banque Centrale a lancé, entre autres, son nouveau site web. Ce dernier a été remanié de manière à faciliter sa consultation par le grand public. Au niveau de la réhabilitation, la banque a aménagé un nouveau local pour le service des comptes courants et a procédé à une nouvelle configuration du système de climatisation du hall des guichets.

VIII- GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS BRUTS DE LA BRH EN 2011

Le total des avoirs extérieurs bruts de la Banque de la République d'Haïti (BRH) a connu, par rapport à son niveau de l'année antérieure, une hausse de 11,16 % au 30 septembre 2011 pour se situer à 1 992 millions de dollars ÉU environ. Cet accroissement de 200 millions de dollars ÉU a contribué grandement à renforcer la capacité de la BRH à combler les déséquilibres de court et de moyen terme de la balance des paiements, puis à intervenir sur le marché des changes en vue de maintenir la stabilité de la gourde vis-à-vis du dollar américain. Au cours de l'exercice, la Banque Centrale est intervenue sur le marché en vendant 23,5 millions de dollars ÉU pour contenir les pressions sur la gourde.

Graphique 41. Évolution des réserves brutes de change (en millions de dollars ÉU)

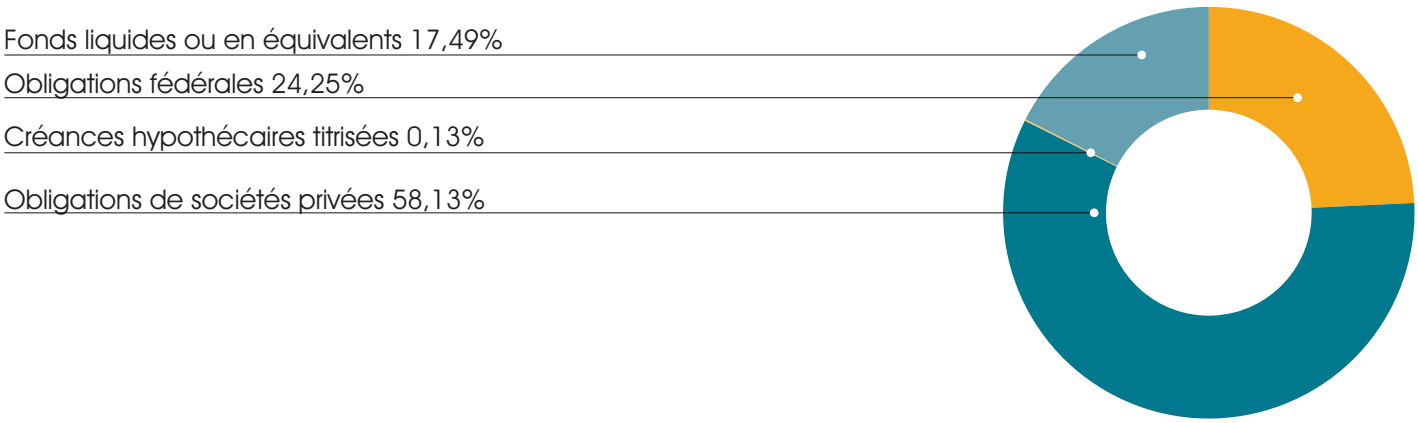


Les réserves brutes de change de la BRH se sont accumulées grâce aux acquisitions de devises effectuées par la BRH sur le marché des changes qui ont totalisé 77,36 millions de dollars ÉU et par les décaissements de la communauté internationale qui ont atteint un niveau de 354,37 millions de dollars ÉU.

VIII.1.- COMPOSITION DES AVOIRS EXTÉRIEURS

Au 30 septembre 2011, les réserves internationales de la BRH étaient constituées pour 63,96 % environ par des titres de court et moyen terme; 29,61 % par des placements sur le marché du loyer de l'argent au jour le jour ; 0,92 % par des fonds en attente de placement à l'étranger ; 5,51 % étaient constitués d'or et de DTS.

Graphique 42.- Répartition du portefeuille d'actifs financier de la BRH par secteur d'activité (au 30 septembre 2011).



L'allocation du portefeuille de titres de la BRH au 30 septembre 2011 se présente comme suit :

- 24,25 % d'obligations d'agences fédérales et de gouvernements locaux des États-Unis contre 87,96 % l'an dernier ;
- 58,13 % d'obligations de sociétés privées contre 9,02 % durant l'exercice 2009-2010 ;
- 0,13 % de créances hypothécaires titrisées contre 0,34 % antérieurement ;
- 17,49 % en fonds liquides ou en équivalents, contre 2,68 % l'année dernière.

Cette allocation du portefeuille de la BRH entre des titres à faible niveau de risque et de notation AAA à A-, selon la notation de la firme S&P, reflète essentiellement l'optique d'optimisation de la rentabilité sous les contraintes de faible niveau de risque et de disponibilité élevée imposées par le statut d'une Banque Centrale. Elle est conforme aux termes des contrats de gestion convenus entre la BRH et ses gérants de portefeuille. En effet, cette année, ces derniers sont autorisés à placer jusqu'à 75 % des fonds dans des titres émis par des sociétés privées, en raison de l'environnement des taux très bas prévalant au niveau des obligations gouvernementales.

VIII.2.- RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Le portefeuille de titres de la BRH a dégagé un rendement moyen de -0,02 % cette année alors qu'il avait généré 5,33 % au cours de l'exercice précédent. Ce taux de rendement est inférieur à la performance du repère retenu par la BRH pour le portefeuille de titres, le «Barclays Capital US Aggregate Bond Index», qui a affiché un rendement annuel de 5,68 % en 2011. Cette contre-performance est l'expression de la volatilité existant sur les marchés et qui a impacté négativement la valeur marchande du portefeuille, en dépit du fait qu'il ait généré des flux de trésorerie supérieurs à ceux de l'année antérieure.

RENDEMENT DES FONDS PLACÉS SUR LE MARCHÉ DU LOYER AU JOUR LE JOUR (REPOS)

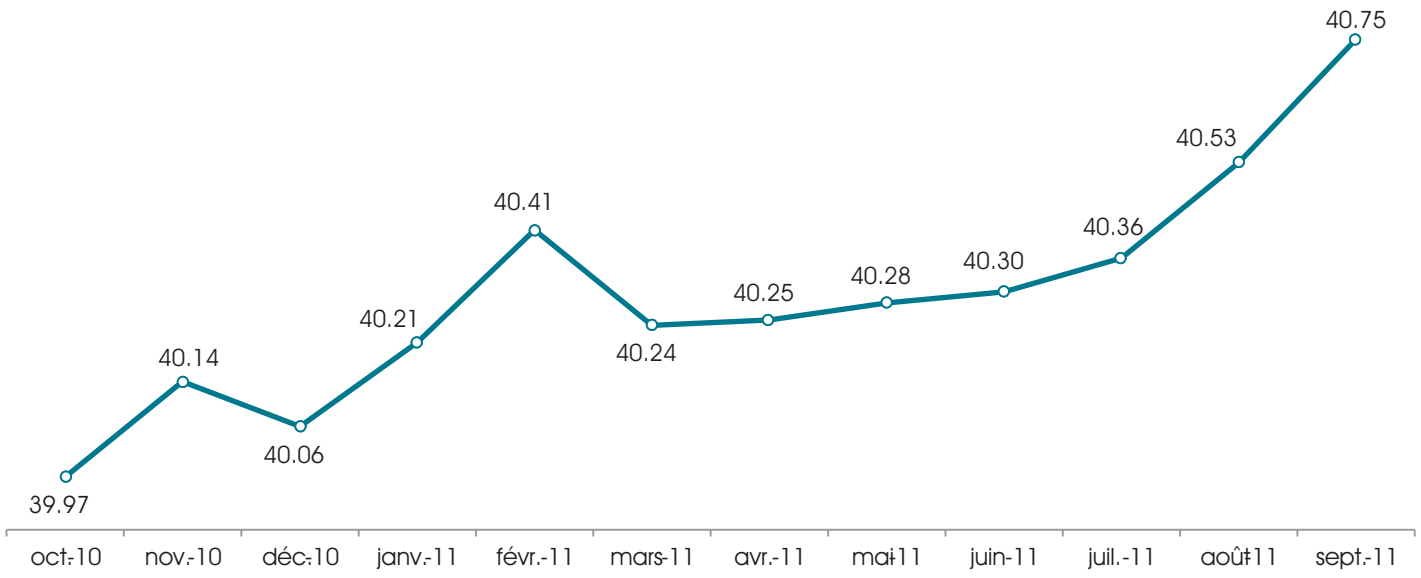
Les flux nets de trésorerie disponibles sur les comptes de transactions de la BRH sont investis à chaque fin de journée, puis les jours fériés, sur le «Repos Market». Ces fonds ont généré un rendement moyen de 0,073 % au cours de l'exercice 2011, tandis qu'ils avaient produit 0,085 % l'année antérieure. Ce rendement faible au cours de ces deux années résulte de la faiblesse de la demande en capitaux et de la décision de la Fédérale Réserve de continuer à maintenir les taux directeurs à un niveau très bas en vue de faciliter la relance de l'économie américaine.

IX- QUELQUES FAITS SAILLANTS RELATIFS AU CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2011

IX.1.- EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

L'année fiscale 2011 a vu un marché des changes marqué par le renforcement du dollar américain par rapport à la monnaie nationale. Cette dépréciation du cours de la gourde par rapport à la devise américaine reflète les anticipations négatives des agents économiques quant à l'évolution de la situation sociopolitique dominée par la tenue des élections présidentielles et législatives, l'investiture du Président élu et la mise en place d'un nouveau gouvernement. Accusant une moyenne mensuelle de 39,9661 gourdes en début d'exercice, le taux change a progressé pour atteindre 40,7490 gourdes en septembre 2011, soit une perte de 1,95 % de la valeur externe de la gourde sur l'ensemble de l'exercice fiscal sous étude.

Graphique 43.- Évolution du taux de change (fin de période)



Cette dépréciation de la monnaie nationale par rapport au billet vert résulte de l'évolution défavorable de certains fondamentaux du taux de change tels que:

- Baisse des décaissements.- Pour l'année fiscale écoulée, les décaissements sur les prêts et dons ont totalisé 441,04 M.ÉU contre 640,23 M.ÉU l'exercice précédent.

- Reprise de l'inflation.- En glissement annuel, le taux d'inflation est passé d'octobre 2010 à septembre 2011 de 4,6 % à 10,4 %.

- Croissance des transferts expédiés.- Le flux des transferts expédiés (maisons de transferts et banques) vers l'étranger a connu une hausse importante de 59,20 %, passant à 743,41 M.ÉU pour l'exercice sous étude contre 466,95 M.ÉU l'année antérieure.

- Hausse du prix moyen du baril de pétrole.- En effet, le prix du baril du brent a crû d'environ 44,2 %, passant à 107,61 dollars ÉU en septembre 2011 contre 74,6 dollars ÉU en septembre 2010. Cette hausse de la facture pétrolière, combinée à l'augmentation de certains produits de base, a eu pour effet d'ajouter une pression additionnelle sur le marché des changes. Cette situation s'est traduite par un accroissement des transactions sur le marché des changes. Pour l'exercice 2011, les volumes des transactions à l'achat et à la vente ont progressé respectivement de 32,71 % et 33 % par rapport à l'exercice précédent, atteignant du côté de l'achat 2 035,54 M.ÉU contre 1 517,05 M.ÉU un an plus tôt et du côté de la vente 2 032,54 M.ÉU contre 1 527,14 M.ÉU l'année précédente.

- Baisse de l'encours des Bons BRH.- L'encours des Bons BRH a connu cette année une baisse importante de 44,34 % pour se chiffrer à 6 328 MG en septembre 2011 contre 9 134 MG en octobre 2010, soit un différentiel de 2 806 MG, retournant dans le circuit bancaire.

- Progression de la dollarisation de l'économie haïtienne.- L'incertitude générée par la dégradation de la situation politique a eu pour effet d'alimenter la demande de devises à des fins de précaution sur le marché local des changes. Il en est résulté une augmentation de la dollarisation qui est passée de 54,90 % en octobre 2010 à 56,97 % en septembre 2011.

D'autres facteurs ont, par contre, contribué à contenir cette progression du taux de change, tels que :

- Augmentation des transferts privés reçus.- Les transferts privés (maisons de transfert et banques), qui constituent l'un des principaux déterminants de l'offre de devises, se chiffrent à 1 801,66 M.ÉU pour l'exercice 2010–2011 contre 1 634,97 M.ÉU pour l'exercice antérieur, soit une hausse de 10,19 %.

- Hausse des réserves nettes de change.- Les réserves nettes de change ont atteint 1,2 milliard de dollars ÉU en septembre 2011 contre 841,12 M.ÉU en octobre 2010. Cette bonne tenue des réserves est due en partie à des achats nets de dollars par la BRH qui se chiffrent à 53,86 millions de dollars ÉU pour l'exercice sous étude.

- Hausse des exportations de biens et services.- Les exportations de biens et services, l'un des principaux déterminants de l'offre de devises, ont progressé de 36,34 %, atteignant 768,09 M.ÉU au cours de l'exercice 2010-2011 contre 563,38 M.ÉU au cours de l'exercice antérieur.

IX.1.- ÉVOLUTION DES SPREADS BANCAIRE ET INFORMEL

Le spread bancaire a été contenu et s'est établi en dessous de 35 centimes en moyenne au cours de l'exercice 2011, évitant ainsi une forte poussée spéculative. Au niveau du marché informel, la marge de profit générée sur les opérations cambiaires s'est chiffrée à 35 centimes en moyenne mensuelle. Soulignons que, pour l'exercice précédent, le spread informel a été estimé à une moyenne mensuelle de 58 centimes.

Tableau 40.- Cours Moyen de la gourde par rapport au dollar (ÉU/HTG)

	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Oct-10	36.216	39.8173	41.7972	39.9661
Nov-10	36.7582	40.1076	42.1744	40.1379
Dec-10	37.0585	40.2059	42.2555	40.0611
Jan-11	37.1911	40.1949	40.6876	40.2057
Feb-11	37.6004	40.4555	38.6042	40.4101
Mar-11	38.2881	40.5829	39.4833	40.2354
Apr-11	38.6261	40.7511	39.6312	40.2537
May-11	38.6801	40.8097	39.7598	40.2757
Jun-11	39.2399	40.9695	39.8171	40.2991
Jul-11	39.6695	41.2803	39.8263	40.3582
Aug-11	39.8556	41.4541	39.833	40.5295
Sep-11	40.0095	41.5476	39.8995	40.749
MOYENNE ANNUELLE	38.2661	40.6814	40.3141	40.2898

Source : BRH/DAI-Service Change

Tableau 41.- Variation du cours moyen de la gourde par rapport au dollar ÉU (en %)

	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Oct-10	0.35	-0.48	0.60	0.17
Nov-10	1.50	0.73	0.90	0.43
Dec-10	0.82	0.25	0.19	-0.19
Jan-11	0.36	-0.03	-3.71	0.36
Feb-11	1.10	0.65	-5.12	0.51
Mar-11	1.83	0.31	2.28	-0.43
Apr-11	0.88	0.41	0.37	0.05
May-11	0.14	0.14	0.32	0.05
Jun-11	1.45	0.39	0.14	0.06
Jul-11	1.09	0.76	0.02	0.15
Aug-11	0.47	0.42	0.02	0.42
Sep-11	0.39	0.23	0.17	0.55
MOYENNE ANNUELLE	0.87	0.32	-0.32	0.18

Source : BRH/DAI-Service Change

X- LA MONNAIE FIDUCIAIRE ET LA MONNAIE SCRIPTURALE

X.1- BILLETS ET MONNAIE DIVISIONNAIRE

X.1.1 ÉMISSION, DESTRUCTION ET REMPLACEMENT DE MONNAIE

Contrairement à la tendance avérée depuis quelques exercices, l'émission monétaire a beaucoup augmenté au cours de l'exercice fiscal 2011, notamment durant la période des fêtes de fin d'année de décembre 2010. En effet, le volume de billets émis s'est inscrit à 24,7 millions, soit une augmentation de 140 % au cours de l'exercice. En valeur, cette hausse a été plus prononcée (149 %), passant de 2 000 MG au cours de l'exercice précédent, à environ 5 000 MG pour la période sous étude.

Les billets de banque détruits ont augmenté de 8 % par rapport à l'exercice précédent. Les billets de 25 gourdes ont fortement contribué à cette augmentation (157 %); à un degré moindre, les billets de 500 gourdes (27 %) et ceux de 1000 gourdes (19 %). Toutefois, en termes de proportion, les billets de 10, 50 et 100 gourdes continuent d'occuper la part la plus importante. Les billets de banque, mis en circulation au titre de remplacement de billets mutilés détruits, ont connu une baisse importante, soit 32 % en moyenne, s'inscrivant à 55,5 millions de billets pour l'exercice. Ce résultat a montré un certain changement dans les habitudes de paiement des agents économiques, vers une utilisation plus intense des autres moyens de paiement

comme les chèques, les paiements via le SPIH et/ou les cartes bancaires. Les petites et moyennes coupures ont toutes participé, à des degrés différents, à cette diminution: billets de 10 gourdes (-52 %), billets de 25 gourdes (-25 %), billets de 50 gourdes (-18 %) et billets de 100 gourdes (-28 %). Seuls les billets de 1 000 Gourdes ont affiché une hausse de 36 %.

En termes nets, la mise en circulation de billets a diminué de 11 millions de billets pour la période, quand on combine les variations de volume des billets mis en circulation au titre d'émission monétaire et de remplacement. La croissance de la valeur de l'encours de billets de banque a nettement ralenti, passant de 25 % l'an dernier à 15 % (23 400 MG). Il en est de même du volume de l'encours de billets dont la croissance a décéléré presqu'au même rythme, passant de 15 % en 2010 à 4 % au 30 septembre 2011, s'inscrivant ainsi à 160,6 millions de billets.

Tableau 42.- Destruction, remplacement et émission de la monnaie (en milliers d'unités)

Coupure (Billets gourdes et pièces)	Destruction	%	Remplacement	%	Emission	%
Billets						
1	8	0%	-	-	-	-
5	1	0%	-	-	-	-
10	18 468	25%	12 000	22%	3 000	12%
20	539	1%	-	0%	100	0%
25	17 148	23%	12 000	22%	3 000	12%
50	11 812	16%	9 000	16%	7 300	30%
100	16 864	23%	13 000	23%	4 000	16%
250	3 679	5%	3 600	6%	3 200	13%
500	3 375	5%	2 900	5%	1 600	6%
1 000	2 882	4%	3 000	5%	2 500	10%
Total billets	74 776	100%	55 500	100%	24 700	100%
Pièces						
1	-		13 690	77%	-	
5	-		4 110	23%	-	
Total pièces			17 800	100%	-	

BRH / DCR - Service Monnaie Fiduciaire

X.1.2 CIRCULATION AU SENS STRICT

Pour l'exercice sous étude, la monnaie en circulation au sens strict a connu une croissance plus modérée (13,8 %) par rapport à l'année précédente. En effet, les billets et les pièces de monnaie en dehors de la BRH et des coffres-forts des banques commerciales sont passés de 18 403 MG en 2010 à 20 956 MG au 30 septembre 2011.

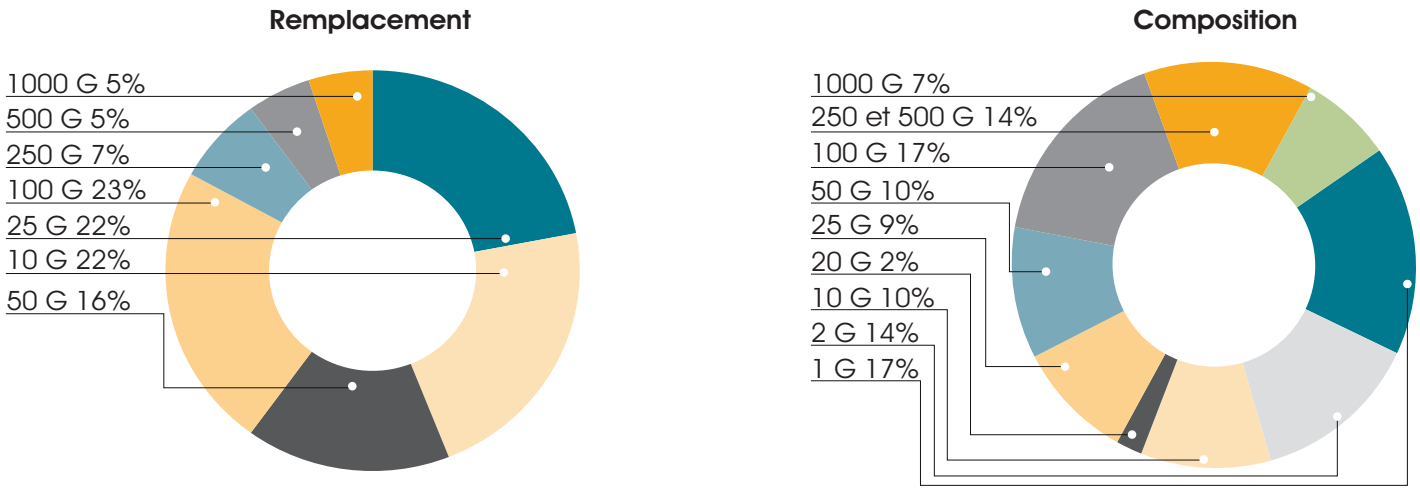
X.1.3 CIRCULATION FIDUCIAIRE AU SENS LARGE

La valeur globale des billets de banque et pièces de monnaie en circulation est passée de 20 742,7 MG en 2010 à 23 884,1 MG en 2011, soit une augmentation de 15,1 % .

X.1.4 COMPOSITION DE L'ENCOURS DES BILLETS

L'importance relative des coupures est distribuée dans un intervalle allant de 9 % à 17 % de l'encours des billets, à l'exception des billets de 1 000 gourdes (7 %) et des 20 gourdes (2 %), en rupture de stock.

Graphique 44.- Remplacement de billets et composition de l'encours au 30 septembre 2011



X.1.5- BILLETS CONTREFAITS RETENUS AUX GUICHETS DE LA BRH

Le nombre de faux billets officiellement saisis en 2011 s'est élevé à 1 208 pour les papiers-monnaies en gourdes et à 208 pour le dollar ÉU, soit un recul respectif de 32,1 % et de 64,4 % par rapport à 2010.

Depuis le séisme du 12 janvier 2010, les statistiques sur les billets contrefaits ne sont disponibles que partiellement. Toutefois, les statistiques collectées ont montré que les billets à valeur faciale élevée de 1 000 gourdes et de 100 dollars ÉU sont restées les cibles privilégiées des contrefacteurs.

Tableau 43.- Faux Billets retenus au Service des Guichets (Billets dollars ÉU)

Période/coupure	1	5	10	20	50	100	TOTAL
Oct-10				3		9	12
Nov-10					1	6	7
Dec-10						4	4
Jan-11				1	1	8	10
Feb-11						16	16
Mar-11				1		9	10
Apr-11						6	6
May-11					1	3	4
Jun-11				5	4	104	113
Jul-11						3	3
Aug-11					1	8	9
Sep-11				1		13	14
TOTAL				11	8	189	208

Source : Direction de la Caisse - Service des Guichets

Tableau 44.- Faux Billets retenus au Service des Guichets (Billets gourdes)

	10	20	25	50	100	250	500	1000	TOTAL
Oct-10-10					9	4	9	28	50
Nov-10					6	2	6	22	36
Dec-10					3		7	12	22
Jan-11					5	4	5	27	41
Feb-11				5	14	8	5	37	69
Mar-11					9	5	6	31	51
Apr-11			1		130	3	3	415	552
May-11					5	4	5	19	33
Jun-11	1			1	37	20	38	159	256
Jul-11					1	1	1	20	23
Aug-11					3	2	4	22	31
Sep-11				1	8	4	3	28	44
TOTAL	1	0	1	7	230	57	92	820	1208

Source : BRH / DCR - Service des Guichets

X.2.- LES CHÈQUES

X2.1.- LES OPÉRATIONS DE LA CHAMBRE DE COMPENSATION

Le nombre de chèques libellés en gourdes compensés par la BRH a été de 2 129,7 milliers pour une valeur de 161 483 MG (débit et crédit). Une augmentation du volume des chèques de 13,5 %, accompagnée d'un accroissement en valeur des opérations a été enregistrée cette année par rapport à l'exercice antérieur. Le solde final de la compensation en gourdes s'est élevé à 24 013,3 MG.

En ce qui a trait aux chèques libellés en dollars compensés par la BRH, le nombre s'est élevé à 156,1 milliers pour une valeur de 2 866,5 millions de dollars ÉU (débit et crédit). Le solde final de la compensation s'est élevé à 349,33 millions de dollars ÉU contre 331 millions pour l'exercice précédent.

La BRH a prélevé des frais sur les chèques s'élevant respectivement à 2 129,7 milliers de gourdes et 156,1 milliers de dollars ÉU. Les dépenses du Trésor Public enregistrées à la Chambre de Compensation sont de l'ordre de 13 569,8 MG, soit une hausse d'environ 25 % d'une année à l'autre; 96,6 % de ces dépenses sont facturées à Port-au-Prince et 3,4 % au Cap-Haïtien.

Tableau 45.- Nombre de chèques en gourdes présentés et reçus par les banques en 2011

	Chèques présentés	Chèques reçus	Frais prélevés
	Milliers	Milliers	Milliers
BRH	141.13	907.75	907.75
BNC	535.57	170.33	170.33
SGHB	465.95	365.64	365.64
BPH	100.59	24.38	24.38
BUH	49.7	44.51	44.51
BNS	74.4	73.48	73.48
CBNA	45.63	34.77	34.77
CAPITAL	186.36	147.94	147.94
SGBL	32.68	41.22	41.22
UNBK	497.72	907.75	319.71
TOTAL	**2,129,72**	**2,129,72**	**2,129,72**

Source : BRH / DCR

Tableau 46.- Nombre de chèques en dollars présentés et reçus par les banques en 2011 (Milliers)

	Chèques présentés	Chèques reçus	Frais prélevés
BRH	864	2,217	2.22
BNC	8,791	13,218	13.22
SGHB	45,101	45,745	45.75
BPH	4,160	3,440	3.44
BUH	5,350	5,201	5.2
BNS	9,008	10,403	10.4
CBNA	6,412	7,346	7.35
CAPITAL	23,502	19,699	19.7
SGBL	3,453	5,036	5.04
UNBK	49,454	43,790	43.79
TOTAL	**156,10**	**156,10**	**156,10**

Source : BRH / DCR

Tableau 47.- Résultat de la compensation par banque des chèques en gourde en 2011 (en MG)

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
BRH	23,683.13	40,265.54	-	16,582.41
BNC	17,636.22	16,026.17	1,610.05	-
SGHB	44,599.21	25,711.07	18,888.14	-
BPH	2,682.04	2,794.13	-	112.08
BUH	3,867.68	2,336.85	1,530.83	-
BNS	5,496.05	5,819.11	-	323.06
CBNA	10,210.57	16,885.13	-	6,674.55
CAP.BK	14,196.39	14,307.19	-	110.8
SGBL	1,347.14	1,557.50	-	210.36
UNBK	37,719.53	35,735.28	1,984.25	-
TOTAL	**161,437.97**	**161,437.97**	**24,013.27**	**24,013.27**

Source : BRH / DCR - Service des compensations

Tableau 48.- Résultats de la compensation mensuelle des chèques en gourdes en 2011 (en MG)

	Debit	Credit	Solde débiteur	Solde créditeur
Oct. 2010	13,920.94	13,920.94	1,686.10	1,686.10
Nov.2010	12,210.71	12,210.71	1,965.95	1,965.95
Déc.2010	14,585.99	14,585.99	1,560.75	1,560.75
Janv. 2011	11,774.46	11,774.46	1,749.62	1,749.62
Fév.2011	12,642.39	12,642.39	2,126.53	2,126.53
Mars 2011	13,369.58	13,369.58	2,302.69	2,302.69
Avr. 2011	12,797.66	12,797.66	2,671.59	2,671.59
Mai 2011	13,996.81	13,996.81	2,595.92	2,595.92
Juin 2011	13,261.12	13,261.12	2,001.37	2,001.37
Juil. 2011	13,571.78	13,571.78	2,388.82	2,388.82
Aout 2011	14,442.98	14,442.98	2,684.17	2,684.17
Sept. 2011	14,863.53	14,863.53	2,049.79	2,049.79
Total	**161,437.97**	**161,437.97**	**25,783.29**	**25,783.29**

Source : BRH / DCR - Service des compensations

Tableau 49.- Résultat de la compensation par banque des chèques en devises en 2011 (millions de dollars ÉU)

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
BRH	58.75	63.97	0	5.22
BNC	333.7	170.33	163.36	0
SGHB	819.17	696.31	122.86	0
BPH	59.71	51.66	8.05	0
BUH	105.28	109.37	0	4.09
BNS	206.35	151.29	55.06	0
CBNA	226.08	325.57	0	99.48
CAPBK	356.3	416.41	0	60.11
SGBL	36.72	44.5	0	7.78
UNB	664.4	837.05	0	172.65
TOTAL	2,866.46	2,866.46	349.33	349.33

Source : BRH / DCR - Service des compensations

Tableau 50.- Résultat de la compensation mensuelle des chèques en devise en 2011 (Millions de dollars ÉU)

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
Oct. 2010	239.84	239.84	19.72	19.72
Nov. 2010	217.93	217.93	24.72	24.72
Dec. 2010	253.49	253.49	32.27	32.27
Jan. 2011	218.75	218.75	29.86	29.86
Fev. 2011	226.76	226.76	29.81	29.81
Mars 2011	252.31	252.31	32.89	32.89
Avr. 2011	226.27	226.27	33.84	33.84
Mai 2011	252.69	252.69	39.74	39.74
Juin 2011	249.35	249.35	38.27	38.27
Juil.2011	248.19	248.19	24.9	24.9
Aout2011	244.54	244.54	32.23	32.23
Sept.2011	236.35	236.35	28.42	28.42
TOTAL	2,866.46	2,866.46	366.68	366.68

Source : BRH / DCR - Service des compensations

Tableau 51.- Dépenses du Trésor public enregistrées à la chambre de compensation en 2011 (MG)

	PORT-AU-PRINCE	CAP- HAITIEN	TOTAL
Octobre 2010	1,238.54	34.73	1,273.27
Novembre 2010	847.87	23.31	871.18
Décembre 2010	1,506.97	51.21	1,558.18
Janvier 2011	1,028.79	54.15	1,082.94
Février 2011	1,100.41	28.09	1,128.50
Mars 2011	1,163.03	38.49	1,201.52
Avril 2011	744.51	35.52	780.03
Mai 2011	920.59	39.5	960.1
Juin 2011	1,016.96	38.77	1,055.72
Juillet 2011	885.47	38.82	924.29
Août 2011	1,163.57	36.52	1,200.09
Septembre 2011	1,494.60	39.41	1,534.01
TOTAL GDES	13,111.33	458.51	13,569.84

Source : BRH / DCR - Service des compensations

X.2.2.- ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS DU SERVICE DE LA COMPENSATION AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

S'agissant des opérations en gourdes, les 5 dernières années ont été globalement marquées par une évolution en dent de scie. Après le pic affiché en 2007/2008, nous avons observé une décroissance pour les deux années suivantes, tant pour le volume des chèques que pour le solde de la compensation. Une substantielle reprise a été enregistrée pour l'année fiscale 2010/2011.

Pour les opérations en dollars, le pic a été observé en 2008/2009 et depuis, une décroissance continue a été observée au niveau du volume de chèques compensés. Par contre, en ce qui a trait aux résultats de la compensation, une baisse graduelle a été globalement enregistrée à partir de l'exercice 2007/2008 avant de constater une remontée en 2011.

Tableau 52.- Les activités de compensation en gourdes au cours des cinq dernières années

Exercice	Nombre de chèques compensés	Résultat de la Compensation (en MG)
2006/2007	2 351 430	119 558,3
2007/2008	2 473 767	137 152,6
2008/2009	2 369 437	131 764,0
2009/2010	1 872 653	130 596,5
2010/2011	2 129 717	161 438,0
Total	11 197 004	680 509,0

Source : BRH / DCR - Service des compensations

Tableau 53.- Les activités de compensation en dollars ÉU au cours des cinq dernières années

Exercice	Nombre de chèques compensés	Résultat de la Compensation (en millions de dollars ÉU)
2006/2007	486 915	2 414,4
2007/2008	493 216	2 752,5
2008/2009	493 732	2 323,3
2009/2010	455 403	2 384,3
2010/2011	156 095	2 866,5
Total	**2 085 361**	**12 741,0**

Source: BRH / DCR - Service des compensations

X.2.3. DÉPÔTS ET TIRAGES DES BANQUES COMMERCIALES

Les dépôts en gourdes à la BRH en provenance des banques commerciales ont atteint 14 534,7 millions de gourdes en 2011 contre 9 236,5 MG antérieurement. Cette évolution est en corrélation directe avec l'accroissement significatif de la masse monétaire d'octobre 2010 à septembre 2011.

Tableau 54.- Dépôts des Banques sur leurs comptes en gourdes à la BRH au cours de l'exercice 2011 (MG)

	Oct-10	Nov-10	Dec-10	Jan-11	Feb-11	Mar-11	Apr-11	May-11	Jun-11	Jul-11	Aug-11	Sep-11	Total
Sogebank*	392.58	218.16	195.52	402.46	415.81	495.09	484.57	385.62	346.2	879.66	1 464.94	1 840.9	7 521.49
Unibank*	101.38	133.23	89.28	422.57	46.52	93.22	63	101.95	98.87	87.11	86.7	173.19	1 497
BUH	69.93	44.5	45.86	122.53	71.29	34.49	22.26	45.14	6.47	0	1.9	0	464.35
CAPITAL	127.8	96.71	68.82	245.82	119.61	40.89	125.78	139.6	124.32	127	28.23	66.34	1 310.91
SOGEBEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BHD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BIDC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BPH	25.3	22.24	53.72	91.61	43.27	7.95	56.07	16.56	26.97	12.5	6.2	20.05	382.43
CITIBANK	137.2	128.47	176.91	212.57	161.16	157.69	173.24	164.1	192.18	202.55	169.38	120	1 995.42
SCOTIA	4.04	8.3	5.54	12.42	13.1	9.19	4.46	16.79	3.69	14.84	11.45	16.9	120.68
BNC	20.03	73.13	52.07	55.28	44.11	54.58	95.77	203.43	177.49	51.36	189.77	225.46	1 242.46
TOTAL	878.25	724.72	687.71	1 565.24	914.85	893.08	1 025.15	1 073.18	976.17	1 375	1 958.56	2 462.84	14 534.74

Source : BRH / DCR

Les dépôts en dollars ÉU des intermédiaires financiers monétaires à la BRH ont fortement régressé, passant de 310,8 millions de dollars à 102,03 millions, soit un net retournement de la tendance observée en 2010.

Tableau 55.- Dépôts des Banques sur leurs comptes en dollars EU à la BRH au cours de l'exercice 2011 (Millions de dollars EU)

	OCT	NOV	DEC	JAN	FEB	MARS	APRIL	MAY	JUNE	JULY	Août	SEPT	Total
Sogebank*	0.3	0	0	10.5	0.6	0.2	3.7	4.14	0.15	0.2	0.2	0.11	20.1
Unibank*	0	0	0.3	3.13	0.17	0.2	0.08	0	0.13	0	0	0.6	4.61
BUH	2.11	1.55	0.83	0	0.06	0.05	0	0	0.16	0	0	0	4.76
CAPITAL	0.72	0	0	0.76	0.42	0.08	0	0	0	0	0	0	1.98
SOGEBEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BHD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BIDC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BPH	1.12	0.7	0.53	0.1	0.72	0.72	0.51	0	0	0	0.6	0.43	5.42
CITIBANK	0	0	0	0	0	0	0	0	0.3	0	0.6	0	0.9
SCOTIA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BNC	0	7.13	0	9.02	0	7.03	0	5.05	10.22	0	13.24	12.07	63.75
CAM	0	0.25	0	0	0.15	0	0	0	0	0.12	0	0	0.52
Total	**4.25**	**9.62**	**1.67**	**23.51**	**2.12**	**8.27**	**4.29**	**9.19**	**10.96**	**0.32**	**14.65**	**13.2**	**102.04**

Source : BRH / DCR

Les tirages des banques commerciales en monnaie locale ont varié de 8,6 à 8,2 MG, dont 75 % ont servi à renforcer les comptes caisses de la Unibank et de la ScotiaBank.

Tableau 56.- Tirages des Banques sur leurs comptes en gourdes à la BRH au cours de l'exercice 2011 (en MG)

	Sogebank	Sogebel	Unibank	BNC	BUH	Citibank	Scotia	BPH	Capital	Total
Oct-10	0.06	0	0.1	0	0	0	0.02	0	0	0.18
Nov-10	0.11	0	0.3	0.3	0	0.01	0.1	0.01	0	0.82
Dec-10	0.16	0.02	0.1	0	0	0.04	0.04	0.06	0	0.42
Jan-11	0.04	0	0.1	0	0	0.01	0.11	0.01	0	0.27
Feb-11	0.1	0	0.21	0	0	0	0.13	0.03	0	0.47
Mar-11	0.09	0	0.35	0.07	0	0	0.35	0.06	0.02	0.94
Apr-11	0.04	0	0.4	0	0	0.01	0.42	0.1	0	0.97
May-11	0.04	0	0.45	0.06	0	0.01	0.37	0.07	0.01	1
Jun-11	0.02	0	0.6	0	0	0	0.19	0.08	0.03	0.91
Jul-11	0	0	0.45	0.02	0	0	0.12	0.05	0.02	0.66
Aug-11	0.01	0	0.55	0	0	0.01	0.2	0.09	0.06	0.91
Sep-11	0	0	0.4	0.02	0	0	0.13	0.08	0.07	0.71
TOTAL	0.66	0.02	4.01	0.47	0	0.08	2.17	0.64	0.2	8.26

Source : BRH / DCR

Les tirages en dollars ÉU ont substantiellement augmenté, passant de 54,9 millions à 106,4 millions de dollars ÉU par année entre les exercices fiscaux 2010 et 2011 en raison de la demande croissante en cash des ONG et des petits commerçants transfrontaliers haïtiens.

Tableau 57.- Tirages des Banques sur leurs comptes en dollars EU à la BRH au cours de l'exercice 2011 (en MG)

	Sogebank	Sogebel	Unibank	BNC	BUH	Citibank	Scotia	BPH	Capital	Total
Oct-10	0	0	1	0	0	2.2	2.2	0	0.8	6.2
Nov-10	6	0	2	0	0	3.5	6.8	0	0	18.3
Dec-10	11	0	11	0	0	2.4	7	0	1.95	33.35
Jan-11	0	0	1	0	0	1.2	5.1	0	7.3	14.6
Feb-11	0	0	2	0	0	0.3	0.3	0	0.3	2.9
Mar-11	6	0	1	0	0	0.9	7.2	0	1.8	16.9
Apr-11	0	0	0	0	0	0.6	6.85	0	2	9.45
May-11	0	0	0	0	0	0.9	3.25	0	0.5	4.65
Jun-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Jul-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aug-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sep-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	23	0	18	0	0	12	38.7	0	14.65	106.35

Source : BRH / DCR

CHÈQUES IMPRIMÉS

Au cours de l'exercice fiscal 2011, la BRH a maintenu son objectif de préserver le système financier haïtien contre tous réseaux de contrefaçon. Ainsi, les standards de qualité ont été respectés et renforcés dans les commandes. Un délai raisonnable de 48 heures a été maintenu pour les livraisons des requêtes de moins de 1 500 unités de chèque, les demandes importantes pouvant attendre jusqu'à cinq jours.

Pour l'exercice concerné, la BRH a eu à imprimer 427 034 chèques pour toutes les catégories de clients confondues. Les deux tableaux ci-dessous donnent les informations sur les détails mensuels. Notons que cette quantité est en augmentation par rapport à l'exercice précédent où 383 790 chèques ont été imprimés, mais ce niveau est resté inférieur par rapport à celui de l'exercice 2008-2009 au cours duquel 530 532 chèques ont été préparés. Deux explications peuvent être avancées :

a-) Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a occasionné une baisse appréciable des commandes (ex : 2009-2010)
b-) L'usage de plus en plus fréquent du Système de Paiement Interbancaire Haïtien (ex: 2008-2009).

Tableau 58.- Quantité de chèques imprimés en 2011

Période	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept	Total
Quantité	26 248	31 564	32 538	35 428	34 580	30 850	26 890	30 568	41 564	33 600	39 562	30 686	394 078

Source : BRH / DCR

CHÈQUES TRAITÉS EN COMPENSATION

Depuis la création de la Banque de la République d'Haïti par la loi du 19 Août 1979, elle a le statut de Trésorière et de Banque de l'État Haïtien. À ce titre, elle gère tous les comptes de ce dernier et effectue tous ses paiements. Pour l'exercice 2010-2011, la BRH a traité 221 956 chèques pour un montant total de 8 365, 61 MG et 5 493 chèques pour une valeur globale de 56,1 millions de dollars ÉU répartis dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 59.- Quantité de chèques en gourdes et en dollars traités pour le compte du trésor public ainsi que les montants correspondants en 2011

Périodes	Chèques HTG	Montants (MG)	Chèques USD	Montants (Millions de dollars EU)
Oct-10	15 701	12.15	18	5.5
Nov-10	21 632	769.64	6	9.09
Dec-10	29 450	951.71	655	3.09
Jan-11	17 495	527.37	199	1.24
Feb-11	16 325	728.42	363	1.78
Mar-11	10 232	676.16	459	5.44
Apr-11	15 310	752.28	551	5.63
May-11	14 143	951.25	561	3.23
Jun-11	13 236	916.04	674	6.48
Jul-11	16 245	842.55	685	8.59
Aug-11	17 636	1 067.25	678	3.12
Sep-11	34 551	170.79	644	2.87
TOTAL	221 956	8 365.61	5 493	56.05

Source : BRH / DCR

CHÈQUES CERTIFIÉS

Au niveau de l'Administration Publique, les paiements interinstitutionnels se font par chèques certifiés. Il en est de même pour les règlements avec les fournisseurs de biens et de services contractés dans le secteur privé. Le nombre de chèques certifiés en gourdes par la BRH au cours de l'exercice 2010-2011 s'est élevé à 5 623 unités pour une valeur de 786,2 MG et de 271 chèques en dollars ÉU pour une valeur de 930,5 milliers de dollars ÉU. Les tableaux qui suivent, donnent une vue détaillée des activités de certification de chèques par mois et par monnaie.

Tableau 60.- Chèques certifiés en 2011

Période	Chèques HTG	Montants (MG)	Chèques USD	Montants Milliers de dollars EU
Oct-10	531	15.61	20	23.65
Nov-10	623	35.27	15	2.9
Dec-10	582	12.56	14	2.55
Jan-11	445	16.76	5	0.45
Feb-11	151	46.22	20	30.75
Mar-11	255	64.83	64	118.5
Apr-11	328	93.74	10	0.86
May-11	230	52.99	9	7.77
Jun-11	540	93.41	45	91.5
Jul-11	808	79.04	30	618.46
Aug-11	492	183.08	25	22.83
Sep-11	638	92.64	14	10.25
TOTAL	5 623	786.16	271	930.85

Source : BRH / DCR

CHÈQUES RETOURNÉS

Le chèque, étant un effet de commerce, doit répondre à des normes de forme, de fonds et de transmission (endossement). Si l'un de ces critères viendrait à ne pas être respecté, le chèque est retourné à la banque qui l'a présenté en compensation, qui, à son tour, en avertit le bénéficiaire qui, pour sa part, entreprendra les démarches nécessaires pour régulariser (endossement) ou faire régulariser par le tireur (forme et/ou fonds) avant de négocier à nouveau. À titre indicatif, pour l'exercice 2010/2011, le nombre de chèques libellés en monnaie locale et retournés s'élève à 1 950 pour un montant total de 466,3 MG et 65 en devise américaine pour un montant global de 3,64 millions de dollars ÉU.

Tableau 61.- Volume et valeur des Chèques certifiés en 2011

Période 2010/2011	Chèques HTG	Montants MG	Chèques USD	Montants Milliers de dollars EU
Oct-10	188	41.45	12	57.15
Nov-10	200	28.75	2	2.99
Dec-10	189	98.54	5	12.88
Jan-11	95	4.24	3	3.4
Feb-11	438	17.34	2	5.7
Mar-11	67	6.11	4	20.7
Apr-11	121	14.97	5	418.19
May-11	145	110.11	2	414.77
Jun-11	103	13.97	4	27.24
Jul-11	124	43.08	9	2 601.45
Aug-11	143	59.49	11	32.9
Sep-11	137	28.23	6	40.12
TOTAL	1 950	466.29	65	3 637.48

Source : BRH / DCR

X.3.- SYSTÈME DE PAIEMENT INTERBANCAIRE HAÏTIEN (SPIH)

Depuis le 1er octobre 2007, le SPIH est en production. A travers ce système, les transactions s'effectuent en totale sécurité, d' une banque de la place à une autre. Chacune d'elles est inscrite sous le nom du participant et obtient du même coup le droit d'émettre des messages de paiement et d'en recevoir à partir d'un compte de règlement ouvert dans le système.

Le SPIH est aussi utilisé par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) pour lancer en juillet 2008 le programme de CRÉDIT-DIRECT par lequel des employés de l'Administration Publique reçoivent leur salaire par crédit de leurs comptes ouverts dans les livres des différents participants. Ce programme vise la totalité des cadres de l'État haïtien. L'objectif ultime n'est pas encore atteint mais l'utilisation du service est en nette progression. Le tableau ci-dessous permet d'apprécier la répartition mensuelle du nombre de messages échangés entre les banques, BRH incluse (56 520) et de «Crédits-Directs» émis par le MEF (26 8471)

Tableau 62.- Tableau des opérations de SPIH en 2011

MOIS	MONTANT EN GOURDES	NOMBRE DE CHEQUES
Oct-10	13,658	927.85
Nov-10	12,276	1,423.86
Dec-10	25,796	1,339.78
Jan-11	13,471	764.87
Feb-11	11,709	394.74
Mar-11	17,652	952.75
Apr-11	13,440	1,026.37
May-11	16,763	864.7
Jun-11	18,196	877.41
Jul-11	15,052	1,385.30
Aug-11	18,151	895.51
Sep-11	23,268	1,411.49
TOTAL	199,432	12,264.62

Source : BRH / DCR

CAISSIER DE L'ETAT

La Direction de la Caisse et du Réseau, à travers ses guichets, a honoré pour l'exercice fiscal 2011, 199 432 chèques d'un montant de 12 264,6 MG. Elle a également assumé l'encaissement et le traitement de 303 879 avis de cotisation et de 54 317 bordereaux de douane, accusant des montants respectifs de 15 789,2 MG de recettes internes et de 20 885,2 MG de recettes douanières.

Tableau 63.- Chèques payés aux guichets de la BRH pour le compte du Trésor Public en 2011.

MOIS	MONTANT EN GOURDES	NOMBRE DE CHEQUES
Oct-10	13,658	927.85
Nov-10	12,276	1,423.86
Dec-10	25,796	1,339.78
Jan-11	13,471	764.87
Feb-11	11,709	394.74
Mar-11	17,652	952.75
Apr-11	13,440	1,026.37
May-11	16,763	864.7
Jun-11	18,196	877.41
Jul-11	15,052	1,385.30
Aug-11	18,151	895.51
Sep-11	23,268	1,411.49
TOTAL	199,432	12,264.62

Source : BRH / DCR

XI.- SITUATION DU SYSTÈME D'INFORMATION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA BRH EN 2011.

XI.1.- PROJET « SYSTÈME NATIONAL DE PAIEMENT »– SERVICES DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE-COMPENSATION ÉLECTRONIQUE DES CHÈQUES-RÉSEAU WIMAX

La Banque de la République d'Haïti veut relever les défis liés au système actuel de paiement en modernisant l'infrastructure et en favorisant un système de paiement plus efficace qui fournit des services de qualité à tous les acteurs dans la chaîne de valeur des transactions financières (consommateur final, négociant, banque). Pour ce faire, elle a décidé de :

- Stimuler la participation additionnelle de consommateurs haïtiens dans le système bancaire, réduire le ratio de transactions en cash et améliorer la proportion des transactions électroniques ;
- Limiter et atténuer de manière proactive les risques pour le système financier liés aux défaillances dans la chaine de valeurs des transactions de paiement ;
- Mettre en place un système de paiement interbancaire efficace, stable et inclusif ;
- Jouer plus efficacement son rôle de régulateur du système de paiement.

La réforme des systèmes de paiement vise donc à :

- Instituer un cadre règlementaire pour promouvoir de nouvelles formes de paiement ;
- Accroître la diversité des instruments de paiement ;
- Améliorer les processus opérationnels et transactionnels du système financier ;
- Améliorer la fiabilité et l'efficacité des paiements ;
- Améliorer l'interbancarité et l'interopérabilité ;
- Élargir l'accès des populations aux services de paiements électroniques;
- Réduire, à terme, les coûts des transactions de paiement.

Il s'ensuit que ce projet est primordial pour le développement du secteur financier en particulier et l'économie en général. Les résultats escomptés sont :

- L'encaissement des chèques en deux (2) jours au lieu de cinq (5) à dix (10) jours ;
- Les achats et paiements par cartes de débit et cartes prépayées, même dans les zones les plus reculées ;
- La réduction des crimes et vols liés aux opérations bancaires ;
- L'accès aux fonds transférés plus près des domiciles des bénéficiaires ;
- La création d'une relation d'affaires entre les bénéficiaires de transfert et les institutions financières ;
- La disparition des longues files d'attente aux banques ou succursales pour collecter de l'argent ou pour payer des factures ;
- la réalisation de la plupart des paiements (collecte de fonds, paiement de facture) à partir des cartes et des TPE/POS.

L'objectif principal de la BRH, en lançant ce projet, est d'établir une plateforme pour la mise en place en Haïti d'un réseau interbancaire national et international pour les banques, les établissements financiers et commerciaux, de façon à :

- Développer efficacement des moyens de paiement afin d'améliorer leur productivité ;
- Proposer de nouveaux services à la clientèle et promouvoir l'utilisation des moyens de paiement modernes ;
- Mettre en commun les moyens humains et matériels nécessaires pour des opérations monétiques en vue de partager les coûts particulièrement importants et maximiser le potentiel de retour sur investissement.

REPRÉSENTATION DE LA FUTURE INFRASTRUCTURE DE PAIEMENT NATIONAL D'HAÏTI (2011)

Cette nouvelle plateforme interbancaire (représentée ci-dessus) associée au système existant permettra entre autres :

- L'automatisation de la compensation des chèques par leur numérisation ;
- La vulgarisation des cartes de débit et des cartes prépayées à travers le pays ;
- La popularisation des téléphones portables comme instrument de paiement.

Ces instruments de paiement accroîtront de façon significative l'inclusion financière en donnant aux non-bancarisés l'accès aux services bancaires et aux services de paiement. Le cœur de la nouvelle plateforme SPE/EPS (Service de Paiement Électronique) a une architecture de traitements intégrés et holistiques qui fournit toutes les capacités fondamentales nécessaires pour un traitement en temps réel, sécuritaire et intègre toutes les transactions financières provenant de n'importe quel canal de paiement et qui, éventuellement, doivent être autorisées, payées et réglées par les institutions financières (ou entités externes) qui ont une interface avec la plateforme.

REPRÉSENTATION DE LA NOUVELLE PLATEFORME DE PAIEMENT NATIONAL D'HAÏTI - PRONAP (2011)

HISTORIQUE DU PROGRAMME

Le projet de mise en place de la plateforme a débuté en 2009. Les différentes étapes se sont déroulées comme suit :

Le Processeur National de Paiement PRONAP est fonctionnel. Les cartes de débit «carte-employé» ont été distribuées à tous les employés de la BRH. Ce système sera mis en exploitation à la fin du mois de décembre 2011. Dans un premier temps, les employés de la BRH pourront effectuer des transactions sur leur compte courant à partir des ATM installés à la BRH. Dans un deuxième temps, ils pourront acheter ou prendre de l'argent à partir des Terminaux de Paiement (TPE) et Guichet Automatique Bancaire (GAB) installés respectivement chez les marchands et dans les banques commerciales. Pour la compensation électronique des chèques, les serveurs de la BRH ont été acquis et les systèmes d'informations ont été installés à la BRH et pour deux banques commerciales. Les tests unitaires sont en cours d'exécution et les tests d'intégration sont programmés pour le début de l'année 2012.

Les équipements et logiciels pour la mise en place du réseau Wimax et du Centre de Contact sont actuellement à la Douane. Ce réseau reliera la BRH, les banques commerciales, le Ministère de l'économie et des Finances, la DGI, la Douane, l'UCREF. Les installations pour la première phase sont programmées pour le début de l'année 2012. La deuxième phase qui prolongera le réseau au Cap-Haïtien et aux Cayes, interviendra à la fin de la première phase, les études de faisabilité étant conduites parallèlement aux installations de la première phase.

REPRÉSENTATION DU RÉSEAU WIMAX FINANCÉ PAR LA BANQUE MONDIALE POUR SUPPORTER LES SERVICES DE PAIEMENT ELECTRONIQUES

XI. 2.- ACTIVITÉS DE DEVELOPPEMENT ET D'ENTRETIEN

XI. 2.1 INTERFACES - SYSTEME DE PAIEMENT ELECTRONIQUE (SPE).

La Direction d'information et de technologie (DIT) de la BRH a conçu, dans le cadre du projet de « Services de Paiement Électronique », trois interfaces pour les échanges de données entre le système de Gestion de la Caisse et des Comptes Courants (GCC), le Système de Paiement Interbancaire (SPIH) et le Processeur National de Paiement (PRONAP) qui gère les transactions de paiement. Ces interfaces ont passé les phases de tests et sont prêtes pour la mise en exploitation.

XI. 2.2.- LOGICIEL LIBRE DE GESTION DU PARC INFORMATIQUE (GLPI)

La DIT a fait l'acquisition au cours de l'année 2011 du logiciel libre de Gestion du Parc Informatique (GLPI) pour la gestion des Matériels et du Support aux utilisateurs de la BRH. Ce choix fait suite à un travail de recherche et d'analyse pour doter la Banque d'un outil capable de remplacer «TrackIT » qui, au fil du temps, a montré ses limites. Après les travaux de paramétrage et de configuration, GLPI a été testé et la DIT peut conclure qu'il a répondu convenablement aux besoins qui ont été exprimés. Ce système d'informations est en train d'être configuré et personnalisé et sera utilisé au début de l'année 2012.

XI. 2.3.- MISE A JOUR RÉGULIERE DES APPLICATIONS EN PRODUCTION

Plusieurs mises à jour de l'application de Gestion des Ressources Humaines (GRH) ont été effectuées pour répondre à la demande et aux besoins des utilisateurs. Le paramétrage de certaines variables rend maintenant l'application plus flexible et permettra à la DIT de répondre rapidement aux éventuels changements de politique et modifications en matière de Gestion des Ressources Humaines.

XI. 2.4.- INTERFACES - NOUVELLE APPLICATION DE GESTION DES COMPTES COURANTS (GCC)

Sur demande de la Direction de la Caisse et du Réseau, la DIT a obtenu l'autorisation du Conseil d'Administration, suite à un marché de gré à gré avec la firme Turbo System autorisé par la CNMP, pour développer une nouvelle application de Gestion de la Caisse et des Comptes Courants (GCC) en vue de remplacer l'application « TURBO » en exploitation depuis plus d'une dizaine d'années. Les prestations peuvent se résumer comme suit :

1) L'actualisation du logiciel de Gestion de Caisse et de Comptes Courants en tenant compte de la proposition de mise à jour de la Direction de la Caisse et du Réseau (DCR) ;

2) La migration de la base de données d'oracle (8i à 10 G) et conversion des données ;
3) L'amélioration de la performance au niveau de la base de données et des applications ;
4) La conversion de l'application « Client Server » en une version web ;
5) La réalisation de l'interface avec Montran RTGS (SPIH) ;
6) La prise en compte des opérations de crédit-direct ;
7) La réalisation du module de transfert BRH/Banque commerciale ;
8) La conception de l'interface avec le projet ATM ;
9) L'implémentation de guichets ATM pilote ;
10) L'intégration d'un nouveau module de sécurité ;
11) La réalisation et la mise à jour de la documentation ;
12) La formation des formateurs ;
13) L'assistance à la mise en exploitation.

Concomitamment à ce développement, le service RDEV a mis à jour toutes les interfaces des autres applications (Intranet, GRH, BRHPWS) avec ce logiciel. Ces interfaces ont été testées et sont actuellement utilisées avec la mise en exploitation de cette nouvelle version de GCC le 10 décembre 2011 dernier.

XI. 3.- SITE INTERNET DE LA BRH

Le site Internet de la BRH (www.brh.net) a été remanié pour améliorer l'ergonomie, particulièrement la disposition des pages et des menus. Ce nouveau site a été mis en ligne au cours du mois de février 2011.

Toutefois, l'ensemble des pages demeurent encore statiques. De plus, aucun moteur de recherche n'est disponible pour consulter à n'importe quel moment une information financière, par exemple, qui a été mise en ligne.

Les recherches ont été entreprises pour arriver à automatiser le processus de publication du contenu du site. Le service Recherche et Développement compte exploiter les outils de « système de gestion de contenu » pour séparer le contenu de la présentation et organiser le site au moyen de base de données de façon à implémenter des fonctions d'archivage automatique et des auxiliaires de gestion de la qualité et à permettre à n'importe quel utilisateur autorisé de mettre en ligne les informations. L'administration du site pourra se faire au moyen d'une interface simple et autonome.

XI. 4.- RENFORCEMENT DE SYSTÈMES ET MISE À JOUR D'APPLICATIONS EN PRODUCTION

Le service Production et Opérations a surtout travaillé à la mise à jour et au renforcement des applications en exploitation. Il s'est, en outre, assuré de la stabilité, de la disponibilité et d'une plus haute performance des serveurs hébergeant ces applications.

XI. 4.1.- CHECKPLUS 3.4

Au cours de cette année, certains travaux de mise à niveau ont été effectués sur le système d'informations CHECKPLUS qui permet de produire les chèques au Service des Comptes Courants de la Direction de la Caisse et du Réseau. L'une des modifications majeures apportées à ce logiciel, sur demande des utilisateurs propriétaires de cette application et de concert avec la firme Printech qui maintient le logiciel, est le formatage des chèques de direction.

XI. 4.2.- CODA – CLÔTURE DE L'EXERCICE 2010-2011

Les opérations de Clôture de l'exercice 2010-2011 dans Coda-Financial, application comptable utilisée à la BRH, ont été réalisées en parfait accord avec la Direction Financière.

Le service Production et Opérations de la DIT a exécuté, autant de fois que nécessaire, sur environnement de test, la clôture d'exercice dans Coda et a soumis au fur et à mesure les rapports générés aux utilisateurs de la Direction Financière aux fins d'analyse et de vérification.

Les tests étant concluants, la Direction Financière a autorisé la DIT à procéder à la clôture de l'exercice sur le système en production. La proposition de migrer vers une nouvelle version de cette application a été faite en février 2010. Cette proposition est en train d'être évaluée à la DIT. La première phase dont l'objectif est l'audit de l'existant, interviendra au cours du premier trimestre de l'année 2012.

XI. 4.3.- SWIFT

Durant cet exercice, une mise à jour de l'application Swift a été effectuée. Il s'agissait d'installer le patch 6070 sur le serveur et les postes des utilisateurs.

XI. 4.4.- MIGRATION ET RÉPLICATION DE LA BASE DE DONNÉES SPIH

Le service Production et Opérations a effectué des travaux sur l'environnement du Système de Paiement Interbancaire Haïtien (SPIH) dont les résultats ont permis de confirmer la possibilité d'interfacer SPIH avec le Processeur National de Paiement (PRONAP) en vue des échanges d'informations entre les deux systèmes d'informations.

Tenant compte des recommandations qui lui ont été faites, la Direction Information et Technologie a autorisé le service Production et Opérations à opérer la migration vers la base de données Oracle 10G avant la mise à disposition des utilisateurs du Processeur National de Paiement et de la nouvelle version de l'application GCC. La migration ainsi que la réplication des bases de données ont été réalisées avec succès.

XI.5.-ASSURANCE QUALITÉ LOGICIEL (AQL)

Le Service Assurance Qualité Logiciel (AQL) a continué de remplir son mandat qui est de valider les logiciels et systèmes produits pour la BRH, de veiller à un haut niveau de qualité des applications en utilisation et en outre de contribuer à l'amélioration des processus et outils utilisés pour l'intégration desdits systèmes. Les principales activités ont tourné autour de projets d'intégration de systèmes.

XI.5.1.-TESTS ET MISE EN PRODUCTION DU LOGICIEL DE GESTION DES CAISSES ET DES COMPTES COURANTS (GCC).

Le Service AQL, après avoir détecté et suivi la correction de plus de 200 bogues dans l'application GCC, a participé aux efforts de mise en production de cette application en assurant le transfert de connaissances vers les informaticiens du Service Production et Opérations (P&O) et en les assistant dans la formation des utilisateurs.

XI.5.2.-TESTS DANS LE CADRE DU PROJET SYSTÈME DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE (SPE)

Dans le cadre du projet SPE, le Service AQL a été un acteur important dans l'exécution des tests d'acceptation du Processeur de Paiements et des canaux de paiements (ATM et POS) qui lui seront rattachés. Ce travail a été déterminant dans l'identification de nombreux problèmes et de leur correction.

XI.5.3.-TESTS DES INTERFACES ENTRE POSTILION, GCC ET SPIH

Pour réaliser l'intégration des anciens et des nouveaux systèmes, il a fallu établir des canaux d'échange d'informations entre eux. Le Service AQL a contribué à mettre en place ces canaux en validant les travaux d'analyse et de développement du Service R&D contre les spécifications fournies par les consultants en charge du déploiement du système.

XI.5.4.- AJOUT DE FONCTIONLITÉS À L'APPLICATION GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (GRH)

Le Service des Ressources Humaines avait exprimé depuis un certain temps la nécessité de gérer le remboursement des montants d'assurance immobilière comme cela se fait pour la gestion des montants des autres types de prêts et avances. Cette année, le Service R&D a développé une extension de l'application pour qu'elle tienne compte des particularités de ces nouveaux types de prêts et le Service AQL s'est assuré que la validation rapide effectuée suivant un cycle court de tests couvre adéquatement les fonctions développées.

XI.5.5.- NOUVEAU SITE WEB DE LA BRH

Le Service AQL a participé à l'identification des défauts du nouveau site de la BRH. Les corrections et améliorations ont été vérifiées avant la mise en ligne de cette nouvelle façade.

XI.5.6.- MISE EN PLACE D'UN ENVIRONNEMENT DE TESTS BASÉ SUR VMWARE

La progression du Service AQL est manifeste et confirme sa présence au sein de la Direction comme élément incontournable de validation de la mise en place des nouveaux systèmes d'informations. Dans cet ordre d'idée, la stratégie a été cette année, en prévision des besoins grandissants en matériels pour valider adéquatement les systèmes en tests, de mettre sur pied un environnement qui permet, avec le logiciel VmWare, de gérer des serveurs virtuels. Une telle stratégie permet entre autres un déploiement rapide des éléments à tester, une centralisation et un partage des ressources qui facilitent les interventions.

XI.5.7.- MISE EN PLACE D'OUTILS DE GESTION DE PROJETS ET DE CODE SOURCE

Le Service AQL a travaillé également à la mise en place d'outils qui aideront à améliorer la gestion des projets à la DIT. Le Service a recommandé l'outil de gestion de projets « project.net ». Celui-ci permet une gestion intégrée et transversale des projets et de tous les services et employés impliqués dans les projets. Ainsi, la DIT, les gestionnaires de projets et le Conseil d'Administration peuvent avoir une vue de la liste des projets, des ressources impliquées et de l'avancement des projets. L'idée est d'arriver à gérer l'ensemble des projets à la DIT comme un « portefeuille de projets ».

De même, un outil de gestion de configuration, « Subversion », a été mis à la disposition des Services de la DIT. Cet outil aidera à centraliser et rationaliser le suivi des « codes source » des applications et le suivi des documents produits.

XI.6.- RÉSEAU ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

La DIT a poursuivi ses efforts, durant cette année, pour garantir la disponibilité des liaisons de communication avec les institutions financières, renforcer la sécurité des systèmes d'information et améliorer les conditions d'utilisation de l'Internet.

En effet, en attendant le rétablissement des liaisons par fibre optique du réseau télématique financier (RTF) non opérationnelles depuis le séisme de 12 janvier 2010, la BRH a offert dès avril 2011 aux institutions financières la possibilité d'établir avec elle une liaison sécurisée de site à site (L2L VPN) à travers Internet. Certaines institutions comme la Unibank, la Capital Bank, la Citibank priorisent déjà cette liaison pour accéder aux services financiers de la BRH, la liaison VSAT étant considérée comme liaison de secours.

Toujours soucieuse de la disponibilité, de la performance et de la sécurité du réseau informatique, la BRH a fait l'acquisition d'un logiciel de surveillance, Solarwinds Orion Network Performance Monitor (ONPM) et d'un logiciel de gestion des vulnérabilités, GFI LanGuard. L'installation de Solarwinds ONPM facilite la surveillance de tous les matériels de communications (routeurs, commutateurs, VSATs) ainsi que des serveurs de la BRH. Le GFI Languard, en facilitant l'application régulière des correctifs de sécurité sur les systèmes d'exploitation, permet de diminuer les vulnérabilités de ces derniers face aux menaces informatiques.

Dès le premier trimestre de l'année fiscale, la DIT a mis à la disposition de ses utilisateurs une deuxième liaison Internet, et mis en service le nouveau produit Websense Security Gateway qui, en plus de filtrer le trafic internet, améliore l'accès aux pages Web grâce à sa fonction « Cache ».

Au deuxième trimestre, la DIT a étendu le réseau local pour desservir les bureaux logés à l'ancien local M&S. De même des travaux de câblage réseau ont été entrepris à la mezzanine des guichets pour permettre à la Direction de la Caisse de relocaliser le service des Comptes Courants. Au dernier trimestre, la DIT a dû migrer le réseau VSAT vers un nouveau satellite IS-14.

XI.6.1.- INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE CAMÉRAS DE SURVEILLANCE IP AU NIVEAU DU SERVICE DES RETRAITS

Suite à un nouvel aménagement du Service des Retraits, la Direction de la Caisse et du Réseau avait sollicité l'installation d'un système de télésurveillance par caméras. Le choix a été fait de la technologie de sécurité CCTV IP pour permettre à la BRH de gérer les alarmes, l'audio et la vidéo sur son réseau IP. Près de quarante caméras ont été installées dans l'espace alloué à ce Service. Les principaux avantages d'un tel système sont entre autres :

- Une solution complète de sécurité vidéo sur IP ;
- Une architecture flexible, entièrement modulable et évolutive, robuste avec une alimentation et une connectivité redondantes;
- La qualité exceptionnelle de compression garantit un accès aux vidéos enregistrées en direct, n'importe où sur le réseau ;
- La licence d'utilisation de Control Center permet de l'installer autant de fois que nécessaire;
- Plusieurs sites distants sont contrôlés à partir d'un seul emplacement.

La BRH se propose de doter l'ensemble de ses locaux de cette technologie (avec les différentes mises à jour éventuelles) dans un avenir pas trop lointain. Le prochain espace, dans la liste, est le lobby des guichets.

XI.6.2.- GESTION DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTROMECANIQUES

Durant cette année, mis à part le suivi et l'exécution habituels des tâches d'entretien des systèmes électriques et de climatisation, les activités portaient essentiellement sur l'élaboration des termes de référence techniques et l'acquisition d'équipements, dans le cadre de différents projets d'aménagement de locaux, d'amélioration et de réparation d'installations existantes.

XI.6.3.- AMENAGEMENT DU LOCAL DES COMPTES COURANTS ET DES GUICHETS

Suite à une étude menée par le Servie Electrotechnique (ET) pour une nouvelle configuration du système de climatisation du hall des Guichets et du nouveau local du Service des Comptes Courants, divers équipements ont été acquis. Les termes de référence pour leur installation ont été remis à différents fournisseurs de service. Les équipements, notamment 17 ventilo-convecteurs et un refroidisseur de liquide d'une puissance frigorifique de 246 kW, ont été installés.

XI.6.4.- ALIMENTATION ELECTRIQUE DE CONTENEURS AMENAGÉS

La BRH a fait l'acquisition de conteneurs aménagés afin de reloger provisoirement la DIGCP et les Services Ressources Humaines et Généraux. Le Service ET a déterminé les besoins en électricité des modules installés et des locaux avoisinants, ce qui a conduit à l'installation d'un groupe électrogène de 90 kW et d'une unité d'alimentation sans interruption d'une puissance de 30 kVa.

XI.7.- PROJETS D'AMÉLIORATION ET DE RÉPARATION

En ce qui concerne les projets d'amélioration et de réparation d'installations existantes, on peut mentionner :

- L'installation d'un refroidisseur de liquide d'une puissance de 350 kW, en remplacement de l'un des trois refroidisseurs assurant la climatisation du bâtiment principal. Ce choix de remplacement correspond à deux besoins : d'une part maintenir la puissance du système global car l'appareil remplacé ne fonctionnait plus qu'à 50% de sa capacité, d'autre part acquérir du matériel plus performant du point de vue énergétique. Pour la même puissance frigorifique, la consommation du nouveau refroidisseur est réduite d'environ 15% par rapport à l'ancien;

- L'installation d'un refroidisseur de liquide d'une puissance de 280 kW à la succursale du Cap, en appui à l'ancien refroidisseur dont la puissance était réduite de plus de moitié. Le Service ET a recommandé ce nouvel appareil, suite aux pannes répétées qui ont considérablement perturbé le fonctionnement du système de climatisation de la succursale;

- L'acquisition de deux correcteurs automatiques de facteur de puissance pour le siège central et la succursale du Cap. Ces nouveaux appareils sélectionnés par le Service permettront une amélioration significative du facteur de puissance des installations électriques de la Banque et réduiront du même coup les factures d'électricité;

- La réfection de la ligne électrique reliant le bâtiment principal à la centrale électrique de la BRH. L'effondrement de l'un des bâtiments du Sénat avait endommagé le chemin de câble, ce qui a provoqué la détérioration de l'isolant de plusieurs câbles de la ligne. Le Service ET a élaboré les termes de référence pour la pose de nouveaux conduits et de nouveaux câbles tout le long du tronçon affecté. Les travaux sont en cours de réalisation.

XII.- LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA BRH EN 2011
MOUVEMENT DU PERSONNEL

Au terme de l'exercice fiscal 2010-2011 l'effectif des employés au service de la BRH, toutes catégories confondues, s'est chiffré à 774 employés contre 734 à la fin de l'exercice passé.

Tableau 64.- Effectif de la BRH en 2011

CATEGORIE	Diminution de l'effectif		Augmentation de l'effectif	
	Effectif au 30/09/10	Exercice 10-11	Exercice 10-11	Effectif au 30/09/11
Conseil	5	0	0	5
Direction	231	5	12	238
Exécution	264	20	43	287
Support	194	7	19	206
Contractuel	35	3	1	33
Stagiaire	5	5	5	5
Total	734			774

Source : BRH/Direction administrative/SRH

Les motifs du mouvement du personnel de la BRH au cours de l'exercice sont présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 65.- Mouvement du personnel de la BRH en 2011

EVENEMENTS	NOMBRE
Décès	4
Cessation de Contrat	0
Démission / Abandon	15
Nouveau Contrat	1
Mise à la Retraite	4
Disponibilité	31
Transfert / Mutation	27
Intégration	52
Promotion	102
Renouvellement de Contrat	30
Changement de Statut	1
Ajustement de Salaire	1
Détachement	4
Amendement de Contrat	0
Sanction	8
Révocation	2

Source : BRH/Direction administrative/SRH

VENTILATION DES EMPLOYÉS ACTIFS ET RÉGULIERS

Hormis le Conseil d'Administration dont le mandat est de 3 ans et les contractuels dont la durée du contrat est limitée, la ventilation des employés actifs et réguliers en fonction de leur ancienneté se présente comme suit:

Tableau 66.- Répartition de l'effectif de la BRH par classe d'ancienneté au 30 septembre 2011

Classe ancienneté	Poids dans la structure
0 à 5 ans de service	222 employés, soit 30.16 %
6 à 10 ans de service	180 employés, soit 24.45 %
11 à 15 ans de service	108 employés, soit 14.67 %
16 à 20 ans de service	19 employés, soit 2.58 %
21 à 25 ans de service	73 employés, soit 10 %
26 à 30 ans de service	84 employés, soit 11.41 %
31 ans et plus	50 employés, soit 6.79 %

Source : BRH/Direction administrative/SRH

PROMOTIONS ET AJUSTEMENTS

Au cours de l'exercice 2010-2011, un pourcentage (13,72 %) des ressources humaines a bénéficié de promotion.

Tableau 67.- Rotation du personnel de la BRH en 2011

DIRECTION	PROMOTION	AJUSTEMENT DE SALAIRE	TOTAL EVENEMENTS
Administration	5	0	5
Affaires Internationales	12	0	12
Affaires Juridiques	3	0	3
Bureau du Gouverneur	0	0	0
Direction Générale	1	0	1
Caisse	36	0	36
Contrôle de Crédit	2	0	2
Information et Technologie	0	0	0
Monnaie et Analyse Economique	5	0	5
Supervision	11	0	11
I.F.B.C	0	0	0
U.O.M	0	0	0
DIGCP	1	0	1
Succursale Cap-Haitien	7	0	7
U.G.B	0	0	0
Direction Financière	6	0	6
U.A.I.	0	0	0
Direction Portefeuille Etranger	1	0	1
UGFP	1	0	1
UMN	0	0	0
UST	11	1	12
Total 21/Direction/Unité	102	1	103

Source : Source : BRH/Direction administrative/SRH

XIII.- GESTION DU PARC IMMOBILIER DE LA BRH EN 2011

L'ensemble des projets exécutés par la BRH au cours de l'exercice 2010-2011 fait ressortir un montant global de 151,6 MG. Ce montant représente des dépenses de réparations, d'aménagement de nouveaux espaces et est réparti comme suit :

RÉHABILITATION GUICHETS

Dans le but de rendre plus agréable l'espace d'accueil de la clientèle, la construction d'une salle technique, abritant les appareils de climatisation du local des guichets de la rue Pavée a été envisagée. Dans un souci d'esthétique, les climatiseurs installés le long du mur intérieur de la salle d'accueil sont recouverts de bois précieux. De nouveaux serpentins ont été placés pour le contrôle des files des clients aux guichets. D'un autre côté, des travaux d'huisserie métallique ont permis de délimiter l'espace bureau à l'arrière des guichets. Le coût pour l'exercice, incluant l'achat de mobiliers est de 3,6 MG.

CONSTRUCTION GUÉRITE (RUE DES MIRACLES)

En vue de permettre aux agents de sécurité de rester en poste, même en temps de pluie, une guérite a été construite au bas de la rue des miracles. Cette construction au coin des rues du Quai et des Miracles contribue à améliorer la sécurité à l'entrée et à la sortie de certains employés qui l'utilisent comme aire de stationnement. Les dépenses sont de 0,085 MG.

ERECTION CLÔTURE

Une clôture provisoire a été érigée à l'espace qui logeait l'ancien bâtiment de l'ÉD'H, à l'angle des Rues pavée et du magasin de l'État, servant actuellement de parking temporaire pour les employés. Le coût de cet aménagement s'élève à 0,28 MG.

TRAVAUX SUR DIVERS SITES AUTOUR DE LA BRH

Le site M&S a été l'objet d'un ensemble de travaux d'aménagement et le coût des travaux pour l'exercice s'élève à 6,7 MG. Des dépenses de l'ordre de 0,12 MG ont été consenties, en vue du réaménagement de l'espace logeant les groupes électrogènes. Aussi, la BRH a procédé à une réallocation de l'antenne parabolique (coût : 0,34 MG).

OPÉRATIONS D'ENTRETIEN DU PARC IMMOBILIER DE LA BRH

Diverses interventions ont été effectuées au nouveau bâtiment, notamment en termes d'aménagement entrepris au niveau de certaines Directions et de l'entretien dudit bâtiment. Globalement, le coût de ces opérations s'élève à 8,53 MG. Au cours de l'exercice, la BRH a aussi entrepris d'agrandir le Service Retrait et de relocaliser le Service des comptes courants qui, depuis le séisme de 2010, se logeait à la salle du Musée numismatique au rez-de-chaussée (coût de cette opération: 0,9 MG). Des débours de 2,6 MG ont été consentis, en vue de la réparation de la toiture du Centre de Technologie de boutillier qui a été récemment, sérieusement endommagé. Le coût de exécution des requêtes relatives aux guichets externes s'élève à 0,5 MG environ. Le coût en entretien de la succursale du Cap pour l'exercice 2010-2011 s'évalue à près de 0,3 MG.

CENTRE DE CONVENTIONS ET DE DOCUMENTATION

Ce projet dénommé Annexe #1 de la BRH est à sa phase d'exécution. Les firmes retenues pour l'exécution et la supervision des travaux répondent au nom de Constructora Mar et le groupe IBI/DAA. Ce bâtiment abritera un musée de la monnaie, une cafétéria, des salles de réunion et de conférence, une bibliothèque et des bureaux administratifs. La durée maximale de réalisation des travaux s'étend sur une période d'environ deux (2) ans. Les coûts encourus pour l'exercice fiscal 2011 se chiffrent approximativement à 127. 73 MG.

Ce projet dénommé Annexe #1 de la BRH est à sa phase d'exécution. Les firmes retenues pour l'exécution et la supervision des travaux répondent au nom de Constructora Mar et le groupe IBI/DAA. Ce bâtiment abritera un musée de la monnaie, une cafétéria, des salles de réunion et de conférence, une bibliothèque et des bureaux administratifs. La durée maximale de réalisation des travaux s'étend sur une période d'environ deux (2) ans. Les coûts encourus pour l'exercice fiscal 2011 se chiffrent approximativement à 127,73 MG.

Tableau 68.- Récapitulation des Dépenses relatives à la gestion des bâtiments pour l'exercice 2010-2011

Projet	Montant (MG)
Réhabilitation guichets (à capitaliser)	3.56
Construction guérite (à capitaliser)	0.08
Erection clôture (à capitaliser)	0.28
Travaux espace M&S (à capitaliser)	6.74
Travaux zone groupes électrogènes	0.12
Relocalisation antenne parabolique	0.34
Interventions nouveau bâtiment	8.53
Aménagement Comptes Courants (à capitaliser)	0.66
Agrandissement Retrait (à capitaliser)	0.21
Centre de Technologie (à capitaliser)	2.56
Guichets externes	0.49
Centre de Conventions	127.73
Succursale Cap-Haïtien	0.26
TOTAL	151.56

Source : BRH/Unité de Gestion des Bâtiments

ETATS FINANCIERS
&
ANNEXE JURIDIQUE

FIRME TURNIER
60, Rue Mérisier
Delmas 48, Port-au-Prince
République d'Haïti

ERNST & YOUNG (RACINE)
22, Rue Ramez Bourgi
BP 545 - Dakar
République du Sénégal

Banque de la République d'Haïti
(BRH)

Rapport d'audit sur les états financiers

Exercice clos le 30 septembre 2011

FIRME TURNIER
60, Rue Mérisier
Delmas 48, Port-au-Prince
République d'Haïti

ERNST & YOUNG (RACINE)
22, Rue Ramez Bourgi
BP 545 - Dakar
République du Sénégal

Banque de la République d'Haïti (BRH)

Rapport d'audit sur les états financiers

Exercice clos le 30 septembre 2011

Madame, Messieurs les Administrateurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de la Banque de la République d'Haïti (BRH) pour l'exercice clos le 30 septembre 2011.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joint de la BRH comprenant le bilan au 30 septembre 2011, ainsi que le compte de pertes et profits, l'état de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et les notes annexes (ci-après désignés « les états financiers »). Ces états financiers ont été établis par le Management conformément aux principes et méthodes comptables édictés par la BRH qui sont décrits dans les notes annexes.

Responsabilité du Management dans l'établissement et la présentation des états financiers

Le Management de la BRH est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par la BRH, ainsi que d'un contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultant d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles que définies par l'International Federation of Accountants (IFAC), à l'exception des limitations (1) à (4) décrites ci-après. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à cette évaluation du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Management, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

Justification de l'opinion avec réserves

(1) Participation TELECO

La quote-part de la BRH dans les résultats annuels enregistrés par la TELECO s'élève à un montant cumulé de G.1 900 millions au 30 septembre 2011. Ce montant a été déterminé sur la base d'états financiers non audités de la TELECO. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la correcte évaluation du placement TELECO comptabilisé dans les livres de la BRH.

(2) Non assistance à l'inventaire physique des encaisses

Nous n'avons pas assisté à l'inventaire physique des encaisses au 30 septembre 2011 du fait que notre désignation comme auditeur est intervenue le 9 mars 2012. Compte tenu du délai entre la date de clôture et la date de notre intervention, nous n'avons pas été en mesure de mettre en œuvre des procédures alternatives adéquates.

(3) Immobilisations corporelles

Lors de nos travaux de validation, nous n'avons pas pu nous assurer de la réalité et de la correcte évaluation de certaines immobilisations de la BRH, dont la valeur nette comptable s'établit à G.180 millions au 30 septembre 2011. En effet, ces immobilisations autres que des immeubles n'ont pas fait l'objet d'un inventaire physique depuis plus de cinq (5) ans et nous n'avons pas pu mettre en œuvre des procédures alternatives.

(4) Fonds de pension BRH

Le compte « 496400 Fonds de pension BRH » présente un solde créditeur de G.539 millions au 30 septembre 2011. Ce solde comprend un approvisionnement de G.500 millions décidé par le Conseil d'Administration au mois d'août 2011, « *en attendant une nouvelle évaluation actuarielle pour déterminer de façon définitive les obligations de la BRH envers le fonds* ». Selon les informations recueillies cette étude actuarielle est en cours.

Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur les éventuels ajustements qu'il aurait fallu comptabiliser au 30 septembre 2011, pour déterminer le montant exact de la dette envers le personnel au titre de ce fonds.

Opinion avec réserves

A notre avis, à l'exception de l'incidence éventuelle des points évoqués au paragraphe « Justification de l'opinion avec réserves » ci-dessus, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de la BRH au 30 septembre 2011, de son patrimoine, de ses résultats et de la variation de la situation financière pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans les notes annexes.

FIRME TURNIER

Antoine Lionel TURNIER
Associé

ERNST & YOUNG (RACINE)

Makha SY
Associé

Le 1er août 2012

Sommaire

Rapport d'audit sur les états financiers	1-4
Etats financiers au 30 septembre 2011	6-69
Bilan	6
Compte de pertes et profits	7
Etat de variation des capitaux propres	8
Tableau des flux de trésorerie	9
Notes annexes aux états financiers	10
1. Règles et méthodes comptables de la BRH	10-22
2. Informations sur le bilan	23-63
3. Informations sur le compte de pertes et profits	64-67
4. Divers	68-69

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Etats financiers au 30 septembre 2011

Bilan

(En milliers de Gourdes)

	Notes	30/09/2011	30/09/2010	Variation Valeur	Variation %
ACTIF					
Avoirs en or	4	86 580	68 256	18 324	27%
Avoirs sur le Fonds Monétaire International	5	4 398 933	4 286 169	112 764	3%
Avoirs en monnaies étrangères	6	77 282 113	67 263 572	10 018 541	15%
Participations dans les organismes internationaux	7	2 225 266	2 088 295	136 971	7%
Placements locaux	8	275 000	275 000	-	0%
Prêts et avances au gouvernement et aux collectivités	9	40 186 920	40 381 281	(194 361)	1%
Prêts et avances aux particuliers et aux autres institutions	10	2 015 350	1 851 033	164 317	9%
Prêts et avances aux institutions financières monétaires et non monétaires	11	103 811	223 268	(119 457)	(54)%
Immobilisations	12	3 967 236	3 859 872	107 364	3%
Autres actifs	13	1 495 067	1 790 345	(295 278)	16%
TOTAL		**132 036 276**	**122 087 091**	**9 949 185**	**8%**
PASSIF					
Billets et monnaies en circulation	14	21 328 131	19 655 928	1 672 203	9%
Comptes d'engagements	15	85 781 159	79 821 688	5 959 471	7%
Engagements envers le FMI	16	5 182 418	4 553 345	629 073	14%
Contributions et engagements de l'Etat haïtien sur participation au capital des organismes financiers internationaux	17	2 970 735	2 814 795	155 940	6%
Autres passifs	18	14 243 148	11 859 338	2 383 810	20%
Provisions pour risques et charges		195 787	0	195 787	100%
Réserves de réévaluation de change	19	4 171 602	3 974 218	197 384	5%
Réserves générales	20	(1 523 956)	68 188	(1 592 144)	(2 335%)
Allocations DTS	21	874 280	852 178	22 102	3%
Réserve de réévaluation de l'or	22	116 007	97 684	18 323	19%
Réserve allocation spéciale retraite	23	97 629	44 646	52 983	119%
Capital et réserves	24	1 256 282	1 256 282	0	0%
Résultat des exercices antérieurs	25	(2 911 937)	(3 058 711)	146 774	5%
Résultat		254 991	147 512	107 479	73%
TOTAL		**132 036 276**	**122 087 091**	**9 949 185**	**8%**

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Comptes de pertes et profits

(En milliers de Gourdes)

	Notes	30/09/2011	30/09/2010	Variation Valeur	Variation %
Produits des opérations avec l'étranger: Intérêts		1 813 929	1 340 928	473 001	35%
Produits des placements, prêts et avances à l'État Haïtien		1 099 899	1 099 883	16	0%
Produits des opérations de crédit		86 944	148 119	(61 175)	-41%
Intérêts débiteurs payés sur bons BRH		64 701	219 201	(154 500)	-71%
Autres dépenses d'intérêts		-	26 484	(26 484)	-100%
Résultat net d'intérêts	26	2 936 071	2 343 245	592 826	25%
Dividendes		4 224	2 771	1 453	52%
Gains sur ventes des valeurs mobilières		152 143	-	152 143	100%
Pertes sur ventes des valeurs mobilières		147985	327 335	(179 350)	-55%
Résultat sur ventes de valeurs mobilières	27	4 158	-327 335	331 493	-101%
Produit net bancaire		2 944 453	2 018 681	925 772	46%
Autres produits	28	162 288	174 807	(12 519)	7%
Gain extraordinaire		42 150	82 081	(39 931)	49%
Résultat opérationnel		3 148 891	2 275 569	873 322	38%
Entretien de la circulation fiduciaire		291 960	302 733	(10 773)	-4%
Rémunérations et charges sociales		1 884 116	1 082 434	801 682	74%
Dépenses administratives		299 844	236 810	63 034	27%
Dotation aux amortissements		135 920	137 657	(1 737)	-1%
Dépenses relatives à la gestion des actifs		44 255	42 148	2 107	5%
Dons		29 956	15 867	14 089	89%
Autres dépenses		1 151	82 513	(81 362)	-99%
Pertes nettes dues au séisme			121 000	(121 000)	-100%
Dotations pour pertes de valeur sur prêts		10 911	106 895	(95 984)	-90%
Dotations pour risques et charges		195 787	-	195 787	100%
Charges d'exploitation générale	29	2 893 900	2 128 057	765 843	36%
Revenu net de l'exercice		254 991	147 512	107 479	73%

© 2012 FIRME TURNER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Etat de variation des capitaux propres

(En milliers de Gourdes)

	Capital	Réserves légales	Réserves spéciales	Réserve pour réévaluation d'immeubles	Total capitaux propres
Solde au 30/09/2010	50 000	74 454	412 825	719 003	1 256 282
Affectations	-	-	-	-	-
Prélèvements	-	-	-	-	-
Réévaluation	-	-	-	-	-
Solde au 30/09/2011	**50 000**	**74 454**	**412 825**	**719 003**	**1 256 282**

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Tableau des flux de trésorerie

(En milliers de Gourdes)

	2011	2010
Activités d'exploitation		
Revenu net de l'exercice	254 991	147 512
Eléments de conciliation du revenu net aux liquidités résultant des activités d'exploitation		
Dotations aux amortissements	135 920	137 655
Perte sur dispositions d'immobilisations	-	14 652
Provisions pour pertes de valeur sur prêts	60 754	102 362
Effet de change suite a la réévaluation de la participation des organismes financiers internationaux	(58 445)	(65 440)
Changements dans les éléments d'actif et de passif résultant des activités d'exploitation		
Augmentations des prêts et avances, net	(1 035 116)	(6 019 112)
Billets en monnaies en circulation	1 721 595	3 992 205
Engagements en devises	5 188 591	14 088 186
Contributions et engagements envers les organismes financiers internationaux	922 085	(7 283 772)
Engagements envers les banques créatrices de monnaie	(2 081 556)	5 394 974
Dépôts du Gouvernement Central	5 155 519	7 418 285
Engagements envers les autres institutions	(1 482 740)	2 257 809
Changements dans les autres éléments d'actif, de passif et de réserves	2 780 722	10 820 896
Liquidités provenant des activités d'exploitation	**11 562 320**	**31 006 212**
Activités d'investissement		
Augmentation des placements étrangers	(19 871 934)	(6 071 449)
(Augmentation) diminution des placements locaux	275 000	
Acquisitions d'immobilisations nettes	(238 058)	(21 156)
Remboursement d'assurance	17 696	82 081
Liquidités utilisées dans des activités d'investissement	**(19 817 296)**	**(6 010 524)**
Augmentation (Diminution) nette des liquidités	(8 254 974)	24 995 688
Liquidités au début de l'exercice	32 752 610	7 756 922
Avoirs en devises à la fin de l'exercice	**24 497 636**	**32 752 610**

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Notes annexes aux états financiers

Règles et méthodes comptables de la BRH

Note 1 - Cadre juridique et activités

La Banque de la République d'Haïti (BRH), dont le Siège est sis à la rue du Quai à Port-au-Prince (Haïti), est un organisme public autonome, constitué par l'Etat Haïtien, par la loi du 17 août 1979, modifié en ses articles 9 et 17 par le décret du 28 mars 1985. Son capital social n'est pas divisé en actions. Il est détenu par l'Etat Haïtien et peut être augmenté selon les besoins de l'institution.

La loi du 17 août 1979 portant création de la BRH stipule en son article 6 que celle-ci est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

La BRH est une Banque Centrale et, à ce titre, a pour objet de :

- promouvoir dans le domaine de la monnaie, du crédit et des changes, les conditions les plus favorables au développement de l'économie nationale ;
- encourager le développement et l'utilisation la plus complète et la plus efficace des ressources productives du pays ;
- adapter les moyens de paiement et la politique de crédit aux besoins légitimes de l'économie haïtienne et, en particulier, à la croissance de la production nationale ;
- aider à éviter toutes tendances inflationnistes, spéculatives et déflationnistes qui seraient nuisibles aux intérêts permanents de la nation ;
- conseiller le Gouvernement en matière de politique monétaire, dans le but principal de maintenir, à l'intérieur du pays, la stabilité relative des prix et à l'extérieur, la croissance des échanges ;
- faciliter l'expansion du commerce intérieur et extérieur en vue de contribuer à l'instauration et au maintien d'un niveau élevé de l'emploi et du revenu réel ;
- assurer l'administration et la gestion des réserves de changes, veiller à l'application des dispositions légales et réglementaires relatives aux institutions financières ;

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

- contrôler et orienter la circulation et la distribution du crédit ;
- émettre des billets de banque, frapper des pièces métalliques et créer de la monnaie scripturale ;
- exercer toutes les activités de banquier de l'Etat, d'agent financier et fiscal pour toutes ses opérations de caisse et de crédit.

La BRH utilise divers instruments dans la mise en œuvre de la politique monétaire, dont l'objectif fondamental demeure la stabilité des prix. Son principal canal de gestion monétaire est, depuis 1996, la vente aux banques de la place des bons qu'elle émet.

La BRH mène des négociations avec le Ministère de l'Economie et des Finances en ce qui a trait au niveau et aux conditions de financement du déficit budgétaire. Ces ententes se matérialisent, en général, par des accords signés entre le Gouverneur de la BRH et le Ministre de l'Economie et des Finances.

Au plan de la réglementation et de la supervision bancaires, la BRH, conformément aux articles 29 à 32 de sa loi organique et à l'article 43 du décret du 14 novembre 1980 réglementant le fonctionnement des banques, a le pouvoir d'inspecter celles-ci et de les soumettre à un régime de normes prudentielles.

En sa qualité de banquier de l'Etat (article 37 de la loi organique), la BRH tient le compte courant de toutes les institutions et collectivités publiques. Elle se charge de la collecte des recettes de l'Etat et encaisse directement pour le compte de celui-ci les taxes internes et les droits de douane. Elle fait aussi fonction de gardienne des titres appartenant à ces entités (article 38 de la loi organique).

Pour l'exécution de ces opérations, la BRH est organisée en un réseau comportant un Siège et une succursale au Cap-Haïtien. La BRH s'est orientée vers une organisation interne destinée à faciliter la mise en œuvre de sa stratégie de modernisation.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 2 – Principes et méthodes comptables

2.1 - Référentiel comptable en vigueur au 30 septembre 2011

Les états financiers de la Banque de la République d'Haïti ont été élaborés conformément aux dispositions de la loi organique du 17 août 1979 et suivant la méthode de comptabilité d'exercice. Ils sont libellés en Gourde qui est la monnaie nationale Haïtienne.

2.2 - Exercice

La durée de l'exercice est de douze mois. L'exercice débute le 1er octobre et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

2.3 - Principes comptables

Les principes comptables suivants sont appliqués :

- comptabilité d'engagement,
- intelligibilité,
- pertinence,
- fiabilité,
- comparabilité.

2.4 - Méthode d'évaluation

Les états financiers sont préparés sur la base de la valeur de marché pour l'or, des titres et des éléments d'actif et de passif libellés en devises inscrits au bilan, ainsi que du coût historique pour les autres rubriques

2.5 - Estimations et jugements

Lors de la préparation de ces états financiers, la Direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui affectent l'application des normes comptables et les montants des éléments d'actif et de passif déclarés et la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers ainsi que les résultats de l'exercice. Les résultats actuels peuvent être différents de ces estimations.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Les estimations comptables et hypothèses sont revues périodiquement. L'effet de révisions d'estimations comptables est imputé à l'exercice au cours duquel ces révisions ont lieu ainsi qu'aux exercices futurs affectés.

La Direction établit une provision pour pertes de valeur sur prêts en fin d'exercice qui représente une estimation de la perte de valeur réelle sur le portefeuille de prêts à cette date. Cette provision est établie en prenant en considération les éléments probants spécifiques tels que les arriérés de remboursement, la valeur des garanties, les possibilités de recouvrement futur, et la situation économique de l'emprunteur qui ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés d'un prêt spécifique ou d'un groupe de prêts avec un risque similaire.

2.6 - Effets des transactions et évènements

Les effets des transactions et autres évènements sont pris en compte dès que ces transactions et évènements se produisent.

Par ailleurs, en raison du découpage de l'activité en exercices comptables, les transactions et autres événements sont rattachés à l'exercice qu'ils concernent effectivement et à celui-ci seulement. Dans ce cadre, les produits sont comptabilisés dès qu'ils sont acquis et les charges au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

2.7 - Opérations en devises

Les transactions en devises étrangères sont initialement comptabilisées aux cours de change en vigueur à la date de transaction. En fin de mois, les actifs et passifs en monnaies étrangères sont convertis au cours de change en vigueur en fin de période. Les gains ou pertes de change, qui en découlent, sont enregistrés dans un compte de réserve « Réserve de réévaluation de change », conformément à l'article 56 de la loi organique.

2.8 - Impôts et taxes

Conformément à l'article 63 de la loi organique, la BRH est exonérée du paiement des droits et taxes de l'Etat ou des communes à l'occasion de toutes opérations qui lui sont propres. De même, elle bénéfice de l'exemption des droits à l'occasion de ses importations y compris matériels, équipements, lubrifiants, carburants.

2.9 - Avoirs en or

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

L'or est valorisé au cours en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes résultant de cette valorisation sont inscrits à la réserve de réévaluation. Le stock d'or n'est pas porteur d'intérêts. L'avoir en or fait partie des réserves nettes de change en accord avec l'article 52 de la loi organique de la BRH.

2.10 - Avoirs sur le FMI, engagements envers le FMI

La BRH est l'agent fiscal de l'Etat Haïtien auprès du Fonds Monétaire International (FMI). Elle est en même temps le dépositaire des Gourdes détenus par le FMI. En vertu de la loi du 19 septembre 1952, la Banque représente le Gouvernement Haïtien en toute négociation ou transactions avec le Fonds. Toutes les transactions entre le Gouvernement et le Fonds sont inscrites dans les livres de la BRH.

Les différences résultant des opérations de la BRH avec le Fonds sont supportées par le Gouvernement Haïtien et sont comptabilisées au bilan dans le compte «Avance différence de change FMI ».

Les opérations avec le FMI sont libellées dans la monnaie du FMI, à savoir le Droit de Tirage Spécial (DTS).

Les opérations et transactions de l'Etat Haïtien avec le FMI concernent le compte de Droit de Tirage Spécial (DTS), le compte de ressources générales et les comptes administrés.

La position de réserve au FMI est la différence entre les quotes-parts de l'Etat et sa souscription en monnaie nationale, compte non tenu des tirages au titre des ressources générales (avoirs exclus ou recours aux crédits du FMI).

Les DTS détenus sont des avoirs à vue de la BRH sur le FMI.

Les avoirs du FMI en monnaie nationale (comptes FMI n° 1, FMI n° 2 et FMI compte titres) font l'objet d'une réévaluation mensuelle sur la base du cours en vigueur et le 30 avril de chaque année, sur la base du cours représentatif du DTS communiqué par le FMI. Les gains et pertes de réévaluation sont inscrits au compte « Avances différence de change FMI » ;

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Les tirages effectués par l'Etat auprès du FMI sont reçus et enregistrés dans les comptes dépôt à vue de la BRH à la Federal Reserve Bank en dollars, d'une part, et dans les comptes d'engagements envers le FMI en DTS, d'autre part. Au moment des tirages, les différences entre les montants versés à l'Etat et la dette vis-à-vis du FMI, sont portées directement au compte « Avance Différence de change FMI ».

Les DTS détenus sont des avoirs à vue de la BRH sur le FMI.

Les avoirs du FMI en monnaie nationale (comptes FMI n° 1, FMI n° 2 et FMI compte titres) font l'objet d'une réévaluation annuelle, le 30 avril de chaque année, sur la base du cours représentatif du DTS communiqué par le FMI. Les gains et pertes de réévaluation sont inscrits dans le compte « Avance Différence de change FMI » au bilan.

A la clôture de chaque période mensuelle, les avoirs du FMI en DTS sont réévalués sur la base du cours du DTS/Gourdes de fin de mois.

Les DTS détenus, les tirages sur les comptes administrés et les allocations de DTS sont convertis en Gourdes sur la base du cours de change en vigueur lors des transactions. Les différences résultant de réévaluations périodiques sont portées au compte « Avance différence de change FMI ».

2.11 - Participations, contributions et engagements dans les autres organismes financiers internationaux

Conformément à l'article 2, alinéa 10, et l'article 61, alinéa 2 de la loi du 17 août 1979, la BRH enregistre dans ses livres les participations de la République d'Haïti dans les différents organismes internationaux. Le Gouvernement Haïtien a souscrit au capital de différents organismes financiers internationaux. Les montants payés à titre de capital sont reflétés comme des contributions, et les montants non encore versés sont reflétés comme des engagements. Ces transactions sont gérées par la BRH à titre de fiduciaire et sont réévaluées aux taux de change de la fin de l'exercice. L'effet de change résultant de la réévaluation des actifs et passifs de l'État Haïtien est enregistré au bilan dans le compte « Réserves de réévaluation de change ».

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

2.12 - Placement à la Télécommunication d'Haïti (TELECO)

La BRH détient 97% des actions de la TELECO et le Gouverneur de la BRH est le président du Conseil d'Administration de cette institution. Les titres de participation détenus sur la TELECO ont été initialement comptabilisés à leur coût d'acquisition. La valeur comptable de ces titres est ajustée en y incluant la quote-part de la BRH dans les résultats annuels enregistrés par la TELECO. Depuis 2001, en l'absence d'états financiers audités de la TELECO, la valeur comptable du placement à la TELECO n'a pas connu d'évolution.

2.13 - Avoirs en monnaies étrangères

Les réserves de change de la BRH sont investies en comptes à vue, en comptes à terme et dans des actifs obligataires.

2.13.1 - Portefeuille - titres

Dans le cadre de la stratégie globale de gestion de son portefeuille, la BRH détient des valeurs mobilières de placement. La BRH a choisi un système de gestion par administrateurs externes de portefeuille (gestion déléguée). Les gérants de portefeuille peuvent bénéficier de pouvoirs discrétionnaires ou peuvent être sujets à des limitations strictes, concernant la sélection des placements.

Ces placements sont disponibles à la vente.

- ***Actifs financiers disponibles à la vente***

Ce sont des actifs financiers détenus dans le but d'avoir des liquidités disponibles. Ils sont enregistrés initialement en comptabilité à leur coût d'acquisition, coupons courus et frais d'acquisition inclus, et sont évalués ultérieurement à leur juste valeur. La variation de juste valeur est constatée directement en capitaux propres dans le compte « Réserve de réévaluation de change ».

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

2.14 – Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités

Les crédits à l'Etat Haïtien représentent un financement au Secteur Public ainsi que les prêts et avances en comptes courants au Gouvernement, aux collectivités locales et aux entreprises publiques. Ils sont évalués au coût. La BRH n'enregistre pas de perte de valeur sur les crédits à l'Etat Haïtien et aux entreprises publiques à moins de désaccords spécifiques. Les revenus d'intérêts sur ces prêts, avances et placements sont comptabilisés sur une base d'exercice.

2.15 - Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, avec possibilité de réévaluation.

Les réévaluations sont effectuées par des experts en évaluation.

L'écart de réévaluation est imputé aux capitaux propres sous une rubrique séparée en contrepartie des comptes d'immobilisations.

Suite au séisme du 12 janvier 2010, les pertes sur les immeubles de la Banque qui ont subi des dommages ont été évaluées et enregistrées dans les livres de la BRH.

A l'exception des terrains, des constructions en cours, les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée estimative de leur vie utile.

Les durées de vie retenues sont les suivantes :

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Immobilisations	Durées de vie utile (en mois)
Terrains	Non amortissable
Bâtisses	240
Mobilier et matériel de bureau	60
Matériel informatique	60
Logiciel informatique	12
Matériel roulant	48
Equipements	60
Installations	60
Aménagements, Extensions, Agrandissements	60

Les immobilisations entièrement amorties demeurent inscrites au bilan dans un compte distinct « Biens totalement amortis » aussi longtemps qu'elles subsistent. Les immobilisations figurent au bilan à leurs valeurs nettes.

2.16 - Stocks de billets neufs en transit

A l'achat, les signes monétaires sont comptabilisés en engagements hors bilan au prix d'achat, auquel viennent s'ajouter les frais de transport.

A l'émission, les quantités de signes monétaires émises sont valorisées selon la méthode FIFO et comptabilisées au bilan. A la clôture de l'exercice, les billets et monnaies non émis sont traités comme des stocks. Ils font l'objet d'un inventaire physique et sont valorisés selon la méthode FIFO.

2.17 - Billets et monnaies en circulation

Les billets et pièces de monnaie en circulation sont analysés comme des dettes envers les détenteurs. Ils sont inscrits au bilan à leur valeur faciale ou valeur nominale.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

2.18 - Comptes d'engagements

Les comptes à vue (dettes à vue) et les dépôts auprès de la BRH sont inscrits au bilan à leur valeur nominale et ne sont pas rémunérés.

2.19 - Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée lorsque la BRH a une obligation réglementaire, implicite ou juridique qui résulte d'un événement passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Conformément au principe de prudence, des provisions sont aussi constituées pour tous les risques potentiels liés à certains comptes d'actif (actifs non performants).

2.20 – Fonds de retraite et prime de séparation

La dépense annuelle pour le fond de retraite et primes de séparation est établie en fonction d'un taux de contribution fixé par la Direction.

2.21 - Reserve de réévaluation de change

L'article 56 de la loi organique de la BRH précise que les gains et les pertes, qui résultent de la réévaluation des avoirs et des engagements de la BRH détenus en devises ou en or, doivent être comptabilisés à un compte dénommé "Réserve de réévaluation" présenté au bilan au niveau du capital et réserves.

2.22 - Réserve pour réévaluation d'immeubles

La réserve de réévaluation d'immeubles. Le solde de ce poste sera viré à la réserve spéciale quand les immeubles seront comptabilisés. Toute moins-value résultant de la réévaluation est enregistrée directement comme une dépense à l'état des résultats à moins qu'elle ne soit relative à une plus-value existante pour un même immeuble déjà réévalué. Le cas échéant, cette moins-value sera affectée préalablement au poste de réserve de réévaluation-terrains et immeubles.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

2.23 – Réserves générales

Ce poste enregistre les pertes et gains latents qui résultent des réévaluations périodiques du portefeuille de titres de la BRH.

2.24 - Distribution des profits nets

Selon l'article 59 de la loi régissant la BRH, les résultats nets doivent être distribués de la manière suivante : 25 % au Trésor Public, 10 % à la réserve légale et le solde à des réserves spéciales destinées aux fins d'investissements, de placements, d'agrandissement et autres, tel que fixé par le Conseil d'Administration. En 2010 et 2009, le Conseil d'Administration a convenu avec le Ministère de l'Economie et des Finances de ne pas effectuer de distribution à l'Etat en vue d'éponger les pertes antérieures et de constituer les réserves nécessaires à la recapitalisation de la BRH, tel que prévu dans le cadre d'accords avec les partenaires internationaux.

2.25 - Gestion des risques

La BRH est exposée à des risques variés qui sont les suivants :

- *Risque de marché* : risque de perte due aux changements dans les prix et aux taux de marché (cours de l'or, cours de change et taux d'intérêt) ;

- *Risque de contrepartie* : risque de perte due à l'incapacité des contreparties de la Banque de faire face à leurs obligations financières ;

- *Risque opérationnel* : risque de perte résultant de l'inadaptation ou de la défaillance des procédures, des personnes, des systèmes internes ou d'évènements extérieurs.

La gestion des risques est centrée sur le caractère imprévisible de l'environnement financier et a pour objet d'en minimiser les conséquences négatives potentielles sur les performances de la BRH.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

2.26 - Reconnaissance des produits et des charges

La reconnaissance des produits et des charges est effectuée selon les règles suivantes :

- les produits et les charges sont pris en compte au cours de l'exercice pendant lequel ils sont réalisés, acquis ou dus ;

- les produits et les charges en monnaies étrangères sont convertis au cours de change de la date de transaction ;

- les plus-values et moins-values latentes sur les instruments financiers liées aux taux d'intérêt et aux prix du marché, sont comptabilisées au bilan dans le compte « Réserves générales » ;

- les écarts de conversion sur les devises étrangères sont comptabilisés au bilan dans le compte « Réserves de réévaluation de change ».

2.27 - Evénements postérieurs à la date de clôture

Les événements significatifs ayant un lien prépondérant et direct avec une situation qui existait à la date de clôture des comptes, donnent lieu à un ajustement des montants comptabilisés dans les états financiers. A cet égard, les actifs et les passifs font l'objet d'un ajustement pour tenir compte d'évènements significatifs survenus entre la date de clôture et la date d'approbation des états financiers. Ceux concernant des situations apparues postérieurement à la date de clôture, sont mentionnés dans les notes annexes, avec une estimation de leur incidence financière.

2.28 - Changement de méthodes, d'estimations comptables

Aucun changement de méthode ou d'estimation comptables n'est intervenu en 2011.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 3 - Cours des monnaies étrangères et prix de l'Or

Monnaies étrangères et or	30/09/2011 (en Gourdes)	30/09/2010 (en Gourdes)	Variation (en %)
1 Dollar des Etats-Unis (USD)	40,8742	39,9405	2,34%
1 Euro (EUR)	54,7224	54,4509	0,50%
1 Droit de Tirage Spécial (DTS)	0,01566658	0,01608881	-2,62%
1 Once d'or	66 396	68 256	-2,73%

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Informations sur le bilan

Bilan - Actif

Note 4 - Avoirs en or

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011		30/09/2010		Variation
	En onces	En milliers de gourdes	En onces	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
Or en dépôt à la Fédéral Reserve Bank	1 308	86 580	1 308	68 256	18 324
Total	1 308	86 580	1 308	68 256	18 324

Cette rubrique enregistre les avoirs en or détenus par la BRH, à la Federal Reserve Bank of New York. Le stock d'or est réévalué mensuellement sur la base du cours de l'once d'or affiché sur le site Bloomberg. L'écart entre la valeur réévaluée du stock d'or et sa valeur comptable est enregistré au compte « 533000 Réserve de réévaluation or », au passif du bilan.

Aucune transaction n'a été effectuée au cours de l'exercice 2011. L'évolution du solde par rapport à l'exercice précédent résulte de l'appréciation du cours de réévaluation de l'once d'or qui est passé de G.52 202 au 30 septembre 2010 à G.66 216 au 30 septembre 2011.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 5 - Avoirs sur le Fonds Monétaire International (FMI)

La rubrique « Avoirs sur le Fonds Monétaire International » comprend la position de réserve et les avoirs en DTS et se détaille comme suit :

	30/09/2011		30/09/2010		Variation
	En DTS	En milliers de gourdes	En DTS	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
Position de réserve	68 047	4 343	68 047	4 229	114
Avoirs en Droits de Tirages Spéciaux	68 848 342	4 394 590	68 891 318	4 281 940	112 650
Total	**68 916 389**	**4 398 933**	**68 959 365**	**4 286 169**	**112 764**

- ***Position de réserve***

Constitué en 1945, le FMI a été investi par ses textes fondateurs de la mission statutaire de restaurer la stabilité du système monétaire international. Les opérations de l'Etat Haïtien avec le FMI (le Fonds) sont régies par l'article VIII des statuts du FMI.

Les souscriptions des pays membres constituent l'origine normale des ressources du Fonds. A chaque pays est assignée une quote-part. Les quotes-parts souscrites sont libérées en devises par les Etats membres à concurrence de 25 %, et en monnaie nationale à concurrence de 75 %.

La position de réserve d'un pays auprès du FMI est égale à la différence entre sa quote-part et la souscription versée en monnaie nationale.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

La position de réserve de la république d'Haïti auprès du FMI s'analyse comme suit :

	30/09/2011		30/09/2010		Variation
	En DTS	En milliers de gourdes	En DTS	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
Quota FMI	81 900 000	5 227 676	81 900 000	5 090 494	137 182
FMI, compte n° 1	(36 290 445)	(2 316 419)	(36 290 445)	(2 255 633)	(60 786)
FMI, compte titres	(45 541 508)	(2 906 914)	(45 541 508)	(2 830 632)	(76 282)
Total	68 047	4 343	68 047	4 229	114

- ***Quota FMI***

Le quota FMI correspond à la quote-part exprimée en DTS et attribuée à l'Etat Haïtien dans le cadre de sa souscription lors de son admission au Fonds. Il représente un actif la République d'Haïti. Comme sur les exercices précédents, le quota FMI est resté stable en l'absence de décision par le Conseil d'Administration du FMI d'une augmentation de la quote-part de l'Etat Haïtien.

- ***Compte FMI n° 1 et compte de titres***

Le compte FMI n° 1 et le compte de titres correspondent à la quote-part réglée en monnaie nationale ou sous forme de titres par l'Etat Haïtien. En qualité de dépositaire, la BRH tient ces comptes enregistrant les avoirs du FMI en Gourdes. Ces comptes constituent des engagements de la BRH vis-à-vis du Fonds.

Au 30 septembre 2011, le compte FMI n° 1 et le compte de titres présentent respectivement des soldes créditeurs de G.2.316 millions et G.2.907 millions. En l'absence d'évolution des soldes en DTS de ces comptes, les variations respectives constatées de G.60 millions et G.76 millions, résultent exclusivement de l'appréciation du cours du DTS qui est passé de G.62,155 au 30 septembre 2010 à G.63,83 au 30 septembre 2011.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

- *Avoirs en droits de tirages spéciaux*

Les DTS détenus ont évolué ainsi qu'il suit :

	En DTS
Solde au 30/09/2010	68 891 318
Acquisitions	-
Cessions	-
Rémunérations perçues	291 329
Commissions payées	(334 305)
Solde au 30/09/2011	68 848 342

Les rémunérations perçues correspondent aux intérêts payés par le FMI sur les avoirs en DTS. Les commissions payées correspondent essentiellement aux intérêts versés au FMI et calculés sur la base du stock de DTS alloués à l'Etat Haïtien.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 6 – Avoirs en monnaies étrangères

Cette rubrique comprend l'encaisse, les dépôts à vue et de garantie à l'étranger, les valeurs en transit et les placements en devises étrangères. Elle se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	31/09/2011	31/09/2010	Variation
Billets, pièces de monnaie et chèques	753 705	1 368 845	(615 140)
Avoirs dans les banques non résidentes	23 727 268	31 341 047	(7 613 779)
Valeurs en transit sur l'étranger	10 714	961	9 753
Remises en transit en devises sur le pays	5 527	41 757	(36 230)
Collateral	713 283	519 226	194 057
Placements en devises étrangères	52 071 616	33 991 736	18 079 880
Total	77 282 113	67 263 572	10 018 541

- ***Billets, pièces de monnaie et chèques en USD***

Les billets, pièces de monnaie et chèques en devise, essentiellement en dollars, sont constitués par les encaisses détenues au Siège et au Cap Haïtien. Ces encaisses s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Billets devises guichets	4 374	2 240	2 134
Billets devises non triés	50 723	254 283	(203 560)
Billets devises caveau	632 774	1 073 042	(440 268)
Pièces devises caveau	304	313	(9)
Sous-total Siège	688 175	1 329 878	(641 703)
Billets devises Cap Haïtien	65 530	38 967	26 563
Total	753 705	1 368 845	(615 140)

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

- *Avoirs dans les banques non résidentes*

Les avoirs dans les banques non résidentes sont essentiellement constitués des dépôts à vue et se décomposent comme suit :

Banque	En devises	En milliers de Gourdes
Correspondants USD		
Citibank NY	102 084 722	4 172 631
Federal Reserve	334 367 624	13 667 009
Citibank Collateral	307 075	12 552
Citibank IDA	422 606	17 274
Bladex	461 226	18 852
Bladex collateral	2 689 052	109 913
Correspondant EUR		
Banque de France	104 692 721	5 729 037
Total		23 727 268

- *Collateral*

Ce compte enregistre les dépôts de garantie constitués auprès de la Citibank New-York pour la mise en place de lettre de crédit, sur demande du Ministère de l'Economie et des Finances haïtien.

- *Placements non-résidents*

Les placements non résidents sont constitués par un portefeuille de liquidité, en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille aux Etats-Unis. Ils se décomposent comme suit par gestionnaire :

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011		30/09/2010		Variation
	En USD	En milliers de gourdes	En USD	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
BSAM	-	-	293 091	11 706	(11 706)
FIDELITY INVEST/COLBERT INVEST MANAG	103 653 115	4 236 739	30 321 499	1 211 056	3 025 683
GOLDMAN SACHS ASSET MANAGEMENT	105 777 666	4 323 577	100 000 082	3 994 053	329 524
CITIFX ALPHA LIQUIDITY	43 183 811	1 765 104	-	-	1 765 104
CITIGROUP FUNDING INC.	101 064 583	4 130 934	-	-	4 130 934
MSSB	920 269 076	37 615 262	720 444 669	28 774 921	8 840 341
Total	**1 273 948 251**	**52 071 616**	**851 059 341**	**33 991 736**	**18 079 880**

Le portefeuille de la BRH est essentiellement composé de cash et de titres disponibles à la vente gérés par les gestionnaires de portefeuille pour le compte de la BRH. Ces titres sont détenus dans le but d'avoir des liquidités disponibles. Ils sont enregistrés en comptabilité à leur juste valeur.

Ils sont constitués de bons du Trésor et de bons émis par les Agences Fédérales Américaines, d'obligations municipales et de sociétés.

Au 30 septembre 2011, le portefeuille de la BRH se ventile comme suit par catégorie en USD :

Placements	Coût	Juste valeur
Comptes en marché monétaire (cash)	222 807 028	222 807 028
Titres du Gouvernement et d'Agences Fédérales américaines	274 350 047	277 775 533
Obligations municipales	29 342 660	31 102 248
Obligations de sociétés	786 858 839	742 263 442
Total	**1 313 358 574**	**1 273 948 251**

Note 7 – Participation dans les organismes internationaux

Cette rubrique comprend les participations de l'Etat Haïtien dans le capital des organismes financiers internationaux. Elle s'analyse comme suit au 30 septembre 2011 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	1 634 960	1 599 342	35 618
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	282 672	276 216	6 456
Banque Caribéenne de Développement (BCD)	97 573	95 344	2 229
Association Internationale de Développement (IDA)	41 483	40 536	947
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)	128 345	37 544	90 801
Société Internationale de Financement (IFC)	33 599	32 831	768
Agence de Garantie des Investissements Multilatéraux (MIGA)	6 634	6 482	152
Total	2 225 266	2 088 295	136 971

Ces participations sont souscrites en devises ou en monnaie nationale pour le compte de la République d'Haïti.

Note 8 – Placements locaux

Cette rubrique enregistre exclusivement des avances de fonds accordées à la Banque Nationale de Crédit (BNC) par la République d'Haïti en 2009. Ces avances ont été converties en obligations subordonnées conformément au protocole d'accord signé en date du 29 septembre 2010 entre la BRH et la BNC. Ce protocole fixe la durée des remboursements à 20 ans avec un taux d'intérêt de 1 % l'an.

Sur l'exercice 2011, ces obligations n'ont pas fait l'objet de remboursement par la BNC au titre du capital et des intérêts.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 9 – Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités

Cette rubrique comprend les créances détenues sur l'Etat Haïtien et les intérêts à recevoir. Elle s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Frais différés bons BRH	6 029	7 815	(1 786)
Autres prêts et avances au Gouvernement	40 089 237	40 373 466	(284 229)
Intérêts à recevoir sur prêts et avances au Gouvernement	91 654	-	91 654
Total	**40 186 920**	**40 381 281**	**(194 361)**

- ***Autres prêts et avances au Gouvernement***

Le solde se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	31/12/2011	31/12/2010	Variation
Avances différence de change FMI	1 333 126	1 617 379	(284 253)
Avances à consolider	38 756 111	38 755 745	366
Avances à l'Etat / MEF SONAPI	-	342	(342)
Total	**40 089 237**	**40 373 466**	**(284 229)**

- ***Avances différence de change FMI***

Ce poste est constitué des écarts de changes constatés lors des réévaluations mensuelles des comptes qui enregistrent les opérations avec le FMI et qui sont libellés en DTS.

Conformément à l'article 12 du décret du 1er octobre 1952 autorisant le Gouvernement de la République d'Haïti à devenir membre du Fonds Monétaire International, à la fin de chaque année fiscale, toute différence résultant des opérations avec le FMI est supportée par le Gouvernement Haïtien.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

- *Avances à consolider*

Ce poste enregistre les créances de la BRH sur l'Etat Haïtien, qui ont fait l'objet de consolidation et/ou de protocole d'accord signés entre les deux parties. Il s'analyse comme suit au 30 septembre 2011 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011
Dettes consolidées de l'Etat Haïtien envers la BRH au 30/09/2009 (1)	36 780 637
Dette des institutions publiques envers la TELECO au 31/12/2009 (2)	1 023 479
Billet à ordre du 11 octobre 2007 (2)	951 995
Total	**38 756 111**

(1) Ce montant correspond à hauteur de G.36 780 422 milliers aux créances de la BRH sur l'Etat haïtien qui ont fait l'objet d'une évaluation contradictoire entre les deux parties et d'un rapport de consolidation signé par le Ministère de l'Economie et des Finances et la BRH au 30 septembre 2009. Il se décompose comme suit en milliers de Gourdes :

Description	Montant
Titres du Gouvernement	1 217 102
Déficit cumulé du Trésor au 30/09/2009	28 655 885
Arriérés d'intérêts	12 435
Autres avances	158 444
Avances à consolider 2007-2008	6 736 556
Total	36 780 422

(2) Ces créances ont fait l'objet d'un protocole d'accord tripartite en date du 29 septembre 2010 entre le Ministère de l'Economie et des Finances, la BRH et la TELECO. Les termes de ce protocole prévoient :

- le paiement à la BRH d'une créance de la TELECO sur l'administration publique pour G.1 023 millions en vue de l'apurement des créances de la BRH vis-à-vis de la TELECO ;

- le remboursement d'un billet à ordre d'un montant de G.952 millions, datant du 11 octobre 2007 et resté sans couverture. Ce billet à ordre avait été émis par l'Etat Haïtien en faveur de la BRH et correspond au montant décaissé par la BRH pour le compte de l'Etat afin combler le déficit de la SOCABANK.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

- *Intérêts à recevoir*

Dans l'attente de la formalisation des modalités de remboursement des ses sommes dues à la BRH, l'Etat Haïtien s'est engagé à verser un montant annuel de G.1,1 milliard au titre d'intérêts sur sa dette interne vis-à-vis de la Banque.

Sur l'exercice 2011, ce montant a fait régulièrement l'objet de paiement mensuel.

Le solde à la clôture correspond au paiement du mois de septembre et a fait l'objet de remboursement sur la période subséquente.

Note 10 - Prêts et avances aux particuliers et aux autres institutions

Cette rubrique enregistre essentiellement les prêts et avances accordés par la Banque au personnel et à une entreprise publique. Le solde se détaille comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Prêts et avances de la Banque Centrale aux entreprises publiques	21 140	21 140	-
Prêts et avances au personnel	2 296 431	2 140 511	155 920
Provisions pour créances douteuses	(302 221)	(310 618)	8 397
Total	**2 015 350**	**1 851 033**	**164 317**

Les prêts et avances au personnel se détaillent comme suit au 30 septembre 2011 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Avances au personnel	1 067 507	984 034	83 473
Avances spéciales	231 362	119 722	111 640
Effets escomptés au personnel	13 646	11 327	2 319
Prêts hypothécaires	962 440	1 012 755	(50 315)
Assurance hypothécaire	21 476	12 673	8 803
Total	**2 296 431**	**2 140 511**	**155 920**

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 11 - Prêts et avances aux institutions financières monétaires et non monétaires

Cette rubrique enregistre les prêts et avances aux institutions financières monétaires, non monétaires et les créances rattachées. Le solde se détaille comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires bancaires	20 438	119 970	(99 532)
Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires non bancaires	80 594	83 382	(2 788)
Intérêts à recevoir sur prêts et avances aux institutions financières monétaires et non monétaires	2 779	19 916	(17 137)
Total	103 811	223 268	(119 457)

- ***Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires bancaires***

Au 30 septembre 2011, le solde correspond à un prêt d'égal montant octroyé au Fonds de Développement Industriel, au taux d'intérêt de 1 % l'an. La variation constatée sur la période s'explique par le remboursement effectué par le FDI au titre d'un prêt de G.100 millions qui avait été consenti en septembre 2010.

- ***Prêts et avances de la banque centrale aux institutions financières non monétaires non bancaires***

Ce poste correspond aux prêts accordés à la Société Haïtienne d'Epargne.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 12 – Immobilisations

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Immobilisations financières	1 995 819	1 990 591	5 228
Immobilisations incorporelles	992	1 077	(85)
Immobilisations corporelles	1 970 425	1 868 204	102 221
Total	3 967 236	3 859 872	107 364

- *Immobilisations financières*

Les immobilisations financières s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Titres TELECO	1 923 381	1 923 381	-
Titres BLADEX	72 438	67 210	5 228
Total	1 995 819	1 990 591	5 228

- *Titres de participation TELECO*

Comme sur les exercices précédents, la valeur des titres de participation à la TELECO n'a pas connu de variation et s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

Description	Montant
Valeur au coût d'acquisition des titres	13 600
Quote-part des profits nets de la TELECO	1 909 781
Total	1 923 381

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Les titres de participation détenus sur la TELECO ont été initialement comptabilisés à leur coût d'acquisition. Conformément à la méthode de la « mise en équivalence », la BRH a ajusté la valeur comptable de ces titres en y incluant sa quote-part des résultats annuels enregistrés par la TELECO. Cette quote-part a été comptabilisé de 1997 à 2000 sur la base d'états financiers internes de la TELECO non vérifiés. A partir de l'exercice 2001, en raison de l'absence de fiabilité récurrente des états financiers transmis par la TELECO, la BRH a cessé de comptabiliser cette quote-part.

- ***Immobilisations corporelles***

Les immobilisations corporelles comprennent les éléments suivants :

(En milliers de Gourdes)

	Valeurs nettes comptables 30/09/2011	Valeurs nettes comptables 30/09/2010	Variation
Terrains	288 820	288 820	-
Immeubles	878 645	937 271	(58 626)
Matériels et mobilier	8 844	5 500	3 344
Matériel Informatique	64 325	88 763	(24 438)
Matériels roulants	31 222	18 457	12 765
Equipements	45 491	54 576	(9 085)
Installations	1 048	1 341	(293)
Aménagement Ext & Agr	29 508	1 806	27 702
Immobilisations en cours	622 522	471 670	150 852
Total	1 970 425	1 868 204	102 221

Les mouvements de l'exercice 2011 se détaillent comme suit :

- *Valeurs brutes*

(En milliers de Gourdes)

	Terrains	Immeubles	Matériels et Mob	Matériel Informatique	Matériels Roulants	Equipements	Installations	Aménagement Ext & Agr	Immob en cours	Total
Valeurs brutes au 30 Septembre 2010	288 820	1 172 228	12 470	149 545	27 808	143 067	7 262	5 745	471 670	2 278 615
Entrées	-	-	6 299	7 437	22 631	20 030	1 754	29 199	197 208	284 558
Sorties	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements (reclassements/régularisations)	-	-	- 4 211	- 3 369	- 5 534	- 63 215	- 64	- 3 836	- 46 356	- 126 585
Valeurs brutes au 30 Septembre 2011	288 820	1 172 228	14 558	153 613	44 905	99 882	8 952	31 108	622 522	2 436 588

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

- *Cumul des amortissements*

(En milliers de Gourdes)

	Terrains	Immeubles	Matériels et Mob	Matériel Informatique	Matériels Roulants	Equipements	Installations	Aménagement Ext & Agr	Immob en cours	Total
Cummul amortissements et provisions au 30 Septembre 2010	-	234 957	6 970	60 782	9 351	88 491	5 921	3 939	-	410 411
Amortissemet de l'exercice	-	58 626	2 955	31 875	9 866	28 307	2 047	1 497	-	135 173
Amortissemens liés aux éléments sortis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ajustement des provisions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements (reclassements/régularisations)	-	-	- 4 211	- 3 369	- 5 534	- 62 407	- 64	- 3 836	-	- 79 421
Cummul amortissements et provisions au 30 Septembre 2011	-	293 583	5 714	89 288	13 683	54 391	7 904	1 600	-	466 163

- *Valeur nette comptable*

(En milliers de Gourdes)

	Terrains	Immeubles	Matériels et Mob	Matériel Informatique	Matériels Roulants	Equipements	Installations	Aménagement Ext & Agr	Immob en cours	Total
Valeurs nette comptable au 30 Septembre 2010	288 820	937 271	5 500	88 763	18 457	54 576	1 341	1 806	471 670	1 868 204
Valeurs nette comptable au 30 Septembre 2011	288 820	878 645	8 844	64 325	31 222	45 491	1 048	29 508	622 522	1 970 425

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 13 - Autres actifs

Les autres actifs se détaillent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Comptes à recevoir	162 161	126 522	35 639
Remises en transit sur le pays	243 815	293 207	(49 392)
Stock de fournitures de bureau	7 441	7 460	(19)
Stock de billets neufs en transit	741 600	1 033 560	(291 960)
Frais payés d'avances	91 392	96 159	(4 767)
Dépôts de cautionnements	470	470	-
Dividendes à recevoir Bladex	625	-	625
Autres	247 563	232 967	14 596
Total	1 495 067	1 790 345	(295 278)

- ***Comptes à recevoir***

Les recettes fiscales et douanières de l'Etat sont collectées par la BRH qui joue le rôle de caissier de l'Etat. Lorsque la BRH ne dispose pas de succursale dans les lieux de collecte, la Banque Nationale de Crédit (BNC) se charge de la collecte et reverse mensuellement les montants à la BRH.

Le solde de ce poste correspond essentiellement aux recettes du mois de septembre 2011, collectées par la BNC et non reversées à la BRH. Le solde s'apure sur la période subséquente.

- ***Remises en transit sur le pays***

Les remises en transit représentent le solde des opérations de compensation à la BRH et retracent les chèques qui y sont présentés ou reçus. Le règlement intervient avec un jour de décalage. Le solde s'apure sur la période subséquente.

- ***Stock de billets neufs en transit***

Ce poste est constitué des billets et monnaies neufs non encore émis à la clôture de l'exercice.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

A l'achat, les signes monétaires sont comptabilisés en engagements hors bilan au prix d'achat, auquel viennent s'ajouter les frais de transport.

A l'émission, les quantités de signes monétaires émises sont valorisées selon la méthode FIFO et comptabilisées au bilan. A la clôture de l'exercice, les billets et monnaies non émis sont traités comme des stocks. Ils font l'objet d'un inventaire physique et sont valorisés selon la méthode FIFO.

Le stock de signes monétaires non émis se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010
Stock de billets neufs	615 396	864 624
Stock de pièces de monnaies	126 204	168 936
Total	**741 600**	**1 033 560**

- ***Autres***

Ce poste se décompose au 30 septembre 2011 comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Encaisse métallique or et argent	2 366	2 677	(311)
Dépôt à terme fonds CERA	12 000	12 000	-
Collection pièces or et argent	55	55	-
Objets d'art	17 091	14 772	2 319
Musée numismatique	18 160	18 160	-
Valeurs à régulariser par service	18 946	6 391	12 555
Avances sur commande	102 564	70 531	32 033
Autres comptes à recevoir	46 769	83 639	(36 870)
Cpte/rec. dessaisissement des banques	1 673	1 673	-
Avances sur quinzaine	149	16	133
Véhicule de fonction/BRH	27 790	23 053	4 737
Total	**247 563**	**232 967**	**14 596**

Le solde est essentiellement constitué des avances sur commandes qui s'établissent à G.102 millions au 30 septembre 2011. Ces avances qui sont relatives à des commandes de biens (véhicules blindés, équipements informatiques) ont été effectuées sur 2011 et s'apurent au fur et à mesure des réceptions.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Bilan - Passif

Note 14 - Billets et monnaies en circulation

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Billets émis	26 196 190	21 224 190	4 972 000
Encaisse	(4 868 059)	(1 568 262)	(3 299 797)
Total	21 328 131	19 655 928	1 672 203

Au 30 septembre 2011, la situation comptable des billets en circulation correspond à la différence entre le solde du compte billets émis et la situation de l'encaisse.

La situation détaillée des soldes de l'encaisse est la suivante :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Petite caisse	40	40	-
Guichets	361 897	574 110	(212 213)
Retrait	2 193 999	512 598	1 681 401
Caveau	2 312 123	481 514	1 830 609
Total	4 868 059	1 568 262	3 299 797

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 15 – Comptes d'engagements

Cette rubrique comprend les comptes de dépôts en devises et en gourdes du Gouvernement Haïtien, des institutions financières monétaires bancaires, des institutions bancaires résidentes et non résidentes, des entreprises publiques et les bons BRH émis. Elle s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Engagement en devises	31 904 749	26 522 103	5 382 646
Engagement en monnaie locale	24 282 727	25 005 049	(722 322)
Engagement envers le Gouvernement Central	22 950 684	18 843 537	4 107 147
Bons BRH	6 642 999	9 450 999	(2 808 000)
Total	85 781 159	79 821 688	5 959 471

Les comptes d'engagement sont des comptes de dépôts à vue ouverts à la BRH. Ils sont libellés en Gourdes et en devises. Conformément à l'article 38 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH, les comptes courants ne sont pas productifs d'intérêt. Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les bons BRH sont des titres non matérialisés émis par la BRH. Ils ont comme objectif principal, le contrôle de la liquidité bancaire en permettant soit de fournir des liquidités, ou de réduire des liquidités excédentaires.

- *Engagements en devises*

Les comptes engagements en devises de la BRH se décomposent comme suit :

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Engagements envers les autres institutions non résidentes	713 283	519 227	194 056
Engagements envers les institutions bancaires résidentes	29 174 288	24 684 719	4 489 569
Engagements envers les entreprises publiques	1 874 523	1 099 599	774 924
Chèques certifiés et comptes spéciaux Dollars	41 006	118 756	(77 750)
Engagements envers Eximbank	75 039	73 324	1 715
Engagements en Dollar	*31 878 139*	*26 495 625*	*5 382 514*
Institutions financières monétaires bancaire Euro	26 576	26 444	132
Engagements en Euro	*26 576*	*26 444*	132
Compte FMI n° 2	34	34	-
Engagement en DTS	*34*	*34*	-
Total	31 904 749	26 522 103	5 382 646

Ces engagements en devises n'incluent pas ceux du Gouvernement Central qui sont détaillés au paragraphe 2.2.1.3.

Ils sont essentiellement constitués d'engagements libellés en dollars et envers les institutions bancaires résidentes et ont évolué comme suit au 30 septembre 2011 :

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

(En milliers de Gourdes)

Nom de compte	30/09/2011	30/09/2010	Variation
SOGEBANK - COMPTE CLEARING US	4 621 611	4 924 694	- 303 083
SOGEBEL - COMPTE CLEARING US	204 279	146 728	57 551
UNIBANK COMPTE CLEARING US DOLLARS	7 442 840	5 580 333	1 862 507
BANQUE NATIONALE DE CREDIT-COMPTE CLEARING US	12 857 061	10 430 205	2 426 856
BANQUE DE L'UNION HAITIENNE-COMPTE CLEARING US	688 195	540 623	147 572
CITIBANK N.A. - COMPTE CLEARING US	961 774	1 015 169	- 53 395
BANK OF NOVA SCOTIA - COMPTE CLEARING US	393 068	345 949	47 119
CAPITAL BANK CLEARING USD	1 242 270	1 310 551	- 68 281
BANQUE POPULAIRE HAITIENNE-COMPTE CLEARING US	283 028	296 851	- 13 823
BANQUE HAITIENNE DE DEVELOPPEMENT S.A.	- 439	- 429	- 10
B.I.C.H. - COMPTE CLEARING US	14	14	-
BANQUE DE L'UNION HAITIENNE- COMPTE ESCROW	81 748	79 881	1 867
BANQUE DE L'UNION HAITIENNE-ESCROW ACCOUNT II	60 494	-	60 494
SOFIHDES	17	531	- 514
FONDS DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL - FDI	23 454	13 619	9 835
FDI/FGPC/2416/GR-HA FONDS DE GARANTIE PARTIELLE DE	306 555	-	306 555
FDI / FONDS GARANTIE PARTIELLE DE CREDIT FGPC 2416/G	8 319	-	8 319
Total	29 174 288	24 684 719	4 489 569

- ***Engagements en monnaie locale***

Les comptes engagements en monnaie locale de la BRH se décomposent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Dépôts des institutions financières	21 920 641	21 194 197	726 444
Dépôts entreprises publiques	1 893 712	3 216 204	(1 322 492)
Autres dépôts	468 373	594 648	(126 275)
Total	24 282 727	25 005 049	(722 322)

Les engagements en Gourdes n'incluent pas ceux du Gouvernement Central qui sont détaillés au paragraphe 2.2.1.3. Ils sont pour l'essentiel constitués des dépôts des institutions financières qui ont évolué comme suit :

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
UNIBANK S.A. CLEARING	6 770 249	6 226 461	543 788
SOCIETE GENERALE DE BANQUE S.A. - CLEARING	6 016 247	5 956 570	59 677
BANQUE NATIONALE DE CREDIT - CLEARING	5 064 020	5 533 398	(469 378)
CAPITAL BANK (BANQUE D'EPARGNE & DE LOGEMENT) - CLEARING	1 133 644	865 498	268 146
BANK OF NOVA SCOTIA CLEARING GOURDES	970 763	1 011 821	(41 058)
CITIBANK CLEARING GOURDES	960 887	664 422	296 465
BANQUE DE L'UNION HAITIENNE S.A.- CLEARING	688 838	461 594	227 244
BANQUE POPULAIRE HAITIENNE - CLEARING	229 778	252 821	(23 043)
SOCIETE GENERALE DE BANQUE D'EPARGNE ET DE LOGEMENT	64 740	146 553	(81 813)
Autres institutions financières	21 475	75 059	(53 584)
Total	21 920 641	21 194 197	726 444

Les dépôts des entreprises publiques sont constitués par les dépôts de la société d'Electricité d'Haïti à hauteur de G.1.398.355 milliers, au 30 septembre 2011. La baisse de G.1 322 millions constatée s'explique par une aide exceptionnelle de G.1.643 millions reçue en 2010 de la part de l'IDA pour le compte Ministère de l'Economie et des Finances.

- ***Engagements envers le Gouvernement Central***

Les comptes d'engagements envers le Gouvernement central sont constitués de comptes de dépôts, de comptes spéciaux et du déficit du Trésor Public qui s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Dépôts Gouvernement Central (Dollar)	17 196 552	13 805 464	3 391 088
Dépôts gouvernement central (Euro)	34 201	34 031	170
Dépôts du Gouvernement Central (Gourde)	10 431 721	8 903 214	1 528 507
Dépôts Collectivités locales (Gourde)	111 093	150 239	-39 146
Sous-total Dépôts	27 773 567	22 892 948	4 880 617
Comptes spéciaux (Gourde)	1 170 786	1 114 318	56 468
Déficit budgétaire du Trésor Public (Gourde)	(5 993 669)	(5 163 729)	(829 940)
Total	22 950 684	18 843 537	**4 107 147**

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

- *Comptes de dépôts*

Ce poste enregistre les opérations courantes du Gouvernement Central (dépôts, retraits et virements).

- *Comptes spéciaux*

Le solde se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010
CPTES.SPEC.TRESOR PENSION CIVILE	1 007 659	794 138
TRESOR PBQ. FDS. EN FIDEICOMMIS	113 417	98 568
FONDS SPECIAL DETTE EXTERNE	49 335	124 884
AUTRES MAIRIES DU NORD	375	535
VALEURS SAISIES UCREF	-	96 193
Total	**1 170 786**	**1 114 318**

- *Compte spécial Trésor Pension Civile*

Ce compte enregistre les prélèvements effectués, sur ordre du Trésor Public, sur les recettes collectées pour le compte de l'Etat par la BRH. Ces prélèvements sont destinés aux fonds de pension des fonctionnaires de l'Etat.

- *Trésor Public, fonds en fidéicommis*

Ce compte enregistre les fonds du Trésor Public placés en fidéicommis. Ce compte est alimenté par les prélèvements effectués sur les recettes collectées pour le compte de l'Etat par la BRH.

- *Déficit Trésor Public*

Ce poste s'analyse comme suit :

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

	(En milliers de Gourdes)
	2011
Déficit cumulé non consolidé au 30/09/2010	**(5 163 008)**
Dépenses de fonctionnement du Trésor Public	(27 922 476)
Recettes Publiques 2011	38 797 725
Fonds de Financement du Trésor Public	11 705 910
Déficit cumulé 2011	**(5 993 669)**

L'article 2 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH précise que la Banque pour objet « d'exercer toutes les activités de Banquier de l'Etat, d'agent financier et fiscal pour toutes ses opérations de caisse et de crédit ».

A cet effet, les recettes douanières, les recettes internes (recettes perçues par la Direction Générale des Impôts) et les recettes diverses (frais payés à l'immigration pour les passeports, les prélèvements effectués sur les salaires des employés pour les assurances du secteur public, frais de visa, permis de séjour,...) sont collectées dans les différents guichets de la BRH pour le compte de l'Etat.

Les dépenses budgétaires du personnel, de fonctionnement et les subventions de l'Etat sont effectuées par la BRH sur ordre de l'Etat.

Le déficit budgétaire correspond à la différence entre les recettes collectées par la BRH et les dépenses effectuées par la BRH, pour le compte de l'Etat

Dans le cadre de la restructuration des actifs de la BRH, les créances de la BRH sur l'Etat y compris les déficits budgétaires cumulés antérieurs à l'exercice 2010 ont fait l'objet d'une consolidation au 30 septembre 2009 et ont été reclassés dans un compte d'attente « Avances à consolider ».

En mars 2011, un projet de protocole d'accord prévoyait le remboursement par l'Etat des créances au 30 septembre 2009 et du déficit budgétaire de 2010, par l'émission de bons du Trésor à l'ordre de la BRH. Toutefois, ce protocole n'a pas été finalisé par les autorités.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

- *Bons BRH*

Les bons BRH émis se décomposent comme suit au 30 septembre 2011 par soumissionnaire :

(En milliers de Gourdes)

Soumissionnaires	30/09/2011
BNC	3 847 999
SOGEBANK	1 425 000
CITIBANK	385 000
UNIBANK	350 000
Le Levier	281 000
BPH	170 000
BNS	150 000
KOTELAM	22 000
Le Garant	10 000
Caisse Ste Anne	2 000
Total	**6 642 999**

Les bons BRH sont émis par adjudication à des échéances de 7 ou 28 ou 91 jours. Les intérêts sont précomptés et calculés au prorata temporis.

A la date de communication des résultats de l'adjudication, une dette constituée par la valeur totale des bons attribués, est constatée dans les comptes de la BRH en contrepartie :

- des comptes courants des soumissionnaires pour le montant net ;
- d'un compte de charge constatée d'avance (« frais différés bons BRH ») pour le montant des intérêts précomptés.

A l'échéance, la dette constatée lors de l'adjudication est soldée par le compte courant du soumissionnaire et les intérêts débiteurs précomptés sont enregistrés en charge.

Le solde a évolué comme suit, par échéance :

Echéance	30/09/2011	30/09/2010
7 jours	300 000	4 320 000
28 jours	332 000	3 410 000
91 jours	6 010 999	1 721 000
Total	**6 642 999**	**9 451 000**

Toutes ces opérations se sont apurées à échéance sur la période subséquente.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 16 - Engagements envers le FMI

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011		30/09/2010		Variation
	En DTS	En milliers de gourdes	En DTS	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
DTS alloués	64 810 957	4 136 883	64 810 957	4 028 325	108 558
Facilité Elargie de Crédit	16 380 000	1 045 535	8 446 949	525 020	520 515
Total	81 190 957	5 182 418	73 257 906	4 553 345	629 073

- ***DTS alloués***

Ce sont des DTS alloués aux pays membres du FMI au prorata de leur quote-part.

- ***Facilité Elargie de Crédit***

Au 30 septembre 2011, ce poste est constitué des tirages au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) accordée à l'Etat haïtien.

En tant qu'intermédiaire entre le FMI et l'Etat, la BRH reçoit les tirages en devises effectués par la République d'Haïti auprès du FMI et règle en devises les échéances. La contre-valeur en Gourdes des tirages est reversée à l'Etat.

Au 30 septembre 2011, les variations de l'exercice ont porté sur les opérations ci-après :

En DTS

	FEC
Solde au 30/09/2010	8 446 949
Annulation (-)	(8 446 949)
Régularisation Tirages (2010)	8 190 000
Tirage (2011)	8 190 000
Remboursement (-)	
Solde au 30/09/2011	16 380 000

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Sur l'exercice précédent, un tirage de DTS.8 190 000 avait été comptabilisé à tort pour DTS.8 446 949. Sur l'exercice 2011, les régularisations nécessaires ont été effectuées.

En mai 2011, dans le cadre du programme ECF, un tirage de DTS.8 190 000 a été reçu par la BRH pour le compte de l'Etat Haïtien.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 17 - Contributions et engagements de l'Etat Haïtien sur participation au capital des organismes financiers internationaux

Cette rubrique correspond essentiellement à la contrepartie au passif des participations de l'Etat Haïtien dans le capital des organismes financiers internationaux. Elle s'analyse comme suit au 30 septembre 2011 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	1 634 960	1 599 342	35 618
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)	282 672	276 216	6 456
Banque Caribéenne de Développement (BCD)	97 573	95 344	2 229
Association Internationale de Développement (IDA)	41 483	40 536	947
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)	128 346	37 545	90 801
Société Internationale de Financement (IFC)	33 599	32 831	768
Agence de Garantie des Investissements Multilatéraux (MIGA)	6 634	6 482	152
Sous-total	**2 225 267**	**2 088 296**	**136 971**
Dépôts des organismes internationaux	745 468	726 499	18 969
Total	**2 970 735**	**2 814 795**	**155 940**

Les comptes de dépôts des autres organismes concernent exclusivement les comptes courants de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ouverts dans les livres de la BRH.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 18 - Autres passifs

La situation dans les livres de la Banque au 30 septembre 2011 se présente comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Provisions pour boni	65 166	51 315	13 851
Provisions pour vérificateurs externes	4 773	4 441	332
Provisions pour prime des caissiers	6 569	4 287	2 282
Provisions pour prime état de service, état de séparation et pension spéciale	65 274	36 564	28 710
Salaires à payer	22 504	4 585	17 919
Compte à payer	47 632	33 360	14 272
Chèques de direction	35 611	64 793	(29 182)
Fonds non sujets à emploi	153 714	78 207	75 507
Divers créditeurs	1 341 674	411 638	930 036
Engagement sur fonds annulation dette FMI		11 071 812	(11 071 812)
Allègement dette FMI après catastrophe	10 864 581	-	10 864 581
Compte transit exercice fiscal/chèques en circulation	1 500 000	-	1 500 000
Autres	135 650	98 336	36 314
Total	14 243 148	11 859 338	2 383 810

- ***Provisions pour boni***

Ce compte enregistre la provision pour boni à payer au personnel de la banque.

Conformément à l'article 154 du code du travail de la République d'Haïti, ce boni est payé lors de la deuxième quinzaine de mois de décembre et représente 1/12 du salaire et autres avantages reçus par l'employé au cours de l'année. Le boni est grevé d'une retenue à la source libératoire de 10 % qui est versée à la Direction Générale des Impôts dans la quinzaine qui suit le prélèvement.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

- *Provisions pour prime état de service, état de séparation et pension spéciale*

Ce poste est constitué essentiellement de la provision pour obligation de fin de service et s'analyse comme suit au 30 septembre 2011 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Provision pour obligation fin de service	53 314	25 446	27 868
Provisions spéciales	11 960	11 118	842
Total	65 274	36 564	28 710

- *Provisions pour obligation de fin de service*

Cette provision est octroyée au personnel qui part à la retraite. Selon les textes, cette provision est dotée mensuellement à hauteur de 1 % des salaires. Par ailleurs, cette dotation a été renforcée, à la demande du Conseil d'Administration, d'une alimentation forfaitaire de G.22 millions pour l'exercice 2008-2009 et de G.49,5 millions pour l'exercice 2010-2011.

- *Compte à payer*

Ce poste enregistre les sommes dues par la BRH au titre des dettes fournisseurs et des provisions diverses constituées par le service des ressources humaines. Il s'analyse comme suit au 30 septembre 2011 :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Cautionnement	7 422	7 242	180
Fournisseurs	13 483	10 041	3 442
Retenues de garantie	3 109	1 969	1 140
Provisions diverses ressources humaines	23 618	14 108	9 510
Total	47 632	33 360	14 272

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

- *Fonds non sujets à emploi*

Le poste « Fonds non sujets à emploi » se décompose comme suit

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Chèques certifies BRH non réclamés	21 855	21 855	-
Chèques de direction BRH - non réclamés	11 311	9 957	1 354
Fonds délaissés	104 062	32 434	71 628
Chèques en devises BRH en circ. Plus d'un an	16 128	13 613	2 515
Valeurs saisies	358	349	9
Total	153 714	78 208	75 506

Ce poste enregistre essentiellement :

- des chèques (chèques certifiés, chèques de direction et chèques en devises) non réclamés par leurs bénéficiaires pour G.49 millions,
- les fonds délaissés pour G.104 millions et qui sont relatifs aux comptes non mouvementés dans les banques commerciales. Ces fonds sont transférés à la BRH qui est chargée de les conserver dans l'attente d'une éventuelle réclamation des titulaires de comptes.

- *Divers créditeurs*

Le poste « Divers créditeurs » se décompose comme suit :

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Prélèvement assurance	23	344	(321)
Prélèvement Fonds d'urgence	21	-	21
Prélèvement retenue boni	431	320	111
Prélèvement impôt sur le revenu	47	-	47
Prélèvement sécurité sociale	237	237	-
Dépôts reçus en garantie lettres de crédit	103 300	100 940	2 360
Fonds de pension BRH	539 732	-	539 732
Intérêts sur titres ONA/DOUANE	729	575	154
Fonds de pension ex-BNDAI	377	377	-
Recettes ex-BNDAI	24 503	19 667	4 836
Dépôt à terme fonds ex-BNDAI	12 000	12 000	-
Valeurs à régulariser par service	426 359	131 375	294 984
MEF Compte spécial lettres de crédit	144 817	141 509	3 308
Fonds divers USD	89 098	4 294	84 884
Total	**1 341 674**	**411 638**	**930 036**

- ***Dépôts reçus en garantie lettres de crédit***

Ce compte enregistre les provisions de frais prélevés sur les comptes de la clientèle dans le cadre de la mise en place de lettres de crédit.

Selon les procédures de la Banque, ces reliquats sont reversés dans les comptes de dépôts des donneurs d'ordre après mise en place de la lettre de crédit.

- ***Fonds de pension BRH***

Ce compte enregistre les contributions de la BRH et de ses employés au titre du plan de pension des agents assujettis au Fonds. Des prélèvements sont effectués sur les salaires et primes des employés actifs assujettis au Fonds de pension, auxquels s'ajoute la contribution de la Banque représentant 12 % du salaire de l'employé, conformément aux règles prévues par le Fonds de pension.

Cette provision alimente le Fonds en vue de procurer une rente mensuelle aux employés qui sont retraités, selon les prescrits du Fonds de pension de la BRH.

Sur les exercices précédents, la BRH participait conjointement à ce fonds avec la Banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque Populaire de Haïti (BPH). Depuis le mois d'avril 2011, la BRH s'est retiré du fonds commun de retraite et a pris la décision de constituer son propre fonds.

Le solde du compte a évolué sur l'exercice 2011 :

(En milliers de Gourdes)

	2011
Solde au 30/09/2010	-
Dotation (+)	568 718
Allocations aux pensionnaires (-)	28 986
Solde au 30/09/2011	539 732

Les dotations sont constituées à hauteur de G.500 millions, par un approvisionnement d'égal montant conformément à la résolution du Conseil d'Administration du 8 juillet 2011 « en attendant une nouvelle évaluation actuarielle pour déterminer de façon définitive les obligations de la BRH envers le fonds ».

- ***Valeurs à régulariser service***

Le compte « Valeurs à régulariser service » enregistre des opérations initiées par un service et pour lesquelles un traitement définitif est en attente.

- ***MEF compte spécial lettres de crédit***

Ce compte enregistre un dépôt de garantie en dollar, constitué sur les exercices précédents pour la mise en place d'une lettre de crédit pour le compte du Ministère de l'Economie et des Finances. Cette lettre de crédit n'a pas été mise en place. Toutefois, le dépôt de garantie n'a pas été restitué au MEF. Les variations constatées sur ce compte entre 2010 et 2011 sont consécutives aux réévaluations mensuelles, au taux de change de clôture.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

- *Fonds divers USD*

Ce compte enregistre principalement les commissions sur transferts internationaux prélevées par les banques commerciales et les sociétés financières pour le compte de l'Etat haïtien. Ces commissions sont transférées dans ce compte dans l'attente de leur reversement à L'Etat Haïtien.

- *Allègement dette FMI après catastrophe*

Ce montant correspond principalement à l'annulation de la dette du FMI dont a bénéficié l'Etat Haïtien en 2010 au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance.

Le 21 juillet 2010, le Conseil d'Administration du Fonds monétaire international (FMI) a décidé l'annulation totale de l'encours des engagements d'Haïti envers le FMI, pour un montant de 178 millions de DTS, soit 268 millions de dollars.

A ce titre un compte bloqué intitulé « Allégement de dette du FMI après catastrophe » a été ouvert dans les livres de la BRH au nom du Gouvernement Haïtien.

Ce compte est destiné à financer des projets de reconstruction de bâtiments administratifs, de logements sociaux et de mise en place de fonds d'aide (fonds de garantie, fonds de stabilisation des taux d'intérêts sur prêts au logement).

L'annulation de la dette avait été préalablement comptabilisée en 2010 dans le compte « engagement sur fonds annulation dette FMI » et a été reclassée dans le compte « Allégement de dette du FMI après catastrophe » en février 2011.

- *Compte transit exercice fiscal/chèques en circulation*

Ce solde correspond à un prélèvement d'égal montant effectué sur le compte « Fonds de financement du Trésor Public », à la demande du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), par la lettre n° 01163 du 30 septembre 2011.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Le solde s'apure intégralement en décembre 2011, suite au virement de ce montant dans les comptes courants du MEF.

- ***Autres***

Le poste « Autres » est essentiellement constitué des comptes de dépôts des employés de la BRH et décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Autres comptes à payer - Caution El Rancho	250	250	-
Autres assurances véhicules	122	122	-
Dépôt employés BRH Conseil d'administration	2 605	4 272	(1 667)
Dépôt employés Cadre direction	101 938	75 034	26 904
Dépôt employés Cadre exécution	16 173	12 422	3 751
Dépôt employés Cadre de support	450	568	(118)
Dépôt employés Hors cadres	4 408	3 370	1 038
Personnel, avances et autres	9 704	2 298	7 406
Total	135 650	98 336	37 314

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 19 - Réserve de réévaluation de change

La réserve de réévaluation de change enregistre les bénéfices ou les pertes qui résultent de la réévaluation des avoirs ou des engagements de la BRH, comme stipulé dans l'article 56 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH.

Elle s'élève à G.4 171 millions au 30 septembre 2011, contre G.3 974 millions au 30 septembre 2010, soit une hausse de G.197 millions. Cette variation correspond à la différence de réévaluation nette des comptes en devises sur l'exercice 2011, à l'exception des comptes libellés en DTS.

Note 20 - Réserves générales

Ce poste enregistre les pertes et les gains latents qui résultent des réévaluations périodiques du portefeuille de titres de la BRH.

La situation dans les livres de la BRH au 30 septembre 2011 s'analyse comme suit :

(En milliers de Gourdes)

Solde au 30/09/2010 (a)	Gains latents (+) (b)	Pertes latentes (-) (c)	Résultat net latent (b)-(c) = d	Ecart de réévaluation net (e)	Solde au 30/09/2011 (a)+(d)+(e)
68 188	2 705 252	(4 315 220)	(1 609 968)	17 824	(1 523 956)

- ***Résultat net latent***

Les gains et pertes latents constatés résultent de l'évaluation mensuelle à la juste valeur des titres détenus dans le portefeuille de la BRH placés en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille. Conformément aux règles et méthodes comptables en vigueur, la BRH ne constate pas au résultat ces gains et pertes.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Le résultat net latent de l'exercice correspond à une perte de G.1 609 millions. Cette perte est constituée à hauteur G.1 443 millions et 90 % par le portefeuille géré par WACHOVIA Securities. Ce portefeuille correspond à 53 % de la totalité des avoirs placés par la BRH en gestion déléguée.

- *Ecart de réévaluation net*

Le compte de « réserves générales » est libellé en USD et fait l'objet de réévaluations mensuelles. Ce montant correspond à l'écart net de réévaluation des soldes mensuels.

Note 21 - Allocations en DTS

Cette rubrique s'analyse comme suit :

	30/09/2011		30/09/2010		Variation
	En DTS	En milliers de gourdes	En DTS	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
Allocation DTS	13 697 000	874 280	13 697 000	852 178	22 102
Total	13 697 000	874 280	13 697 000	852 178	22 102

Le solde en DTS n'a pas connu d'évolution sur 2011.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 22 - Réserve de réévaluation de l'or

Le stock d'or est réévalué mensuellement à la juste valeur, sur la base du cours de l'once d'or issu de Bloomberg et converti en gourdes au cours indicatif du dollar US du dernier jour du mois écoulé.

La situation dans les livres de la Banque Centrale au 30 septembre 2011 se présente comme suit :

(En millions de Gourdes)

	Encours au 30/09/2010	Plus-value	Moins-value	Encours au 30/09/2011
Réserve de réévaluation or	97 684	32 937	14 614	116 007

Note 23 - Réserve allocation spéciale retraite

La situation dans les livres de la Banque Centrale au 30 septembre 2011 se présente comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Réserve allocation spéciale retraite	97 629	44 646	52 983
Total	97 629	44 646	52 983

Cette réserve fait l'objet d'une dotation mensuelle qui équivaut à 5 % du profit mensuel de la Banque.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 24 - Capital et réserves

Le capital et les réserves son restés stables et s'analysent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010
Capital	50 000	50 000
Réserve légale	74 454	74 454
Réserves spéciales	412 825	412 825
Réserve pour réévaluation d'immeubles	719 003	719 003
Total	1 256 282	1 256 282

- ***Capital social***

Conformément à l'article 3 de la loi du 17 août 1979 créant la Banque de la République d'Haïti, le capital social autorisé de la BRH est fixé à G.50 millions. Il peut être augmenté selon les besoins de l'institution.

- ***Réserve légale***

La réserve légale est dotée à hauteur de 10 % des profits nets.

- ***Réserves spéciales***

Les réserves spéciales sont destinées à des fins d'investissement, de placement et d'extension etc. Elles sont dotées à hauteur de 65 % des profits nets.

- ***Réserves pour réévaluation d'immeubles***

Les réserves pour réévaluations d'immeubles correspondent aux surplus net de réévaluation :

- des immeubles en 2006 et suite au séisme en 2010,
- des terrains en 2010.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Le solde se décompose comme suit (en milliers de Gourdes) :

Description	30/09/2011
Immeubles	704 556
Terrains	14 447
	719 003

Note 25 - Résultat des exercices antérieurs

Cette rubrique enregistre essentiellement les résultats cumulés des exercices antérieurs à l'exercice 2011.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Informations sur le compte de pertes et profits

Note 26 – Résultat net d'intérêts

Le résultat net d'intérêts se décompose comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Produits d'intérêts	3 000 772	2 588 931	411 841
Produits sur les avoirs dans les banques résidentes	74 055	38 806	35 249
Revenus sur avoirs en devises étrangères	74 055	38 806	35 249
Produits sur portefeuille de titres	1 739 874	1 302 122	437 752
Produits sur opérations de crédit	1 186 843	1 248 003	(61 160)
Intérêts sur prêts au Gouvernement	1 099 847	1 099 859	(12)
Intérêts sur avances au Gouvernement	52	24	28
Intérêts sur avances aux collectivités	-	1	(1)
Intérêts sur créances aux institutions financières monétaires	2 779	-	2 779
Intérêts sur prêts aux institutions financières non monétaires	2 129	202	1 927
Intérêts sur avances aux entreprises publiques	22	23 999	(23 977)
Intérêts sur prêts aux entreprises publiques	-	32 569	(32 569)
Intérêts sur prise en pension bons BRH	3 149	2 700	449
Intérêts acquis/perçus sur prêts au personnel	44 518	37 795	6 723
Intérêts acquis/perçus sur effets escomptés	978	521	457
Intérêts acquis/perçus sur effets hypothèques	33 369	50 333	(16 964)
Charges d'intérêts	64 701	245 685	(180 984)
Charges sur opérations de crédit	64 701	245 685	(180 984)
Intérêts débiteurs payés sur bons BRH	64 701	219 201	(154 500)
Autres dépenses d'intérêts	-	26 484	(26 484)
Total	2 936 071	2 343 246	592 825

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 27 – Résultat sur ventes de valeurs mobilières

Ce poste enregistre les gains et les pertes résultants des ventes des titres détenus dans le portefeuille de la BRH en gestion déléguée.

Au 30 septembre 2011, le résultat sur les ventes de valeurs mobilières est un gain qui s'élève à G.4 millions, contre une perte de G.327 millions au 30 septembre 2010.

Note 28 – Autres produits

Les autres produits comprennent les frais de virement perçus de la clientèle, les commissions et agios sur les chèques, sur les transferts et sur les lettres de crédit.

Note 29 - Charges d'exploitation générale

Les charges d'exploitation générale ont évolué comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation Valeur	Variation %
Charges d'exploitation générale				
Coûts de fabrication des billets et des pièces de monnaie	291 960	302 733	(10 773)	-4%
Rémunérations et charges sociales	1 884 116	1 082 434	801 682	74%
Dépenses administratives	299 844	236 810	63 034	27%
Dotation aux amortissements	135 920	137 657	(1 737)	-1%
Perte nette du au séisme	-	121 000	(121 000)	-100%
Dépenses relatives à la gestion des actifs	44 255	42 148	2 107	5%
Dons	29 956	15 867	14 089	89%
Autres dépenses	1 151	82 513	(81 362)	-99%
Dotations pour mauvaises créances	10 911	106 895	(95 984)	-90%
Dotations pour risques et charges	195 787	-	195 787	100%
Total	**2 893 900**	**2 128 057**	**765 843**	**36%**

- ***Rémunérations et charges sociales***

Les rémunérations et charges sociales se détaillent comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	30/09/2011	30/09/2010	Variation
Salaires et autres compensations	1 032 986	835 981	197 005
Bénéfices sociaux	182 837	136 701	46 136
Contributions - Fonds de Retraite (a)	560 873	46 662	514 211
Formation	35 660	44 595	(8 935)
Autres	71 760	18 495	53 265
Total	**1 884 116**	**1 082 434**	**801 682**

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

- *Salaires et autres compensations*

Ce poste enregistre les salaires de base, les heures supplémentaires et autres gratifications.

- *Contributions - Fonds de retraite*

Ce compte enregistre la part employeur des contributions au fonds de pension des agents de la BRH. Cette contribution s'établit à 12 % du salaire de l'employé, conformément aux règles prévues par le Fonds de Pension.

La variation de G.514 millions enregistrée sur ce compte entre 2010 et 2011 s'explique essentiellement par l'approvisionnement au mois d'août 2011, de G.500 millions sur décision du Conseil d'Administration au mois d'août 2011

- *Autres*

Ce poste enregistre essentiellement les congés payés aux agents partis en congés durant la période et la dotation de l'obligation de fin de service.

La variation de G.53 millions enregistrée sur ce compte s'explique essentiellement par l'approvisionnement du compte, sur résolution du Conseil, au titre de l'obligation de fin de service d'un montant de G.49,5 millions.

- *Dotations pour risques et charges*

Ce montant correspond à la provision pour risques constituée par la BRH au titre d'un litige opposant la Banque Populaire Haïtienne (BPH), la BRH et un client de la BPH dans le cadre d'une opération de SWAP en dollars. La BPH est une institution supervisée par la BRH qui est membre du Conseil d'Administration de la BPH.

La BPH et la BRH ont été solidairement condamnées par un jugement du tribunal de première instance, confirmé par la cour d'appel, à payer un montant total de USD.4 790 millions. Ce montant a été intégralement provisionné par la Banque.

Divers

Note 30 - Opérations avec les parties liées

La BRH désigne comme parties liées les membres du Conseil d'Administration, l'Etat Haïtien, ainsi que le personnel de direction comprenant le Gouverneur, le Gouverneur-Adjoint, le Directeur Général et les autres hauts responsables de direction de la Banque.

La BRH est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

Le Conseil est composé :

- du Gouverneur, qui remplit la fonction de Président du Conseil,
- du Gouverneur-Adjoint, qui remplit la fonction de Vice-président du Conseil,
- de trois (3) membres, dont l'un exerce la fonction de Directeur Général.

Les transactions effectuées avec les membres du Conseil d'Administration sont essentiellement des prêts et avances. Les membres du Conseil d'Administration ne bénéficient pas de prêts ou avances qui ne soient pas accessibles aux autres membres du personnel. Ces prêts et avances ont évolué comme suit :

(En milliers de Gourdes)

	2011	2010
Avances	29 533	4 219
Prêts hypothécaires	27 210	27 747
Total	56 743	31 966

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

Note 31 - Procédure judiciaire

Au 30 septembre 2011, le risque financier des actions en justice contre la BRH s'élève à G.196 millions. Ce risque a été intégralement provisionné

Note 32 - Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

© 2012 FIRME TURNIER / ERNST & YOUNG (RACINE)

LISTE DES CIRCULAIRES

Date de parution	Objet	Date d'entrée en vigueur
	2010-2011	
20 mai 2011	**Circulaire 98** relative aux frais (1,5 dollar ÉU) appliqués sur les transferts entrants et sortants	1er juin 2011
31 mai 2011	**Circulaire 07** relative aux modalités d'application de la Circulaire 98	15 juin 2011
9 juin 2011	**Circulaire 08** relative à l'option de paiement des transferts reçus	15 juin 2011

ANNEXE JURIDIQUE

Conseils d'Administration

BANQUE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI (BNRH)

Moniteur # 84 du 25 septembre 1947

Arrêté du 25 septembre 1947 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1947 :

Gaston Margron

C.E. Van Waterschoodt

Emmanuel Thézan *

Christian Aimé *

A.M. Herres

Moniteur # 27 du 21 mars 1949

Arrêté du 21 mars 1949 nommant M. Victor M. Coicou*, membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par la mise à la retraite de M. Chs. Van Waterschoodt.

Moniteur # 22 du 4 mars 1952

Arrêté du 3 mars 1952 nommant M. Arsène E. Magloire Membre du Conseil d'Administration de la BNRH pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par le décès de M. Gaston Margron.

Moniteur # 93 du 29 septembre 1952

Arrêté du 29 septembre 1952 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1952 :

Christian F. Aimé *

Arthur M. Herres

Victor M. Coicou *

Arsène E. Magloire

J. Frédéric Magny *

Moniteur # 23 du 11 mars 1957

Arrêté du 11 mars 1957 nommant pour 5 ans à partir du 11 mars 1957 :

Silvère Pilié *

Maurice Télémaque *

François Auguste *

Jean Méhu

Robert Bonhomme

Moniteur # 114 du 17 octobre 1957

Arrêté nommant M. Benjamin Prophète, Membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti en remplacement de M. Robert Bonhomme, démissionnaire.

Moniteur # 2 du 4 janvier 1958

Arrêté du 31 décembre 1957 nommant pour 5 ans :

Maurice Télémaque *

Antonio André *

François Auguste *

Marcel Vaval

Jean Pierre Mompoint

Moniteur # 8 du 23 janvier 1960

Arrêté du 23 janvier 1960 nommant pour 5 ans :

Antonio André *

Joseph Chatelain *

Louis Smith *

Vilfort Beauvoir

Lebert Jean Pierre

Moniteur # 113 du 27 novembre 1960

Arrêté du 26 novembre 1960 nommant pour 5 ans :

Antonio André*

Vilfort Beauvoir

François Murat *

Noé Fourcand

Jean Magloire

Moniteur # 110 du 26 novembre 1965

Arrêté du 26 novembre 1965 nommant pour 5 ans :

Antonio André *, Président et Directeur Général

Vilfort Beauvoir, Vice-Président et Directeur

François Murat *, Membre et Directeur Commercial

Noé Fourcand, Membre

Jean Magloire, Membre

Moniteur # 82 du 5 Octobre 1970

Arrêté du 4 octobre 1970 nommant pour 5 ans :

Antonio André *

Léon Mirambeau

René Adrien *

Noé Fourcand

Jean Magloire

Moniteur # 75 du 30 octobre 1975

Arrêté du 3 octobre 1970 nommant pour 5 ans :

François Murat *

Adrien Bonnefil *

Franck Bouchereau *

Léon Mirambeau

Donasson Alphonse

Moniteur # 69-A du 9 septembre 1976

Arrêté du 8 septembre 1976 nommant pour 5 ans :

Antonio André *, Président-Directeur Général

Adrien Bonnefil *

Franck Bouchereau *

Donasson Alphonse

Léon Mirambeau

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Moniteur # 76-B du 27 septembre 1979

Arrêté du 26 septembre 1979 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *

Edouard Racine, Gouverneur Adjoint *

René Lafontant, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Allan Nolté, Membre *

Moniteur # 42 du 21 juillet 1980

Arrêté du 18 juillet 1980 nommant pour 3 ans :

Gérard Martineau, Gouverneur *

Raoul Berret, Gouverneur Adjoint

René Lafontant, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Allan Nolté, Membre *

Moniteur # 12 du 8 février 1982

Arrêté du 8 février 1982 nommant pour 3 ans :

Marcel Léger, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Bonivert Claude, Membre *

Moniteur # 51 du 14 juillet 1982

Arrêté du 12 juillet 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

Bonivert Claude, Membre *

Moniteur # 87-A du 16 décembre 1982

Arrêté du 14 décembre 1982 nommant pour 3 ans :

Antonio André, Gouverneur *

Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

Lameck Georges, Membre *

André Josaphat, Membre *

Moniteur # 26 du 18 Avril 1983

Arrêté du 6 avril 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *

Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

André Josaphat, Membre *

Stanley Théard, Membre

Moniteur # 70 du 6 octobre 1983

Arrêté du 31 août 1983 nommant pour 3 ans :

Allan Nolté, Gouverneur *

Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *

Jean Claude Sanon, Directeur Général *

André Josaphat, Membre *

Gérard Pierre-Louis, Membre

Moniteur # 43 du 20 juin 1985

Arrêté du 11 juin 1985 nommant pour 3 ans :

Jean Claude Sanon, Gouverneur *

Jacques Joubert, Gouverneur Adjoint *

Félix Gaston, Directeur Général *

Stanley Théard, Membre

Bonivert Claude, Membre *

Moniteur # 19 du 27 février 1986

Arrêté du 27 février 1986 nommant pour 3 ans :

Onill Millet, Gouverneur *

Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *

Sully Belancourt, Directeur Général *

Joseph Lagroue, Membre *

Guy A. Douyon, Membre

Moniteur # 57 du 30 juin 1988

Arrêté du 23 juin 1988 nommant :

Hubert Cameau *, Membre du Conseil d'Administration en remplacement de Guy A. Douyon, démissionnaire.

Moniteur # 71-A du 11 août 1988

Arrêté du 3 août 1988 nommant :

Joseph Lagroue *, Directeur Général en remplacement de Sully Belancourt, démissionnaire et

M. Gérard Noël *, Membre.

Moniteur # 85-A du 29 septembre 1988

Arrêté du 26 septembre 1988 nommant pour 3 ans :

Ernest Ricot, Gouverneur

Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *

Eddy V. Etienne, Directeur Général *

Yvon Guirand, Membre

Ernst Nicolas, Membre *

Moniteur # 48 du 26 juin 1989

Arrêté du 22 juin 1989 nommant pour 3 ans :

Jacques Vilgrain, Gouverneur

Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *

Charles Beaulieu, Directeur Général *

Fritz Viala, Membre

Fritz Laurenceau, Membre *

Moniteur # 30 du 29 mars 1990

Arrêté du 26 mars 1990 nommant Serge Pothel, Gouverneur

Moniteur # 68-A du 6 août 1990

Arrêté du 3 août 1990 nommant :

Charles Beaulieu, Gouverneur *

Fritz Laurenceau, Gouverneur Adjoint *

Joachim Noel, Directeur Général *

Fritz Viala, Membre

René Durand, Membre *

Moniteur # 28-A du 1er avril 1991

Arrêté du 21 mars 1991 nommant :

Roger Pérodin, Gouverneur *

Dumas Benjamin, Gouverneur Adjoint *

Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *

Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *

Venel Joseph, Membre *

Moniteur # 94-A du 2 décembre 1991

Arrêté du 25 novembre 1991

Bonivert Claude, Gouverneur *

Fritzner Beauzile, Vice Président *

Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *

Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *

Serge Pérodin, Membre *

Moniteur d'octobre 1994

Arrêté d'Octobre 1994 nommant la Commission Provisoire de Gestion de la Banque de la République d'Haiti :

Roger Pérodin, Président *

Bonivert Claude, Membre *

Monique Ph. Thébaud, Membre *

Venel Joseph, Membre *

Dumas Benjamin, Membre *

Moniteur # 99 du 15 décembre 1994

Arrêté du 8 décembre 1994 nommant :

Leslie Delatour, Gouverneur

Fred Joseph, Vice-Gouverneur

Roland Pierre, Directeur Général

Venel Joseph, Membre *

Henry Cassion, Membre

Moniteur # 9 du 31 janvier 1996

Arrêté du 16 janvier 1996 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur Adjoint en remplacement de Fred Joseph.

Moniteur # 12 du 12 février 1998

Arrêté du 9 février 1998 nommant :

Fritz Jean, Gouverneur

Roland Pierre, Gouverneur Adjoint

Henry Cassion, Directeur Général

Venel Joseph, Membre *

Max Etienne, Membre *

Moniteur # 71 du 30 août 2001

Arrêté du 16 août 2001 nommant:

Venel Joseph, Gouverneur*

Hancy Pierre-Louis, Gouverneur Adjoint*

Réginald Mondésir, Directeur Général

Gladys Péan, Membre

Yvon Guirand, Membre

Moniteur # 22 du 27 avril 2004

Arrêté du 31 mars 2004 nommant:

Raymond Magloire, Gouverneur

Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint

Charles Castel, Directeur Général*

Rémy Montas, Membre

Georges Henry Fils, Membre

Moniteur # 86 du 30 septembre 2007

Arrêté du 20 septembre 2007 nommant:

Charles Castel, Gouverneur

Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint

Marc Hébert Ignace, Directeur Général*

Rémy Montas, Membre

Fritz Duroseau, Membre

* Cadre de la BNRH ou de la BRH

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau I.1

Produit intérieur brut par branche d'activité économique
(en millions de gourdes de 1986-87)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 1/	2009 2/	2010 3/	2011 3/
Secteur primaire	3,340.3	3,348.1	3,187.4	3,270.0	3,317.0	3,393.0	3,141.0	3,306.0	3,306.0	3,344.0
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	3,326.3	3,334.0	3,174.0	3,256.0	3,302.0	3,378.0	3,125.0	3,289.0	3,289.0	3,326.0
Industries extractives	13.9	14.1	13.4	14.0	15.0	15.0	16.0	17.0	17.0	18.0
Secteur secondaire	2,016.8	2,041.5	1,996.8	2,046.0	2,080.0	2,118.0	2,166.0	2,254.0	2,146.0	2,436.0
Industries manufacturières	998.8	1,003.5	977.8	994.0	1,017.0	1,030.0	1,029.0	1,067	910.0	1,074.0
Electricité, gaz et eau	61.0	63.0	70.0	75.0	58.0	57.0	52.0	68.0	69.0	88.0
Bâtiments et travaux publics	957.0	975.0	949.0	977.0	1,005.0	1,031.0	1,085.0	1,119.0	1,167.0	1,274.0
Secteur tertiaire	6,691.2	6,704.7	6,449.5	6,533.0	6,713.0	6,997.0	7,286.0	7,385.0	6,800.0	7,153.0
Commerce, Restaurants et hôtels	3,509.0	3,530.0	3,305.0	3,350.0	3,451.0	3,661.0	3,868.0	3,911.0	3,600.0	3,766.0
Transport et communications	762.6	774.7	781.4	806.0	842.0	910.0	967.0	991	963.0	1,034.0
Autres services marchands	1,531.5	1,535.1	1,522.4	1,542.0	1,573.0	1,602.0	1,653.0	1,654.0	1,536.0	1,577.0
Services non marchands	1,400.2	1,380.4	1,335.8	1,358.0	1,379.0	1,443.0	1,514.0	1,518.0	1,540.0	1,586.0
Branche fictive*	-512.1	-515.5	-495.0	-523.0	-532.0	-619.0	-716.0	-689.0	-839.0	-810.0
Valeur ajoutée brute totale	12,048.2	12,094.3	11,633.8	11,849.0	12,110.0	12,508.0	12,593.0	12,944.0	12,252.0	12,933.0
Impôts moins subventions sur les produits	920.0	921.0	924.0	934.0	961.0	1,000.0	1,029.0	1,071.0	1,003.0	1,063.0
Produit intérieur brut	12,968.2	13,015.3	12,557.8	12,783.0	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,015.0	13,255.0	13,996.0

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

Tableau I.1a

Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel
(en pourcentage)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 1/	2009 2/	2010 3/	2011 3/
Secteur primaire	25.8	25.7	25.4	25.6	25.4	25.1	23.1	23.6	24.9	23.9
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	25.7	25.6	25.3	25.5	25.3	25.0	22.9	23.5	24.8	23.8
Industries extractives	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Secteur secondaire	15.6	15.7	15.9	16.0	15.9	15.7	15.9	16.1	16.2	17.4
Industries manufacturières	7.7	7.7	7.8	7.8	7.8	7.6	7.6	7.6	6.9	7.7
Electricité, gaz et eau	0.5	0.5	0.6	0.6	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.6
Bâtiments et travaux publics	7.4	7.5	7.6	7.6	7.7	7.6	8.0	8.0	8.8	9.1
Secteur tertiaire	51.6	51.5	51.4	51.1	51.4	51.8	53.5	52.7	51.3	51.1
Commerce, Restaurants et hôtels	27.1	27.1	26.3	26.2	26.4	27.1	28.4	27.9	27.2	26.9
Transport et communications	5.9	6.0	6.2	6.3	6.4	6.7	7.1	7.1	7.3	7.4
Autres services marchands	11.8	11.8	12.1	12.1	12.0	11.9	12.1	11.8	11.6	11.3
Services non marchands	10.8	10.6	10.6	10.6	10.6	10.7	11.1	10.8	11.6	11.3
Branche fictive*	-3.9	-4.0	-3.9	-4.1	-4.1	-4.6	-5.3	-4.9	-6.3	-5.8
Valeur ajoutée brute totale	92.9	92.9	92.6	92.7	92.6	92.6	92.4	92.4	92.4	92.4
Impôts moins subventions sur les produits	7.1	7.1	7.4	7.3	7.4	7.4	7.6	7.6	7.6	7.6
Produit intérieur brut	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation
*/ Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.1b

Taux de croissance du PIB réel
(en pourcentage)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008[1/]	2009[2/]	2010[3/]	2011[3/]
Secteur primaire	-3.7	0.2	-4.8	2.6	1.4	2.3	-7.4	5.2	0.0	1.1
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	-3.7	0.2	-4.8	2.6	1.4	2.3	-7.5	5.2	0.03	1.12
Industries extractives	1.7	1.3	-4.6	4.2	7.1	0.0	6.7	6.3	0.0	5.9
Secteur secondaire	1.3	1.2	-2.2	2.5	1.7	1.8	2.3	4.1	-4.8	13.5
Industries manufacturières	1.6	0.5	-2.6	1.7	2.3	1.3	-0.1	3.7	-14.7	18.0
Electricité, gaz et eau	2.1	3.2	11.2	7.1	-22.7	-1.7	-8.8	30.8	1.5	27.5
Bâtiments et travaux publics	1.0	1.9	-2.7	3.0	2.9	2.6	5.2	3.1	4.3	9.2
Secteur tertiaire	1.1	0.2	-3.8	1.3	2.8	4.2	4.1	1.4	-7.9	5.2
Commerce, Restaurants et hôtels	2.9	0.6	-6.4	1.4	3.0	6.1	5.7	1.1	-8.0	4.6
Transport et communications	-0.3	1.6	0.9	3.2	4.5	8.1	6.3	2.5	-2.8	7.4
Autres services marchands	-1.6	0.2	-0.8	1.3	2.0	1.8	3.2	0.1	-7.1	2.7
Services non marchands	1.1	-1.4	-3.2	1.7	1.5	4.6	4.9	0.3	1.4	3.0
Branche fictive*	3.6	0.7	-4.0	5.7	1.7	16.4	15.7	-3.8	21.8	-3.5
Valeur ajoutée brute totale	-0.3	0.4	-3.8	1.8	2.2	3.3	0.7	2.8	-5.3	5.6
Impôts moins subventions sur les produits	0.0	0.1	0.3	1.1	2.9	4.1	2.9	4.1	-6.3	6.0
Produit intérieur brut	-0.3	0.4	-3.5	1.8	2.3	3.3	0.8	2.9	-5.4	5.6

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation
*/ Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.2

Compte du produit intérieur brut
(en millions de gourdes à prix courants)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 1/	2009 2/	2010 3/	2011 3/
PIB	94,028.0	119,758.0	140,387.0	168,035.0	197,138.0	220,110.0	250,590.0	266,559.0	264,039.0	297,687.0
Importations	33,851.0	57,317.0	61,784.0	72,154.0	88,769.0	85,715.0	110,739.0	114,048.0	164,454.0	164,045.0
Ressources	127,879.0	177,075.0	202,171.0	240,189.0	285,907.0	305,825.0	361,329.0	380,607.0	428,493.0	461,732.0
Consommation	92,906.0	121,371.0	142,230.0	170,525.0	199,482.0	209,590.0	257,145.0	269,640.0	328,993.0	337,701.0
Investissement	23,570.0	36,758.0	38,386.0	46,072.0	57,861.0	67,092.0	72,281.0	73,161.0	67,154.0	83,338.0
Exportations	11,403.0	18,946.0	21,255.0	23,592.0	28,563.0	29,142.0	31,903.0	37,806.0	32,346.0	40,693.0
Emplois	127,879.0	177,075.0	202,171.0	240,189.0	285,907.0	305,825.0	361,329.0	380,607.0	428,493.0	461,732.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

Tableau I.2 a

Structure du PIB nominal
(en millions de gourdes à prix courants)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008[1/]	2009[2/]	2010[3/]	2011[3/]
PIB	94,028.0	119,758.0	12,557.0	168,035.0	197,138.0	220,110.0	250,590.0	266,559.0	264,039.0	297,687.0
Demande intérieure	116,476.0	158,129.0	24,302.0	216,597.0	257,343.0	276,682.0	329,426.0	342,801.0	396,147.0	421,039.0
Consommation	92,906.0	121,371.0	19,921.0	170,525.0	199,482.0	209,590.0	257,145.0	269,640.0	328,993.0	337,701.0
Investissement	23,570.0	36,758.0	4,381.0	46,072.0	57,861.0	67,092.0	72,281.0	73,161.0	67,154.0	83,338.0
Solde extérieur	-22,448.0	-38,371.0	-11,745.0	-48,562.0	-60,206.0	-56,573.0	-78,836.0	-76,242.0	-132,108.0	-123,352.0
Exportations	11,403.0	18,946.0	3,318.0	23,592.0	28,563.0	29,142.0	31,903.0	37,806.0	32,346.0	40,693.0
Importations	33,851.0	57,317.0	15,063.0	72,154.0	88,769.0	85,715.0	110,739.0	114,048.0	164,454.0	164,045.0

Source : IHSI; BRH
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

Tableau I.3

Compte du produit intérieur brut
(en millions de gourdes de 1986/87)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	20091/	20102/	20113/
PIB	12,968.1	13,014.2	12,557.0	12,783.0	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,014.0	13,255.0	13,996.0
Importations	14,757.2	15,225.6	15,063.0	16,062.0	16,365.0	16,440.0	17,307.0	18,318.0	21,980.0	20,881.0
Ressources	27,725.4	28,239.8	27,620.0	28,845.0	29,436.0	29,948.0	30,929.0	32,332.0	35,235.0	34,877.0
Consommation	20,514.0	20,691.0	19,921.0	21,082.0	21,337.0	21,814.0	22,194.0	23,053.0	26,593.0	25,098.0
Investissement	4,390.0	4,526.0	4,381.0	4,444.0	4,541.0	4,680.0	4,811.0	4,967.0	4,649.0	5,067.0
Exportations	2,821.4	3,022.8	3,318.0	3,319.0	3,558.0	3,454.0	3,924.0	4,312.0	3,993.0	4,712.0
Emplois	27,725.4	28,239.8	27,620.0	28,845.0	29,436.0	29,948.0	30,929.0	32,332.0	35,235.0	34,877.0

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

Tableau I.3 a

Structure du PIB réel
(en millions de gourdes de 1986/87)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009[1/]	2010[2/]	2011[3/]
PIB	12,968.1	13,014.2	12,557.0	12,783.0	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,014.0	13,255.0	13,996.0
Demande intérieure	24,904.0	25,217.0	24,302.0	25,526.0	25,878.0	26,494.0	27,005.0	28,020.0	31,242.0	30,165.0
Consommation	20,514.0	20,691.0	19,921.0	21,082.0	21,337.0	21,814.0	22,194.0	23,053.0	26,593.0	25,098.0
Investissement	4,390.0	4,526.0	4,381.0	4,444.0	4,541.0	4,680.0	4,811.0	4,967.0	4,649.0	5,067.0
Solde extérieur	-11,935.9	-12,202.8	-11,745.0	-12,743.0	-12,807.0	-12,986.0	-13,383.0	-14,006.0	-17,987.0	-16,169.0
Exportations	2,821.4	3,022.8	3,318.0	3,319.0	3,558.0	3,454.0	3,924.0	4,312.0	3,993.0	4,712.0
Importations	14,757.2	15,225.6	15,063.0	16,062.0	16,365.0	16,440.0	17,307.0	18,318.0	21,980.0	20,881.0

Source : IHSI; BRH
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

Tableau I.3 b

Compte du produit intérieur brut
(variations en pourcentage)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 1/	2010 2/	2011 3/
PIB	0.4	- 3.5	1.8	2.3	3.3	0.8	2.9	- 5.4	5.6
Importations	3.2	- 1.1	6.6	1.9	0.5	5.3	5.8	20.0	- 5.0
Ressources	1.9	- 2.2	4.4	2.0	1.7	3.3	4.5	9.0	- 1.0
Consommation	0.9	- 3.7	5.8	1.2	2.2	1.7	3.9	15.4	- 5.6
Investissement	3.1	- 3.2	1.4	2.2	3.1	2.8	3.2	- 6.4	9.0
Exportations	7.1	9.8	0.0	7.2	- 2.9	13.6	9.9	- 7.4	18.0
Emplois	1.9	- 2.2	4.4	2.0	1.7	3.3	4.5	9.0	- 1.0

Source : IHSI

1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

Tableau I.3 c

Structure de la croissance du PIB réel
(variations en pourcentage)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009[1/]	2010[2/]	2011[3/]
PIB	0.4	- 3.5	1.8	2.3	3.3	0.8	2.9	- 5.4	5.6
Demande intérieure	1.3	- 3.6	5.0	1.4	2.4	1.9	3.8	11.5	- 3.4
Consommation	0.9	- 3.7	5.8	1.2	2.2	1.7	3.9	15.4	- 5.6
Investissement	3.1	- 3.2	1.4	2.2	3.1	2.8	3.2	- 6.4	9.0
Solde extérieur	2.2	- 3.8	8.5	0.5	1.4	3.1	4.7	28.4	- 10.1
Exportations	7.1	9.8	0.0	7.2	- 2.9	13.6	9.9	- 7.4	18.0
Importations	3.2	- 1.1	6.6	1.9	0.5	5.3	5.8	20.0	- 5.0

Source : IHSI; BRH
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

Tableau I.3 d

Contribution à la croissance du PIB réel
(en pourcentage)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009[1/]	2010[2/]	2011[3/]
PIB	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Demande intérieure	193.8	193.5	199.7	198.0	196.1	198.2	199.9	235.7	215.5
Consommation	159.0	158.6	164.9	163.2	161.5	162.9	164.5	200.6	179.3
Investissement	34.8	34.9	34.8	34.7	34.6	35.3	35.4	35.1	36.2
Solde extérieur	- 93.8	- 93.5	- 99.7	- 98.0	- 96.1	- 98.2	- 99.9	- 135.7	- 115.5
Exportations	23.2	26.4	26.0	27.2	25.6	28.8	30.8	30.1	33.7
Importations	117.0	120.0	125.7	125.2	121.7	127.1	130.7	165.8	149.2

Source : IHSI; BRH

1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

Tableau I.4

Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays
Août 2004=100

	Pondération	Oct. 10	Nov. 10	Déc. 10	Janv. 11	Fév. 11	Mars 11	Avr. 11	Mai 11	Juin 11	Juil. 11	Août. 11	Sept. 11
Indice général	100.00%	171.00	172.50	175.20	177.20	179.40	181.70	183.50	184.70	186.70	186.80	187.00	188.20
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	173.20	175.80	179.80	182.90	187.10	189.50	190.50	191.80	193.90	193.50	193.40	194.80
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	167.40	167.80	168.80	169.40	169.90	171.30	171.90	173.30	176.90	178.20	178.30	179.10
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	195.20	195.60	198.50	199.50	200.40	204.10	211.50	213.50	215.60	216.70	218.30	220.20
Aménagement et entretien du logement	4.70%	188.00	189.80	192.30	193.80	193.60	194.60	194.80	195.70	196.30	197.30	197.00	197.70
Santé	2.90%	173.30	173.90	177.00	178.10	178.50	180.40	181.60	184.50	187.80	189.20	189.80	192.00
Transport	13.74%	141.30	141.30	141.40	142.20	142.40	145.50	147.80	148.30	148.70	148.90	149.10	149.10
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	184.40	184.40	184.50	184.60	184.60	184.90	185.20	185.30	185.30	185.40	185.40	187.70
Autres biens et services	4.56%	146.80	147.20	148.70	149.20	149.50	150.00	150.50	152.40	156.30	157.10	157.30	158.30

Source : IHSI

Tableau I.4 a

Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays
Août 2004=100

	Pondération	Sept. 06	Sept. 07	Sept. 08	Sept. 09	Sept. 10	Sept. 11
Indice général	100.00%	132.2	142.6	170.9	162.9	170.5	188.2
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	133.9	143.9	182.4	164.4	172.60	194.8
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	126.5	138.0	153.7	162.1	167.10	179.1
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	136.3	157.2	177.5	173.3	194.60	220.2
Aménagement et entretien du logement	4.70%	130.2	146.4	165.4	181.5	187.90	197.7
Santé	2.90%	126.4	140.2	157.0	167.0	172.90	192.0
Transport	13.74%	127.1	126.9	147.6	141.1	141.30	149.1
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	144.9	159.6	171.3	182.3	183.20	187.7
Autres biens et services	4.56%	116.2	122.9	137.5	142.1	145.90	158.3

Source : IHSI

Tableau I.5

Taux d'inflation
(variation de l'IPC en pourcentage, août 2004=100)

	Oct. 10		Nov. 10		Déc. 10		Janv. 11		Fév. 11		Mars 11	
	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel
Indice général	0.3	4.6	0.9	5.1	1.6	6.2	1.1	3.7	1.2	6.4	1.3	7.2
Alimentation, boisson et tabac	0.3	5.0	1.5	6.3	2.3	7.8	1.7	4.9	2.3	9.1	1.3	9.4
Habillement, tissus et chaussures	0.2	2.8	0.2	2.9	0.6	2.4	0.4	2.6	0.3	3.0	0.8	3.8
Loyer du logement, énergie, eau	0.3	12.0	0.2	12.1	1.5	12.9	0.5	8.6	0.5	7.6	1.8	8.9
Aménagement et entretien du logement	0.1	3.1	1.0	3.9	1.3	5.1	0.8	5.4	-0.1	5.4	0.5	5.4
Santé	0.2	3.8	0.3	4.1	1.8	5.5	0.6	5.1	0.2	6.7	1.1	7.7
Transport	0.0	0.1	0.0	-1.2	0.1	-0.7	0.6	-5.0	0.1	-0.6	2.2	2.6
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	0.7	0.5	0.0	0.5	0.1	0.8	0.1	0.8	0.0	0.8	0.2	1.0
Autres biens et services	0.6	2.9	0.3	3.1	1.0	4.1	0.3	4.1	0.2	4.5	0.3	4.8

Sources : IHSI, BRH

Tableau I.5 (suite)

Taux d'inflation
(variation de l'IPC en pourcentage, août 2004=100)

	Avr. 11		Mai 11		Juin 11		Juil. 11		Août 11		Sept. 11	
	Variation mensuelle	glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel	Variation mensuelle	Variation en glis. annuel
Indice général	1.0	7.9	0.7	8.4	1.1	9.3	0.1	9.5	0.1	9.6	0.6	10.4
Alimentation, boisson et tabac	0.5	9.4	0.7	10.2	1.1	11.5	-0.2	11.5	-0.1	11.7	0.7	12.9
Habillement, tissus et chaussures	0.4	4.1	0.8	4.5	2.1	6.5	0.7	7.3	0.1	7.2	0.4	7.2
Loyer du logement, énergie, eau	3.6	12.6	0.9	12.1	1.0	11.5	0.5	12.0	0.7	12.7	0.9	13.2
Aménagement et entretien du logement	0.1	5.2	0.5	5.1	0.3	5.1	0.5	5.5	-0.2	5.0	0.4	5.2
Santé	0.7	8.1	1.6	9.2	1.8	10.1	0.7	10.7	0.3	10.3	1.2	11.0
Transport	1.6	4.3	0.3	4.6	0.3	5.3	0.1	5.5	0.1	5.5	0.0	5.5
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	0.2	1.1	0.1	1.2	0.0	1.2	0.1	1.3	0.0	1.2	1.2	2.5
Autres biens et services	0.3	5.1	1.3	5.8	2.6	7.8	0.5	8.3	0.1	7.7	0.6	8.5

Sources : IHSI, BRH

Tableau I.5 a

Taux d'inflation
(variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage, août 2004=100)

	Pondération	Sept. 06	Sept. 07	Sept. 08	Sept. 09	Sept. 10	Sept. 11
Indice général	100.00%	12.4	7.9	19.8	-4.7	4.7	10.4
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	13.3	7.5	26.8	-9.9	5.0	12.9
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	13.9	9.1	11.4	5.5	3.1	7.2
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	18.7	15.3	12.9	-2.4	12.3	13.2
Aménagement et entretien du logement	4.70%	9.6	12.4	13.0	9.7	3.5	5.2
Santé	2.90%	10.5	10.9	12.0	6.4	3.5	11.0
Transport	13.74%	3.8	-0.2	16.3	-4.4	0.1	5.5
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	19.8	10.1	7.3	6.4	0.5	2.5
Autres biens et services	4.56%	4.9	5.8	11.9	3.3	2.7	8.5

Source : IHSI

Tableau I.6

Taux de change à Port-au-Prince
(gourdes/dollar ÉU)

	Oct. 10	Nov. 10	Déc. 10	Janv. 11	Fév. 11	Mars 11	Avr. 11	Mai 11	Juin 11	Juil. 11	Août 11	Sept. 11
Marché informel[1/]												
À l'achat	39.9495	40.1853	40.0964	40.2378	40.4164	40.2243	40.2647	40.2772	40.2819	40.3091	40.4661	40.6811
À la vente	40.3255	40.4403	40.4256	40.5115	40.609	40.5375	40.6090	40.7009	40.7124	40.7281	40.8475	41.0551
Marché bancaire[1/]												
À l'achat	39.9841	40.1184	40.0308	40.2417	40.4017	40.2415	40.2411	40.2811	40.3134	40.3969	40.5851	40.8167
À la vente	40.3326	40.4755	40.3406	40.6295	40.7529	40.6281	40.5928	40.6118	40.6372	40.7181	40.9341	41.1658
Taux de référence												
Moyen	39.9661	40.1379	40.0611	40.2057	40.4101	40.2354	40.2537	40.2757	40.2991	40.3582	40.5295	40.7490
Fin de période	40.0954	40.1493	39.8817	40.3363	40.3803	40.2588	40.254	40.2586	40.3239	40.4165	40.6484	40.8742

Source : BRH.
1/ moyenne arithmétique de la période.

Tableau I.7

Composantes et contreparties de l'agrégat M3
(en millions de gourdes)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Composantes											
Agrégat M3	31,753.37	37,228.74	52,027.89	64,365.69	68,428.88	75,278.45	78,850.61	92,754.00	103,011.45	126,421.40	139,086.35
Agrégat M2	21,027.93	23,462.63	30,345.39	42,113.53	38,977.80	42,879.24	44,730.94	50,254.36	54,846.81	66,066.29	70,326.82
Agrégat M1	9,303.35	11,237.29	14,158.94	23,510.79	19,138.22	19,749.14	21,448.47	25,139.46	28,959.38	37,455.80	40,987.97
Monnaie en circulation	5,632.50	6,652.36	8,442.66	16,150.07	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20
Dépôts à vue	3,670.85	4,584.93	5,716.28	7,360.72	8,591.63	8,590.55	9,878.07	12,109.46	15,511.64	20,173.36	22,586.77
Quasi-monnaie	11,724.59	12,225.34	16,186.45	18,602.75	19,839.58	23,130.10	23,282.47	25,114.90	25,887.44	28,610.48	29,338.85
Dépôts d'épargne	6,532.90	7,468.85	9,930.77	10,629.86	12,510.64	13,443.86	13,997.24	16,522.68	17,799.76	21,345.99	23,036.67
Dépôts à terme et autres	5,191.69	4,756.49	6,255.68	7,972.89	7,328.94	9,686.24	9,285.23	8,592.22	8,087.67	7,264.49	6,302.18
Dépôts en dollars ÉU	10,725.43	13,766.11	21,682.50	22,252.16	29,451.08	32,399.21	34,119.67	42,499.64	48,164.64	60,355.11	68,759.52
Dépôts à vue	2,651.62	4,076.30	6,119.13	6,620.71	9,179.76	10,317.76	10,820.01	15,198.08	18,592.91	28,606.84	32,480.49
Dépôts d'épargne	3,501.69	4,588.44	7,045.22	7,452.99	9,832.82	10,295.64	11,071.21	14,435.46	16,830.41	20,501.51	24,483.50
Dépôts à terme et autres	4,572.12	5,101.37	8,518.16	8,178.46	10,438.50	11,785.81	12,228.45	12,866.10	12,741.32	11,246.76	11,795.53
Contreparties											
Réserves nettes de change du système bancaire	8,353.79	8,420.57	13,476.33	12,683.10	18,485.57	23,616.87	28,106.42	39,116.13	40,538.65	92,250.60	104,580.57
Avoirs extérieurs du système bancaire	11,437.84	11,884.54	17,952.76	17,371.92	23,938.15	28,953.34	34,305.71	50,683.46	61,359.57	104,303.83	117,504.81
Engagements extérieurs du système bancaire	3,084.05	3,463.96	4,476.43	4,688.82	5,452.58	5,336.47	6,199.29	11,567.34	20,820.92	12,053.23	12,924.24
Réserve nettes de change BRH	4,490.85	4,013.65	5,274.02	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81	21,040.71	24,001.43	64,168.79	72,469.47
Avoirs extérieurs BRH	7,064.01	6,762.06	8,688.71	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33	30,324.74	42,510.68	73,773.50	84,065.35
Engagements extérieurs BRH	2,573.16	2,748.40	3,414.69	2,889.41	3,915.78	4,268.05	4,829.52	9,284.03	18,509.25	9,604.71	11,595.88
Réserves de change banques commerciales	3,862.94	4,406.92	8,202.31	6,119.10	10,403.77	12,723.75	11,257.61	18,075.41	16,537.21	28,081.80	32,111.10
Avoirs extérieurs banques commerciales	4,373.83	5,122.48	9,264.05	7,918.51	11,940.57	13,792.16	12,627.38	20,358.72	18,848.89	30,530.33	33,439.46
Engagements extérieurs banques commerciales	510.89	715.56	1,061.74	1,799.41	1,536.80	1,068.42	1,369.77	2,283.31	2,311.67	2,448.52	1,328.36
Crédit intérieur net	24,662.93	29,521.10	37,677.43	41,941.57	46,499.72	47,174.55	48,314.35	49,980.35	58,875.10	36,321.01	37,654.18
Crédit au secteur public	12,078.55	15,074.58	18,415.06	20,939.64	21,029.63	20,155.85	18,368.15	12,483.94	15,873.45	-4,264.08	-12,871.46
Crédit à l'État	12,111.79	15,064.42	18,323.07	21,242.75	21,192.96	20,607.81	18,946.89	12,436.96	17,323.53	-1,502.93	-8,842.34
Crédit aux collectivités locales	-41.80	-31.23	-14.16	-57.18	-61.19	-244.58	-397.26	-208.65	-222.09	-155.10	-121.43
Crédit aux entreprises publiques	8.56	41.39	106.15	-245.93	-102.14	-207.38	-181.49	255.63	-1,227.99	-2,606.04	-3,907.70
Crédit au secteur privé	12,584.38	14,446.52	19,262.37	21,001.93	25,470.09	27,018.70	29,946.20	37,496.41	43,001.64	40,585.08	50,525.64
Autres postes nets[1/]	-1,263.36	-712.94	874.13	9,741.02	3,443.59	4,487.03	2,429.83	3,657.53	3,597.71	-2,150.20	-3,148.41

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les «créances interbancaires», «comptes de capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.8

La base monétaire et ses sources
(en millions de gourdes)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Base monétaire	16,447.92	19,277.75	26,337.64	30,981.54	33,574.11	38,537.10	42,887.40	49,467.26	56,589.68	81,401.67	88,199.48
Monnaie en circulation	5,632.50	6,652.36	8,442.66	8,685.16	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20
Réserves des banques	10,467.54	12,122.68	17,604.34	21,252.77	22,093.31	25,979.24	28,933.98	33,793.25	38,343.17	57,407.67	60,024.50
Réserves/dépôts des banques	5,114.01	5,289.08	7,857.95	16,150.07	14,716.35	16,342.37	18,324.88	22,308.92	26,692.43	45,824.04	50,769.57
Encaisses des banques et autres	2,576.53	3,680.60	5,303.39	1,557.58	1,875.97	1,827.87	1,595.80	1,883.33	2,098.74	2,373.63	2,926.93
Bons BRH émis	2,777.00	3,153.00	4,443.00	3,545.12	5,501.00	7,809.00	9,013.29	9,601.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00
Autres Dépôts	347.88	502.71	290.65	1,043.60	934.22	1,399.27	2,383.03	2,644.01	4,798.76	6,711.55	9,773.77
Dépôts des collectivités locales	41.80	31.23	14.16	57.18	61.19	110.17	204.18	208.65	222.09	155.10	121.43
Dépôts des entreprises publiques	188.08	359.44	137.79	338.84	267.18	368.61	645.58	575.00	1,986.14	2,661.74	3,946.38
Dépôts du secteur privé	51.60	65.03	102.86	139.82	139.16	187.61	186.90	174.35	217.53	545.40	952.66
Dépôts des autres institutions bancaires (AIB)	-	-	-	-	-	-	-	7.00	141.00	241.00	315.00
Dépôts des inst. financières non bancaires (IFNB)	66.40	47.01	35.84	507.76	466.70	732.88	1,346.37	1,679.00	2,232.00	3,108.31	4,438.31
Sources	16,447.92	19,277.75	26,337.64	30,981.54	33,574.11	38,537.10	42,887.40	49,467.26	56,589.68	81,401.67	88,199.48
Avoirs extérieurs nets	4,490.85	4,013.65	5,274.02	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81	21,040.71	24,001.43	64,168.79	72,469.47
Avoirs extérieurs BRH	7,064.01	6,762.06	8,688.71	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33	30,324.74	42,510.68	73,773.50	84,065.35
Engagements extérieurs BRH	-2,573.16	-2,748.40	-3,414.69	-2,889.41	-3,915.78	-4,268.05	-4,829.52	-9,284.03	-18,509.25	-9,604.71	-11,595.88
Créances nettes sur le secteur public	12,379.57	15,522.56	19,039.24	21,896.15	21,872.91	21,568.69	20,454.84	20,630.99	23,102.79	11,836.77	8,827.76
Créances nettes sur le gouvernement central	12,180.25	15,101.20	18,661.99	21,578.94	21,721.78	21,393.83	20,050.35	19,913.97	22,463.26	11,876.10	8,950.07
Créances nettes sur les Organismes autonomes				0.00	-141.39	-129.92	-136.10	-158.76	-173.90	-207.85	-310.22
Créances sur les collectivités locales	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances sur les entreprises publiques	199.32	421.36	377.24	317.21	292.52	304.79	540.59	875.78	813.42	168.52	187.91
Créances sur institutions financières monétaires	89.99	81.12	1,011.22	62.95	142.28	2,025.08	538.36	783.30	593.37	761.06	491.88
Autres postes nets[1/]	-512.49	-339.58	1,013.17	2,458.43	3,477.12	4,050.21	5,045.39	7,012.26	8,892.09	4,635.05	6,410.36

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).
1/ Ce poste regroupe les comptes «capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.9

Bilan de la BRH
(en millions de gourdes)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Avoirs extérieurs nets	4,490.85	4,013.65	5,274.02	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81	21,040.71	24,001.43	64,168.79	72,469.47
Avoirs extérieurs	7,064.01	6,762.06	8,688.71	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33	30,324.74	42,510.68	73,773.50	84,065.35
Engagements extérieurs	-2,573.16	-2,748.40	-3,414.69	-2,889.41	-3,915.78	-4,268.05	-4,829.52	-9,284.03	-18,509.25	-9,604.71	-11,595.88
Avoirs Intérieurs nets	11,609.20	14,761.39	20,772.98	23,373.93	24,558.10	26,244.70	23,655.56	25,782.54	27,789.48	10,521.32	5,956.24
Créances nettes sur l'État	12,180.25	15,101.20	18,661.99	21,578.94	21,721.78	21,393.83	20,050.35	19,913.97	22,463.26	11,876.10	8,950.07
Créances internes	13,342.07	16,374.10	20,169.80	24,800.38	25,297.65	24,927.17	29,308.16	32,653.33	36,780.61	43,919.83	44,841.46
Dépôts du gouvernement.	-1,161.81	-1,272.90	-1,507.81	-3,221.44	-3,575.86	-3,533.34	-9,257.81	-12,739.35	-14,317.35	-32,043.73	-35,891.39
Créances nettes sur collectivités locales	-41.80	-31.23	-14.16	-57.18	-61.19	-110.02	-204.03	-208.65	-222.09	-150.77	-111.62
Créances internes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts des collectivités locales	-41.80	-31.23	-14.16	-57.18	-61.19	-110.02	-204.03	-208.65	-222.09	-150.77	-111.62
Créances nettes sur les entreprises publiques	11.24	61.92	239.46	-21.62	25.35	-63.82	-104.99	300.78	-1,172.71	-2,493.23	-3,758.46
Créances internes	199.32	421.36	377.24	317.21	292.52	304.79	540.59	875.78	813.42	168.52	187.91
Dépôts des entreprises publiques	-188.08	-359.44	-137.79	-338.84	-267.18	-368.61	-645.58	-575.00	-1,986.14	-2,661.74	-3,946.38
Créances nettes sur les particuliers	380.51	420.48	542.19	763.26	935.76	1,050.43	1,354.73	1,568.35	1,771.75	1,612.90	1,343.92
Créances sur les institutions financières monétaires	89.99	81.12	1,011.22	62.95	142.28	2,025.08	538.36	783.30	593.37	761.06	491.88
Créances nettes sur autres institutions bancaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances nettes sur les institutions financières non banc.	-55.91	-38.99	-29.85	-504.49	-466.26	-732.88	-1,311.37	-1,602.62	-2,268.74	-3,145.95	-4,672.70
Comptes de capital	-4,104.66	-4,262.24	-3,745.47	-2,472.76	-2,061.37	-1,004.06	-30.89	-595.15	-409.65	-1,136.30	-506.17
Autres postes non classés	3,149.58	3,429.14	4,107.60	4,024.83	4,321.74	3,686.15	3,363.39	5,622.56	7,034.29	3,197.50	4,219.31
Actif = Passif	16,100.05	18,775.04	26,046.99	29,937.93	32,639.90	37,137.83	40,504.37	46,823.25	51,790.91	74,690.12	78,425.70
Engagements envers inst. financières monétaires	10,467.54	12,122.68	17,604.34	21,252.77	22,093.31	25,979.24	28,933.98	33,793.25	38,343.17	57,407.67	60,024.50
Dépôts Gdes des institutions financières monétaires	5,114.01	5,289.08	7,857.95	11,594.67	9,543.46	10,185.42	11,763.40	13,478.65	15,533.19	21,127.03	21,907.05
Encaisses des institutions financières monétaires	859.60	1,241.55	1,659.98	1,557.58	1,875.97	1,827.65	1,595.80	1,883.15	2,098.74	2,373.48	2,926.93
Autres Engagements env. inst. financières monétaires	-	0.06	0.01	0.01	0.00	0.21	0.00	0.19	0.00	0.15	0.00
Dépôts devises des institutions financières monétaires	1,716.93	2,438.99	3,643.40	4,555.40	5,172.89	6,156.95	6,561.48	8,830.27	11,159.24	24,697.01	28,862.52
Bons BRH émis	2,777.00	3,153.00	4,443.00	3,545.12	5,501.00	7,809.00	9,013.29	9,601.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00
Engagements envers secteur privé	5,632.51	6,652.36	8,442.66	8,685.16	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20
Monnaie fiduciaire en circulation	5,632.51	6,652.36	8,442.66	8,685.16	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20
Monnaie hors BRH	6,492.11	7,893.91	10,102.64	10,242.74	12,422.55	12,986.25	13,166.20	14,913.15	15,546.48	19,655.93	21,328.13
Encaisses des institutions financières monétaires	-859.60	-1,241.55	-1,659.98	-1,557.58	-1,875.97	-1,827.65	-1,595.80	-1,883.15	-2,098.74	-2,373.48	-2,926.93
Allocations de DTS 1/	450.09	538.04	823.02	-740.90	-854.54	-791.26	-775.70	-852.18	-	-	-

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Suite à une revision méthodologique, les Allocations DTS figurent au compte Capital en sept 97.

Tableau I.10

Bilan consolidé des banques commerciales[1/]
(en millions de gourdes)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Avoirs extérieurs nets	4,406.92	8,202.31	6,119.10	10,403.77	12,723.75	11,257.61	18,075.41	16,537.21	28,081.80	32,111.10
Réserves	12,078.30	17,568.89	21,047.17	21,887.68	25,552.78	28,481.17	33,518.06	38,308.26	56,755.50	60,005.12
Dépôts à la Banque Centrale	7,683.75	11,465.91	15,945.82	14,484.61	15,916.13	17,872.04	22,041.91	26,657.52	45,172.02	50,750.20
Encaisses en monnaie nationale	1,241.55	1,659.98	1,557.58	1,875.97	1,827.65	1,595.84	1,883.15	2,098.74	2,373.48	2,926.93
Bons BRH	3,153.00	4,443.00	3,543.78	5,527.10	7,809.00	9,013.29	9,593.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00
Portefeuille de crédit	28,404.57	18,720.18	20,238.67	24,534.33	25,953.34	28,404.57	35,753.71	41,012.36	38,426.78	48,229.06
Crédit au secteur public	-	-	-	-	172.69	-	-	-	-	-
Crédit au secteur privé	28,404.57	18,720.18	20,238.67	24,534.33	25,780.66	28,404.57	35,753.71	41,012.36	38,426.78	48,229.06
Comptes de capital	-8,612.65	-4,083.68	-4,402.69	-5,067.98	-6,670.77	-8,612.65	-9,160.79	-10,025.45	-10,723.68	-11,753.22
Autres postes non classés	-5,430.96	4,364.72	5,698.12	6,567.40	7,590.91	9,219.66	9,109.22	9,098.13	9,482.51	8,910.43
Total actif	30,846.18	44,772.42	48,700.37	58,325.20	65,150.01	68,750.37	87,295.61	94,930.51	122,022.91	137,502.51
Engagements envers la BRH	3.00	628.00	3.00	3.00	3.00	278.00	278.00	278.00	3.00	0.00
Engagements envers Inst. Fin. Non-Bancaires	150.17	86.97	61.08	64.14	108.02	142.13	104.56	171.00	142.36	138.60
Engagements envers le secteur privé	30,576.40	43,585.23	48,075.80	57,743.14	63,932.24	67,093.31	79,549.65	89,346.18	108,593.56	119,732.49
Dépôts en gourdes	16,810.28	21,902.73	25,823.64	28,292.06	31,533.04	32,973.64	37,050.01	41,181.54	48,238.44	50,972.96
Dépôts en dollars	13,766.12	21,682.50	22,252.16	29,451.08	32,399.21	34,119.67	42,499.64	48,164.64	60,355.11	68,759.52
Engagements envers le secteur public	116.62	472.22	560.49	514.92	1,106.75	1,236.93	7,363.40	5,135.33	13,284.00	17,631.42
Total passif	30,846.18	44,772.42	48,700.37	58,325.20	65,150.01	68,750.37	87,295.61	94,930.51	122,022.91	137,502.51

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).
1/ Y compris Capital Bank en 1996 et SOGEBEL en 1997.

Tableau I.11

Bilan consolidé des banques commerciales
(en millions de gourdes)

	Oct. 10	Nov. 10	Déc. 10	Janv. 11	Fév. 11	Mars 11	Avril 11	Mai 11	Juin 11	Juill. 11	Août 11	Sept. 11
Avoirs extérieurs nets	**27,876.08**	**28,322.68**	**29,596.95**	**29,510.08**	**29,934.11**	**31,083.93**	**31,495.28**	**32,177.69**	**32,961.39**	**33,659.94**	**31,956.17**	**32,111.10**
Réserves	**57,034.74**	**57,238.57**	**58,011.63**	**58,290.84**	**60,095.08**	**60,363.68**	**60,274.84**	**60,199.58**	**61,155.15**	**60,242.14**	**59,683.20**	**60,005.12**
Dépôts à la BRH	45,346.15	45,223.48	45,511.31	45,277.19	46,838.08	47,063.12	47,256.29	47,025.02	47,510.63	46,880.75	47,735.97	50,750.20
Encaisses en monnaie nationale	2,554.59	2,899.09	3,401.31	4,169.66	4,135.00	4,180.56	4,189.54	4,512.66	5,000.52	4,720.40	4,169.26	2,926.93
Bons BRH	9,134.00	9,116.00	9,099.00	8,844.00	9,122.00	9,120.00	8,829.00	8,661.90	8,644.00	8,641.00	7,777.98	6,328.00
Portefeuille de crédit	**39,308.58**	**39,482.37**	**39,804.83**	**40,877.14**	**40,185.40**	**40,552.45**	**41,290.71**	**41,587.54**	**41,771.94**	**43,143.49**	**45,673.60**	**48,229.06**
Crédit au secteur public	-	-	-	1,000.00	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit au secteur privé	39,308.58	39,482.37	39,804.83	39,877.14	40,185.40	40,552.45	41,290.71	41,587.54	41,771.94	43,143.49	45,673.60	48,229.06
Comptes de capital	**-10,911.73**	**-11,074.63**	**-11,111.44**	**-11,194.77**	**-11,246.35**	**-11,409.76**	**-11,521.02**	**-11,244.71**	**-11,289.30**	**-11,441.70**	**-11,741.70**	**-11,753.22**
Autres postes non classés	**9,099.24**	**9,165.03**	**8,867.15**	**9,041.61**	**8,510.21**	**8,439.88**	**8,897.76**	**8,815.60**	**8,467.74**	**8,563.90**	**8,479.49**	**8,910.43**
Total actif	**122,406.91**	**123,134.02**	**125,169.12**	**126,524.90**	**127,478.46**	**129,030.17**	**130,437.57**	**131,535.70**	**133,066.91**	**134,167.77**	**134,050.76**	**137,502.51**
Engagements envers la BRH	**3.00**	**3.00**	**3.00**	**3.00**	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements envers Inst. Fin. Non-Banc.	**141.09**	**135.39**	**144.06**	**147.41**	**141.11**	**136.68**	**166.08**	**152.60**	**147.71**	**151.72**	**154.76**	**138.60**
Engagements envers le secteur privé	**108,365.40**	**109,286.61**	**111,004.39**	**111,600.65**	**112,250.39**	**113,404.82**	**114,582.47**	**115,556.09**	**116,439.65**	**116,537.65**	**115,722.71**	**119,732.49**
Dépôts en gourdes	48,594.01	48,636.87	49,056.08	49,599.73	48,996.36	48,804.22	49,649.21	49,774.20	50,164.98	49,967.43	49,539.90	50,972.96
Dépôts en dollars	59,771.39	60,649.74	61,948.31	62,000.91	63,254.03	64,600.60	64,933.26	65,781.89	66,274.67	66,570.22	66,182.81	68,759.52
Engagements envers le secteur public	**13,897.43**	**13,709.02**	**14,017.67**	**14,773.84**	**15,086.96**	**15,488.68**	**15,689.01**	**15,827.01**	**16,479.55**	**17,478.40**	**18,173.29**	**17,631.42**
Total passif	**122,406.91**	**123,134.02**	**125,169.12**	**126,524.90**	**127,478.46**	**129,030.17**	**130,437.57**	**131,535.70**	**133,066.91**	**134,167.77**	**134,050.76**	**137,502.51**

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

Tableau I.12

Résumé des Opérations Financières de l' Administration Centrale 1/
(en millions de gourdes)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Recettes Totales	7,721.70	10,502.20	12,473.90	16,252.90	19,912.49	23,667.08	26,961.75	31,303.60	31,445.30	38,932.55
Recettes Courantes	7,720.70	10,502.20	12,473.90	16,252.90	19,912.49	23,667.08	26,961.75	31,303.60	31,445.30	38,932.55
Recettes internes	5,561.30	7,414.10	8,778.00	10,901.30	13,144.70	15,656.91	18,025.51	19,948.14	19,489.64	24,613.13
Dont: Impôt sur le revenu et les bénéfices	1,583.90	3,161.00	2,779.20	3,796.90	4,083.70	4,361.16	5,111.12	5,449.09	5,991.36	6,867.16
Taxe sur le chiffre d'affaires	2,417.20	834.30	3,458.20	4,038.30	5,893.80	6,844.00	8,206.74	9,105.13	8,477.02	10,329.20
Droits d'accises	534.30	2,769.00	1,231.70	1,246.10	1,278.20	1,784.45	1,284.09	1,979.94	1,454.54	952.78
Recettes douanières	2,070.40	2,768.70	3,527.60	4,437.80	6,240.56	6,923.90	7,917.12	9,013.28	11,493.80	13,764.87
Dont: Droits de douanes	1,022.80	1,055.70	1,767.00	2,324.70	3,274.50	3,527.40	4,058.00	4,809.68	7,089.06	7,635.23
Frais de vérification	778.00	319.40	1,464.30	1,769.00	2,578.00	2,788.10	3,181.85	3,562.03	3,234.95	4,339.94
Autres recettes 2/	89.00	319.40	168.30	913.80	527.23	1,086.27	1,019.12	2,342.18	461.86	554.55
Transferts des Entreprises Publiques	1.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses Totales	10,376.70	14,149.70	16,838.30	19,247.30	21,203.80	28,369.05	30,346.07	35,554.56	37,966.95	42,709.00
Dépenses Courantes	8,468.70	10,222.00	12,910.60	17,220.30	19,366.80	22,326.05	27,019.07	29,605.48	28,258.95	35,825.93
Dépenses sur biens et services	7,611.50	9,283.90	11,321.10	13,860.70	14,665.20	20,212.02	24,662.64	25,999.55	24,617.12	32,190.58
Traitements et salaires	3,482.90	3,688.90	4,142.60	5,853.00	6,871.20	8,830.82	12,855.63	14,464.95	13,437.23	15,474.06
Autres achats de biens et services	4,128.60	5,595.00	7,178.50	8,007.70	7,794.00	11,381.20	11,807.01	11,534.60	11,179.89	16,716.58
Paiements d'intérêts	126.50	278.90	930.30	1,607.90	2,318.90	750.78	730.21	1,336.44	1,408.02	848.11
Dette interne	-	155.00	480.00	400.00	1,540.00	-	-	827.51	1,100.40	825.153
Dette externe	126.50	123.90	450.30	1,207.90	778.90	750.78	730.21	508.93	307.62	22.9524
Subventions et transferts courants	494.40	398.20	398.20	1,322.60	1,840.40	1,363.24	1,626.22	2,269.50	2,233.80	2,787.31
Autres dépenses	236.30	261.00	261.00	429.10	542.30	-	-	-	-	-
Dont: Dépenses exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'Investissement	1,908.00	3,927.70	3,927.70	2,027.00	1,837.00	6,043.00	3,327.00	5,949.08	9,708.00	6,883.00
(Financées sur fonds locaux)										
Solde Courant	-748.00	280.20	-436.70	-967.40	545.69	1,341.03	-57.32	1,698.12	3,186.35	3,106.52
Ajustement	34.40	-270.10	-2,601.90	-3,684.80	-2,681.42	-5,837.55	-5,189.02	-1,944.81	-1,641.48	-5,101.47
Solde Global	-2,689.40	-3,377.40	-1,762.50	690.40	1,390.10	1,033.19	1,804.70	-2,306.16	-4,880.17	1,324.85
Financement Total	2,689.40	3,377.40	1,762.50	-690.40	-1,390.10	-1,033.19	-1,804.70	2,306.16	4,880.17	-1,324.85
Financement Externe	-164.50	35.50	-948.90	-587.50	-828.60	252.81	-781.09	-129.55	9,765.41	3,414.34
Dons externes au comptant	112.70	170.80	21.00	2,140.60	766.50	1,235.70	361.10	900.23	9,904.49	3,498.73
Prêts nets	-277.20	-135.30	-969.90	-2,728.10	-1,595.10	-982.89	-1,142.19	-1,029.78	-139.08	-84.42
Tirages	101.00	2,003.20	-	-	-	-	-	-	93.78	-
Amortissement	-378.20	-2,138.50	-969.90	-2,728.10	-1,595.10	-982.89	-1,142.19	-1,029.78	-232.86	-84.42
Financement Interne	2,853.90	3,341.90	2,711.40	-102.90	-561.50	-1,286.00	-1,023.61	2,435.71	-4,885.24	-4,739.27
Sytème bancaire	2,853.90	3,341.90	2,688.90	-84.20	-560.60	-1,274.80	-1,023.61	2,435.71	-4,884.85	-4,739.27
Dont: Autorités monétaires(BRH)	2,891.50	3,669.30	2,820.10	-21.20	-344.00	-949.00	-665.74	2,515.11	-90.43	-3,093.70
Autres sources	497.00	-	22.50	-18.70	-0.90	-11.20	-	-	-0.39	-1,654.25
Dont arriérés de paiements	497.00	-	22.50	-	-	-	-	-	-	8.61
Pour mémoire : (en pourcentage du PIB)										
Recettes courantes	8.21	8.77	8.89	9.67	10.10	10.75	10.76	11.73	11.91	13.08
Dépenses courantes	9.01	8.74	9.20	10.25	9.82	10.19	10.78	11.09	10.70	12.03
Dépenses d'investissement	2.03	3.28	2.80	1.21	0.93	2.75	1.33	2.23	3.68	2.31
Solde courant	-0.80	0.23	-0.31	-0.58	0.28	0.61	-0.02	0.64	1.21	1.04
Solde global	-2.86	-2.82	-1.26	0.41	0.71	0.47	0.72	-0.86	-1.85	0.45
Dons	0.12	0.14	0.01	1.27	0.39	0.56	0.14	0.34	3.75	1.18
Prêts(bruts)	0.11	1.58	-	-	-	-	-	-	0.04	-
Financement externe	-0.17	4.51	-0.68	-0.35	-0.42	0.11	-0.31	-0.05	3.70	1.15
Financement BRH	3.08	3.06	2.01	-0.01	-0.17	-0.43	-0.27	0.94	-0.03	-1.04
PIB nominal	94,028.00	119,758.00	140,387.00	168,035.00	197,138.00	220,110.00	250,590.00	266,904.00	264,039.00	297,687.00

Sources : BRH, MEF

1/ Opérations du Budget de Fonctionnement de l'Administration Centrale, enregistrées sur la base des encaissements et des décaissements.
2/ Cette rubrique regroupe les recettes non identifiées au niveau des recettes internes et douanières ainsi que les recouvrements de dette.

Tableau I.13

Résumé des opérations financières des administrations publiques [1/]
(en millions de gourdes)

	1er trimestre 2011			2e trimestre 2011			3e trimestre 2011			4e trimestre 2011			
	Oct. 10	Nov. 10	Déc. 10	Janv. 11	Fév. 11	Mars 11	Avr. 11	Mai 11	Juin 11	Juil. 11	Août 11	Sept. 11	Oct. 10 - Sept. 11
Recettes totales (incluant les dons)	**4,297.92**	**2,975.46**	**3,175.60**	**3,283.39**	**2,973.83**	**3,225.79**	**3,013.14**	**3,270.80**	**2,947.11**	**4,656.42**	**5,128.32**	**3,483.50**	**42,431.28**
Recettes totales	**3,741.74**	**2,975.46**	**3,175.60**	**3,283.39**	**2,973.83**	**3,225.79**	**3,013.14**	**3,270.80**	**2,947.11**	**3,136.26**	**3,705.93**	**3,483.50**	**38,932.55**
Recettes courantes	3,741.74	2,975.46	3,175.60	3,283.39	2,973.83	3,225.79	3,013.14	3,270.80	2,947.11	3,136.26	3,705.93	3,483.50	38,932.55
Recettes internes	2,420.94	2,022.61	1,923.80	2,103.19	2,025.15	2,154.53	1,948.81	2,054.40	1,880.25	1,850.60	2,238.06	1,990.79	24,613.13
Recettes douanières	1,308.04	951.26	1,222.86	1,115.57	926.63	962.26	1,052.48	1,185.97	1,060.94	1,272.82	1,410.07	1,295.97	13,764.87
Recettes non classées [1/]	12.75	1.60	28.94	64.63	22.05	109.00	11.85	30.43	5.91	12.84	57.80	196.74	554.55
Transferts des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dons externes au comptant	556.2	-	-	-	-	-	-	-	-	1,520.2	1,422.4	-	3,498.73
Dépenses totales	**3,259.30**	**4,480.84**	**5,137.19**	**2,089.52**	**2,971.55**	**3,479.57**	**2,300.03**	**2,782.51**	**2,569.66**	**3,391.66**	**2,543.30**	**7,703.93**	**42,709.05**
Dépenses courantes	**3,250.30**	**2,959.84**	**3,274.19**	**2,071.52**	**2,715.55**	**3,154.57**	**1,851.03**	**2,348.51**	**2,358.66**	**2,556.66**	**2,445.30**	**6,839.93**	**35,826.05**
Dépenses sur biens et services	2,830.00	2,603.65	2,807.49	1,781.48	2,614.08	2,964.91	1,395.39	2,236.72	2,289.15	1,912.38	2,270.93	6,484.46	32,190.64
Traitements et salaires	1,017.83	1,310.66	1,839.22	1,285.51	843.66	1,517.09	1,156.16	1,283.92	1,288.85	1,071.58	1,413.03	1,446.56	15,474.06
Dépenses de fonctionn. / Achats de b & s	1,812.17	1,292.99	968.28	495.97	1,770.43	1,447.82	239.22	952.80	1,000.30	840.80	857.90	5,037.90	16,716.58
Paiements d'intérêts	0.50	91.70	183.40	91.75	4.59	5.64	187.15	5.74	-	275.00	1.29	1.35	848.11
Subventions	419.80	264.49	283.30	198.29	96.87	184.01	268.50	106.04	69.52	369.28	173.08	354.13	2,787.31
Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'investissement	**9.00**	**1,521.00**	**1,863.00**	**18.00**	**256.00**	**325.00**	**449.00**	**434.00**	**211.00**	**835.00**	**98.00**	**864.00**	**6,883.00**
Solde courant	**491.44**	**15.63**	**-98.60**	**1,211.88**	**258.28**	**71.22**	**1,162.11**	**922.29**	**588.45**	**579.61**	**1,260.63**	**-3,356.43**	**3,106.50**
Ajustement [2/]	147.40	-176.10	-274.60	-2,597.40	1,060.60	640.90	298.60	-1,259.90	9.60	-606.70	-300.80	-2,043.07	-5,101.47
Solde global [3/]	**335.00**	**-1,329.30**	**-1,687.00**	**3,791.20**	**-1,058.40**	**-894.60**	**414.50**	**1,748.20**	**367.90**	**351.30**	**1,463.40**	**-2,177.35**	**1,324.85**
Financement total	**-891.46**	**1,279.81**	**1,634.77**	**-3,804.50**	**894.87**	**840.17**	**-617.09**	**-1,753.96**	**-368.80**	**-1,871.40**	**-2,885.53**	**2,188.28**	**-5,354.84**
Financement externe	**-7.26**	**-51.19**	**-51.73**	**-18.10**	**-163.03**	**-69.83**	**-232.86**	**-7.26**	**-**	**-**	**-5.63**	**-**	**-606.89**
Prêts concessionnels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements	-7.26	-51.19	-51.73	-18.10	-163.03	-69.83	-232.86	-7.26	-	-	-5.63	-	-606.89
Financement interne	**-884.20**	**1,331.00**	**1,686.50**	**-3,786.40**	**1,057.90**	**910.00**	**-384.23**	**-1,746.70**	**-368.80**	**-1,871.40**	**-2,879.90**	**2,188.28**	**-4,747.95**
Financement BRH [4/]	-654.90	1,253.10	1,709.40	-3,223.60	772.90	949.20	-405.60	-875.00	-184.40	-1,919.60	-2,762.40	2,247.20	-3,093.70
Financement BNC	-229.30	77.90	-22.90	-562.80	285.00	-39.20	21.37	-871.70	-184.40	48.20	-117.50	-58.92	-1,654.25
Autres sources [5/]	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Sources : Direction du Contrôle du Crédit, BRH; Ministère de l'Économie et des Finances.
1/ Base : encaissements-décaissements.
2/ Le poste «ajustement» permet de rétablir l'équilibre comptable entre la balance globale et le financement.
3/ Le solde global est déterminé à partir des opérations considérées comme les moyens de son financement.
4/ Exclut les comptes STABEX, PL-480, Farine Canada et Don Japonais.
5/ Incluant les dépôts du gouvernement dans les banques commerciales publiques et privées.

Tableau I.14

Résumé de la Balance des Paiements d'Haïti
En millions de Dollars É.U, (sauf indication contraire)

	2005	2006	2007	2008	2009 (P)	2010 (P)	2011 (P)
A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**7.04**	**-85.05**	**-85.78**	**-289.05**	**-226.28**	**-165.82**	**-338.79**
Biens et services	-1,247.81	-1,452.48	-1,605.25	-2,020.81	-1,874.30	-3,284.92	-3,136.92
Crédit	605.07	689.10	779.19	832.97	929.89	802.39	1,017.24
Débit	-1,852.88	-2,141.58	-2,384.44	-2,853.78	-2,804.19	-4,084.22	-4,154.16
Biens	-848.90	-1,053.05	-1,182.12	-1,617.55	-1,481.11	-2,246.68	-1,245.92
Crédit	459.61	495.17	522.08	490.20	551.00	563.38	768.08
Débit	-1,308.51	-1,548.22	-1,704.20	-2,107.76	-2,032.11	-2,810.06	-2,014.00
Services	-398.91	-399.43	-423.13	-403.27	-393.20	-1,035.15	-890.99
Crédit	145.46	193.93	257.11	342.77	378.88	239.01	249.16
Débit	-544.37	-593.36	-680.24	-746.04	-772.08	-1,274.16	-1,140.15
Revenus	-35.04	6.63	2.19	5.55	12.80	22.28	41.00
Crédit	0.00	18.69	21.78	28.03	31.13	32.70	44.24
Débit	-35.04	-12.06	-19.59	-22.48	-18.33	-10.42	-3.24
Transferts courants	1,289.89	1,360.80	1,517.28	1,726.21	1,635.22	3,096.82	2,757.13
Crédit:	1,349.57	1,436.32	1,613.69	1,843.29	1,770.05	3,263.80	2,997.37
Dons officiels	363.42	373.45	391.60	473.54	394.50	1,790.00	1,446.00
Transferts privés	986.16	1,062.87	1,222.09	1,369.75	1,375.55	1,473.80	1,551.37
Débit	-59.69	-75.52	-96.41	-117.08	-134.82	-166.98	-240.24
B. COMPTE DE CAPITAL	-	-	-	-	893.39	1,470.98	726.38
Crédit	-	-	-	-	893.39	1,470.98	726.38
Débit	-	-	-	-	-	-	-
C. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES	**13.35**	**139.50**	**138.30**	**308.23**	**-470.54**	**-782.46**	**-137.13**
Investissements directs	26.00	160.60	74.50	29.80	37.95	150.00	181.00
Autres Investissements	-12.65	-21.10	63.80	278.43	-508.49	-932.46	-318.13
Administrations publiques	51.93	39.57	51.51	284.11	-760.86	-529.73	-221.44
Décaissements	-	-	-	333.87	224.81	291.41	341.43
Amortissements	-	-	-	49.76	931.67	821.14	562.87
dont annulation de la Dette	-	-	-	-	893.39	812.98	556.38
Secteur bancaire (net)	-70.76	-83.46	14.43	141.67	56.54	-307.21	-82.98
Secteur non bancaire (net)	6.00	19.80	-2.00	86.00	19.00	-52.00	-55.00
Autres avoirs et engagements(nets)	0.18	2.99	-0.14	49.99	122.82	-43.52	41.29
D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**13.53**	**39.50**	**145.54**	**71.20**	**-46.09**	**217.04**	**-64.31**
BALANCE GLOBALE (A+B+C+D)	33.92	93.95	198.05	90.38	150.47	742.83	186.15
E. FINANCEMENT	-33.92	-93.95	-198.05	-97.60	-150.47	-742.83	-186.15
Avoirs de réserve 1/	-21.97	-108.87	-208.27	-163.28	-239.89	-844.89	-209.30
Utilisation des crédits et prêts du FMI	8.48	12.43	23.21	49.20	64.84	96.86	12.45
Autres Engagements 2/	1.63	0.80	0.47	0.71	3.09	-0.08	3.20
Variation des arriérés de paiement 3/	-22.06	1.69	-38.04	-	-	-	-
Remise de dette	-	-	21.01	18.66	17.87	3.07	4.49
Reéchelonnement obtenu	-	-	3.58	4.33	3.63	2.21	3.01
Pour mémoire							
Assistance externe	423.83	425.45	466.32	806.85	-247.52	1357.13	1237.01
Dons officiels 4/	363.42	373.45	391.60	473.54	394.50	1790.00	1,446.00
Prêts nets	60.41	52.00	74.72	333.31	-642.02	-432.87	-208.99

Sources : Banque de la République d'Haïti (BRH)
Banque des Règlements Internationaux (BRI)

(P) : Données provisoires

1/ Variation des avoirs de réserve bruts
Le signe (-) singifie une augmentation

2/ Engagements à court terme envers les Organisations financières internationales

3/ Sans signe = accumulation; (-) = remboursement

4/ Transferts publics (appellation des anciennes éditions du Manuel de BDP)
Enregistrés maintenant dans la rubrique Transferts courants.

Tableau I.15

Position extérieure globale d'Haïti 1/
(En Millions de Dollars É.U.)

	2007(P)	2008(P)	2009(P)	2010(P)	2011(P)
AVOIRS	**1,175.08**	**1,419.96**	**1,372.86**	**2,768.99**	**3,005.55**
Investissements directs haïtiens à l'étranger					
Autres investissements	**706.58**	**938.52**	**865.98**	**1,200.71**	**1,287.33**
Secteur bancaire	348.39	509.61	451.21	764.40	818.59
Secteur non bancaire	308.00	379.00	346.00	384.00	414.00
Autres avoirs	50.19	49.91	68.77	52.31	54.74
Avoirs de réserve nets des autorités monétaires	**468.50**	**481.44**	**506.87**	**1,568.28**	**1,718.22**
ENGAGEMENTS	**2,163.58**	**2,591.84**	**2,134.16**	**1,831.99**	**1,798.35**
Investissements directs étrangers en Haïti	**385.56**	**415.36**	**453.31**	**603.31**	**784.31**
Autres investissements	**1,778.02**	**2,176.48**	**1,680.85**	**1,228.68**	**1,014.04**
Dette publique externe	1,541.20	1,884.72	1,247.15	863.08	657.30
Secteur bancaire	37.65	57.15	55.34	61.30	32.52
Secteur non bancaire	122.00	107.00	106.00	92.00	65.00
Autres engagements	77.17	127.61	272.36	212.30	259.22
POSITION EXTÉRIEURE NETTE	**-988.50**	**-1,171.88**	**-761.30**	**937.00**	**1,207.20**

Sources: BRH/DAI-Service économie internationale
Banque des Règlements Internationaux (BRI)
(P): Données provisoires
1/ La position est calculée au terme de l'exercice se terminant le 30 Septembre

Tableau I.16

Valeur des Principaux Produits Exportés
(En Millions de Dollars É.U.)

Période	Café	Cacao	Huiles essentielles	Pite et Ficelles	Mangues	Langoustes	Autres produits Primaires	Petite industrie	Articles manufacturés1/	Autres produits industriels	Ajustements pour évaluation	Total 2/	Ajustements pour classification	Total Export. 3/ (FOB)
2005	3.78	6.91	7.15	1.18	8.92	3.82	2.30	5.69	154.62	6.23	17.16	217.77	241.84	459.61
2006	5.93	4.47	10.62	0.87	8.81	3.34	1.37	5.70	169.66	0.93	18.11	229.81	265.36	495.17
2007	2.00	6.17	13.12	0.00	7.93	4.36	0.89	4.78	180.57	0.91	18.90	239.63	282.45	522.08
2008	3.49	7.27	18.01	0.00	10.00	5.17	0.87	2.59	165.09	1.24	18.29	232.02	258.18	490.20
2009 (P)	2.65	7.42	9.80	0.00	11.07	3.43	1.21	3.08	191.60	1.25	19.81	251.32	299.68	551.00
2010 (P)	1.32	9.04	13.95	0.00	7.61	3.60	1.08	3.10	195.95	0.97	20.25	256.87	306.47	563.34
2011 (P)	6.98	6.90	16.37	0.00	10.53	5.85	1.51	4.17	267.81	1.51	27.53	349.16	418.86	768.02
2006														
1er Trimestre	1.40	0.81	0.65	0.14	0.14	0.93	0.50	1.66	42.24	0.19	4.17	52.83	66.07	118.90
2e Trimestre	2.94	0.55	3.46	0.18	0.23	0.69	0.32	1.21	36.46	0.19	3.95	50.16	57.02	107.18
3e Trimestre	0.85	2.51	3.09	0.20	6.25	0.65	0.28	1.45	43.65	0.38	5.07	64.38	68.27	132.65
4e Trimestre	0.74	0.61	3.42	0.35	2.19	1.07	0.27	1.38	47.32	0.17	4.92	62.44	74.01	136.44
2007														
1er Trimestre	0.15	2.07	1.15	0.00	0.24	1.14	0.24	1.22	48.88	0.30	4.74	60.13	76.44	136.57
2e Trimestre	0.69	0.94	3.89	0.00	0.58	1.03	0.10	1.16	42.85	0.18	4.40	55.82	67.03	122.85
3e Trimestre	0.67	2.29	4.01	0.00	6.71	0.99	0.27	1.06	44.11	0.26	5.17	65.54	69.01	134.55
4e Trimestre	0.49	0.87	4.07	0.00	0.40	1.20	0.28	1.34	44.73	0.17	4.59	58.14	69.97	128.11
2008														
1er Trimestre	0.42	1.32	4.07	0.00	0.24	1.50	0.34	0.70	45.42	0.27	4.64	58.92	71.02	129.94
2e Trimestre	1.73	1.54	6.30	0.00	0.87	1.10	0.22	0.46	29.19	0.30	3.58	45.29	45.65	90.94
3e Trimestre	1.11	3.81	4.49	0.00	6.89	1.18	0.15	0.65	41.56	0.36	5.15	65.35	64.99	130.34
4e Trimestre	0.23	0.60	3.15	0.00	2.00	1.39	0.16	0.78	48.92	0.31	4.92	62.46	76.52	138.98
2009 (P)														
1er Trimestre	0.11	3.02	2.50	0.00	0.03	0.76	0.19	0.67	41.91	0.34	4.24	53.76	65.55	119.30
2e Trimestre	1.20	0.75	4.17	0.00	0.11	0.80	0.13	0.68	39.49	0.26	4.07	51.66	61.76	113.42
3e Trimestre	0.92	2.52	1.61	0.00	7.21	1.07	0.59	0.87	53.94	0.30	5.91	74.94	84.38	159.32
4e Trimestre	0.43	1.13	1.52	0.00	3.72	0.79	0.30	0.86	56.26	0.35	5.60	70.97	88.00	158.97
2010 (P)														
1er Trimestre	0.25	3.30	1.66	0.00	0.01	1.24	0.24	0.82	51.30	0.24	5.05	64.11	80.24	144.35
2e Trimestre	0.05	0.19	4.53	0.00	0.00	0.71	0.05	0.48	29.79	0.09	3.07	38.96	46.59	85.55
3e Trimestre	0.51	4.62	4.70	0.00	5.50	0.59	0.56	0.86	55.41	0.33	6.26	79.34	86.67	166.01
4e Trimestre	0.51	0.93	3.06	0.00	2.10	1.06	0.23	0.94	59.45	0.31	5.87	74.46	92.97	167.43
2011 (P)														
1er Trimestre	0.72	2.16	2.49	0.00	0.03	1.57	0.22	0.92	57.62	0.35	5.66	71.74	90.12	161.86
2e Trimestre	2.01	1.95	7.71	0.00	0.06	1.20	0.27	0.93	58.56	0.24	6.24	79.17	91.58	170.75
3e Trimestre	1.86	1.98	4.50	0.00	8.65	1.29	0.68	1.12	71.35	0.38	7.86	99.67	111.60	211.27
4e Trimestre	2.39	0.81	1.67	0.00	1.79	1.79	0.34	1.20	80.28	0.54	7.77	98.58	125.56	224.14
2011 (P)														
Octobre	0.24	0.72	0.83	0.00	0.01	0.58	0.08	0.30	19.40	0.10	1.90	24.16	30.34	54.50
Novembre	0.24	0.72	0.83	0.00	0.01	0.71	0.08	0.30	17.36	0.14	1.75	22.14	27.15	49.29
Décembre	0.24	0.72	0.83	0.00	0.01	0.28	0.06	0.32	20.86	0.11	2.01	25.44	32.63	58.07
Janvier	0.67	0.65	2.57	0.00	0.02	0.41	0.09	0.20	12.70	0.11	1.49	18.91	19.86	38.77
Février	0.67	0.65	2.57	0.00	0.02	0.36	0.09	0.34	21.89	0.04	2.28	28.91	34.23	63.14
Mars	0.67	0.65	2.57	0.00	0.02	0.43	0.09	0.39	23.97	0.09	2.47	31.35	37.49	68.84
Avril	0.62	0.66	1.50	0.00	2.95	0.26	0.22	0.33	21.11	0.03	2.37	30.05	33.02	63.07
Mai	0.62	0.66	1.50	0.00	4.12	0.49	0.29	0.36	22.89	0.13	2.66	33.72	35.80	69.52
Juin	0.62	0.66	1.50	0.00	1.58	0.54	0.17	0.43	27.35	0.22	2.83	35.90	42.78	78.68
Juillet	0.90	0.61	0.52	0.00	0.42	0.62	0.13	0.38	25.59	0.21	2.51	31.89	40.02	71.91
Août	1.00	0.04	0.71	0.00	1.33	0.56	0.15	0.40	26.37	0.18	2.63	33.37	41.24	74.61
Septembre	0.49	0.16	0.44	0.00	0.04	0.61	0.06	0.42	28.32	0.15	2.63	33.32	44.30	77.62

Sources : MCI, AGD - Sites Internet: Dpt du Commerce américain et Stat-Can - Base de données OCDE
1/ Produits des industries d'assemblage
2/ Exportations totales tenant compte de la valeur ajoutée des industries d'assemblage.
3/ Exportations brutes.
(P): Données provisoires

Tableau I.17

Exportations aux U.S.A (F.O.B)
A base de Matières premières locales
(En milliers de Dollars É.U)

Période	Articles manufact. en cuir	Articles manufact. en bois Bois pour meubles	Vêtements & autres ouvrages. Produits textiles	Tapis & Accessoires Couverture	Objets de collection Travaux d'art Antiquités	Balais Brosses Ficelles	Art. déclarés & non déclarés	Autres: Art. en verre & en céram.	Sous-total	Marchandises retournées	Total
2007	2,073.17	53.04	2,768.40	-	-	0.28	2.54	20.97	4,918.39	-147.55	4,770.84
2008	0.35	99.23	2,528.71	4.80	-	0.78	2.34	31.23	2,667.45	-80.02	2,587.42
2009 (P)	-	70.66	2,937.03	-	-	0.83	45.05	111.71	3,165.28	-94.96	3,070.32
2010 (P)	-	35.73	3,010.26	1.20	-	-	34.39	122.53	3,204.11	-96.11	3,108.00
2011 (P)	8.00	39.69	4,110.41	-	-	-	70.41	80.67	4,309.17	-129.28	4,179.90
2007											
1er Trimestre	489.92	13.79	749.77	-	-	-	-	-	1253.48	-37.60	1215.88
2e Trimestre	535.30	-	657.23	-	-	-	-	-	1192.53	-35.78	1156.75
3e Trimestre	387.80	15.75	675.49	-	-	0.28	2.54	11.70	1093.56	-32.81	1060.75
4e Trimestre	660.15	23.50	685.91	-	-	-	-	9.27	1378.82	-41.36	1337.46
2008											
1er Trimestre	-	16.87	695.94	-	-	-	-	2.25	715.06	-21.45	693.61
2e Trimestre	0.35	18.00	445.93	4.80	-	-	-	7.06	476.14	-14.28	461.86
3e Trimestre	-	30.34	636.93	-	-	-	2.34	4.00	673.61	-20.21	653.40
4e Trimestre	-	34.02	749.91	-	-	0.78	-	17.92	802.64	-24.08	778.56
2009 (P)											
1er Trimestre	-	31.67	642.62	-	-	-	-	11.44	685.73	-20.57	665.16
2e Trimestre	-	13.30	606.36	-	-	-	-	76.40	696.06	-20.88	675.18
3e Trimestre	-	25.69	824.71	-	-	0.48	29.84	16.98	897.70	-26.93	870.77
4e Trimestre	-	-	863.34	-	-	0.35	15.21	6.89	885.79	-26.57	859.22
2010 (P)											
1er Trimestre	-	15.62	786.73	-	-	-	4.13	43.86	850.34	-25.50	824.84
2e Trimestre	-	10.23	457.34	-	-	-	7.06	19.95	494.58	-14.84	479.74
3e Trimestre	-	3.69	852.55	1.20	-	-	11.84	18.05	887.33	-26.61	860.72
4e Trimestre	-	6.19	913.64	-	-	-	11.36	40.67	971.86	-29.16	942.70
2011 (P)											
1er Trimestre	0.34	8.84	883.54	-	-	-	9.37	43.61	945.70	-28.38	917.32
2e Trimestre	7.66	11.75	899.91	-	-	-	23.05	11.77	954.14	-28.63	925.52
3e Trimestre	-	14.17	1,095.18	-	-	-	32.17	25.29	1,166.81	-35.00	1,131.82
4e Trimestre	-	4.93	1,231.78	-	-	-	5.82	-	1,242.52	-37.27	1,205.24
2011											
Octobre	-	3.00	298.05	-	-	-	4.51	-	305.56	-9.17	296.39
Novembre	0.34	5.84	264.81	-	-	-	2.60	40.37	313.96	-9.42	304.54
Décembre	-	-	320.68	-	-	-	2.26	3.24	326.18	-9.79	316.39
Janvier	-	4.65	194.98	-	-	-	2.37	-	202.00	-6.06	195.94
Février	-	2.20	336.54	-	-	-	4.63	6.13	349.50	-10.49	339.02
Mars	7.66	4.90	368.39	-	-	-	16.05	5.64	402.64	-12.08	390.56
Avril	-	8.77	324.47	-	-	-	11.97	-	345.21	-10.36	334.86
Mai	-	3.06	351.09	-	-	-	11.19	10.49	375.83	-11.27	364.56
Juin	-	2.34	419.62	-	-	-	9.01	14.80	445.77	-13.37	432.40
Juillet	-	2.36	392.67	-	-	-	-	-	395.03	-11.85	383.17
Août	-	2.57	404.76	-	-	-	2.77	-	410.09	-12.30	397.79
Septembre	-	-	434.35	-	-	-	3.05	-	437.40	-13.12	424.28

Sources : Banque de la République d'Haiti(BRH) -Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique
(P): Données provisoires

Tableau I.18

Exportations des industries d'assemblage aux U.S.A (F.O.B)
A base de matières premières importées
(En milliers de dollars É.U)

	Tulles Dentelles Rubans Ouvrages Brodés	Appareils (1) & Matériels électriques & électroniques	Machinerie & Accessoires	Art. de voyage Sacs à main (Bijouterie)	Vêtements & Art. pour vêtements	Chaussures	Ornements Jouets & Articles de sport	Art. manuf. en caoutchouc et en plastic	Autres Appareils optiques à enregistrer et à reproduire les sons	Total
Période										
2007	368.13	3,164.11	11.25	591.31	458,626.92	0.28	406.30	141.88	60.84	463,371.02
2008	239.67	2,669.97	-	2,429.91	418,924.10	0.30	548.03	119.14	181.46	425,112.58
2009 (P)	146.23	1,956.16	-	1,782.31	486,566.97	-	449.93	27.31	171.94	491,100.85
2010 (P)	112.05	3,135.49	-	1,693.68	500,686.38	0.50	433.32	50.19	26.76	506,138.37
2011 (P)	135.59	2,911.98	-	1,876.75	680,958.66	3.62	314.04	67.50	3.05	686,271.19
2007										
1er Trimestre	123.06	671.16	11.25	48.82	124,211.78	-	67.84	17.42	4.58	125,155.91
2e Trimestre	89.60	867.16	-	111.58	108,879.30	-	101.39	24.15	-	110,073.18
3e Trimestre	71.81	880.85	-	183.85	111,904.70	0.28	129.33	60.09	23.26	113,254.17
4e Trimestre	83.66	744.94	-	247.06	113,631.14	-	107.74	40.22	33.00	114,887.76
2008										
1er Trimestre	89.57	571.34	-	752.38	115,294.20	-	182.28	33.12	36.30	116,959.19
2e Trimestre	42.17	749.05	-	518.63	73,876.59	-	119.47	17.11	45.42	75,368.44
3e Trimestre	44.38	753.81	-	610.04	105,516.63	-	161.11	33.72	43.99	107,163.68
4e Trimestre	63.55	595.77	-	548.86	124,236.68	0.30	85.17	35.19	55.75	125,621.27
2009 (P)										
1er Trimestre	50.07	533.61	-	574.36	106,460.91	-	102.44	6.41	24.13	107,751.93
2e Trimestre	44.97	494.91	-	396.06	100,452.88	-	113.93	-	21.65	101,524.40
3e Trimestre	18.35	469.90	-	351.64	136,626.24	-	130.95	8.64	60.82	137,666.54
4e Trimestre	32.84	457.74	-	460.25	143,026.94	-	102.61	12.26	65.34	144,157.98
2010 (P)										
1er Trimestre	63.93	838.85	-	510.05	132,321.78	-	152.77	9.51	23.76	133,920.65
2e Trimestre	2.98	424.66	-	205.59	75,766.06	-	109.67	-	-	76,508.96
3e Trimestre	14.99	984.70	-	493.37	141,239.21	0.50	101.01	14.80	-	142,848.58
4e Trimestre	30.15	887.28	-	484.67	151,359.33	-	69.87	25.88	3.00	152,860.18
2011 (P)										
1er Trimestre	54.70	580.87	-	507.39	146,374.86	3.08	83.83	17.72	-	147,622.45
2e Trimestre	22.58	663.69	-	576.37	149,085.01	-	87.21	2.32	-	150,437.18
3e Trimestre	24.08	724.89	-	420.84	181,434.19	0.54	93.35	43.89	-	182,741.78
4e Trimestre	34.23	942.53	-	372.15	204,064.60	-	49.65	3.57	3.05	205,469.78
2011 (P)										
Octobre	18.77	259.00	-	127.11	49,377.62	3.08	39.91	17.72	-	49,843.21
Novembre	23.78	203.01	-	196.28	43,870.70	-	17.39	-	-	44,311.16
Décembre	12.15	118.86	-	184.00	53,126.54	-	26.53	-	-	53,468.08
Janvier	3.18	231.07	-	199.14	32,302.21	-	27.43	2.32	-	32,765.35
Février	11.08	237.56	-	180.59	55,752.95	-	27.81	-	-	56,209.99
Mars	8.32	195.06	-	196.64	61,029.85	-	31.97	-	-	61,461.84
Avril	13.31	247.53	-	157.44	53,753.76	-	27.43	1.00	-	54,200.47
Mai	6.23	242.21	-	111.77	58,163.67	-	39.50	20.22	-	58,583.60
Juin	4.54	235.15	-	151.63	69,516.76	0.54	26.42	22.67	-	69,957.71
Juillet	5.54	354.01	-	70.13	65,052.33	-	16.35	3.15	-	65,501.51
Août	12.40	299.67	-	130.26	67,054.62	-	13.12	0.42	3.05	67,513.54
Septembre	16.29	288.85	-	171.76	71,957.65	-	20.18	-	-	72,454.73

Sources : Banque de la République d'Haiti(BRH) -Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique

(P) : Données provisoires

(1) : Cette rubrique regroupe: les équipements de distribution, les récepteurs de radio et accessoires, les appareils électriques et accessoires , les circuits électroniques, les Transformateurs et Interrupteurs.

Tableau I.19

Importations Totales d'Haïti par Catégories de Produits.
(En Millions de Dollars É.U.)

Période	Produits Alimentaires	Boissons & Tabacs	Matières brutes	Combustibles Minéraux	Huiles & Graisses	Produits Chimiques	Articles manufacturés	Machines & matériels de Transport	Articles manufacturés divers	Articles divers n.d.a.	Total (C.I.F)	Ajustements 1/	Total (FOB)
2007	369.79	21.15	17.09	405.96	17.96	72.63	229.48	224.84	309.17	164.42	1,832.49	128.27	1,704.22
2008	616.87	25.36	15.93	602.81	63.39	80.00	227.73	187.74	220.84	225.73	2,266.40	158.65	2,107.76
2009 (P)	483.99	27.42	22.92	384.64	55.62	89.02	350.91	196.60	278.05	295.90	2,185.07	152.95	2,032.12
2010 (P)	551.26	30.94	42.17	770.38	55.76	129.62	843.09	292.49	502.31	22.83	3,021.57	211.51	2,810.06
2011 (P)	578.65	48.67	43.38	545.67	76.83	102.03	601.83	482.75	391.76	150.00	3,240.88	226.86	3,014.02
2009 (P)													
1er Trimestre	110.30	8.77	4.97	91.30	11.03	25.61	62.12	78.37	79.79	103.19	575.45	40.28	535.17
2e Trimestre	119.33	5.44	5.74	96.08	12.64	19.24	68.22	41.15	61.31	69.85	499.00	34.93	464.07
3e Trimestre	125.07	6.39	4.97	88.51	7.39	20.84	99.34	41.73	62.03	69.26	525.53	36.79	488.74
4e Trimestre	129.29	6.82	7.24	108.75	24.56	23.33	121.23	35.35	74.92	53.60	585.09	40.96	544.13
2010 (P)													
1er Trimestre	125.37	8.77	4.93	131.50	16.52	24.47	117.80	86.25	70.50	37.50	623.61	43.65	579.96
2e Trimestre	144.06	8.59	7.57	95.10	23.69	15.93	103.61	147.70	47.62	37.50	631.37	44.20	587.17
3e Trimestre	166.09	16.39	16.19	172.71	25.60	31.24	195.06	122.73	151.51	37.50	935.02	65.45	869.56
4e Trimestre	143.13	14.92	14.69	146.36	11.02	30.39	185.36	126.07	122.13	37.50	831.57	58.21	773.36
2011 (P)													
1er Trimestre	109.46	6.50	10.01	120.98	13.99	36.49	220.20	78.83	167.19	6.12	769.78	53.88	715.90
2e Trimestre	142.24	7.28	9.07	224.23	14.41	29.41	211.73	63.71	115.11	4.32	821.51	57.51	764.00
3e Trimestre	142.03	11.87	11.20	216.47	20.50	30.29	189.26	73.84	110.74	2.95	809.15	56.64	752.51
4e Trimestre	157.53	5.29	11.89	208.70	6.86	33.43	221.90	76.11	109.27	9.44	840.44	58.83	781.61
2011 (P)													
Octobre	39.79	1.56	3.21	35.61	2.40	13.57	74.79	27.42	48.35	1.77	248.47	17.39	231.08
Novembre	33.46	2.74	4.58	52.67	5.68	10.74	70.77	32.94	42.41	2.16	258.16	18.07	240.09
Décembre	36.21	2.20	2.22	32.70	5.91	12.18	74.64	18.47	76.43	2.19	263.15	18.42	244.73
Janvier	45.49	1.52	2.19	88.42	4.81	8.87	72.62	24.14	40.00	1.88	289.94	20.30	269.64
Février	49.14	1.45	4.16	66.08	4.40	10.58	64.18	20.83	41.68	1.34	263.84	18.47	245.37
Mars	47.61	4.31	2.72	69.73	5.20	9.96	74.93	18.74	33.43	1.10	267.73	18.74	248.99
Avril	41.98	4.19	5.03	83.58	4.32	11.11	56.78	27.64	38.91	0.65	274.19	19.19	255.00
Mai	44.57	3.97	3.41	62.53	10.99	8.15	73.26	23.21	40.79	0.63	271.51	19.01	252.50
Juin	55.48	3.71	2.76	70.36	5.19	11.03	59.22	22.99	31.04	1.67	263.45	18.44	245.01
Juillet	47.87	1.80	3.79	76.11	0.01	9.59	70.66	26.61	36.90	0.56	273.91	19.17	254.74
Août	51.83	1.69	4.46	103.52	4.29	13.74	82.49	24.40	36.76	0.56	323.74	22.66	301.08
Septembre	57.83	1.80	3.64	29.07	2.56	10.10	68.75	25.10	35.61	8.32	242.79	17.00	225.79

Sources : AGD - Sites Internet: Dpt du Commerce américain et Stat-Can
(P): Données provisoires
1/ Ajustement pour Assurances et Fret

Tableau I.20

Importations de produits pétroliers

(En Milliers de Barils et en Milliers de Dollars É.U.)

	GAZOLINE		KÉROSÈNE		GASOIL		FUEL OIL (MAZOUT)		LUBRIFIANTS &		BITUME		GAZ DE PÉTROLE LIQUÉFIÉ		TOTAL	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Période																
2005	801.89	52,002.56	593.18	40,124.28	2,441.88	162,396.51	144.73	144.73	18.60	3,181.88	16.94	984.55	50.00	2,421.20	4,047.39	266,520.61
2006	768.61	64,459.50	586.07	49,376.75	2,559.05	208,736.15	120.93	120.93	17.69	3,003.78	29.44	2,205.98	54.37	3,121.73	4,136.16	337,573.52
2007	859.14	73,585.40	608.04	51,459.70	2,543.70	204,598.10	164.35	9,722.63	6.06	1,249.80	-	-	76.81	4,441.70	4,258.10	345,057.33
2008	787.62	93,471.23	496.11	66,127.53	2,639.80	346,674.58	58.05	4,537.62	20.06	2,237.66	-	29,005.00	158.90	12,533.36	4,160.54	554,586.98
2009 (P)	940.84	69,303.19	590.08	44,025.28	2,900.60	215,083.33	39.06	1,919.76	22.30	3,633.26	151.00	12,405.00	172.00	7,510.40	4,815.88	353,880.22
2010 (P)	1,031.75	95,643.04	648.48	60,507.70	3,334.19	304,854.05	105.90	7,815.90	14.42	622.05	279.16	23,104.00	118.75	9,472.58	5,532.65	502,019.32
2011 (P)	1,106.47	133,556.12	574.34	72,376.34	3,334.69	407,340.15	611.67	60,559.24	4.84	1,365.11	-	24,630.00	101.60	8,918.32	5,733.61	708,745.28
2005																
1er Trimestre	172.41	9,131.00	165.68	10,109.10	457.33	26,891.80	57.14	57.14	4.55	795.40	-	-	10.60	523.80	867.71	49,537.10
2e Trimestre	237.06	14,223.55	172.34	10,837.45	650.48	39,050.42	19.83	19.83	5.70	964.80	-	-	19.40	909.70	1,084.98	65,985.92
3e Trimestre	172.72	11,319.20	106.95	7,428.30	636.70	41,835.50	67.76	67.76	4.75	730.08	16.94	984.55	11.40	531.30	1,017.22	66,152.56
4e Trimestre	219.70	17,328.81	148.21	11,749.43	697.37	54,618.79	-	-	3.60	691.60	-	-	8.60	456.40	1,077.48	84,845.03
2006																
1er Trimestre	149.85	10,562.92	116.30	9,315.92	515.85	41,399.66	20.29	20.29	17.69	3,003.78	14.44	847.68	12.10	679.70	846.52	66,759.81
2e Trimestre	235.32	18,002.40	192.11	15,246.40	585.72	44,045.60	32.30	32.30	-	-	-	-	11.47	601.53	1,056.92	79,694.53
3e Trimestre	188.40	17,768.27	128.82	11,573.10	705.86	59,933.98	9.34	9.34	-	-	-	-	9.80	560.90	1,042.22	90,357.73
4e Trimestre	195.04	18,125.91	148.84	13,241.33	751.62	63,356.91	59.00	59.00	-	-	15.00	1,358.30	21.00	1,279.60	1,190.50	100,761.45
2007																
1er Trimestre	169.78	12,413.40	118.40	9,275.70	365.05	26,795.50	19.12	1,025.66	-	-	-	-	10.20	551.40	682.55	50,061.66
2e Trimestre	236.90	17,225.30	168.63	12,663.40	576.01	40,452.90	19.83	1,075.55	3.29	471.00	-	-	10.80	574.00	1,015.46	72,462.15
3e Trimestre	216.64	21,518.40	133.56	11,803.50	824.76	67,872.40	125.40	7,621.42	2.77	778.80	-	-	38.80	2,222.10	1,341.93	111,816.62
4e Trimestre	235.82	22,428.30	187.45	17717.1	777.88	69,477.30	-	-	-	-	-	-	17.01	1094.2	1218.16	110,716.90
2008																
1er Trimestre	197.50	19,996.15	126.38	14,013.96	610.76	64,354.03	17.63	1,385.85	1.17	396.36	-	21,212.00	42.60	3,148.56	996.04	124,506.91
2e Trimestre	235.80	24,633.99	153.67	17,582.28	686.94	74,652.96	40.42	3,151.77	-	-	-	1,636.00	49.30	3,798.80	1,166.13	125,455.80
3e Trimestre	185.25	25,472.70	125.17	20,115.20	665.75	105,939.00	-	-	1.74	429.90	-	2,643.00	32.30	2,676.60	1,010.21	157,276.40
4e Trimestre	169.07	23,368.39	90.89	14,416.09	676.35	101,728.59	-	-	17.15	1,411.40	-	3,514.00	34.70	2,909.40	988.16	147,347.87
2009 (P)																
1er Trimestre	179.00	12,570.90	110.21	10,005.80	630.04	56,284.80	-	-	2.82	1,003.49	23.93	2,135.00	40.70	1,994.60	986.70	83,994.59
2e Trimestre	345.42	20,122.25	178.17	10,915.53	814.51	49,700.75	39.06	1,919.76	-	-	42.14	3,760.00	50.20	1,983.20	1,469.50	88,401.49
3e Trimestre	220.59	17,126.29	136.07	9,470.43	699.45	48,193.88	-	-	5.06	1,977.72	28.89	2,630.00	48.50	2,033.80	1,138.56	81,432.12
4e Trimestre	195.83	19,483.75	165.63	13,633.52	756.60	60,903.90	-	-	14.42	652.05	56.04	3,880.00	32.60	1,498.80	1,221.12	100,052.02
2010 (P)																
1er Trimestre	252.07	22,067.85	148.91	13,264.30	897.75	79,766.10	-	-	-	-	44.62	2,609.00	37.95	3,273.58	1,381.30	120,980.83
2e Trimestre	199.04	18,694.85	126.76	11,653.51	584.85	53,404.78	-	-	-	-	39.20	2,309.00	22.30	1,436.70	972.15	87,498.84
3e Trimestre	300.11	29,298.59	190.28	18,479.15	954.28	89,382.04	65.60	4,668.70	-	-	136.90	14,725.00	29.40	2,335.70	1,676.57	158,889.18
4e Trimestre	280.53	25,581.75	182.53	17,110.74	897.31	82,301.13	40.30	3,147.20	14.42	622.05	58.44	3,461.00	29.10	2,426.60	1,502.63	134,650.47
2011 (P)																
1er Trimestre	207.49	20,568.32	120.06	12,352.77	621.35	62,684.70	111.85	8,961.42	0.62	168.81	-	4,162.00	23.69	2,404.57	1,085.06	111,302.59
2e Trimestre	330.23	37,747.19	176.61	21,941.06	1,096.94	131,095.75	97.14	8,971.56	2.24	649.08	-	4,075.00	26.22	1,813.88	1,729.38	206,293.52
3e Trimestre	263.22	35,350.63	152.95	21,367.42	836.54	112,063.92	204.52	21,750.00	1.86	513.12	-	5,107.00	28.68	2,990.38	1,487.77	199,142.47
4e Trimestre	305.53	39,889.98	124.72	16,715.09	779.86	101,495.78	198.16	20,876.26	0.12	34.10	-	11,286.00	23.01	1,709.49	1,431.40	192,006.70
2011 (P)																
Octobre	32.08	3,032.65	29.13	2,878.57	181.61	17,719.44	86.38	6,865.06	-	-	-	1,863.00	6.20	398.84	335.40	32,757.56
Novembre	97.84	9,519.77	61.07	6,236.90	308.97	31,061.66	-	-	0.62	168.81	-	969.00	8.01	501.61	476.51	48,457.75
Décembre	77.57	8,015.90	29.86	3,237.30	130.77	13,903.60	25.47	2,096.36	-	-	-	1,330.00	9.48	1,504.12	273.15	30,087.28
Janvier	145.99	15,890.57	60.17	6,831.64	476.36	53,246.84	30.78	2,748.11	0.92	261.67	-	1,352.00	15.04	1,016.44	729.26	81,347.27
Février	95.08	10,432.09	57.58	7,027.34	310.71	36,947.21	45.94	4,269.89	0.13	50.95	-	1,699.00	5.54	370.02	514.98	60,796.50
Mars	89.16	11,424.53	58.86	8,082.08	309.87	40,901.70	20.42	1,953.56	1.19	336.46	-	1,024.00	5.64	427.42	485.14	64,149.75
Avril	79.97	10,820.60	53.97	7,588.67	292.55	39,922.96	143.83	15,394.01	1.01	275.90	-	1,928.00	13.74	960.73	585.07	76,890.87
Mai	88.09	12,292.08	52.67	7,419.31	264.02	35,159.52	-	-	0.85	237.22	-	2,415.00	-	-	405.63	57,523.13
Juin	95.16	12,237.95	46.31	6,359.44	279.97	36,981.44	60.69	6,355.99	-	-	-	764.00	14.94	2,029.65	497.07	64,728.47
Juillet	95.51	12,472.25	37.38	5,004.03	225.03	29,236.18	128.75	13,781.87	-	-	-	8,928.00	8.01	601.90	494.68	70,024.23
Août	169.00	22,295.88	62.94	8,487.58	429.69	56,045.61	69.41	7,094.39	0.12	34.10	-	625.00	9.00	651.75	740.16	95,234.31
Septembre	41.02	5,121.85	24.40	3,223.48	125.14	16,213.99	-	-	-	-	-	1,733.00	6.00	455.84	196.56	26,748.16

Sources : Ministère de l 'Economie et des Finances
& Compagnies pétrolières
(P): Données provisoires
1 baril = 42 gallons

Tableau II.1

CHIFFRES CLÉS DU BILAN PAR BANQUE (En milliers de gourdes)

	BICH	BNC	BPH	BUH	CAPITALBK*	SOCABK	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	SOCABL**	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL
AU 30 SEPTEMBRE 2011																
Actif	-	36,189,769.4	1,554,701.0	3,391,930.7	8,072,990.0	-	43,011,332.6	48,044,439.7	140,265,163.4		4,015,789.9	4,015,789.9	5,130,227.0	4,584,124.0	9,714,351.0	153,995,304.4
Bons B.R.H.	-	3,847,999.5	170,000.0	-		-	1,425,000.0	350,000.0	5,792,999.5	-	-	-	384,920.0	150,000.0	534,920.0	6,327,919.5
Prêts	-	3,751,142.6	425,797.3	1,123,957.0	3,304,691.0	-	11,647,178.8	13,143,530.4	33,396,297.2	-	1,717,204.3	1,717,204.3	1,759,910.0	1,823,893.0	3,583,803.0	38,697,304.5
Dépôts	-	31,781,844.8	1,446,227.4	3,306,628.4	6,921,834.0	-	38,368,342.1	42,763,330.0	124,588,206.7	-	3,058,020.4	3,058,020.4	4,136,629.0	3,766,140.0	7,902,769.0	135,548,996.1
Avoir des Actionnaires	-	1,866,186.4	3,885.2	(182,804.4)	628,467.0	-	2,597,959.3	3,753,797.4	8,667,491.0	-	406,399.4	406,399.4	215,001.0	215,543.0	430,544.0	9,504,434.4
AU 30 SEPTEMBRE 2010																
Actif	-	30,442,293.0	1,493,401.9	3,342,079.4	6,789,127.0	-	42,050,872.9	41,289,789.9	125,407,564.0	-	3,800,416.4	3,800,416.4	4,563,342.0	4,166,063.0	8,729,405.0	137,937,385.4
Bons B.R.H.	-	3,073,222.0	190,000.0	287,324.3	280,000.0	-	3,389,453.2	1,790,000.0	9,009,999.5	-	11,000.0	11,000.0	221,668.0	17,391.0	239,059.0	9,260,058.5
Prêts	-	3,910,773.0	518,141.6	877,441.6	2,418,322.0	-	9,256,907.3	8,037,522.2	25,019,107.7	-	1,376,395.3	1,376,395.3	1,302,778.0	1,732,436.0	3,035,214.0	29,430,717.0
Dépôts	-	26,088,606.0	1,339,316.9	3,044,964.9	5,682,152.0	-	36,471,880.3	36,426,798.5	109,053,718.7	-	2,876,630.4	2,876,630.4	3,903,981.0	3,418,412.0	7,322,393.0	119,252,742.2
Avoir des Actionnaires	-	1,638,725.0	47,160.8	-18,844.83	487,506.0	-	2,362,275.8	3,290,862.6	7,807,685.4	-	401,799.1	401,799.1	212,131.0	195,501.0	407,632.0	8,617,116.5
AU 30 SEPTEMBRE 2009																
Actif	-	20,244,798.0	1,465,176.2	2,948,853.6	5,379,489.0	-	34,002,394.5	32,806,251.3	96,846,962.6	-	3,697,881.6	3,697,881.6	3,990,387.0	3,377,863.0	7,368,250.0	107,913,094.2
Bons B.R.H.	-	3,714,000.0	182,000.0	147,133.3	146,067.0	-	3,312,799.8	1,800,000.0	9,302,000.1	-	-	-	199,922.0	50,000.0	249,922.0	9,551,922.1
Prêts	-	4,615,691.0	548,095.4	1,061,071.8	2,176,819.0	-	10,349,723.6	9,580,512.9	28,331,913.7	-	1,550,589.1	1,550,589.1	1,695,694.0	1,736,987.0	3,432,681.0	33,315,183.8
Dépôts	-	16,404,652.0	1,269,640.8	2,806,327.4	4,511,866.0	-	31,042,274.7	27,924,285.6	83,959,046.5	-	2,784,058.2	2,784,058.2	3,059,008.0	2,658,299.0	5,717,307.0	92,460,411.7
Avoir des Actionnaires	-	1,463,347.0	91,349.2	(25,585.4)	440,411.0	-	1,956,857.1	2,517,474.0	6,443,852.9	-	351,402.4	351,402.4	241,908.0	207,642.0	449,550.0	7,244,805.3
AU 30 SEPTEMBRE 2008																
Actif	-	20,925,554.2	1,360,100.0	3,056,311.5	4,680,117.0	-	30,654,076.2	29,627,856.3	90,304,015.2	-	3,343,957.9	3,343,957.9	3,650,525.0	3,003,051.0	6,653,576.0	100,301,549.1
Bons B.R.H.	-	2,422,000.0	11,000.0	30,000.0	225,000.0	-	2,844,000.0	3,403,000.0	8,935,000.0	-	234,000.0	234,000.0	157,000.0	70,743.0	227,743.0	9,396,743.0
Prêts	-	4,136,506.0	448,238.1	1,105,833.1	1,772,560.0	-	8,681,810.8	7,963,553.4	24,108,501.4	-	1,420,510.3	1,420,510.3	1,933,326.0	1,718,438.0	3,651,764.0	29,180,775.7
Dépôts	-	17,629,900.9	1,085,624.1	2,538,787.8	3,909,365.0	-	27,013,743.6	24,644,633.0	76,822,054.4	-	2,826,743.6	2,826,743.6	2,904,787.0	2,171,073.0	5,075,860.0	84,724,658.0
Avoir des Actionnaires	-	1,270,833.4	95,788.1	(7,241.2)	385,318.0	-	1,634,465.8	2,363,262.0	5,742,426.1	-	314,259.5	314,259.5	269,174.0	185,371.0	454,545.0	6,511,230.6
AU 30 SEPTEMBRE 2007																
Actif	-	13,106,547.0	1,183,496.9	2,993,108.0	4,046,101.0	-	26,122,344.7	23,331,287.9	70,782,885.5	-	2,725,778.5	2,725,778.5	3,811,121.0	2,444,472.0	6,255,593.0	79,764,257.0
Bons B.R.H.	-	2,945,111.0	197,686.5	108,351.0	246,030.0	-	2,570,636.0	2,529,828.9	8,597,643.4	-	-	-	410,737.0	-	410,737.0	9,008,380.4
Prêts	-	2,265,854.0	314,029.0	1,072,127.0	1,211,201.0	-	6,868,892.0	6,318,122.8	18,050,225.8	-	1,087,415.2	1,087,415.2	1,905,449.0	1,521,486.0	3,426,935.0	22,564,576.0
Dépôts	-	9,900,391.0	919,393.0	2,742,808.0	3,361,137.0	-	23,011,401.9	19,972,487.4	59,907,618.3	-	1,974,051.8	1,974,051.8	2,315,684.0	1,833,311.0	4,148,995.0	66,030,665.1
Avoir des Actionnaires	-	1,119,809.0	91,752.2	7,241.0	342,607.0	-	1,338,847.0	2,003,077.2	4,903,333.4	-	283,333.0	283,333.0	235,445.0	166,385.0	401,830.0	5,588,496.4
AU 30 SEPTEMBRE 2006																
Actif	-	7,443,255.0	999,574.7	2,916,534.0	3,671,737.0	5,053,835.3	22,975,095.9	21,486,579.7	64,546,611.6	-	2,285,859.8	2,285,859.8	3,630,388.0	2,056,548.0	5,686,936.0	72,519,407.4
Bons B.R.H.	-	2,982,673.0	106,717.4	246,000.0	197,717.0	500,000.0	2,469,568.7	1,142,322.4	7,644,998.5	-	-	-	38,508.0	-	38,508.0	7,683,506.5
Prêts	-	1,016,752.0	391,650.4	790,123.0	1,256,324.0	1,549,747.8	6,035,762.6	5,767,457.4	16,807,817.2	-	935,772.2	935,772.2	1,679,729.0	1,063,262.0	2,742,991.0	20,486,580.4
Dépôts	-	5,448,270.0	755,564.9	2,632,640.6	3,122,181.0	3,952,830.1	20,413,538.2	18,515,310.0	54,840,334.8	-	1,730,196.2	1,730,196.2	2,972,999.0	1,767,692.0	4,740,691.0	61,311,222.0
Avoir des Actionnaires	-	936,322.0	67,550.2	47,306.3	310,911.0	(890,775.6)	1,143,523.9	1,597,928.2	3,212,766.0	-	255,337.6	255,337.6	217,260.0	155,006.0	372,266.0	3,840,369.6

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire
* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.
** La Socabel, une banque d'Épargne et de Logement, a démarré ses opérations en novembre 2001.

Tableau II.2

CHIFFRES CLÉS DES RÉSULTATS PAR BANQUE (En milliers de gourdes)

	BICH	BNC	BPH	BUH	CAPITALBK*	PROMOBK	SOCABK	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	SOCABL**	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL
2011(oct. 10 - sept. 11)																	
Revenus nets d'intérêt	-	587,664.2	93,811.1	196,331.3	378,464.0	-	-	866,119.5	882,339.3	3,004,729.4	-	147,972.2	147,972.2	135,231.0	205,069.0	340,300.0	3,493,001.6
Autres revenus	-	430,812.8	36,950.6	128,607.2	308,986.0	-	-	1,206,546.3	1,669,064.0	3,780,966.8	-	28,966.8	28,966.8	141,034.0	104,339.0	245,373.0	4,055,306.6
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	35,304.1	11,267.4	12,400.0	15,722.0	-	-	170,883.2	(10,000.0)	235,576.7	-	14,409.2	14,409.2	(42,882.0)	19,600.6	(23,281.4)	226,704.5
Frais d'exploitation	-	743,506.6	99,157.4	309,218.2	494,858.0	-	-	1,501,824.7	1,444,805.5	4,593,370.5	-	109,460.1	109,460.1	215,375.9	195,876.0	411,251.9	5,114,082.5
Bénéfice net (Perte nette)	-	239,666.3	20,336.9	3,320.2	176,870.0	-	-	335,803.6	1,054,347.0	1,830,343.9	-	38,740.9	38,740.9	73,728.1	65,137.1	138,865.2	2,007,950.1
2010 (oct. 09 - sept. 10)																	
Revenus nets d'intérêt	-	598,652.3	87,869.4	195,243.0	349,319.0	-	-	898,511.3	871,667.9	3,001,263.0	-	144,316.1	144,316.1	141,609.0	187,150.0	328,759.0	3,474,338.1
Autres revenus	-	561,606.9	22,768.5	87,876.1	217,080.0	-	-	993,296.2	1,490,081.4	3,372,709.1	-	24,660.5	24,660.5	132,717.0	78,304.0	211,021.0	3,608,390.5
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	95,941.2	28,118.1	7,360.0	52,568.0	-	-	225,045.5	70,000.0	479,032.9	-	41,114.4	41,114.4	61,590.0	62,730.7	124,320.7	644,468.0
Frais d'exploitation	-	817,819.0	107,568.3	278,896.4	461,245.0	-	-	1,413,619.7	1,290,890.4	4,370,038.8	-	86,413.5	86,413.5	247,161.0	198,021.0	445,182.0	4,901,634.3
Bénéfice net (Perte nette)	-	246,499.1	(25,048.5)	(3,137.4)	52,586.0	-	-	212,576.7	976,784.9	1,460,260.7	-	31,935.2	31,935.2	(18,708.0)	(10,735.1)	(29,443.1)	1,462,752.8
2009 (oct. 08 - sept. 09)	-					-	-				-						
Revenus nets d'intérêt	-	845,543.2	99,834.2	275,688.0	375,289.0	-	-	1,201,055.8	1,148,014.8	3,945,425.0	-	230,890.7	230,890.7	272,629.0	249,079.0	521,708.0	4,698,023.7
Autres revenus	-	285,258.5	34,967.3	115,654.1	165,476.0	-	-	982,082.7	1,080,080.9	2,663,519.5	-	19,746.6	19,746.6	99,885.0	67,838.0	167,723.0	2,850,989.1
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	57,739.0	5,419.3	26,638.9	15,327.0	-	-	141,850.7	-	246,974.9	-	21,597.6	21,597.6	28,485.0	2,405.8	30,890.8	299,463.3
Frais d'exploitation	-	810,719.8	106,909.8	316,940.9	418,096.0	-	-	1,443,913.3	1,423,745.1	4,520,324.9	-	88,469.7	88,469.7	171,005.0	195,363.0	366,368.0	4,975,162.6
Bénéfice net (Perte nette)	-	146,027.4	13,157.8	(32,079.1)	59,752.0	-	-	329,448.9	530,826.7	1,047,133.7	-	52,784.3	52,784.3	112,825.0	97,233.3	210,058.3	1,309,976.3
2008 (oct. 07 - sept. 08)																	
Revenus nets d'intérêt	-	742,581.5	94,498.1	300,694.3	330,235.0	-	-	1,256,925.1	1,202,972.1	3,927,906.1	-	219,520.6	219,520.6	296,632.0	292,334.0	588,966.0	4,736,392.7
Autres revenus	-	281,638.5	57,816.9	96,967.5	167,161.0	-	-	1,016,492.2	941,374.3	2,561,450.4	-	19,597.9	19,597.9	96,727.0	71,498.0	168,225.0	2,749,273.3
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	20,000.0	8,192.8	48,217.8	15,259.0	-	-	80,678.7	(58,666.0)	113,682.3	-	5,442.8	5,442.8	(12,418.0)	9,317.2	(3,100.8)	116,024.3
Frais d'exploitation	-	682,866.0	107,949.4	347,498.9	385,375.0	-	-	1,453,962.1	1,284,724.3	4,262,375.7	-	79,963.1	79,963.1	186,832.0	175,069.0	361,901.0	4,704,239.8
Bénéfice net (Perte nette)	-	146,027.4	13,157.8	(32,079.1)	59,752.0	-	-	329,448.9	530,826.7	1,047,133.7	-	52,784.3	52,784.3	112,825.0	97,233.3	210,058.3	1,309,976.3
2007 (oct. 06 - sept. 07)																	
Revenus nets d'intérêt	-	618,536.8	76,404.5	213,192.4	292,307.0	-	55,917.5	943,320.2	828,557.7	3,028,236.1	-	126,800.3	126,800.3	242,313.0	245,932.0	488,245.0	3,643,281.4
Autres revenus	-	184,575.0	76,807.5	97,456.1	138,183.0	-	17,244.6	724,431.9	786,885.7	2,025,583.8	-	17,450.6	17,450.6	84,218.0	46,286.0	130,504.0	2,173,538.4
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	4,500.0	14,801.2	33,826.2	22,144.0	-	-	34,883.4	50.0	110,204.8	-	5,887.2	5,887.2	(63,514.0)	(14,096.0)	(77,610.0)	38,482.0
Frais d'exploitation	-	583,134.0	111,531.5	322,415.8	358,038.0	-	60,282.7	1,283,292.3	1,099,150.1	3,817,844.4	-	71,404.5	71,404.5	183,488.0	174,247.0	357,735.0	4,246,983.9
Bénéfice net (Perte nette)	-	215,477.8	26,879.3	(31,915.3)	50,308.0	-	12,879.4	286,069.9	411,804.6	971,503.7	-	48,880.2	48,880.2	154,691.0	104,021.2	258,712.2	1,279,096.1
2006 (oct. 05 - sept. 06)																	
Revenus nets d'intérêt	386.2	608,770.0	77,559.9	210,066.8	264,603.0	46,744.0	141,704.7	864,997.4	763,320.1	2,978,152.1	5,866.3	123,454.3	129,320.6	233,358.0	186,686.0	420,044.0	3,527,516.7
Autres revenus	385.8	139,299.0	46,266.7	121,575.5	117,698.0	73,556.0	203,050.4	547,680.8	663,526.6	1,913,038.8	2,178.1	16,948.9	19,127.0	95,399.0	65,654.0	161,053.0	2,093,218.8
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	7,257.0	15,075.9	23,617.0	11,391.0	(33,107.0)	-	32,341.4	-	56,575.3	42,319.8	21,646.3	63,966.1	38,426.0	8,005.6	46,431.6	166,973.0
Frais d'exploitation	1,353.3	395,635.0	88,380.5	329,280.0	336,896.0	184,425.0	250,722.1	1,059,283.1	919,645.3	3,565,620.3	22,640.9	65,421.3	88,062.2	170,393.0	147,544.0	317,937.0	3,971,619.5
Bénéfice net (Perte nette)	(581.3)	345,177.0	20,370.2	(14,878.1)	34,014.0	(21,712.0)	94,033.0	261,328.6	380,494.6	1,098,246.0	(56,916.3)	38,937.4	(17,978.9)	67,893.0	71,171.6	139,064.6	1,219,331.7

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

** La Socabel, une banque d'Épargne et de Logement, a démarré ses opérations en novembre 2001.

Tableau II.3

RATIOS FINANCIERS PAR BANQUE
RATIOS DE STRUCTURE FINANCIÈRE ET DE QUALITÉ DE L'ACTIF

	BICH	BNC	BPH	BUH	CAPITAL BK*	CITIBK	SOCABK	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	SOCABL**	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL
STRUCTURE FINANCIÈRE																	
Avoirs des actionnaires en % de l'actif																	
Au 30 septembre 2011	-	5.16%	0.2%	-5.4%	7.8%	-	-	6.0%	7.8%	6.2%	-	10.1%	10.1%	4.2%	4.7%	4.4%	6.2%
Au 30 septembre 2010	-	5.38%	3.2%	-0.6%	7.2%	-	-	5.6%	8.0%	6.2%	-	10.6%	10.6%	4.6%	4.7%	4.7%	6.2%
Au 30 septembre 2009	-	7.23%	6.23%	-0.87%	8.19%	-	-	5.76%	7.67%	6.65%	-	9.50%	9.50%	6.06%	6.15%	6.10%	6.71%
Au 30 septembre 2008	-	6.07%	7.04%	-0.24%	8.23%	-	-	5.33%	7.98%	6.36%	-	9.40%	9.40%	7.37%	6.17%	6.83%	6.49%
Au 30 septembre 2007	-	8.54%	7.75%	0.24%	8.47%	-	-	5.13%	8.59%	6.93%	-	10.39%	10.39%	6.18%	6.81%	6.42%	7.01%
Au 30 septembre 2006	-	12.58%	6.76%	1.62%	8.47%	-	-17.63%	4.98%	7.44%	4.98%	-	11.17%	11.17%	5.98%	7.54%	6.55%	5.30%
Au 30 septembre 2005	54.52%	9.66%	5.78%	2.40%	6.20%	3.02%	1.07%	3.42%	6.28%	4.83%	8.61%	8.25%	8.30%	6.21%	4.02%	5.35%	5.01%
Dépôts en % de l'actif																	
Au 30 septembre 2011	-	87.82%	93.02%	97.49%	85.74%	-	-	89.21%	89.01%	88.82%	-	76.15%	76.15%	80.63%	82.16%	81.35%	88.02%
Au 30 septembre 2010	-	85.70%	89.68%	91.11%	83.69%	-	-	86.73%	88.22%	86.96%	-	75.69%	75.69%	85.55%	82.05%	83.88%	86.45%
Au 30 septembre 2009	-	81.03%	86.65%	95.17%	83.87%	-	-	91.29%	85.12%	86.69%	-	75.29%	75.29%	76.66%	78.70%	77.59%	85.68%
Au 30 septembre 2008	-	84.25%	79.82%	92.49%	83.53%	-	-	88.12%	83.18%	85.39%	-	75.92%	75.92%	79.57%	72.30%	76.29%	84.47%
Au 30 septembre 2007	-	75.54%	77.68%	91.64%	83.07%	-	-	88.09%	85.60%	84.64%	-	10.39%	10.39%	6.18%	6.81%	6.42%	7.01%
Au 30 septembre 2006	-	73.20%	75.59%	90.27%	85.03%	-	78.21%	88.85%	86.17%	84.96%	-	75.69%	75.69%	81.89%	85.95%	83.36%	84.54%
Au 30 septembre 2005	35.19%	73.37%	66.80%	86.05%	85.66%	86.09%	92.84%	91.85%	87.57%	87.26%	68.85%	74.10%	73.40%	75.80%	90.06%	81.39%	86.26%
QUALITÉ DE L'ACTIF																	
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts																	
Au 30 septembre 2011	-	9.48%	45.87%	7.07%	0.70%	-	-	1.45%	0.44%	3.04%	-	6.58%	6.58%	0.00%	15.88%	8.30%	3.69%
Au 30 septembre 2010	-	10.74%	41.38%	16.82%	0.97%	-	-	2.80%	0.61%	4.86%	-	12.34%	12.34%	0.29%	15.78%	9.18%	5.66%
Au 30 septembre 2009	-	32.30%	40.46%	13.91%	0.98%	-	-	3.06%	0.09%	8.88%	-	4.66%	4.66%	0.29%	12.95%	6.78%	8.48%
Au 30 septembre 2008	-	35.75%	54.11%	13.93%	0.88%	-	-	2.75%	0.33%	10.41%	-	6.50%	6.50%	-	12.51%	5.99%	9.69%
Au 30 septembre 2007	-	51.42%	34.00%	9.30%	1.36%	-	-	1.96%	0.16%	11.33%	-	4.68%	4.68%	-	8.97%	4.04%	9.98%
Au 30 septembre 2006	-	6.79%	26.88%	11.32%	1.22%	-	57.41%	6.06%	1.00%	12.30%	-	8.52%	8.52%	-	11.65%	4.57%	11.14%
Au 30 septembre 2005	-	9.06%	28.08%	12.19%	1.61%	14.06%	52.26%	5.99%	1.16%	13.38%	8.78%	10.60%	10.25%	-	17.29%	5.98%	12.38%
Provision pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts																	
Au 30 septembre 2011	-	100.00%	83.09%	99.56%	161.37%	-	-	162.23%	90.36%	105.99%	-	67.35%	67.35%	-	47.13%	59.64%	93.10%
Au 30 septembre 2010	-	87.45%	69.43%	65.91%	193.55%	-	-	122.88%	192.26%	93.96%	-	36.99%	36.99%	6.90	42.99%	69.91%	84.07%
Au 30 septembre 2009	-	62.63%	56.20%	94.84%	66.39%	-	-	113.49%	287.15%	70.99%	-	85.41%	85.41%	-	36.22%	49.69%	69.64%
Au 30 septembre 2008	-	60.20%	57.35%	82.50%	83.14%	-	-	125.72%	136.57%	68.17%	-	56.36%	56.36%	-	36.86%	49.26%	66.38%
Au 30 septembre 2007	-	70.26%	104.46%	79.87%	175.15%	-	-	199.64%	861.73%	85.57%	-	99.62%	99.62%	-	51.58%	79.79%	85.54%
Au 30 septembre 2006	-	107.29%	107.92%	72.70%	204.45%	-	72.83%	106.68%	237.82%	86.99%	-	67.90%	67.90%	-	65.58%	143.07%	89.32%
Au 30 septembre 2005	-	138.33%	97.24%	47.09%	138.23%	52.29%	11.10%	105.62%	322.10%	46.08%	63.31%	45.33%	48.25%	-	58.09%	98.40%	49.09%
Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires																	
Au 30 septembre 2011	-	0.00%	1373.90%	-0.21%	-2.29%	-	-	-4.15%	0.15%	-0.73%	-	200.00%	9.49%	-18.21%	76.79%	29.35%	1.07%
Au 30 septembre 2010	-	3.55%	195.02%	-300.30%	-4.60%	-	-	-2.60%	-1.40%	0.98%	-	27.91%	27.91%	-36.60%	85.53%	21.98%	3.23%
Au 30 septembre 2009	-	47.73%	137.61%	-34.28%	1.64%	-	-	-2.26%	-0.67%	12.09%	-	3.13%	3.13%	-12.11%	72.50%	26.97%	12.58%
Au 30 septembre 2008	-	59.02%	156.59%	-420.77%	0.69%	-	-	-3.90%	-0.41%	14.97%	-	13.31%	13.31%	-10.39%	76.80%	25.17%	15.60%
Au 30 septembre 2007	-	48.44%	-8.05%	299.23%	-3.69%	-	-	-10.44%	-3.87%	6.66%	-	0.07%	0.07%	-17.15%	41.66%	7.20%	6.37%
Au 30 septembre 2006	-	-0.58%	-17.38%	56.26%	-5.28%	-	-46.64%	-2.28%	-5.08%	9.38%	-	10.63%	10.63%	-47.82%	29.78%	-15.51%	7.05%
Au 30 septembre 2005	-	-6.05%	6.01%	83.71%	-3.90%	98.78%	2120.14%	-2.77%	-12.37%	47.29%	24.83%	30.81%	29.98%	-31.33%	75.56%	0.08%	42.19%

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

** La Socabel, une banque d'Épargne et de Logement, a démarré ses opérations en novembre 2001.

Tableau II.4
RATIOS FINANCIERS PAR BANQUE
RATIOS DE RENTABILITÉ

	BICH	BNC	BPH	BUH	CAPITALBK*	PROMOBK	SOCABK	SOGEBK	UNIBNK	SOUS-TOTAL	SOCABL**	SOGEBL	SOUS-TOTAL	CBNA	SCOTIA	SOUS-TOTAL	TOTAL
RENTABILITÉ																	
ROA (rendement de l'actif)																	
2011 (oct. 10 - sept. 2011)		0.72%	1.33%	0.10%	2.38%	-	-	0.79%	2.36%	1.38%	-	0.99%	0.99%	1.52%	1.49%	1.51%	1.38%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)		0.97%	-1.69%	-0.10%	0.86%	-	-	0.56%	2.64%	1.31%	-	0.85%	0.85%	-0.44%	-0.28%	-0.37%	1.19%
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	0.87%	0.39%	0.62%	1.56%	-	-	0.93%	1.59%	1.15%	-	1.56%	1.56%	2.02%	1.42%	1.75%	1.21%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	0.86%	1.03%	-1.06%	1.37%	-	-	1.16%	2.00%	1.30%	-	1.74%	1.74%	3.02%	3.57%	3.25%	1.45%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	2.10%	2.46%	-1.08%	1.30%	-	-	1.17%	1.84%	1.44%	-	1.95%	1.95%	4.16%	4.62%	4.33%	1.68%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	5.12%	1.93%	-0.54%	0.98%	-1.37%	1.69%	1.27%	1.94%	1.79%	-33.77%	1.74%	-0.75%	2.00%	3.47%	2.55%	1.76%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	-2.78%	1.93%	1.73%	-0.48%	0.50%	-2.06%	-1.23%	0.59%	1.32%	0.54%	-0.28%	1.59%	1.32%	2.20%	0.68%	1.59%	0.66%
ROE (rendement de l'avoir des actionn.)																	
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	-	13.68%	79.68%	-3.29%	31.70%	-	-	13.54%	29.93%	22.22%	-	9.59%	9.59%	34.52%	31.69%	33.14%	22.16%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	-	15.89%	-36.17%	14.12%	11.33%	-	-	9.84%	33.63%	20.49%	-	8.48%	8.48%	-8.24%	-5.33%	-6.87%	18.44%
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	13.16%	5.91%	-113.20%	18.95%	-	-	16.72%	20.35%	17.71%	-	16.52%	16.52%	30.14%	23.14%	27.10%	18.27%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	12.22%	14.03%	-32079100.00%	16.42%	-	-	22.16%	24.31%	19.67%	-	17.67%	17.67%	44.72%	55.28%	49.06%	21.65%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	20.96%	33.75%	-117.02%	15.40%	-	-	23.05%	22.87%	23.94%	-	18.15%	18.15%	68.34%	64.73%	66.84%	27.13%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	45.41%	30.98%	-26.90%	13.30%	-	-22.77%	29.68%	28.06%	36.48%	-	17.89%	-7.74%	32.76%	60.04%	42.69%	34.17%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	-4.88%	18.88%	37.02%	-16.40%	7.62%	-50.00%	-41.42%	16.06%	23.90%	10.85%	-3.79%	21.88%	18.21%	31.84%	16.72%	27.48%	12.77%
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt																	
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	-	94.71%	95.86%	95.67%	95.70%	-	-	86.86%	92.90%	92.00%	-	75.78%	75.78%	96.56%	92.26%	93.92%	91.36%
2010 (oct. 09- sept. 2010)	-	92.48%	92.26%	95.38%	92.57%	-	-	83.84%	85.73%	87.93%	-	73.52%	73.52%	91.65%	88.78%	89.99%	87.41%
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	90.26%	83.03%	90.17%	92.25%	-	-	79.58%	85.24%	85.55%	-	71.74%	71.74%	85.59%	84.14%	84.90%	84.80%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	76.39%	75.65%	84.11%	88.79%	-	-	72.87%	78.32%	77.47%	-	62.92%	62.92%	80.77%	84.57%	82.65%	77.44%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	76.39%	74.54%	81.37%	82.58%	-	-	63.61%	63.39%	68.73%	-	59.76%	59.76%	68.14%	85.02%	75.71%	69.22%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	90.02%	78.35%	87.01%	83.69%	-	51.18%	65.94%	67.06%	71.82%	-	63.48%	61.57%	72.62%	91.12%	79.82%	72.24%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	95.52%	86.38%	66.12%	90.17%	88.54%	68.10%	45.86%	71.43%	69.42%	70.77%	59.27%	64.62%	64.62%	80.13%	88.29%	83.84%	71.83%
Rendement moyen des prêts																	
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	-	13.69%	13.56%	18.53%	13.29%	-	-	6.22%	7.49%	9.00%	-	10.02%	10.02%	8.57%	11.42%	10.13%	9.15%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	-	11.16%	12.75%	17.56%	15.63%	-	-	7.57%	9.55%	10.02%	-	10.40%	10.40%	9.68%	11.28%	10.55%	10.09%
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	11.50%	12.95%	19.20%	17.32%	-	-	8.10%	9.93%	10.60%	-	11.79%	11.79%	14.58%	13.27%	13.93%	11.02%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	11.09%	13.71%	24.08%	19.12%	-	-	10.23%	11.54%	12.20%	-	12.46%	12.46%	14.26%	16.79%	15.44%	12.64%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	12.01%	16.75%	22.86%	22.59%	-	-	13.06%	13.10%	13.58%	-	13.53%	13.53%	16.82%	20.40%	18.34%	14.23%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	15.08%	15.07%	24.34%	20.54%	-	9.28%	12.51%	13.55%	13.56%	-	13.21%	12.54%	17.57%	17.78%	17.71%	14.01%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	27.50%	17.49%	15.85%	23.45%	18.69%	10.28%	14.35%	12.17%	10.88%	13.36%	15.30%	13.67%	13.95%	15.37%	19.58%	17.00%	13.78%
Rémunération moyenne des dépôts																	
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	-	0.11%	0.29%	0.28%	0.27%	-	-	0.35%	0.17%	0.22%	-	1.59%	1.59%	0.12%	0.48%	0.29%	0.26%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	-	0.23%	0.57%	0.32%	0.55%	-	-	0.51%	0.45%	0.43%	-	1.84%	1.84%	0.37%	0.78%	0.56%	0.47%
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	0.48%	1.44%	0.96%	0.69%	-	-	0.84%	0.64%	0.71%	-	2.45%	2.45%	1.32%	1.64%	1.46%	0.81%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	1.27%	2.30%	1.72%	1.02%	-	-	1.36%	1.17%	1.29%	-	3.61%	3.61%	2.19%	2.25%	2.22%	1.42%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	1.27%	2.30%	1.72%	1.02%	-	-	1.36%	1.17%	1.29%	-	3.61%	3.61%	2.19%	2.25%	2.22%	1.42%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	1.37%	2.87%	1.28%	1.75%	-	2.82%	2.41%	2.20%	2.21%	-	4.25%	4.51%	3.27%	1.01%	2.36%	2.30%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	0.81%	1.01%	3.55%	0.91%	1.10%	1.98%	4.39%	1.56%	1.48%	1.84%	5.79%	2.98%	3.30%	2.07%	1.19%	1.66%	1.88%
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire (marge nette d'intérêt + autres revenus)																	
2011 (oct. 10 - sept. 2011)		73.00%	75.83%	95.16%	71.98%	-	-	72.46%	56.63%	67.69%	-	61.86%	61.86%	77.96%	63.31%	70.22%	67.75%
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	-	70.49%	97.23%	98.51%	81.43%	-	-	74.72%	54.66%	68.56%	-	51.14%	51.14%	90.10%	74.60%	82.47%	69.21%
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	77.33%	90.71%	87.02%	81.71%	-	-	0.75	0.69	74.85%	-	47.72%	47.72%	51.32%	70.42%	60.00%	72.79%
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	80.44%	83.49%	99.32%	83.71%	-	-	75.24%	68.21%	76.05%	-	50.70%	50.70%	55.55%	54.93%	55.25%	73.31%
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	72.61%	72.80%	103.79%	83.17%	-	-	76.95%	68.04%	75.54%	-	49.50%	49.50%	56.19%	59.63%	57.82%	73.01%
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	52.89%	71.37%	99.29%	88.12%	-	72.72%	74.98%	64.45%	72.90%	-	46.60%	59.32%	51.83%	58.47%	54.71%	70.66%
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	113.59%	74.22%	71.44%	97.62%	92.09%	129.50%	109.43%	80.64%	65.94%	82.22%	90.31%	49.69%	57.04%	70.91%	78.04%	74.05%	80.54%
Productivité par employé ('000)																	
2011 (oct. 10 - sept. 2011)	-	2,065.88	1,041.93	1,334.45	1,733.80	-	-	1,835.84	2,761.26	2,049.13	-	3,503.74	3503.74	7175.71	3,727.81	4,820.35	2,166.87
2010 (oct. 09 - sept. 2010)	-	2,197.46	857.66	1,091.02	1,560.33	-	-	1,589.75	2,350.00	1,834.50	-	3,044.62	3044.62	6690.88	3,086.67	4,250.24	1,936.76
2009 (oct. 08 - sept. 2009)	-	1,880.57	857.16	1,169.27	1,476.68	-	-	1,539.87	1,845.52	1,618.97	-	3,039.22	3,039.22	7,840.73	3,099.70	4,626.17	1,742.47
2008 (oct. 07 - sept. 2008)	-	1,188.09	979.55	954.68	1,477.96	-	-	1,601.67	1,781.93	1,978.69	-	2,606.83	2,606.83	7,731.10	3,390.56	4,763.75	1,609.91
2007 (oct. 06 - sept. 2007)	-	1,340.75	1,215.97	853.43	1,459.29	-	-	1,413.35	1,729.60	1,353.28	-	2,487.08	2,487.08	7,022.17	3,012.56	4,311.84	1,489.20
2006 (oct. 05 - sept. 2006)	-	2,253.22	1,019.15	824.98	1,339.06	-	688.13	1,323.97	1,733.71	1,346.51	-	2,552.79	1,953.26	7,070.04	2,601.44	4,049.46	1,462.78
2005 (oct. 04 - sept. 2005)	193.93	1,235.97	849.72	677.05	1,039.16	928.62	642.50	1,185.94	1,473.76	1,077.21	1,097.40	2,073.16	1,785.82	5,241.81	2,165.94	3,225.41	1,153.75

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

LISTE DES SIGLES

AGD	Administration Générale des Douanes
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BRH	Banque de la République d'Haïti
BRI	Banque des Règlements Internationaux
DGI	Direction Générale des Impôts
DID	Développement International Desjardins
DIGCP	Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaire
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
ED'H	Électricité d'Haïti
ÉU	États-Unis d'Amérique
FED	Réserve Fédérale Américaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FDI	Fonds de Développement industrielle
IFBC	Institut de Formation de la Banque Centrale
IPC	Indice des Prix à la Consommation
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MUSD	Million de dollar américain
MG	Millions de Gourdes
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OEA	Organisation des Etats Américains
OFATMA	Office d'Assurance-Accidents du Travail, Maladie et Marternité
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Bancaire
TCA	Taxe sur le Chiffre d'Affaires
UAI	Unité audit Interne
UGCF	Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal
UGB	Unité de Gestion des Bâtiments
UMN	Unité du Musée Numismatique
UOM	Unité Organisation et Methode
USAID	l'Agence Américaine pour le Développement International
UST	Unité de Sécurité et Transport

Dépôt légal: 1er trimestre 2014
No.14-01-006
Bibliothèque Nationale d'Haïti

Conception et Mise en page :
UOM / Unité Graphique et Publication de la BRH
Banque de la République d'Haiti
Achevé d'imprimer: Février 2014
Imprimeur : Protech Inc.
Verdun (Québec), Canada

Pour toutes informations, s'adresser à :

Banque de la République d'Haïti
Direction Monnaie et Analyse Économique
Port-au-Prince, Haïti
Boîte postale : (BP) 1570
Téléphone : 2299-1200 / 2299-1251
Télécopieur : (Fax) 2299-1149
Internet : http://www.brh.net
E-mail :brh_mae@brh.net
ISSN 0257 4349